



Le grand débat

Rapport des garants désignés par le Préfet du Nord

Jacques Vernier – Thérèse Lebrun – Philippe Lemaire
27/03/2019

Note liminaire

Il avait été demandé aux Préfets de désigner un « référent » du grand débat national par département. La plupart des Préfets ont désigné un membre du corps préfectoral.

Le Préfet du Nord, dans une démarche originale, a souhaité pour sa part désigner 3 membres de la société civile et un membre du corps préfectoral pour coordonner, observer et être garants du grand débat dans le département du Nord. Il a donc désigné le 15 janvier 2019 :

- Jacques VERNIER, maire honoraire de DOUAI, ancien député, ancien député européen comme coordonnateur-garant
- Thérèse LEBRUN, président-recteur délégué de l'Université catholique de Lille comme observateur-garant
- Philippe LEMAIRE, procureur général honoraire, comme observateur-garant
- Thierry HÉGAY, Sous-préfet de Cambrai, comme référent départemental et garant

Le présent rapport a été établi, sous leur responsabilité, par Thérèse LEBRUN, Philippe LEMAIRE et Jacques VERNIER, qui ont assisté, pendant 2 mois, à 83 réunions, c'est-à-dire le quart des réunions qui se sont déroulées dans le département du Nord.

Jacques VERNIER jacvernier@gmail.com

Thérèse LEBRUN therese.lebrun@univ-catholille.fr

Philippe LEMAIRE philippe.lemaire@fda-fr.org

Thierry HÉGAY thierry.hegay@nord.gouv.fr

SOMMAIRE

- P 4 L'organisation et le déroulement des réunions
- P 7 Tableaux des sujets évoqués dans les 83 réunions, avec leurs fréquences d'occurrence
- P 13 Quelques propositions originales entendues dans ces 83 réunions
- P 14 VERBATIM : propositions chocs (voire choquantes...) ou savoureuses entendues dans ces réunions
- P 17 Ressenti de Thérèse LEBRUN, Président-recteur délégué de l'Université catholique de Lille
- P 20 Ressenti de Philippe LEMAIRE, procureur général honoraire
- P 23 Ressenti de Jacques VERNIER, maire honoraire de Douai, ancien député, ancien député européen
- P 27 Annexe 1 : Comptes rendus de toutes les réunions couvertes par Thérèse LEBRUN
- P 113 Annexe 2 : Comptes rendus de toutes les réunions couvertes par Philippe LEMAIRE
- P 249 Annexe 3 : Comptes rendus de toutes les réunions couvertes par Jacques VERNIER

L'organisation et le déroulement des réunions

Nombre de personnes présentes

Il est allé de 10 à 250.

La qualité des réunions n'était pas corrélée avec le nombre de participants, ni dans un sens ni dans l'autre.

Durée et moment des débats

La durée des réunions allait de 1h30 à 3h.

En dehors des réunions organisées par des institutions, qui pouvaient avoir lieu en journée, les réunions avaient lieu en semaine le soir à partir de 18 heures, ou le samedi, matin et après-midi.

Organisateurs

Pour les 83 réunions, les organisateurs se répartissent en :

- 30 maires (de sensibilités diverses)
- 5 groupes d'opposition municipale
- 12 députés de la République en marche
- 7 comités ou militants de la République en marche
- 2 groupes de gilets jaunes
- 4 citoyens individuels
- 23 acteurs divers, associatifs syndicaux, ou institutionnels (agence de l'eau, ATD quart monde, Université populaire, CFDT, CGT, Maison régionale de l'environnement et de la santé, URIOPSS, Medef, Sciences-po, comité Grand Lille, CESER, SCOP, centres sociaux, maisons des associations, Sciences Po, étudiants de la Catho, ...)

Bien que près des deux tiers des réunions étaient organisées par des personnes ayant une couleur politique, dans la quasi-totalité des cas, cela n'a pas empêché une grande diversité d'opinions parmi les participants et une grande liberté d'expression.

Thèmes abordés

Les quatre thématiques proposées par le gouvernement n'ont pas suscité de contestation. Il faut dire que les thèmes de la fiscalité, du pouvoir d'achat, des dépenses publiques, de l'écologie, de la démocratie étaient bien celles qui avaient émergé du mouvement des gilets jaunes. Très peu de personnes ont donc contesté le choix des thématiques qui avait été fait par le gouvernement, ce qui n'a pas empêché parfois les participants de sortir de ce cadre et

d'aborder les thèmes qui les intéressaient ; notamment, bien sûr, dans les réunions organisées par des associations ou institutions spécialisées (agence de l'eau, SCOP, ATD Quart monde, Service des urgences, etc.), qui avaient choisi des thèmes libres en rapport avec leurs engagements ou compétences respectifs.

En revanche les quelques cas où les organisateurs ou animateurs ont jugé bon de suivre les dizaines de questions qui figuraient dans les fiches thématiques, n'ont pas été une réussite. D'une part parce que cette énumération de questions a parfois été jugée fastidieuse, d'autre part parce que les participants ont jugé que les questions étaient trop orientées ou trop contraignantes.

Animation et comptes rendus

L'organisateur était parfois l'animateur. Mais le plus souvent il avait fait appel à animateur (un médiateur fourni par la commission nationale du débat public, un journaliste professionnel, un enseignant, etc.). Cette solution permettait à l'organisateur d'être discret (en général, parce que certains étaient un peu plus interventionnistes ...) et de laisser se développer le débat en toute liberté.

Les déclarations ou propositions des participants étaient transcrites, suivant le cas, soit sur des feuillets, soit sur des post-it, soit sur des Paper-boards...

Parfois les animateurs faisaient voter sur les propositions. Malheureusement ce n'était pas systématique, loin de là, si bien que lorsque s'exprimaient (souvent...) des opinions contraires, il n'était guère possible de se faire une idée sur l'opinion majoritaire.

Organisation matérielle et spatiale

Les organisateurs avaient pu choisir :

- soit de faire une seule réunion pour les 4 thématiques
- soit de faire 2 réunions avec 2 thématiques dans chaque réunion
- soit de faire 4 réunions avec une seule thématique par réunion

Lorsqu'il y avait eu plusieurs thématiques dans la même réunion, il y a eu deux grands types d'organisation :

- soit les participants étaient dès le départ réunis en assemblée plénière (alignés en rangées linéaires, en cercle ou en arc de cercle), et les thématiques étaient abordées chronologiquement l'une après l'autre
- soit les participants étaient dans un premier temps répartis à des tables correspondant à chacune des thématiques et, dans un second temps, un rapporteur de chaque table restituait en plénière les débats de sa table, restitution parfois suivie d'un débat en plénière

La séparation entre tables a parfois été critiquée, certains participants s'estimant frustrés de devoir choisir une thématique, sans compter parfois le brouhaha généré par la proximité des tables... Parfois, pour éviter les frustrations, soit les participants tournaient de table thématique en table thématique (technique du « World café »), soit les animateurs d'une thématique tournaient de table en table.

À noter enfin que, dans certains cas (ATD quart monde, Mission locale pour l'emploi des jeunes), le débat avait été précédé de réunions ou d'ateliers préparatoires riches d'enseignements... Hélas, dans le cas de la mission locale, les jeunes ayant participé par dizaines à ces réunions préparatoires ne sont pas venus du tout au débat final ...

Accueil du garant

L'accueil du garant était en général excellent, certains groupes s'estimant même honorés de la venue du garant. Dans quelques cas cependant c'était une relative indifférence et le garant n'était même pas présenté à l'assemblée. Dans deux cas, un ou deux participants y ont vu une sorte de contrôle préfectoral ou de « voix du préfet » : la chose a été rectifiée... Il est arrivé que la parole ait été donnée au garant au début du débat pour s'exprimer sur son rôle ou qu'à la fin le garant ait été invité à donner son sentiment sur le débat.



**Sujets évoqués
dans les 83 réunions
avec leurs fréquences d'occurrence**

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Démocratie et citoyenneté

| Fréquence | Sujet | Commentaire |
|-----------|---|---|
| 27 | Nombre de parlementaires | Trop : 17 / Pas assez ou statu quo : 10 (Diminution du nombre contraire à leur proximité ?) |
| 11 | Durée des mandats des élus | Trop longs : 8 / Trop courts : 3 |
| 15 | Cumul des mandats ou des indemnités | Peu de personnes connaissent les lois anticumul existantes. Confusion parfois entre cumul des mandats et cumul des indemnités |
| 20 | Salaires, indemnités et avantages (parfois présumés) des élus | Seules les indemnités des maires des petites communes sont en général jugées trop faibles |
| 18 | Avantages des anciens présidents de la République | Avis favorable unanime à leur suppression |
| 32 | Redonner du pouvoir aux maires | |
| 38 | Vote obligatoire | Avis très majoritairement favorable |
| 29 | Vote blanc | Avis très majoritairement favorable (mais modalités précises de prise en compte du vote blanc rarement évoquées) |
| 29 | Proportionnelle | Avis très partagés (proportionnelle intégrale/ une « dose » de proportionnelle / pas de proportionnelle (spectre de la 4 ^{ème} République) |
| 10 | Participation de citoyens tirés au sort | Avis assez favorables, parfois dans la démocratie représentative, parfois seulement dans la démocratie participative |
| 33 | Référendum | Avis majoritairement défavorables Pour : 11 / Contre ou mitigé : 22 Peu de discussions sur le nombre de citoyens minimum pour demander le référendum, le champ des questions pouvant être soumises référendum,... |
| 10 | Votes trop partisans et trop inféodés aux partis | |
| 15 | Corps intermédiaires indispensables | |
| 14 | Suppression du Sénat et/ou du CESE | Quelques avis défavorables pour le Sénat |
| 11 | Éducation civique | Pas seulement pour les jeunes... |
| 12 | Rétablir un service national ou civique | Avis favorable quasi unanime |
| 12 | Immigration | Avis controversés... |

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Transition écologique

| Fréquence | Sujet | Commentaire |
|-----------|---|---|
| 17 | Croissance, sobriété, décroissance | |
| 11 | La France est peu responsable par rapport à d'autres pays | |
| 13 | Affecter les taxes écologiques à l'écologie | |
| 10 | Pression excessive des lobbies | |
| 27 | Insuffisance des transports collectifs | Avis presque unanimement favorables à la gratuité ou des tarifs très bas |
| 17 | Pistes de vélo insuffisantes | |
| 17 | Véhicules électriques | Avis très majoritairement défavorables Pour : 3 / Contre : 14 |
| 14 | Développement du covoiturage | |
| 10 | Rétablissement de l'écotaxe | |
| 15 | Développement du ferroutage | |
| 17 | Taxer le kérosène des bateaux et des avions | |
| 14 | Taxer plus les gros pollueurs | |
| 10 | Priorité climatique | |
| 19 | Développer les énergies renouvelables | Des réticences sur les éoliennes et des controverses sur la méthanisation |
| 28 | Économies d'énergie dans les bâtiments | |
| 20 | Interdiction des pesticides | |
| 33 | Déchets : réduction des emballages, consigne, recyclage | |
| 11 | Développer le télétravail | |
| 13 | Changer les habitudes alimentaires | |

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Organisation de l'État et des services publics

| Fréquence | Sujet | Commentaire |
|-----------|--|--|
| 31 | Millefeuille administratif (trop grand nombre d'échelons) | Suppression du département : Pour : 11 /Contre : 1 Doublons entre communes et intercommunalités |
| 25 | Perte ou éloignement géographique de services publics | |
| 13 | Création de maison de services publics | |
| 31 | Dématérialisation de l'accès au service public et transition numérique | Vive préoccupation |
| 30 | Services de santé | Préoccupations sur les hôpitaux, les urgences, les EHPAD, le handicap,... |
| 17 | Services d'éducation et de formation | Préoccupations sur les relations parents- enfants-profs |
| 11 | Service de la justice | Accès |

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Fiscalité et dépenses publiques

| Fréquence | Sujet | Commentaire |
|---------------------------|--|--|
| Dépenses publiques | | |
| 25 | Informations insuffisantes sur le budget et les dépenses publiques | A quoi sert notre argent ?... |
| 10 | Inquiétudes sur la dette | |
| 12 | Aides aux entreprises (CICE notamment) | Elles devraient être subordonnées à des contreparties |
| 21 | Revendications sur les retraites | Notamment CSG (16) et indexation (10) |
| 11 | Salaires trop importants des hauts fonctionnaires | |
| 23 | Allocations sociales | 14 fois : ne pas diminuer l'AAH (allocation pour personnes handicapées) quand la personne a des ressources Quelques interventions, controversées, sur la fraude (4 fois) et sur les contreparties aux aides sociales (4 fois) |
| 19 | Absence de suivi des avis de la Cour des comptes | Critique unanime |
| Fiscalité | | |
| 29 | Rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune) | Rétablissement pur et simple : 20 Rétablissement avec possibilité d'exonération en cas de dons à l'économie : 9 |
| 22 | Impôt sur le revenu | Plus de tranches pour diminuer les effets de seuil: 10 Rétablissement d'une tranche plus élevée : 11 Impôt sur le revenu pour tous (même si très modique pour les faibles revenus) : 18 Rétablissement de la demi-part pour les veuves : 7 |
| 24 | TVA (taxe sur la valeur ajoutée) | Avis unanime sur la baisse pour les produits de première nécessité et l'augmentation pour les produits de luxe |
| 17 | Impôt sur les entreprises | Avis unanime sur la taxation des GAFSA (géants du tech) |
| 26 | Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale | |
| 12 | Suppression des « niches fiscales » | Avis presque unanimes pour conserver les niches relatives aux emplois à domicile, les dons aux associations et les économies d'énergie Peu de précisions sur les niches qui pourraient être supprimées... : (investissements dans les DOMTOM, œuvres d'art) |

Quelques propositions originales entendues dans les 83 réunions

- Organiser des « *Vis ma vie* » entre fonctionnaires, élus et entreprises, pour que fonctionnaires et élus vivent au moins un court moment la vie des autres.
- Moduler les horaires de travail pour limiter les engorgements et bouchons du matin et du soir.
- Travailler sur le statut des bénévoles.
-
- Exiger une contrepartie aux études de médecine payées par l'État : envoyer les jeunes médecins dans les déserts médicaux.
- Pour des besoins de première nécessité (eau, gaz, électricité, ...) instaurer des tarifs bas ou nuls pour les premiers m³ ou les premiers kWh et, inversement, des tarifs très élevés pour les surconsommations.
- Prendre en stage des jeunes, et notamment des jeunes défavorisés, dans les ministères, afin que leur voix soit entendue.
- Créer un « conseil national des jeunes », comme il y a des conseils des jeunes dans les communes.
- Pour éviter le clientélisme dans la distribution des subventions municipales, créer « un fonds libre de financement » géré collégialement et départementalement.
- Instaurer dans la Constitution le principe de « non régression du droit social » (comme il y a dans la loi un principe de non régression du droit de l'environnement).
- Instaurer une allocation sociale unique pour diminuer les frais de gestion.
- Installer des détecteurs de pollution auprès des écoles pour interdire aux jeunes de sortir dès qu'il y aurait une alerte.
- Ne plus diminuer l'allocation pour adulte handicapé quand le bénéficiaire a quelques ressources dues à son travail.
- Mutualiser les chantiers d'insertion pour diminuer les frais de gestion.
- Appeler des contributions volontaires ou des souscriptions pour le financement de projets publics. Ne pas réaliser le projet si personne ne souscrit...
- Toutes les taxes nouvelles doivent être affectées à protéger ceux qui vont être « chamboulés » par ces nouvelles taxes.
- Ne mettre des publicités que dans les boîtes aux lettres de ceux qui le demandent.

VERBATIM

Phrases choc (voire choquantes) ou savoureuses entendues

« On ne va plus voter car on a à choisir entre la peste et le choléra ».

« Au nom de la laïcité, on muselle le droit à la parole ».

« Il faut faire la révolution ».

« En haut, ils s'en foutent, ils ont fait l'ENA ».

« On ne vote pas et la prochaine fois, ce sera l'extrême droite, puis la dictature ».

« Il faut interdire aux entreprises alimentaires de vendre de la merde, et arrêter d'avoir des actionnaires qui s'enrichissent dessus ».

« On parle des quartiers sensibles ; c'est donc qu'il y a des quartiers insensibles ».

« Pourquoi les gens ne veulent pas de certains boulots ? C'est par ce que c'est des boulots de merde ».

« Il faut faire une différence entre la foule et le peuple. Le peuple, c'est respectable, la foule, je ne sais pas ce que c'est ».

« L'égalité, c'est l'ardente obligation ».

« On est dur avec les faibles et pas assez avec les riches. Les services publics, c'est pour équilibrer ».

« Moi, je ne vois pas pourquoi je paye une communication téléphonique pour avoir un robot. Je veux bien payer si j'ai quelqu'un au bout du fil ».

« Big Brother est « en marche » ! Il n'y a pas que le Président ! ».

« Les jeunes ne sont plus intéressés par la politique, car la politique ne fait plus rêver ».

« On ne peut pas supporter toute la misère du monde, mais on doit en prendre sa part ».

« Les élus doivent être tous à portée d'engueulade » (phrase reprise du président du Sénat).

« Tout le monde veut défendre la planète mais personne ne veut descendre les poubelles » (phrase reprise de Jean Yanne).

« Monsieur je vous le dis, l'État c'est un « impuissant ». Il est sous la coupole des lobbys ».

« Le pouvoir d'achat, c'est aussi le pouvoir de vivre ».

« Les hauts fonctionnaires sont une caste ».

« Les élus ne foutent rien. J'ai un seul message à leur adresse : « Rentrez de vacances ! ».

« On suce le sang des Français pour qu'une poignée de gens s'enrichisse ».

« De Gaulle payait son électricité ».

« On n'a pas assez conscience de la redistribution. J'ai eu un relevé de la sécurité sociale me disant combien j'avais coûté à la Sécu. « J'en suis tombée sur le cul... ».

« Le canal Seine Nord est « sur de bons rails ».

« Certains vivent, d'autres survivent » (cf. le hashtag : « Vivre oui, survivre non »).

« Ils ne sont plus humains, les politiques. Ils nous mentent ».

Transition écologique : « On continue, tout va bien... ».

« On va tous faire du sport dans des salles de sport, mais on est incapable de faire 100 m à pied ».

« La taxe carbone, c'est la gabelle du XXI^e siècle ».

« Il faut réduire de moitié les dépenses des ambassades, qui se gavent ».

« Les travailleurs détachés, c'est l'esclavage moderne ».

« J'en ai ras-le-bol d'acheter un billet de train comme si j'allais à la tombola, avec des billets qui n'ont jamais le même prix ».

« Avant même de démarrer mon activité j'ai 3 ou 4 factures dans ma boîte aux lettres » (un entrepreneur).

« Le temps politique n'est pas le temps économique ni, a fortiori, le temps écologique ».

« Comment consommer moins ? Arrêtons la publicité ! »

« Mes camarades ont leur petite vie, l'écologie c'est pas leur problème » (un jeune collégien).

Des jeunes : « En 2050, vous serez morts, pas nous ».

« Bercy est un bulldozer ».

Avantage des anciens présidents : « Je veux bien payer pour un président, mais pour un seul...».

« Les partis politiques sont une sorte de mafia ».

« Je n'ai pas à être plus fort que l'autre. J'ai à être plus fort que moi à cause de l'autre » (phrase reprise d'Albert Jacquard).

« Quand on est pauvre, on est surveillé, on a peur des services sociaux, de la CAF... On ne dit plus rien. On ne dit même plus qu'on n'a plus rien à manger... ». (ATD quart monde).

« On a tous quelque chose à donner même si on n'a rien dans le porte-monnaie ».

Immigration : « Je tremble de partout, j'ai honte quand on me parle de quotas ».

Diminution de la TVA sur les produits de première nécessité : « En France, le vin est-il un produit de première nécessité ou un produit de luxe ?... »

« Il n'y a plus de bistrots pour se parler... »

Ressenti de Thérèse LEBRUN

Président-recteur délégué de l'Université catholique de Lille

Suivre 26 « grands débats » sur le département du Nord a été assez exténuant, mais passionnant et enrichissant.

Ils se sont tous globalement bien déroulés, sans anicroche particulière.

Le public : composé plutôt de gens d'un certain âge, voire d'un âge certain, avec très peu de jeunes (nous y reviendrons), en général moins de 10 %, voire de 5 %, quand ils n'étaient pas 2 ou 3 dans un ensemble de 60 personnes, d'autant que l'on entend par « jeune » des moins de 30 ans. Un public ni très pauvre (sauf au débat organisé par ATD Quart Monde), ni très riche, et plutôt impliqué dans des associations, la vie locale, la vie citoyenne, voire la politique locale, et ayant réfléchi le plus souvent aux difficultés de notre société. Pas mal de personnes qui se définissent comme « fonctionnaires » ou « petit fonctionnaire » ou « de la fonction publique », ou du monde de l'éducation.

Le climat : respect de la charte ; écoute : échanges (à moduler suivant le type d'organisation de la rencontre, cf. à ce sujet le chapitre de ce rapport sur l'organisation et les méthodes de déroulement des réunions) ; un public le plus souvent heureux de pouvoir débattre, estimant que c'était une opportunité et reconnaissant à cet égard envers les gilets jaunes qui ont déclenché en quelque sorte ce Grand Débat. En revanche, pas de gilets jaunes visibles à 1 ou 2 près, mais des gens disant, pour certains d'entre eux, qu'ils appartenaient au mouvement ou qu'ils le soutenaient. Un public aussi très en attente quant aux suites données à ce Grand Débat et qui mentionne assez souvent que c'est un dernier effort qu'il fait pour venir et espère plus que vivement qu'il y aura de vraies décisions et avancées de la part du Président de la République et du gouvernement, sinon on peut craindre le pire quant à une forme de révolte.

Une tendance de fond

A cet égard, on sent un « ras-le-bol » généralisé, attribué souvent à 30 ou 40 années pendant lesquelles les personnes estiment n'avoir pas été reconnues ou écoutées, avoir été prises « pour des nuls » ou des « incapables de comprendre » et avoir vu s'agrandir le fossé riches/pauvres ou/et élite/citoyens (le mot « élite revient souvent dans les propos). Ce « ras-le-bol » est à rapprocher de la complexification tous azimuts ; de la perte des liens humains dans l'accès aux services publics jugé déshumanisé, marqué par la dématérialisation, l'internet et le tout informatique ou numérique, par l'absence de lieux de proximité (l'exemple des passeports et cartes d'identité est souvent repris) et donc par l'absence de réponses aux questions, surtout si elles sont spécifiques. « Ras-le-bol » lié aussi au millefeuille administratif

et des collectivités territoriales qui revient dans quasiment toutes les rencontres. Et, de façon marquée dans tous les débats, rejet complet d'une élite de hauts fonctionnaires qui se trouvent « là-haut », « dans les hautes sphères », complètement éloignés du peuple et des citoyens, touchant des salaires jugés indécents (et « plus élevé que celui du Président de la République ! »), bénéficiant de toutes sortes d'acquis, ne s'occupant que de leur carrière et ignorant la vie quotidienne et ordinaire et, a fortiori, les difficultés qui peuvent lui être liées.

Un public très inquiet aussi « pour ses enfants et petits-enfants » qui, dans certains cas, est venu pour cette raison précise.

Enfin, un public marqué par les inégalités et injustices ; qui souhaite des explications et de la transparence.

Les jeunes

En recoupant diverses réactions, j'arrive aux conclusions suivantes :

- les jeunes ne se sont pas sentis invités au débat : les sujets « organisation de l'État et des services publics », « fiscalité et dépenses publiques » les motivaient peu ; une question : se sont-ils sentis citoyens, appelés comme tous les autres citoyens ?
- ils sont en permanence connectés les uns aux autres, et pas seulement sur leur territoire géographique, et estiment qu'ils échangent déjà en permanence les uns avec les autres au travers des réseaux sociaux ;
- pour les jeunes en âge universitaire, les plus de 30 ans ont déjà pris de mauvaises habitudes ; ce sont les générations plus âgées qu'il faut sensibiliser, notamment en matière de transition écologique ;
- on ne prend pas assez les jeunes au sérieux, y compris avec « leurs réseaux sociaux bien utilisés ». C'est là qu'ils situent le choc des générations, entre eux et les plus âgés qui n'utilisent pas – ou pas de la même façon – les réseaux sociaux ;
- ces jeunes se sentent : peu écoutés, peu entendus, peu crédibles ; leur voix est peu prise en compte ; d'ailleurs, ils ne sont pas représentés en politique ou à l'Assemblée Nationale, disent-ils.

L'absence des 30/40 ans me semble aussi pouvoir être liée à leurs charges : professionnelles et familiales.

Les débats

Ils me sont apparus très orientés par la trame des questions/sujets émise par l'État. De ce fait, on retrouvait, au bout d'un certain temps, toujours les mêmes sujets. A cet égard, au-delà de 25/30 débats, on peut avoir l'impression d'entendre toujours le même type d'échanges.

Beaucoup d'erreurs, de confusions, d'absence d'informations sur certains éléments de lois ou de décrets existants, sur l'organisation territoriale ou le rôle des diverses collectivités, sur certains montants de salaires ou de revenus touchés par les élus... Et une crainte correspondante : puisqu'il s'agit d'un échange, d'un débat, les erreurs n'ont, dans presque

tous les cas, pas été corrigées, ce qui en a gêné plus d'un ; reste à espérer que les organisateurs du Grand Débat feront le tri et sauront distinguer, in fine, ce qui relève d'erreurs.

Au départ, les élus locaux étaient absents ou très discrets ou totalement silencieux, car ils ont compris qu'il s'agissait d'un débat citoyen et non de politique, a fortiori d'opposition, locale. La règle a été très respectée ; dans un cas où une députée et un ou deux de ses collègues ayant initialement tenu le micro près de 45 minutes, les participants ont rappelé qu'il s'agissait d'un débat citoyen...

Parfois, des thématiques non proposées dans le débat sont venues : emploi, travail, création d'entreprises ; chômage ; précarité/pauvreté, voix des plus faibles ; pouvoir d'achat.

Au total, des échanges intéressants, un fond identique de conclusions qui se dégagent, un respect des règles sur jeu, un « ras-le-bol » très ressenti et, corrélativement, une très forte, vive, attente de changements, un peu comme une dernière tentative... Dans certaines rencontres, certains proposeront de poursuivre ces débats sous des formes à imaginer, mais cela apparaît à proximité du 15 mars et non au départ du Grand Débat.

Thérèse Lebrun

Ressenti de Philippe LEMAIRE

Procureur général honoraire

Du 4 février au 14 mars 2019, j'ai assisté à 25 débats dans le département du Nord, auxquels s'ajoute l'assemblée générale du CESER consacrée à ce thème.

Preliminaire :

L'élément prépondérant fortement ressenti est le besoin de tous les participants de pouvoir parler, débattre, se rencontrer et au fond refaire de la politique. A de nombreuses reprises, le souhait de continuer à débattre après l'organisation du grand débat a été émis. Beaucoup de gens souhaitent trouver ou retrouver la possibilité de se rencontrer pour échanger sur les problèmes locaux ou nationaux.

Cette volonté de débattre est corollaire à celle d'être plus souvent entendu par les élus ou les pouvoirs publics, souvent désignés par un « ils » trop anonyme. Les gens veulent être reconnus comme citoyens dont la parole et l'opinion est importante. Et leurs souhaits d'exister au sens premier du terme rend très souvent touchante leur expression, parfois très sensée, parfois maladroite, mais toujours très sincère. Ils aiment cette France et cette démocratie, et la Liberté qui va avec, même s'ils sont parfois déçus de ce qu'elle leur apporte ou n'apporte pas.

Ils souhaitent, et ont fait la démonstration qu'il était possible de le faire, de débattre sérieusement, en défendant leurs opinions, mais dans le calme, la courtoisie et le respect des autres, et en attendent autant de leurs élus.

En ce sens, le Grand Débat répond à une incontestable aspiration, proche, au fond, de ce qui s'est déroulé sur les ronds-points avec les gilets jaunes.



Les principales revendications :

Si les quatre thèmes du grand débat ont servi, la plupart du temps, de cadre aux réunions, les participants s'en sont aisément échappés pour faire valoir ce qui leur importait le plus.

Pour ma part, je classerai trois revendications principales par ordre de priorité qui recouvrent la quasi-totalité des demandes :

1 – Le pouvoir d'achat :

Principalement exposé dans les débats sur la fiscalité, les participants ont exprimé une volonté de récupérer du pouvoir d'achat pour vivre mieux de son travail, sans écarter, bien au contraire, les actions de solidarité. Cette revendication d'un meilleur pouvoir d'achat, et donc une hausse significative des revenus, est corollaire d'un besoin de considération. Si je fais un travail difficile, et utile à la société (l'exemple des auxiliaires de vie en EHPAD ou à domicile est souvent cité), je dois être reconnu par un salaire décent, primat de la reconnaissance et de la considération sociale dont j'ai besoin. Il y a eu de nombreuses demandes de revalorisation du SMIC, ou des retraites. Corollaire de cette revendication sur le pouvoir d'achat, la fiscalité doit être adaptée.

2- La préservation des services publics :

Les Français, de manière quasi-unanime, sont attachés à leur modèle de services publics, qui s'exprime de manière touchante : « On est dur avec les faibles et moins sévères avec les riches. Les services publics sont là pour équilibrer ». Le service public est perçu à la fois comme un système de redistribution des revenus (à ce titre, l'attachement au système de santé gratuit et de sécurité sociale a été cité dans tous les débats), mais aussi comme un symbole d'appartenance à une communauté de vie. Au fond, la France est assimilée à ses services publics. Les jugements sont donc très sévères sur la privatisation de ses services, au premier rang desquels la fourniture d'énergie : électricité, gaz, eau, mais aussi les privatisations des autoroutes, des aéroports et les tentatives sur la SNCF, sans parler du développement du secteur privé dans le domaine de la santé.

Sur ces points, la responsabilité de l'Europe, et les politiques dites libérales qu'elle est censée supporter, est pointée du doigt. Il est très important que les pouvoirs publics prennent en compte cette conception quasi unanime, car il y a là une cause majeure de divorce entre les citoyens et les dirigeants, sachant que ni les dirigeants, ni encore moins les représentants de la puissance publique n'ont fait la preuve que leur système plus libéral était bénéfique pour la majorité des gens, et notamment pour les plus faibles.

Dans le même ordre d'idée, la transition numérique, dont les gens comprennent bien qu'elle est nécessaire, n'est pas souvent accompagnée et est considérée comme éloignant les services publics des gens en les rendant anonymes et inaccessibles.

3 – Une grande défiance vis-à-vis des élus et des hauts fonctionnaires :

Le premier point est une très nette perte de confiance en la démocratie représentative, notamment les parlementaires, qui sont accusés, parfois de manière caricaturale, d'avoir perdu le contact avec la réalité du terrain. De plus, que ce soit le Président de la République, les ministres ou les parlementaires, tous sont accusés de profiter financièrement du système, notamment par des avantages indus. Ainsi sont vivement critiqués les avantages des ex-présidents de la République, ou ceux de certains parlementaires, notamment les Sénateurs.

Mais, cette crise de confiance touche l'ensemble d'une classe dirigeante perçue comme anonyme (les « ils »), mais méprisante et s'enrichissant indûment. A ce titre, le montant des traitements de certains hauts fonctionnaires exerçant des fonctions mal connues ou mal définies comme le Défenseur des droits ou la présidente de la commission nationale du débat public est très sévèrement condamné.

Une très forte exigence d'exemplarité de toute cette catégorie de « puissants » a été plébiscitée par la quasi-unanimité des participants, en citant très directement et à de nombreuses reprises, les affaires dites Cahuzac ou Bennalla, mais également en réprouvant de manière assez catégorique la nomination d'Alain Juppé au Conseil Constitutionnel alors qu'il a été condamné par la Justice.

Seul le Maire échappe à cette sévère mise en garde, en raison de sa proximité, (« Il est à portée d'engueulade ») mais également de la modicité de ses revenus en qualité de Maire. De plus, il est à noter la forte mobilisation des Maires, notamment des petites et moyennes communes, pour assurer l'organisation de ce grand débat national.

Il n'est donc pas étonnant que dans ces conditions, aient fleuri les propositions de recourir au tirage au sort des citoyens pour assister les élus dans les prises de décisions importantes, ou le recours au referendum, sous différentes formes comme le RIC, pour débattre et trancher sur les grands sujets de société.



En conclusion, s'il faut insister sur la qualité des débats et surtout leur sincérité, il faut néanmoins pointer des interrogations.

Le public a été massivement constitué de plus de 60 ans, généralement retraités. Les jeunes, à quelques exceptions près, n'ont pas participé aux débats. Il faut s'interroger pourquoi mais je n'ai personnellement pas de clés.

De même, là comme ailleurs les citoyens sont soumis aux effets de mode : très peu de nos concitoyens connaissent l'histoire mouvementée du référendum en France (la seule référence étant le mauvais souvenir de 2005), mais on affirme, sans grande expertise, que c'est le mécanisme le plus démocratique pour prendre des décisions. De même, il existe un raz-de-marée en faveur du vote blanc, sans réfléchir sur les raisons pour lesquelles en France, comme dans la plupart des démocraties, il n'a jamais été reconnu. De même, il n'est jamais fait allusion aux grands débats historiques sur la démocratie participative, ou directe ou représentative ou sur le mandat impératif.

Contrairement à des commentaires assez complaisants, la culture politique du citoyen est faible, et il faut poser la question de la place des corps intermédiaires dans notre démocratie : partis politiques, associations, syndicats, qui permettent une formation indispensable des citoyens et une mise en cohérence de projets politiques. Il est à noter que pour certains, ce rôle devrait revenir à l'école.

Il faut donc, à l'instar de certains intervenants, se souhaiter collectivement « Bon courage » pour trouver ou retrouver le chemin étroit de la préservation de notre modèle démocratique.

Philippe Lemaire

Ressenti de Jacques VERNIER

Maire honoraire de DOUAI – Ancien député – Ancien député européen

L'engagement des personnes participant à ce débat fut remarquable. Ce débat correspondait véritablement à une attente. Malgré certaines réserves que j'ai exprimées ci-dessous, cela fut un superbe exercice de démocratie participative voire de « thérapie collective » comme l'a dit un des participants. Le fort besoin de justice sociale (de justice fiscale notamment), d'exemplarité des élus, de démocratie accrue s'est affirmé avec force, de même que l'affirmation que toute « transition » (par définition difficile à supporter) doit être accompagnée socialement, qu'il s'agisse de la transition écologique ou de la transition numérique.

L'espoir est désormais considérable et ne doit pas être déçu.

Cela dit, aussi, comment ne pas être interpellé par la beauté de ce grand débat confronté à la violence de certains combats ?...

Quelques focus

L'absence des jeunes

Plusieurs raisons ont été invoquées pour justifier cette absence, souvent par les quelques jeunes qui ont eux-mêmes participé à des débats :

- Nous les jeunes, nous bougeons beaucoup, nous avons « *un défaut d'ancrage* », « *un défaut d'enracinement* » qui ne nous incite pas à nous investir dans la vie publique.
- Moi quand j'étais jeune j'ai galéré, j'avais autre chose à faire que m'intéresser à tout ça
- Beaucoup des thèmes ne nous parlent pas : les impôts, le pouvoir d'achat (nous ne gagnons pas encore notre vie), les retraites (que c'est loin !)
- Nous les jeunes, les réunions comme ça c'est pas notre truc. On communique via les réseaux sociaux.
- La politique ça ne nous intéresse pas

Cela dit certains de ces arguments s'appliquent effectivement aux jeunes avant l'entrée dans leur vie active, mais n'expliquent pas complètement la faible assistance de jeunes actifs.

Les contradictions

Je ne parle pas ici des opinions contraires qui ont pu opposer des personnes différentes au cours d'un débat. Je parle en revanche des propos contradictoires qui pouvaient parfois être énoncés par la même personne, à quelques minutes d'intervalle, au cours de la même réunion, par exemple :

- La dénonciation globale des « niches fiscales » et, en même temps, la demande que des avantages fiscaux soient accordés en faveur de comportements ou de produits vertueux, ... ces avantages étant à proprement parler des « niche fiscales » ...
- La demande d'une plus grande « proximité » des parlementaires et, en même temps, la demande d'une réduction de leur nombre, qui, inévitablement, les rendra moins « proches » ...
- la demande de « beaucoup plus de proportionnelle » aux élections et, en même temps, la demande que les parlementaires ne soient pas inféodés aux partis, alors même qu'inévitablement les listes à la proportionnelle rendent beaucoup plus les parlementaires dépendant de leurs partis...

Des thèmes grands absents du débat

Alors même que le chômage, ce « cancer » de la société actuelle, était considéré comme le débat primordial du quinquennat précédent, il n'est pratiquement pas apparu dans les débats (en ce qui me concerne, une seule fois sur les 32 réunions !). Stupéfiant !

Il en est de même pour d'autres thèmes, alors même que ces autres thèmes figuraient explicitement dans les thématiques : les incivilités (thème prévalant quand je faisais mes réunions de quartier à Douai...), l'immigration, la laïcité, la pollution de l'air (pourtant prégnante dans le Nord), ...Étonnant !

Il est également étonnant que sur le thème du pouvoir d'achat, sans cesse abordé, seule la responsabilité de l'État et non la responsabilité des entreprises ait été mise en cause. Certes l'État est responsable, d'une part des retraites, d'autre part de la fiscalité qui rogne le pouvoir d'achat, mais, comme l'a fait remarquer une seule fois un intervenant, « les salaires sont de la responsabilité des patrons » (sauf évidemment en ce qui concerne le niveau du SMIC). Plusieurs médias ont d'ailleurs fait remarquer que les chefs d'entreprise étaient passés « *entre les gouttes* » dans ce grand débat et ce mouvement des gilets jaunes. Seuls les syndicats présents au CESER ont insisté fortement sur le rôle des négociations d'entreprises pour aboutir à « *une meilleure distribution des richesses* ».

Enfin l'absence de jeunes aura peut-être contribué au fait que les questions de transition écologique auront peut-être été moins présentes qu'elles auraient pu (ou dû ?) l'être.

Les incantations sans solution proposée

La prise en compte du vote blanc revenait en boucle, beaucoup de personnes ignorant d'ailleurs que les votes blancs sont déjà comptabilisés. Les modalités pratiques de prise en compte du vote blanc étaient rarement perçues et donc abordées : intégration des votes blancs dans les suffrages exprimés et corrélativement affaiblissement du score de l'élu ? annulation et donc recommencement de l'élection en cas d'un taux trop important de votes blancs ?... Autant de solutions peu abordées et peu débattues ...

Même chose sur le référendum d'initiative citoyenne (sujet d'ailleurs beaucoup plus controversé chez les participants au grand débat que chez les gilets jaunes) : au-delà de

l'incantation, pratiquement aucun débat sur le périmètre du référendum, sur le seuil du nombre de personnes pouvant déclencher un tel référendum, etc.

Informations souterraines et fake news

Il est évidemment normal que des thèmes expressément cités dans les fiches thématiques (millefeuille administratif, nombre de parlementaires, etc.) ou récurrents dans les revendications des gilets jaunes (RIC, ISF...) soient revenus en boucle dans les débats. Il est aussi normal que des sujets très médiatisés actuellement, comme l'interdiction du glyphosate ou la taxation des géants du Tech (les GAFAM), aient émergé massivement. En revanche on peut se demander pourquoi d'autres sujets ou propositions revenaient sans cesse et par quels canaux, le cas échéant souterrains, ils étaient propagés, par exemple :

- les avantages des anciens présidents
- la suppression du CESE
- la taxation du kérosène des avions et des bateaux (qui n'est pas vraiment repéré dans le monde de l'écologie où je vis comme le problème majeur...)
- le caractère obligatoire des avis de la Cour des Comptes

Il n'a pas manqué non plus dans ce débat de fake news, telles que :

- Les salaires que les anciens ministres continueraient de percevoir longtemps après la fin de leur mission
- L'origine inévitablement chinoise des batteries des véhicules électriques ou l'impossibilité de les recycler

Tout cela montre qu'aucun débat ne peut se dispenser d'un immense effort d'information préalable, qui était d'ailleurs demandé par les participants.

Jacques Vernier

Mars 2019



Annexe 1

Grand débat national, Département du Nord,

Rapports rédigés par Thérèse LEBRUN,

Président-Recteur délégué de l'Université Catholique de Lille

Grand débat national, Département du Nord,

Rapports rédigés par Thérèse Lebrun

| Page | Date | Lieu | Thème | Organisateur |
|-------------|-------------|----------------------|--------------|--|
| 29 | 21 /1 | Roubaix | OESP | Amine Elbahi |
| 33 | 31/1 | Faches-Thumesnil | | Maire |
| 34 | 1/2 | La Madeleine | Tous | Dusausoy |
| 36 | 2/2 | Haubourdin | OESP | Maire |
| 39 | 5/2 | Trélon | DC, OESP | Maire |
| 42 | 7/2 | Lille CCI | Tous | Medef |
| 45 | 7/2 | Bondues | OESP | Maire |
| 49 | 8/2 | Férin | TE | Druelle |
| 53 | 9/2 | Faches-Thumesnil | | Maire |
| 55 | 11/2 | Halluin | Tous | Karim Chigri REM |
| 58 | 13/2 | Haubourdin | TE | Maire |
| 62 | 25/2 | Marcq en Baroeul | Tous | Nouvelle Marcq |
| 66 | 26/2 | Lille | Tous | CGT |
| 69 | 26/2 | Lambersart | Tous | Danel |
| 73 | 27/2 | Cuincy | Tous | Maire |
| 77 | 28/2 | La Gorgue | DC - OESP | Jennifer de Temmerman Députée REM |
| 80 | 1/3 | Bouvines | Tous | Maire |
| 83 | 2/3 | Ennetières en Weppes | OESP-DC | Maire |
| 85 | 2/3 | Lille | DC | ATD Quart monde |
| 89 | 4/3 | Erquinghem le sec | TE-DC | Laurent Pietraszewski Député REM |
| 93 | 5/3 | Lille – Sciences Po | DC | Valérie Petit Députée REM |
| 97 | 7/3 | Lille | TE | CFDT et Ensemble pour le climat |
| 102 | 9/3 | Orchies | Tous | Charlotte Lecocq Députée REM |
| 104 | 13/3 | Lille | Tous | Université catholique (les étudiants) |
| 108 | 14/3 | Ronchin | Tous | Maire |
| 111 | 15/3 | Marcq en Baroeul | Tous | Comité Grand Lille |

GRAND DÉBAT : ROUBAIX

Lieu : Roubaix - La petite cour - 57 rue Nain.

Date : 21 janvier 2019.

Heure : 18 h - 21 h 30.

Organisateur : M. ELBAHI un jeune (22 ans) étudiant en droit à l'Université de Lille, engagé, notamment contre la radicalisation.

Nombre de personnes : 60.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

L'organisation de l'État et des services publics : « Comment envisager la relation entre l'État et les citoyens ? »

1 - Un très bon échange et une excellente animation par Amine Elbahi, dans un débat sur l'organisation de l'État et des relations avec les citoyens.

Une bonne présentation initiale et une règle du jeu clairement définie pour que tout le monde (une soixantaine de personnes reçues dans une salle d'un modeste et sympathique café - restaurant de Roubaix – cf. présentation jointe -) : chacun est autorisé à 2' pour s'exprimer et pourra ensuite, le cas échéant, reprendre la parole. Cette règle a été relativement respectée et a permis de nombreuses expressions, plutôt bien formulées par les participants en dépit d'émotions palpables sur des situations personnelles, des agacements forts, des craintes pour nos enfants pouvant conduire à des propos parfois moins contrôlables mais très peu nombreux. Il faut souligner en conséquence un débat très riche, respectueux, profond, bien conduit. En finale de cette réunion, il est d'ailleurs décidé de poursuivre sur la fiscalité et pouvoir d'achat (voire « pouvoir de vivre »).

Indiquons aussi la présence de nombreux membres de la presse, de la télévision et des médias.

2 - Le public est constitué majoritairement de personnes retraitées ; impliquées dans des associations ; dans la vie politique locale (sans être nécessairement des élus) ; des personnes qui se présentent comme « administratifs dans des services publics » ou « petit fonctionnaire » je cite.

On rencontre aussi des éducateurs (l'un d'entre eux est aussi famille d'accueil et gérant d'une petite entreprise) ; un président d'association culturelle ; un conseiller municipal ; un gilet jaune se présente comme tel.

Quelques jeunes, seuls ou en couple (6 environ), venant du milieu du droit ou des sciences politiques (nous en ferons un paragraphe spécifique de cette synthèse).

3 - Les thèmes qui reviennent fortement au cours du débat :

* le débat, les oppositions, les deux mondes **riches/pauvres**.

Avec la notion de proximité forte, de cooptation, de favoritisme des élus, y compris au plus haut niveau, à l'égard des riches.

Les disparités et décalages classe politique / peuple sont massivement soulignées.

* Un littéral **cri de retraités** qui ont travaillé toute leur vie, n'ont pu profiter de celle-ci, sont maintenant retraités et ne peuvent profiter de la vie faute de moyens.

Récompenser le travail, celles et ceux qui ont travaillé (au moins 1 500 € de minimum retraites est requis), ce qui dit vouloir M. Macron.

* Comment les **personnes** sont-elles traitées et reconnues par le **service public** ? Avec quelle qualité minimum exigée et quelle dignité ? Disons ce que nous attendons des services publics, qui la plupart du temps, ne fonctionnent pas comme nous voudrions. L'administration dirige très mal ses travailleurs, est-il souligné.

On s'y heurte au tout politique, à une verticalité, à une demande de contrôle de hauts fonctionnaires qui veulent tout maîtriser, dans un millefeuille administratif.

* De là, il est proposé de simplifier, **faire confiance aux petits** aussi bien qu'aux grands ; écouter les petits qui proposent des choses simples à mettre en œuvre.

* Tandis que l'on rationalise tout, **on ne rationalise pas les partis politiques** ; il y a la discipline du parti, une sorte de mafia.

La démocratie constitue déjà une dictature, celle du grand nombre. Les élus se renvoient toujours l'ascenseur ; on place les élus ; il y a consanguinité, il faut aérer, par rapport à ces « rapports incestueux » (je cite toujours) qui touchent les politiques, les médias... De plus nous sommes dans un État parmi les plus riches du monde, mais un État pour les riches et où la liberté d'expression est limitée par les plus riches qui possèdent tout.

* À ce stade, au-delà d'une ou deux voix qui s'élèvent pour dire ne pas croire à **l'efficacité de ce grand débat**, voici qui est entendu de celui-ci et qui nous apparaît positif (NdlR) :

- ce débat me donne de l'espoir avec un merci aux gilets jaunes qui l'ont permis ; gilets jaunes qui ont mis le doigt sur un mal-être français, des problèmes intéressants et importants. On échange, on parle. Il y a beaucoup de frustrations dans la société française dans un monde qu'il faut comprendre.

Des gens contents du débat, puisqu'on dit tout le temps : « on ne nous écoute pas ».

Réconfort aussi de voir une attitude responsable des plus jeunes ;

- autre expression : rien ne bouge, rien n'avance. « On en a marre que rien n'avance ». On entendra même : « il faut faire la révolution ». Il faut des décisions ;

- mentionnés aussi :

- l'inquiétude, l'incertitude du lendemain, face à l'absence de moyens, à une dette énorme ;
- la dérive de la dématérialisation, de la numérisation, qui crée aussi des fractures ;
- la société de surconsommation et ses « y a qu'à », « faut qu'on » ;
- le problème des relations avec nos institutions, sclérosées. Beaucoup trop d'élus. Vers une fin de la V^{ème} République ? On a créé les intercommunalités et les communes restent. La France va mal, il faut s'en sortir.

* Toutefois, il reste un découragement et un rejet liés à la cooptation chez les politiques, à la représentation, à la communication (« Territoire zéro chômeur », c'est de la com », dit un participant, car les personnes intégrées peuvent ensuite être « virées » ...), à la discrimination (ex. : on parle de « quartiers civilisés » à certains endroits, donc d'autres ne le seraient pas), ou de « sauvages » en banlieue qui ont assez d'être discriminés. La radicalisation est liée à la discrimination.

Il est aussi dénoncé le « rien pour les pauvres, tout pour les riches », tandis que ces pauvres sont parents, votent, paient des impôts indirects comme la TVA. Les bailleurs sociaux ne s'occupent pas beaucoup de ces personnes précarisées. Les mairies ne font pas grand-chose non plus, dit un participant, plutôt révolté, notamment en pensant à l'avenir de ses enfants qui sont ou seront eux-mêmes discriminés.

* **La parole des jeunes**

- Une quête de sens, un sens à trouver derrière ces débats, on ne comprend pas.
- Des ersatz de démocratie participative.
- Expliquer les choses aux citoyens ; la transparence politique et pas seulement sur les comptes publics.
- Libérer la parole des citoyens lambda avec la question « qu’attend-on des services publics ? »
- Une proposition d’un jeune juriste de 25 ans : création d’une plateforme numérique de débat qui formule des propositions, explique les actions de l’État. Une meilleure pédagogie de l’État pour une meilleure compréhension des citoyens.

Sans omettre les problèmes fiscaux, dans le cadre d’une union économique européenne, mais sans harmonisation fiscale de l’Europe des 27.

- Nous entendons des demandes et des demandes et des demandes. Mais on prend dans la poche des uns pour donner aux autres. Préconisation de décentralisation au profit des communes. Responsabilité plus avancée, contre l’infantilisation des citoyens, leur flicage en cas de versement d’aides (et pourquoi pas plutôt un revenu universel ?)

- Une autre jeune, ancienne Sciences Po, 25 ans :

- fracture numérique à réduire. Impliquer les jeunes ;
- c’est toujours la faute de l’État, de l’autre. On critique les journalistes, les élites, les policiers, son voisin ;
- il faut réduire les inégalités, faire quelque chose pour son voisin, recréer de nouvelles solidarités entre nous, des relations entre les citoyens eux-mêmes, impliquer les jeunes, s’engager.

*** Les Français, des râleurs, en critique permanente. En sortir... ?**

- Jusqu’aux violences dans les mouvements des gilets jaunes, alors que le Président de la République a amené des débuts de réponse, tandis qu’aujourd’hui on demande tout et son contraire ;
- très dur de trouver des gens qui s’impliquent, même si, pour le moment, la population est agacée d’être non entendue, entend des mots, dit ne rien comprendre et ne pas trouver la cohérence entre les discours et les actions ;
- pourquoi rejetons-nous les corps intermédiaires (syndicats, partis) – cf. les gilets jaunes ?
- il y a des inégalités, mais les soins très performants et la bonne protection sociale, française, sont aussi plusieurs fois soulignés ;
- les Français critiquent tout le temps les services publics, alors qu’ils ont les meilleurs spécialistes et hôpitaux au monde ;

Préconisations : revoir l’urbanisme ; il a beaucoup de petits villages à restructurer, tandis que les villes sont saturées. Remettre de la vie dans les petits villages ; faire reprendre les commerces ; des citoyens plus responsables ; une attention à la ruralité ;

- face à des Français « gueulards et révolutionnaires », il faut un langage de convictions et de réalité du quotidien. Réfléchir au lendemain pour nos enfants ;
- on flagelle les autres, mais que construit-on derrière ? Rassembler dans un même lieu, à travers ce grand débat, des gens qui ne sont jamais rencontrés ; débattre sur : c’est quoi le RIC ? Comment

cela fonctionne ? Aller vers des propositions concrètes, sur les questions de représentation. Rendre la parole ;

- on peut faire beaucoup de choses, avec pas beaucoup d'argent, en s'y mettant à plein, en créant des endroits d'expression et faire ensemble, à l'échelon local ;
- regarder l'Europe, le monde, en montrant du doigt les lobbyistes pour repartager les deniers ;
- dans la vie politique locale, c'est la première fois qu'on nous donne la parole. Mais il faut passer le cap du constat, aller vers les propositions ; on n'est pas en état de guerre ; on a un beau et grand pays, à protéger et à améliorer, avec des propositions toutes simples et sans coût :
 - imposer à l'État d'être endetté à 33 % maximum (comme les citoyens) ;
 - interdire le déficit budgétaire (les citoyens sont bien obligés de gérer un budget) ;
- nous sommes à un tournant. L'État défend les intérêts des industriels et des banquiers, dit un ex-lobbyiste. E. Macron est brillant, mais néophyte en politique et il va annoncer une Europe sociale ;
- attention aussi au complotisme.

*** À propos des élections et de l'appréciation des votes**

- Croissance de l'abstention. Il est facile, disent les uns, de toujours râler contre les politiques, contre ceux qui veulent faire quelque chose ;
- mais, disent d'autres, il y a abstentions, face à une absence d'offre politique. On n'a pas envie de candidats. On attend des candidats qui ont du sens et qui font comprendre les choses ;
- il faut prendre en compte les votes blancs et les votes nuls. S'il y a plus de votes, il y aura aussi moins d'abstentions. Il faut donc inciter à voter et prendre les votes en compte. Lutter contre les votes par dépit.

4 - Préconisations finales

- Un nouveau débat centré sur la fiscalité et le pouvoir d'achat (ou le plaisir de vivre).
- Proposer au Président Macron de ne pas débattre qu'avec les Maires sur le terrain, mais aussi avec des citoyens, comme ce 21 janvier à Roubaix.

GRAND DÉBAT : FACHES-THUMESNIL

Lieu : Faches-Thumesnil - salle Baron - rue Édouard Vaillant.

Date : 31 janvier 2019.

Heure : 19 h - 21 h.

Organisateur : ville de Faches-Thumesnil.

Nombre de personnes : 40.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

La méthode : des tables, chacune organisée autour d'une thématique du grand débat. Les citoyens choisissent une table et un **rapporteur** qui restera quant à lui à la même table et enrichira au fur et à mesure le rapport, tandis que les autres participants changeront 4 fois de table au total, pour s'exprimer chacun autour des 4 thèmes. Toutefois, quelqu'un peut ne pas choisir l'une des thématiques ou au contraire, rester à la même table, s'il est particulièrement intéressé par un thème. Il y a donc une liberté du citoyen respectée quant au choix des thématiques auquel il souhaite s'associer et dont il souhaite débattre. Il y a un **animateur** par table qui est un conseiller de quartier et peut ainsi apporter des explications, y compris sur la méthode. Un **garant** est également choisi par table pour la qualité du débat et l'authenticité du rapport.

La méthode m'est apparue intéressante, puisqu'en 2 heures, un citoyen aura parcouru les 4 thématiques et aura pu s'exprimer autour d'une table avec une dizaine de personnes, donc plus aisément qu'en grand groupe.

La directrice de la communication de la ville de Faches-Thumesnil anime globalement la soirée, son timing et les changements de table.

En finale, chaque table remonte son rapport et les citoyens peuvent s'exprimer complémentaires.

Deux séances ont été prévues : l'une en soirée (19h-21h) le 31 janvier et la seconde, le samedi 2 février matin, pour permettre un choix aux citoyens selon leur disponibilité.

Le public

Plutôt des personnes déjà impliquées dans la vie locale ; un public un peu plus masculin que féminin ; quelques jeunes (environ 5 à 6 jeunes sur 40).

Un journaliste de RTL a recueilli des témoignages de citoyens au cours des débats aux tables, pour un passage sur les ondes le dimanche 3 février matin.

GRAND DÉBAT : LA MADELEINE

Lieu : La Madeleine - brasserie Le Romarin - 104 avenue de la République.

Date : 1^{er} février 2019.

Heure : 19 h - 21 h 30.

Organisateur : 2 citoyens dont l'un sera animateur de la rencontre.

Nombre de personnes : 15.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

1) Le public et la méthode

- Divers âges, de 30 à 70 ans.
- 15 personnes
- Un public très tourné vers les questions : emploi/chômage ; création d'entreprises ; RSA ; familles monoparentales en difficultés ; pouvoir d'achat – ou d'acheter – ; précarité.

L'objectif est de remonter des solutions concrètes à partir d'un débat bienveillant sur des sujets partagés.

Les sujets traités au cours de la rencontre sont très différents des sujets proposés au Grand Débat.

2) Sujets traités

2.1 L'hospitalisation à domicile (HAD)

Proposition :

- * que les patients moins lourds reviennent en libéral, hors HAD, hors structures à but lucratif ;
- * que les patients avec indice de KARNOFSKI supérieur à 60 sortent des attributions de l'HAD.

2.2 L'emploi

* Mettre en AVS, dans les écoles et les collèges, les seniors du monde de l'éducation spécialisée devenus sans emploi.

* Une loi anti-discrimination des seniors ou pour qu'au moins, les plus âgés soient reçus, dans le cas des propositions d'emplois.

* Éviter les décalages excessifs :

- un spécialiste à l'export qui se voit offrir un emploi de coiffeur par Pôle Emploi !
- un plombier qui ne reçoit aucune proposition de plombier.

* Si l'État a des besoins, il doit faire appel à des chômeurs compétents dans leur champ.

* Traiter localement les questions locales. Créer un comité de citoyens au service de l'économie locale.

À noter que Pôle Emploi ne réagit pas, y compris lorsqu'on lui signale des « arnaques ».

- * Une concurrence européenne déloyale.

2.3 Création d'entreprises

* Manque d'informations, éclatées en de nombreux lieux.

* Que les banques aident, au service de l'économie, avec des découverts autorisés en cas de création d'entreprises, contre-garantis par la BPI et dans la 1^{ère} année.

* Reconnaître aussi le risque, le « plantage » possible (s'il n'est pas frauduleux), la possibilité de rebondir.

* Supprimer les frais d'avis à tiers détenteurs.

Au total et en synthèse :

- faire appel à des compétences inscrites chez les bénéficiaires de Pôle Emploi pour répondre aux besoins issus des collectivités ;
- en termes de classes d'âge, que les entreprises soient représentatives de la société ;
- création d'un conseil citoyen, au service de l'emploi local ;
- pas de discriminations d'âge sur certains dispositifs comme les VIE ;
- que les banques se mettent au service de l'économie et des créateurs d'entreprises et pas seulement de leurs actionnaires.

Conclusion

Beaucoup d'autres sujets ont été évoqués par les participants qui décident dès lors la tenue d'une autre réunion :

- * le pouvoir d'achat ;
- * l'isolement, la solidarité, la fraternité, la précarité ;
- * la crédibilité des politiques, des institutions et des fonctionnaires ;
- * le millefeuille territorial et administratif ;
- * l'écologie.

Une autre rencontre est donc organisée en conséquence.

Celle du 1^{er} février a en effet exclusivement porté sur des questions d'emplois, notamment des seniors, de création d'entreprises, comme indiqué supra.

En fait, les personnes présentes à ce débat sont venues avec leurs difficultés et leurs souffrances : exemples : un papa entrepreneur seul avec deux jeunes enfants (3 ans et 6 ans) ; un demandeur d'emploi voulant créer son entreprise ; un père au foyer, ancien entrepreneur textile ; un intérimaire plombier ne trouvant pas de proposition dans son domaine ; une éducatrice spécialisée faisant des ménages ; une commerciale souffrant des hauts et des bas de son activité...

GRAND DÉBAT : HAUBOURDIN

Lieu : Haubourdin - hôtel de ville - salle de réception - rue Carnot

Date : 2 février 2019.

Heure : 9 h 30 - 12 h.

Organisateur : Maire d'Haubourdin.

Nombre de personnes : 30.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Le débat est bien organisé et riche. Il y a une trentaine de personnes et 3 ou 4 plus jeunes dont un jeune couple qui dit être venu pour se forger une opinion. Les élus sont présents mais en deuxième rang dans la salle et n'interviennent pas.

Un cabinet facilitateur et un animateur (un avocat) animent le débat et le nourrissent à l'aide des questions proposées aux citoyens par l'État pour ce Grand Débat. Ces questions, présentées par slides, constituent le fil rouge du débat afin de l'organiser. Deux personnes, dites ressources, membres de la vie associative et du conseil citoyen, nourrissent le débat en apportant des informations. L'une de ces deux personnes est chargée de faire la synthèse en fin de réunion, ce qu'elle fera remarquablement.

En guise de démarrage, les animateurs posent quelques questions au public. Voici quelques éléments de réponses : les gens viennent par curiosité, aussi pour défendre des situations : pour les retraités, revenus et APL ; les loyers chers ; la nécessité de revenir à du « terre à terre » et de « faire du ménage » par rapport à ceux qui se croient au-dessus de la mêlée (on ressent un grand ressentiment à cet égard) ; faire reconnaître le vote blanc ; se préoccuper de la transition écologique. Et aussi, « pour une fois qu'on nous demande notre avis ».

Le débat se déroule bien. On sent l'une ou l'autre personne plus virulente, mais ceci est aussi en lien avec une très grande peur, « une trouille au ventre », dira un participant, pour ce que nous laissons à nos enfants et petits-enfants, une inquiétude de fond sur la situation et un réel « ras-le-bol » des injustices, des avantages acquis, des élites et des manques des services publics, et ce depuis 30 ou 40 ans.

Entrons dans les éléments concrets du débat

* Une sorte de déchaînement initial sur les politiques (« nuls et incompetents ») ; un millefeuille qui ne sert à rien sauf aux copinages (1 élu pour 100 Français contre 1 pour 2 000 en Grande-Bretagne) ; des élus sur un piédestal (« en haut, ils ne font rien, ils reviennent, ils pavanent à la télévision, c'est une honte, ce sont toujours les mêmes, il faut remettre à plat, prendre des gens sérieux »). Contre une « caste de hauts fonctionnaires », formés dans le même moule.

* La Région et les maires sont acceptés, voire les intercommunalités. Il faut une Région puissante, forte, les Hauts-de-France. Supprimer les départements, ils sont trop petits, abstraits et inutiles ; de même, supprimer les communautés urbaines, les communautés de communes. Des élections au suffrage direct.

* Le Sénat à supprimer. Les $\frac{3}{4}$ des sénateurs dorment. Les députés, plus proches de la population, font leur travail, il faut bien être gouvernés.
Demande de proximité, d'où les maires et les députés, reconnus et acceptés. Ils travaillent pour les habitants, viennent sur le terrain.

* Certains ministères devraient être transversaux à tout : l'économie, l'environnement, la justice (mais une justice libre des politiques avec, à sa tête, un « magistrat supérieur élu par ses pairs »).

* Ne pas oublier la strate supplémentaire, l'Europe. Au niveau européen, ils ne connaissent pas les régions. C'est une taxe supplémentaire. Alignement des législations. Interdire le dumping social, le pantouflage et le lobbying (des sociétés, des religions, des associations, des fédérations).

* Sont réclamées :

- de la transparence dans les entreprises, dans la gestion de l'argent public ;
- de la proximité ;
- de la confiance à retrouver (grâce aux deux précédentes).

* Le coût des hauts fonctionnaires dans tous les ministères, qui gagnent plus que M. Macron ; le salaire de ces hauts fonctionnaires et leurs privilèges ; les appariteurs au Sénat qui gagnent plus que les députés ; tout cela exaspère le peuple.

* Un ouvrier ou un cadre ne peut quant à lui se présenter aux élections, car il perd son emploi, s'il veut être député, par exemple.

* Il est demandé que quelqu'un qui n'a pas un casier judiciaire vierge ou qui a été condamné, poursuivi pour fraude, ne puisse plus se présenter, ni revenir ultérieurement à l'élection.

* Les intercommunalités sont utiles ; ce sont des bassins de vie, car seuls, « on ne pèse pas grand-chose ».

Le département n'est-il pas utile en milieu rural ?

* Un débat se développe autour des lieux nécessaires de contrepouvoir pour qu'une démocratie fonctionne, un pouvoir n'étant pas un blanc-seing. Il faut aussi respecter une morale, des principes, quand on est élu. Les élus nous représentent ; on a voté pour eux, pour nous représenter ; arrêter en conséquence de les mettre sur un piédestal.

Mais plus l'élu s'éloigne, plus il s'éloigne des préoccupations du peuple. Quand l'élu va à Paris, il entre dans un milieu, un engrenage, surtout s'il veut progresser, se positionner.

Appel à plus de communication, d'information et d'écoute, car il n'est pas toujours facile de prendre nos demandes en compte, de concilier, de prendre des décisions.

On passe ensuite aux services publics

* Dans l'histoire, ce sont toujours les plus fragiles qui sont sacrifiés. Ex. pour obtenir la carte d'identité ou le passeport, il faut aller dans certaines communes qui ont l'appareil photo biométrique. Et si l'on est âgé ou sans voiture ?

* Actuellement, on détruit le service public. Ex. Pôle Emploi ; c'est un logiciel qui détermine les allocations, une machine plutôt qu'un humain ! Ou encore Transpole remplacé par Ilévia, des sous-traitants, le recours à des sortes de taxis sur les lignes plus isolées...

Trop de transmission du service public au privé qui veut « faire du fric ». Le service public se déshumanise, plus encore qu'il ne se détériore.

* Les démarches, dossiers, à remplir et remplir...

Craintes : le numérique, les machines, l'internet. Il n'y a plus d'humains.

L'obligation internet : les gens devraient avoir le droit de choisir de rester au papier. De plus, coût d'internet pour une famille et coût écologique.

Il faut certes vivre avec son temps, mais la mairie doit rester centre de la vie, avec ses bornes (ex. CAF, CPAM...); avoir un point central d'accès en mairie → la maison commune.

Et ne pas oublier ceux qui n'ont pas accès à internet.

Soulignons toutefois l'intérêt d'internet pour unifier un dossier, pour un dossier unique, pour des informations partagées avec toutes les administrations, avec néanmoins les exigences et protections CNIL quand on passe d'une administration à l'autre.

* Être plus strict dans l'évaluation des dispositifs et des politiques publiques. À la fois, confiance, mais aussi renforcement des contrôles et inspections *a posteriori*. La Cour des Comptes soulève des tas de problèmes intéressants, mais on n'utilise pas ses rapports pour corriger les choses.

* Il faut aussi simplifier par rapport aux milliers de lois et de décrets. On crée du droit tout le temps : droit au logement, droit à l'erreur... Mais, dans les administrations, on coupe d'abord les droits, avant de reconnaître le droit à l'erreur. D'ailleurs, où s'applique le droit à l'erreur ? Et les interlocuteurs de l'administration disparaissent entre temps. Certains indiquent toutefois avoir bénéficié de ce droit à l'erreur et avoir eu à faire à quelqu'un qui a écouté, compris et agi. Enfin des humains !

* Les gens ont droit à un bon service public.

* Une jeune femme, institutrice, témoigne : nous sommes envoyés devant les classes sans être formés, sans le bagage nécessaire ; on nous donne un master, mais beaucoup d'enseignements ne nous servent à rien ; on nous donne des documents qui existent, identiques, depuis des années. Et nous sommes en bas du classement PISA, poursuit un autre participant. Pourtant, il y a des exemples dans d'autres pays (ex. la Finlande), mais les cultures ne sont pas les mêmes et il y a aussi une forte et rapide sélection *a priori*, des meilleurs, qui s'opère dans ces pays.

* Différentes questions sont aussi à remonter :

- l'éducation,
- le vieillissement,
- l'apprentissage et la revalorisation des filières techniques, des petits métiers, de l'alternance.

En finale, est soulignée à nouveau, la complexification ; le parcours du combattant, des documents et des documents à remplir. Une complexité inimaginable. « Il faut s'accrocher pour demander quelque chose ».

Complexification accrue et simplification nécessaires sont soulignées.

GRAND DÉBAT : TRÉLON

Lieu : Trélon - salle des fêtes - 1 rue Heureuse.

Date : 5 février 2019.

Heure : 18 h 30 - 20 h 30.

Organisateur : ville de Trélon

Nombre de personnes : 35 pas de jeunes.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Les thématiques abordées :

- 1) Décider d'un fort programme de diminution des dépenses publiques : trop de luxe aux yeux du peuple (Palais de l'Élysée, Hôtel Matignon). Comparer avec ce qui se passe chez nos pays voisins. De plus, nous entretenons un pouvoir bicéphale (Président ; Premier Ministre).
Un millefeuille administratif indigeste et coûteux ; préfectures de régions et de départements, sous-préfectures. Un système de décentralisation et toutes sortes de conseils, comités, commissions. Beaucoup d'élus et de fonctionnaires.
Si l'on faisait des économies, on pourrait assurer : santé, éducation, justice, police, défense.
- 2) Démocratie et citoyenneté
Oui au vote blanc ; non au vote obligatoire.
Oui pour une dose de proportionnelle pour une majorité au gouvernement et une représentation des minorités sans antiparlementarisme. Diminution du nombre de parlementaires, mais aussi dans certaines assemblées - régions, départements, intercommunalités - diminution des membres.
- 3) Revoir urgemment les différences de salaires dans la fonction publique et parmi ces membres d'assemblées et de comités... Des salaires aberrants de hauts fonctionnaires qui peuvent gagner le double du Président de la République.
- 4) Au niveau local
Une société civile qui subit, n'est pas écoutée.
Les citoyens ne croient peut-être plus à la démocratie participative.
Démocratie représentative en interface avec la société civile, grâce aux corps intermédiaires (associations, syndicats...). Co-construire ensemble ; monter ensemble les choses au service des territoires et de l'environnement.
Un vrai changement de paradigme, sinon on est mort et les extrémismes l'emporteront.
Demain, la commune va entendre ses associations, ses citoyens, dans un dialogue constructif où l'on montre les conséquences des choix. Que le citoyen ait aussi une démarche constructive.
Et les jeunes dans tout cela ?
Vouloir de l'interactivité, positiver.
La question de la présence des jeunes est posée, dans une société qui subit, râle, ne construit pas, ne dialogue pas.
- 5) Une société marchande, individualiste - avec un matraquage consommériste et du mensonge.
Comment aujourd'hui se réapproprier une vie sociale et collective, pas seulement basée sur la consommation ?
Il y a aussi une question d'éducation.
Et les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 ! Et l'inégale répartition des richesses !
Une idée : distribuer aux salariés du pouvoir d'achat en actions pour éviter la hausse du coût du travail.
Ceci peut aussi répondre aux problèmes des retraités.

Une meilleure répartition du bénéfice des entreprises sous forme d'intéressement aux salariés. Comment expliquer au petit jeune qui prend son bus à 4 heures du matin pour aller à Feignies chez Renault, l'affaire Carlos Ghosn et les millions d'euros correspondants ?

Un profit réinvesti dans le développement, l'innovation, la recherche, le capital social, l'environnement, oui. Mais se poser la question de la finalité de l'entrepreneuriat qui ne peut être la seule rémunération de l'actionnaire.

Rétribuer les personnes qui font fructifier le capital et pas seulement qui le possèdent.

6) La fiscalité

Les Américains paient leurs impôts aux États-Unis. À Menin, des rues complètes d'Auchan, Leroy-Merlin...

Ici nous réfléchissons avec bon sens, mais là-haut, on se demande...

7) L'emploi et le social

- * Des personnes qui travaillent à mi-temps, dont le loyer social augmente (+ 5 €), dont l'APL diminue (- 5 €). Des entreprises qui prennent des mi-temps, ne veulent pas d'heures supplémentaires.
- * La personne qui retrouve un travail se voit supprimer CMU, APL... Comment inciter les gens ? Comment inciter ceux qui réussissent à retrouver du travail ; c'est crucial pour la reprise du travail qui entraîne souvent des diminutions de ressources pour ceux qui retrouvent un travail.
- * Il faut interpeler ceux qui font les lois, les députés. Ils sont là pour cela.
- * Le capitalisme à corriger par des lois et des règlements.
- * Et les offres d'emplois non satisfaites, car on ne trouve pas les gens formés. Former...
- * Et dans d'autres pays, États-Unis, Angleterre, Allemagne : bien regarder ce qu'il y a vraiment derrière le plein emploi.

8) Les services publics

Ils fonctionnent mieux qu'ailleurs, même s'ils ne sont pas parfaits.

Mais on ne peut avoir un hôpital avec plateau technique performant dans toutes les petites villes de France.

Il faut des services de proximité.

Les gens sont soignés, même sans moyens. Il faut le dire aux Français, râleurs par tempérament.

Même si l'on ne paie qu'un euro d'impôts par an, au moins participer, même par un petit geste. Mais les gens sont inconscients.

Une proposition : faire de la pédagogie citoyenne.

Nous payons aujourd'hui ce que nous avons dépensé exagérément.

9) Le cumul des mandats

Une aberration de déconnecter les élus de leur territoire : sénateurs-maires ; députés-maires. Aujourd'hui, déconnexion totale d'avec les territoires.

Mais éviter le cumul des indemnités.

Pourtant, il y a des cumulards de mandats. Seuls deux mandats cumulables et ne pas déconnecter l' élu qui vote les lois, de son territoire.

On peut être député ou sénateur, en étant simplement conseiller municipal, départemental ou régional.

Rester dans le non-cumul des mandats avec une attache locale. Mais comment fait un député qui doit couvrir plus de 80 communes ?

10) Les jeunes

Les aider à développer le sport, y compris de haut niveau. Mais cela coûte cher.

Des fonds d'aide au développement du sport ont été supprimés.

Comment faire vivre le mouvement associatif, au plan local, avec des bénévoles, à soutenir, y compris pour le sport ? Même problème de répartition entre les fédérations et le local. Et le privé a pris la chose là où c'est rentable.

11) Retour sur les privilèges cumulés des hauts fonctionnaires qui continuent à percevoir des « salaires », même après avoir quitté leurs fonctions et mandats. Il faut impérativement arrêter les avantages et perceptions d'avantages des anciens présidents, à la fin de leurs mandats (idem Premier Ministre, Sénateurs...) Une revendication avant la fin de la présente mandature, à mettre en œuvre...

12) La suppression du Sénat ?

Penser les territoires ruraux qui sont loin de tout. Il faut donc garder une expression des représentants que sont nos sénateurs, pour les territoires ruraux. Or, les sénateurs du Nord sont, pour 8 sur 11, en métropole lilloise.

Le Sénat modère, pondère. Mais il faut revoir le fonctionnement du Sénat et la révision doit tenir compte de la représentation des territoires ruraux.

13) Le pacte territorial

S'en saisir dans les 3 ans qui viennent pour développer, faire des projets...

14) La proportionnelle

Contre la proportionnelle intégrale, car la majorité des élus doivent pouvoir gérer leur territoire.

C'est vrai que les minorités ne sont pas représentées dans les proportionnelles intégrales, mais attention aux risques vécus lors de la IV^e République.

15) Revoir la fiscalité et ses tranches et que tous contribuent.

intervention CPAM, DIRECTE, URSSAF. Créons une agence d'enregistrement du travail détaché, plutôt que 3 organismes impliqués). Un directeur d'URSSAF.

- * Un Grenelle autour de ces questions ?
- * Mais nécessité de parler de la réduction de la dépense publique et notamment de la masse salariale. L'enjeu du statut de la fonction publique : des grands serviteurs de la fonction publique, mais aussi des poids morts. Qui va démarrer cette réforme ? D'où la suggestion d'un septennat non renouvelable.
- * Responsabiliser les gens dans leurs choix, leurs demandes, leurs réflexions. Mais aussi des lieux pour que les gens trouvent réponse à leurs questions. Accompagner la complexité, outre le fait de simplifier.
- * Donner conscience aux gens des dépenses qu'ils suscitent (ex. la gratuité des soins en donnant sa carte Vitale, sans connaître dès lors le coût des soins).
- * 400 millions perdus tous les ans en exilant hors de France des enfants en situation de handicap, alors que des institutions pourraient être créées pour les accueillir et fournir aussi des emplois.
- * Trop de fiscalité ; trop peu d'heures de production par actif ; comment augmenter le nombre d'heures de travail en France, comparativement aux autres pays ?
- * La question des avantages acquis de certaines entreprises : remise à plat nécessaire, face à ces inégalités sociales (ex. avantages sociaux considérables EDF, salaires élevés, garantie d'emploi...).
- * Finalement, comment améliorer le pouvoir d'achat des salariés : favoriser l'octroi d'heures supplémentaires ou primes exceptionnelles non taxées.

2) L'organisation de l'État et des services publics

- * Un État très descendant. Comment mettre en place des démarches *bottom-up* ? En France, sous couvert de décentralisation, on a fait de la déconcentration en gardant le pouvoir central. On a alors déresponsabilisé. Décentraliser réellement.
- * Redonner vie aux corps intermédiaires et alléger le millefeuille administratif qui nous gouverne.
- * Le système de santé : vers un système plus régulé, plus assurantiel.
- * Mettre en œuvre des gains de productivité, une culture managériale dans les administrations.
- * Inventer un droit d'expérimentation.
- * Au titre des CCI, intervention : les corps intermédiaires sont faciles à réduire. Et aujourd'hui, on se rend compte de la nécessité de ces corps intermédiaires. Les CCI ont réduit leurs dépenses, réduit leurs effectifs. Quid des fonctionnaires ?
- * Quelle qualité des services publics ?
- * Mélanger le monde des entreprises et celui des fonctionnaires, pour que ces derniers comprennent mieux les premières. Apprendre aux fonctionnaires le monde des entreprises, de façon claire et efficace.

3) Transition écologique

Financements ? Temps de la transition ? Implication dans les modèles économiques ? RSE, gestion des déchets, mobilité des salariés.

- * Surtout pas de dogmatisme et de propositions délirantes.
- * Une démarche non punitive et qui tienne compte du temps long.
- * Impératifs de compétitivité. Traiter les grands enjeux au niveau européen en tenant compte de ces impératifs.
- * Ne pas méconnaître les réalités de terrain.
- * Jouer la transparence dans le système des taxes en faveur de l'écologie.

- * Élaborer ensemble des solutions, des prises d'engagement *a priori* des services concernés et non *a posteriori*, en adaptant au contexte local et régional (ex. le transfrontalier dans le Nord).
- * Une notation des entreprises, adossée à la notation Banque de France, avec des critères, pour valoriser la démarche écologique auprès des appels d'offre, des marchés, des fournisseurs...
- * Une cohérence européenne ; un appel à la pédagogie : une fiscalité transparente en faveur de la transition écologique.
A-coups défavorables (ex. allers-retours sur gaz de schiste).
- * Imposer dans les appels d'offres publics, pour les acteurs volontaristes, de tenir compte des efforts accomplis.
- * Des étudiants sensibles, investis, sur cette question écologique et de création d'entreprises, à impliquer.
S'appuyer sur les jeunes générations.

Synthèse conclusive par Thérèse Lebrun :

1 - dans les grands débats que j'ai pu suivre, on retrouve le même bon sens chez les citoyens et chez les chefs d'entreprises ; les mêmes approches par des mesures simples et concrètes tenant compte des réalités de terrain et des impératifs en jeu ;

2 - les mots-clés entendus ce matin et que j'ai retenus :

- pédagogie,
- simplification,
- modernisation,
- décentralisation,
- rôle des corps intermédiaires,
- confiance,
- droit à l'expérimentation,
- jeunes générations.

Au total, un débat riche et agile et de nombreuses propositions.

GRAND DÉBAT : BONDUES

Lieu : Bondues – école des Obeaux – chemin Saint-Georges

Date : 7 février 2019.

Heure : 20 h - 21 h 30.

Organisateur : Patrick Delebarre, maire

Nombre de personnes : 150.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Animation : le maire Patrick Delebarre.

Un public plutôt âgé.

Deux soirées (150 personnes par soirée) : la première (6 février) sur fiscalité et dépenses publiques ; une seconde soirée (7 février) sur organisation de l'État et des services publics.

Les questions posées dans le cadre du Grand Débat sont déroulées.

* Le Maire énonce les services publics, leur liste, pour lancer le débat.

Question : Peut-on avoir le nombre de personnes de ces services et le coût ? Quelle efficacité, quelle utilité de chacune des feuilles du millefeuille ?

* Réduction du nombre des élus : Conseil Régional et Conseil Départemental. Doublons.

Précision d'un membre du Conseil Régional présent : il n'y a pas doublon, car ce ne sont pas les mêmes compétences. Département et action sociale ; région et économie - emploi.

Chaque structure doit ou devrait avoir son objectif et pas 40, et son financeur → une structure, un objet, un financeur.

* En fait, le citoyen est ignorant de tous ces services.

Pourtant, il y a beaucoup d'informations si on veut rentrer dans le détail.

* Offrir au citoyen, un parcours du citoyen + danger de la fracture numérique. Ces services doivent servir le citoyen (« civil servants » en Grande-Bretagne).

Sinon, c'est un parcours du combattant, surtout pour les plus fragiles.

* Réintroduire du bon sens, concrètement.

Favoriser la proximité. Ex. : le CCAS de la commune.

* Manque de concertation entre les services (ex. travaux de voirie). Pourtant, efforts réalisés ; désormais, c'est la Métropole et quelques voies communales. Mais les concessionnaires doivent aussi faire leur travail (ex. : EDF...) dans cette concertation.

* Un défenseur des droits, 77 ans. M. Toubon est-il le seul à pouvoir exercer cette responsabilité, ce mandat ? Peut-on prendre un plus jeune ? Si on veut énerver les Français, on fait cela.

Autre exemple : Bernard Debré, 75 ans, qui n'est plus député, est écrivain et part aux Archives. N'y-a-t-il que lui pour exercer cette mission ?

* Les CAF : des aides différentes d'une CAF à l'autre, pour la même chose, car une part d'autonomie des CAF.

Injustice des droits différents d'un département à l'autre.

Des traitements différents selon les départements ; des droits différents. Et si l'on déménage, tout est à recommencer.

Pourtant, des améliorations : ex. pour une personne handicapée de naissance, il ne faudra plus refaire un dossier chaque année (ex. : trisomie 21).

Harmoniser, simplifier.

* 387 comités Théodule en France.

Coût ? Utilité ?

Une hiérarchie ? des priorités ? des rééquilibrages ?

* Importance que prend l'Europe en matière de production de normes européennes. Impact important sur l'administration française.

* Finalement, que connaissent les gens ? Maintenant, on peut écrire directement sur les sites : gouvernement, ministères, défenseur des droits... Cela rapprocherait les citoyens des administrations (proximité par internet).

Mais ne faut-il pas plutôt interpeler les maires élus que des ministres non élus ?

Des personnes en attente de réponse depuis 18 mois. Ex. : dans le domaine du handicap.

* Décentralisation à un niveau régional.

* Une suggestion : un stage obligatoire des futurs hauts fonctionnaires, énarques, dans une petite entreprise, une petite mairie ou un CCAS.

* Les questions proposées pour le débat sont gênantes ; on est dans le quantitatif. On est dans une logique de fonction et non d'objectif. Venir à une logique d'objectif.

Respecter aussi le principe de subsidiarité pour prendre la décision au plus près... au plus près des gens pour rendre le meilleur service. Pour être efficace au plus près des personnes.

Former les agents de l'État pour être au service du citoyen et non seulement dans l'application des règles et des lois.

* Le citoyen ne connaît pas les missions de chaque collectivité territoriale.

* Il existe une direction de la mer et du littoral dans le département de la Creuse. « On se fout du monde... ».

* Pas de compétences du citoyen pour répondre à cette liste de questions du Grand Débat.

Au total, donner un objectif de simplification ; de réduction globale des dépenses publiques. Comme on le fait dans les entreprises : on présente des budgets et ils peuvent être révisés à la baisse.

* On vit au-dessus des moyens.

On fait des déficits comblés par ceux qui sont excédentaires.

* Il y a eu, il faut le dire, de gros efforts quant à l'informatique, au numérique, dans l'administration.

Mais n'oublions pas que des personnes auprès des citoyens pourraient être plus utiles que des ordinateurs !

* L'internet, des identifiants, des mots de passe, on ne s'y retrouve plus.

Des réformes par des technocrates dans leur bulle, non adaptées aux usagers, non testées auprès d'eux
→ tester les applications informatiques auprès des utilisateurs.

Des efforts toutefois : ex. un dossier unique pour la recherche d'un logement social auprès de tous les bailleurs.

* Difficulté de créer son dossier médical partagé.

Pour ce DMP, on peut le faire dans des pharmacies qui aident. Cela devrait faire faire de grosses économies à la Sécurité Sociale. Toutefois, problème des identifiants oubliés.

* Internet devrait simplifier et la dématérialisation permettrait de diminuer les kilogrammes de papier utilisés.

Cela avance dans les administrations, mais il y a encore à faire.

* La maison des services publics dans les lieux notamment éloignés.

Le bus des services publics.

Des gens polyvalents formés capables de vous répondre.

Tout cela est vu très positivement par les citoyens.

* Des évolutions positives : CAF et MDPH, par exemple, repérées par une assistante sociale. Des améliorations, des agents qui reçoivent vite et répondent aux questions.

Mais, autre témoignage : la CAF reporte sur des employeurs, parfois de toutes petites entreprises, le remplissage des dossiers.

* À améliorer : emploi, éducation nationale ; justice (mais pas assez de moyens).

* Dépense publique : 57 % du PIB ; il faut savoir renoncer, supprimer, réduire la dépense, rechercher la proximité et l'efficacité, supprimer des services. Mais quels services pourraient être supprimés ? Les jeunes finissent par quitter notre pays face à cela.

* Inspirons-nous des pays nordiques qui sont plus transparents. On ferait des économies.

* Des personnes en ont aussi assez de leur poste dans l'administration ; où est parfois l'efficacité ? Mais les entretiens annuels existent maintenant ; des primes, même petites, peuvent être versées pour reconnaître le travail effectué. Un système de notation des fonctionnaires à partir d'objectifs et de résultats est désormais appliqué. Et il faut aussi décloisonner pour pouvoir passer d'un ministère à un autre, comme fonctionnaire. Or, c'est très difficile. Et pourtant, des personnes, dans la fonction publique, reçoivent un salaire, sans recevoir de mission. C'est inacceptable, y compris pour les personnes concernées.

* Le droit à l'erreur : est-il applicable dans tous les domaines ? *A priori*, dans toutes les administrations. On part du principe que l'administré est de bonne foi et cela fonctionne et s'applique.

* La complexité qui s'accroît fait la fortune des avocats, conseillers... Les fonctionnaires ne sont pas nécessairement formés, y compris pour répondre aux citoyens.

* L'ENA et son système de copinage font beaucoup de mal à la France.

* Pourquoi affecter les jeunes enseignants loin, dans des zones difficiles ? Dans les zones difficiles, permettre à des personnes enthousiastes, fraîches, créatives, d'y travailler. Pourquoi des enseignants du sud sont affectés à leur corps défendant et malgré leur demande, 20 ans dans le nord (et vice-versa) ? C'est démotivant. Ils sont éloignés de leur famille.

* À l'hôpital, parfois impossibilité d'aller se former faute d'effectifs.

* Envoyer des fonctionnaires dans le privé et des personnes du privé chez les fonctionnaires. Apprendre par l'échange, sinon on pense toujours que l'herbe est plus verte chez le voisin.

* Que faire pour les territoires, pour les villes, pour les lieux, collectivités et quartiers moins favorisés ?

Deux autres débats seront organisés sur les deux autres thématiques du Grand Débat.

En guise de synthèse conclusive par Thérèse Lebrun :

- La méthodologie consistant à passer par les questions proposées pour aider au débat n'est pas optimale. Les questions aident plutôt à situer le débat et à le préparer, mais elles sont fastidieuses, souvent trop générales, ou appelant chacun à apporter sa propre réponse. Ceci a dérouté bon nombre de participants.

- À retenir du débat :

→ nécessité d'une simplification et d'une proximité face à la complexité de l'organisation de l'État et des services publics qui s'alourdit.

Écouter les usagers, tester avec eux les outils et les services, les plateformes, les accès par internet...

→ le public souhaite savoir comment est utilisé, au plan public, son argent, et réclame de la transparence à cet égard ;

- pour les services publics, appel est fait à l'évaluation, à la formation et à la motivation des agents ;
- Monsieur le Maire nous a appelés à voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide : il y a des avancées, des améliorations, des réformes dans l'organisation de l'État et des services publics. Il faut s'en informer et s'y intéresser ; des illustrations en ont été données ;
- internet a des aspects positifs (accès à l'information ; dossiers uniques ; moins de papier...), mais la demande est forte d'avoir un internet utile et aussi un contact avec des humains ;
- à la notion de proximité, il faut adjoindre celle de subsidiarité : faire les choses au bon échelon de décision et de responsabilité ;
- peu de propositions concrètes ont été amenées à partir des questions posées et du débat, nous dit Monsieur le Maire, et le garant en est d'accord, mais il y a eu beaucoup de demandes de clarté et de clarification.

GRAND DÉBAT : FÉRIN

Lieu : Férin - club house - stade de football - rue de Bapaume.

Date : 8 février 2019.

Heure : 19 h - 21 h.

Organisateur : Alain Druelle

Nombre de personnes : 20 personnes sur 1400 habitants sont présentes

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

La transition écologique

Alain Druelle à Férin depuis 11 ans, presque à la retraite : « pour une fois que les Français peuvent s'exprimer et les maires aux alentours hésitant à organiser le débat », M. Druelle a lancé ce débat, en tant que citoyen.

* Un empoisonnement subi depuis des années par les pesticides.

Un monsieur s'exprime qui a perdu sa fille de 23 ans d'un cancer du cerveau et s'est mis à chercher ce qui avait pu arriver à cette fille pleine de vie. A commencé à militer en matière écologique.

Les pesticides, une tragédie pour la santé, sous-estimée par un système devenu fou.

Exigences d'interdiction des pesticides.

Ce conseiller municipal a obtenu l'interdiction, au niveau de la commune de Férin, de tout pesticide, à la quasi-unanimité. Il appelle à la résistance pour l'interdiction de tous les pesticides, en signant l'appel du 12 septembre 2018, « Nous voulons des coquelicots ».



NOUS VOULONS DES COQUELICOTS
nousvoulonsdescoquelicots.org

**Appel à la résistance
pour l'interdiction de tous les pesticides** *

Les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, dans la rosée du matin, dans le nectar des fleurs et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid des oiseaux, dans le lait des mères, dans les pommes et les cerises. Les pesticides sont une tragédie pour la santé. Ils provoquent des cancers, des maladies de Parkinson, des troubles psychomoteurs chez les enfants, des infertilités, des malformations à la naissance. L'exposition aux pesticides est sous-estimée par un système devenu fou, qui a choisi la fuite en avant. Quand un pesticide est interdit, dix autres prennent sa place. Il y en a des milliers.

Nous ne reconnaissons plus notre pays. La nature y est défigurée. Le tiers des oiseaux ont disparu en quinze ans ; la moitié des papillons en vingt ans ; les abeilles et les pollinisateurs meurent par milliards ; les grenouilles et les sauterelles semblent comme évanouies ; les fleurs sauvages deviennent rares. Ce monde qui s'efface est le nôtre et chaque couleur qui succombe, chaque lumière qui s'éteint est une douleur définitive. Rendez-nous nos coquelicots ! Rendez-nous la beauté du monde !

Non, nous ne voulons plus. À aucun prix. Nous exigeons protection.

Nous exigeons de nos gouvernants l'interdiction de tous les pesticides en France. Assez de discours, des actes.*

*de synthèse

* La question de l'eau et de sa récupération au niveau des normes de construction, y compris pour les bâtiments publics.

* Organiser un site pour le co-voiturage, avec surveillance vidéo pour les voitures laissées au parking.

* Transports en commun : suppression des TGV, sauf dans les grandes villes (Arras, Lille, Cambrai) ??? Inacceptable. Se défendre.

* Revenir, dans le service public, à la « *res publica* », et pas seulement à la rentabilité (cf. la desserte SNCF).

* Inscrire dans la Constitution, en premier, la transition écologique au titre de la défense de la vie.

* On incite l'agriculture à produire toujours plus. Il faut revenir à des modèles agricoles locaux, respecter le repos de la terre, planter des arbres fruitiers sur les bords de la route.

* Il y a des exemples : à Nice, usage élevé des transports en commun, à coût faible (1,50 € de Menton à Cannes).

* Réapprendre aux enfants à marcher pour aller à l'école. Cela développe aussi leur autonomie. Pour les villages, car l'emploi est en ville, et pour désengorger les routes et faciliter les mobilités et déplacements, faire avancer les projets de transport ferroviaire transportant les camions, de transport fluvial, de tram train (ex. de Hénin-Beaumont à Loos), de pistes cyclables moins dangereuses et qui ne s'arrêtent pas brutalement. Souvent, les dossiers sont prêts, mais il y a des impossibilités financières, des obstacles financiers.

Il faut aussi éduquer les gens dès l'école. Peu de gens utilisent le tram, de fait. Les vélos doivent aussi être en ordre de marche par rapport aux normes de sécurité routière.

Près de la gare de Douai, un garage à vélos très sécurisé a été aménagé et il est plein.

Pouvoir mettre son vélo dans le train. Ex. Douai-Lille. Cela suppose d'aménager les trains. Ce n'est pas facile.

À Strasbourg, on met son vélo sans problème dans le tram.

* Et le télétravail avec les bonnes structures internet ? Moins de risques, moins de pollution et de trafic, un changement de vie. Ne pas tout créer à Lille ou en grande métropole. Exonérer d'impôts les entreprises qui s'installeront hors des grandes métropoles.

* Renforcer les aides fiscales et financières pour les travaux de rénovation et d'isolation. Mais problème des démarchages par des charlatans.

Il faudrait centraliser l'information à un seul endroit où l'on aurait l'ensemble des aides écologiques et énergétiques avec référencement officiel.

Il faut un contrôle car les aides sont réappropriées par les fournisseurs.

Les crédits d'impôts ont disparu dans le photovoltaïque et les aides aussi ou elles ont été baissées, alors que des entreprises sérieuses avaient investi et formé leurs travailleurs. Il y a eu beaucoup d'arnaques. Il faut un label des entreprises référencées.

* Penser aussi aux locataires qui vivent dans des passoires énergétiques → le permis de louer.

* En fait, même s'il y a des lois, il faut pouvoir les contrôler.

* Le contrôle de la qualité de l'air dans les villes.

Créneau de circulation des camions.

Interdiction de doubler.

Et contrôler tout cela avec des sanctions.

Et le transport fluvial ?

* Pas normal que l'on enterre les déchets nucléaires que l'on génère chez les voisins ! plutôt que chez nous. Ce n'est pas normal.

- * Une alimentation bio dans les cantines et des produits locaux.
- * Réutiliser l'énergie produite par nos ordinateurs et autres.

- * Pour une « culture raisonnée » à proximité.
D'aucuns disent que ceci est un écran de fumée.
On a remplacé le mot « chimique » par le mot « phytosanitaire ».

- * Réorienter les aides de la PAC vers le bio.

- * Lutter contre le gaspillage, tandis que des gens font les poubelles pour manger.
Des gens ont faim aujourd'hui.
Réduire les emballages et suremballages.
Contrôler les grandes surfaces qui jettent et détruisent les invendus, et ce malgré les interdictions.

- * Enseignement de l'écologie, systématiquement dans les écoles.
Des cours sur l'écoresponsabilité sont introduits désormais dans les programmes.

- * Repenser les villes en remettant la nature au cœur des villes ; respectant la nature et les équilibres (insectes, abeilles...). Plutôt que tout bétonner ou transformer en parkings.
Des toits végétalisés.

- * Revient souvent la question du contrôle nécessaire de l'application des lois édictées et des sanctions correspondantes.

- * Réapprendre la sobriété. Retrouver les apprentissages y compris pour garder et conserver les aliments, les cuisiner...
Tout le monde n'est pas égal en ce domaine.
Il existait autrefois des écoles ménagères qui transmettaient ces apprentissages.

- * La méthanisation et ses risques : odeurs, risques d'explosion, surutilisation de la terre par et pour les cultures qui donneront le digestat qui, lui-même, appauvrit la terre et recèle des produits nocifs.
Contrôler qui fait quoi, où, comment, pourquoi.

- * Revoir les taxes sur les produits : les baisser sur les produits de la première nécessité et les augmenter sur les produits moins nécessaires ou de luxe.

- * En Belgique et en Suisse, les consignes de bouteilles de verre existent encore.

- * Mesurer les déperditions d'énergie des habitations, mais il doit y avoir des problèmes, y compris juridiques, pour pouvoir opérer ces mesures.

- * Dans les pays nordiques, il y a des recyclages de déchets de déchetteries pour fabriquer des produits pour rouler en voiture.
Communiquer aussi sur l'éthanol (moitié essence - moitié essence, les voitures roulent correctement) qui coûte beaucoup moins cher.
Mais le bioéthanol utilise des produits alimentaires, des cultures comme les betteraves, le maïs ; cela pose des questions éthiques. D'ailleurs, dans des pays pauvres, comme en Afrique, les meilleures terres sont achetées pour faire pousser ces cultures en vue de produire ce bioéthanol. Cela pose question.

Conclusion synthétique de Thérèse Lebrun :

Au total, un débat riche et abondant beaucoup de questions (pesticides, agriculture raisonnée et biologique, nutrition, constructions – isolation – récupération, transports et mobilité, éducation à l'écologie et à l'écoresponsabilité, télétravail, qualité de l'air, traitement des déchets et des emballages – gaspillage, sobriété et apprentissage de gestes et comportements, aides aux transformations par la fiscalité...). On le voit, beaucoup de thèmes abordés. Des propositions aussi sont échangées, des échanges sur des gestes, actes et comportements déjà mis en œuvre par les participants.

Le public ne comprend guère de jeunes. C'est aussi un public plus averti, un peu plus favorisé, qui a déjà adopté des comportements éco-responsables et réfléchi à la transition écologique.

Dans le débat est souvent revenue la notion de contrôle et de sanctions : au-delà des lois et des règlements, si l'on ne contrôle pas et si l'on ne sanctionne pas en cas de manquements, cela ne sert à rien et rien ne change dans les actes et comportements.

On note aussi une inquiétude de fond sur le monde qui vient.

GRAND DÉBAT : FACHES-THUMESNIL

Lieu : Faches-Thumesnil - 7 rue Linière - salle Jean Zay

Date : 2 février 2019.

Heure : 10 h - 12 h.

Organisateur : Maire d'Haubourdin.

Nombre de personnes : ?

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

La méthode est la même que celle de la réunion du 31 janvier.

1) Démocratie et citoyenneté

Redonner vraiment la parole aux citoyens. Le citoyen n'est pas considéré.

Utiliser régulièrement le référendum, mais sans excès, pour donner la parole aux citoyens.

Toutefois, il peut y avoir des dangers (cf. le Brexit).

Des conseils de quartiers ; des régulations par les citoyens, de prises de décision.

Des élus sur le terrain.

Bonne décision de non-cumul des mandats.

Certains politiques sont des carriéristes.

Une assemblée nationale qui ne représente pas une bonne partie de la population.

Prendre en compte l'interpellation citoyenne, la « démocratie liquide ».

Pas assez de mixité ; des ghettos, des communautarismes. Favoriser les rencontres : carnaval ; fête des voisins : fêtes religieuses, conviviales et festives.

Millefeuille des collectivités et conseils : qui fait quoi ? Quelles compétences des uns et des autres ?

Long processus des décisions en administration.

Le citoyen paie, il doit être consulté, mais cela doit être régulé (débat sur euthanasie ? PMA ?).

Que va donner ce grand débat national ? Remontées prises en compte ?

Il faudrait plus de débats, pour se rencontrer, parler, échanger, au niveau local, et remonter les questions et interventions des citoyens.

Limiter les ruptures qui se créent entre citoyens.

2) Organisation de l'État et des services publics

Les organismes de services publics sont déficients.

Moins de relais locaux, d'interlocuteurs, d'informations, de réponses. Internet versus humains.

Une demande de rentabilité aux hôpitaux, à l'Éducation Nationale ???

Des critiques sur transports publics, structures pour le handicap, voiries...

Les écoles privées : autogestion ; sinon nationalisation, retour au public de ces écoles.

3) Fiscalité

* Suppression CICE : coût et insuccès.

Créer une tranche confiscatoire pour revenus supérieurs à 2 M€/an.

Créer une tranche supérieure d'imposition.

Rétablir l'ISF.

* Harmonisation fiscale européenne.

* Contrôler les dépenses publiques de réceptions, d'investissement ; les marchés publics ; l'efficacité des aides.

* Cibler les aides, leurs bénéficiaires, leurs résultats.

* Évaluer, hiérarchiser les niches fiscales. Voir quels nantis en profitent avec des conseillers fiscaux.

- * Analyser la richesse publique française. D'où vient-elle ? Comment évolue-t-elle ?
- * Communication à améliorer sur toutes les aides et information qui arrive par de nombreux canaux, mais n'est pas toujours complète.

4) Transition écologique

- * Accord sur la situation globale, catastrophique et mal partie. Le risque se rapproche. Objectifs internationaux insuffisants et non respectés. Mais ils doivent être réalisables.
- * Faire les écogestes, communiquer, faciliter.
Le geste individuel ne suffit pas toutefois → gestes collectifs.
- * Les transports : gratuité des transports en commun. Et si on n'est pas dans une métropole ?
- * Agriculture : biologique ; circuits directs ; AMAP ; consommateur-producteur ; contre pesticides.
- * Logement : isolations (à 1€ ??? enthousiasme et méfiance) ; pompes à chaleur ; régies de quartier... diminuer les factures énergétiques et voir les populations précaires.
- * Éducation : du primaire au supérieur.
Pédagogie : comprendre nos modes de vie et leurs conséquences.
- * Financement : aide aux plus pauvres pour investir (isolation, transport...).
- Taxation des pollutions. Pollueur-payeur, mais si on peut payer, on pourrait polluer ??? C'est injuste.

GRAND DÉBAT : HALLUIN

Lieu : Halluin – salle du cercle Saint-Joseph – 13 rue Émile Zola.

Date : 11 février 2019.

Heure : 19 h - 21 h 30.

Organisateur : Karim Chigri

Nombre de personnes : environ 25 personnes (2 ou 3 plus jeunes) - 23 000 habitants.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

À partir des questions posées par l'État, et autour de deux tables, le débat s'oriente vers les questions dont souhaitent débattre les participants à cette deuxième réunion. La première réunion (le 4 février) avait beaucoup porté sur le pouvoir d'achat, l'organisation de l'État, les retraites.

Table 1

- * Redéfinir les missions des différentes strates administratives.
- * Favoriser les mutations des fonctionnaires.
- * Fusionner certaines communes selon le nombre de citoyens.
- * Un débat s'engage autour du tirage au sort des citoyens pour contribuer aux instances. Les avis sont partagés. Sur base du volontariat ?
- * Nécessité de laisser du temps aux députés pour aller sur le terrain. Toutefois les députés sont là pour faire les lois nationales. Ils ont néanmoins besoin d'un ancrage territorial.
- * Créer un statut de l' élu, avec limitation des mandats et possibilité, pour les élus qui viennent du privé, de retrouver un poste.
- * Et le Sénat ???
- * Pour un septennat de 7 ans non renouvelable.
Et une Assemblée nationale pour 5 ans.
Le pouvoir du Président de la République est trop important quand l'Assemblée est de la même tendance. Le quinquennat a renforcé ce pouvoir.
Une proportionnelle dosée.
Ou une Assemblée nationale avec renouvellement par tiers ou par moitié.
Les conseils municipaux aussi pourraient être renouvelés par tiers.
Les syndicats ne jouent pas leur rôle.
- * Débat partagé sur le vote obligatoire et le vote blanc. Important de comptabiliser les votes blancs, séparément.
Ceux qui ne votent pas ? Les dégoûtés, les non-informés, ceux qui s'en moquent. Et pourtant, partout on parle de politique. Les gens donc s'intéressent à la politique. Ils voient aussi la situation actuelle. Les jeunes pensent qu'ils n'auront pas de retraite. Ils voient aussi les plus âgés qui votent : quelle est donc la voix des jeunes dans ce cas ? Et la prise en compte de leurs questions ?
En Belgique, avec le vote obligatoire, les jeunes s'intéressent.
- * Et les référendums ? Comment la question est-elle posée ? Comment les questions sont-elles expliquées ? Les Français, « coqs râleurs, ont souvent tendance à dire non.
- * Le débat s'ouvre sur les migrations. La France n'est pas très ouverte aux migrations. On n'intègre pas les immigrés. La politique préférable serait d'émanciper les pays d'émigration (ex. l'Afrique).
- * Les étudiants étrangers en France : pourquoi leur faire payer si cher ? discrimination ?

Table 2, très différente de la table 1 dans ses sujets et son mode de travail :

- Les retraites. Le sujet est vite arrêté, car traité le 4 février.

- Quelle société voulons-nous pour nos enfants ?

Question d'où sont déclinées les suivantes (celles surlignées sont débattues) :

→ les grandes valeurs :

- la valeur travail,
- la justice sociale, l'accès à l'éducation pour tous et l'accès à la culture,
- l'accès aux soins,
- l'écologie → une planète viable,
- la solidarité et les valeurs morales,
- les droits et devoirs,
- la justice fiscale.

La justice fiscale

D'accord dans le groupe sur le fait de faire payer l'impôt à tous, même faible, car déjà la TVA est payée à l'identique par tous, riches ou pauvres, ce qui n'est pas équitable.

Empêcher l'évasion fiscale et sanctionner les fraudeurs fiscaux.

Chasser les niches fiscales.

Lutter contre les parachutes dorés.

Légiférer sur les failles fiscales.

Avoir une pédagogie sur l'utilisation de nos impôts.

Se servir des travaux de la Cour des Comptes (en justice fiscale ou dans d'autres domaines). C'est une information, balayée, non suivie d'effets.

Plus d'équité dans la répartition des impôts et des taxes.

La valeur du travail

- Des revenus suffisants pour subvenir à ses besoins et pas seulement survivre.
- Satisfaire ses besoins : vivre décemment ; se nourrir, se soigner, se loger, s'instruire, vivre des loisirs.
- Attention au superflu (ex. iPhone et prix élevés).
- Favoriser la réussite personnelle par l'éducation.
- Pouvoir aller au travail plutôt que rester à la maison est important.

La solidarité

- Reconnaître et valoriser ceux qui s'investissent en ce domaine de la vie associative.
- Accueil et accessibilité pour les enfants handicapés avec aidants et accompagnants.
- Faire que les entreprises fassent travailler les handicapés. Comme le demande la loi.
- Loger tout le monde et ne plus avoir de personnes qui dorment dans la rue.
- Faire en sorte que les jeunes adultes placés étant enfants aient un toit à partir de leurs 18 ans.
- Moins d'esprit associatif qu'autrefois. Il n'y a plus rien de gratuit.

L'écologie : transmettre une planète viable.

- Un projet de société. Une priorité nationale. Une volonté forte. Une prise de conscience écologique.
- Intensifier recherche et innovation.
- Prendre en compte cette problématique dès l'école.
- Favoriser le direct du producteur au consommateur.
- Et les lobbies ?

La justice sociale

- Même chance de réussite pour tous.
- Égalité hommes - femmes (salaires, monde de l'entreprise).
- Services publics accessibles et dans toutes les villes.
- Favoriser une mixité sociale (quartiers, écoles).
- Favoriser l'accès à la mobilité, pour une liberté de déplacement.
- Importance de l'allocation de rentrée des classes.

Sujets divers

- Une Europe qui coûte cher et des pays qui n'ont pas les mêmes charges, ni les mêmes impôts.

Représentation citoyenne

- Décentraliser le pouvoir de décision de l'État.
- Redonner les moyens aux maires.
- Faire de la pédagogie, expliquer les choses, le sens de l'action.
- Une démocratie plus près du peuple, qui écoute et comprend le peuple, tout le peuple, y compris « les petites gens ». Associer tout le monde, y compris ceux qui ont des difficultés ou pas de moyens.

Conclusion de Thérèse Lebrun

- Un travail en deux tables sur des sujets choisis très différents entre les deux tables.
- Quelques personnes (2 ou 3) plus virulentes, ne voulant rien entendre ou comprendre ou partager ; l'une ou l'autre sûre d'elle, qui monopolise bruyamment la parole (ou une personne qui critique tout avec agacement en ne parlant que du malheureux sort fait aux petites gens).
- Je suis frappée par la méconnaissance des éléments avancés et donc le débat est parfois une « bataille » d'arguments.
- Des gens constructifs aussi qui se mettent au service du débat et essaient de le faire progresser.
- Mais une impression plus forte, à certains moments de ce 11 février, d'un dialogue de sourds qui me frappe davantage ce soir.

Ceci est peut être lié à des milieux sociaux différents autour de la table.

GRAND DÉBAT : HAUBOURDIN

Lieu : Haubourdin – salle Pasteur – rue Pasteur.

Date : 13 février 2019.

Heure : 19 h – 21h 30.

Organisateur : Maire d'Haubourdin.

Nombre de personnes : Une cinquantaine de personnes, plutôt âgées, malgré la thématique. 3 à 4 jeunes seulement. Des élus appelés à ne pas s'exprimer dans le débat.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

La transition écologique

Les questions proposées pour le Grand Débat sont exposées aux participants.

- * Il y a urgence ; il est un peu tard. On demande aux petits des solutions.
- * Les sujets qui préoccupent :
 - ~ La pollution atmosphérique, celle de l'air dans la Métropole, particulièrement ;
 - ~ La question de l'eau ; de sa pollution ;
 - ~ La question du territoire et l'obligation de migrer pour certains à cause de la montée des eaux : les réfugiés climatiques. Comment, dans ce contexte, gérer cela dans la paix ?
 - ~ La multiplication des allergies en lien avec l'environnement et la pollution ;
 - ~ La qualité de notre nutrition.

Éviter les coups de balanciers : sur le gas-oil, sur l'électricité... pour les véhicules. Distinguer le cas de chacun. Certains ont besoin de leur voiture pour travailler. Il faut s'adapter et trouver la meilleure solution pour chacun avec l'objectivité des informations sur ces solutions proposées.

- ~ Autre préoccupation : l'effondrement de la biodiversité. Or, nous avons besoin de la nature (insectes, poissons, abeilles...). Inquiétude pour nos enfants.
- ~ Le sujet est en fait global.
- ~ Nous devrions aussi revenir à des pratiques anciennes que pratiquaient nos parents. Repartir des techniques ancestrales en les adaptant à notre monde.
- ~ Pour les voitures, construction de batteries au lithium très consommatrices d'eau (cf. en Bolivie) et comment gérer les déchets que constitueront ces batteries ?
- ~ Gérer l'érosion déjà présente dans nos régions. Recréer les haies, les fossés...
- ~ Des agriculteurs qui font du bio. Il y avait des contrats aidés qui ont disparu. Comment s'en sortir sans ces aides, mais elles existent pour la conversion en bio pendant les 3 premières années ?
- ~ Quand on avait deux voitures et qu'on n'en a plus qu'une, on s'organise autrement et on voit que cela est possible.
Quand on commence à avoir de l'information, il faut prendre des petites décisions et commencer à changer les comportements, ses comportements.

- ~ Aujourd'hui, on ne peut plus vivre de son salaire, de son travail ; on doit quémander des primes en tous genres pour pouvoir vivre ; c'est démotivant. Prime activité/énergie/assurance...
- ~ Il faut des alternatives. Transports en commun, pistes cyclables... mais ces dernières sont très très dangereuses et ce n'est pas facile de rouler à vélo vu les dangers. Parfois, pas de pistes cyclables, à côté des larges trottoirs et des parterres de fleurs.
- ~ Les défis sont énormes à l'échelle planétaire et on court vers 8 milliards d'individus. Alors quoi faire ?
- ~ Développer l'écocitoyenneté, chercher des idées. Cela permet de faire des économies.
- ~ Une solution par exemple : regagner des terres, pour replanter des arbres, pour créer une exploitation, à plusieurs.
Refuser d'acheter des légumes venant du bout du monde.
Lancer des AMAP.
- ~ Allez chez le cordonnier du coin et faire refaire les objets.
Apprendre à faire des petites choses, chez soi.
Développer les défis de l'économie responsable et de l'éco-responsabilité citoyenne, avec petits gestes au quotidien, dans une ville, par équipe, avec des réunions, des conseils sur sites. La réduction des déchets ; le zéro déchet. Développer les composts. Mettre en place des systèmes de consignes pour les bouteilles ? Mais surtout la récupération à la source dans nos poubelles de ces bouteilles ; par ce tri sélectif, cela coûte moins cher.
La consigne capte 20 % du gisement. La poubelle capte plus de 80 % du gisement par le système de tri.
Les bouteilles de Coca avaient un culot noir et deux sortes de plastiques ; cela a été supprimé. Recyclage possible désormais.
- ✓ Créer une banque (de données où on met ses idées pour les partager.
(d'idées.
Même peu nombreux, bougeons. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.
- ✓ Et les emballages ?
Faire ses produits ménagers soi-même. Vinaigre blanc, citron, bicarbonate... Mais les habitudes sont considérablement ancrées ; les gens s'y accrochent ; la pub, l'hygiénisme y sont pour beaucoup. Pourtant, des crèches ont prouvé qu'elles obtiennent les mêmes résultats d'hygiène avec des produits faits maison.
À Haubourdin, tous les bâtiments publics sont nettoyés au vinaigre.
On peut casser en deux la tablette à mettre dans le lave-vaisselle ; cela lave à l'identique.
- ✓ Économies d'énergie : baisser d'un degré.
- ✓ Aller visiter le CVO de Sequedin avec les jeunes enfants : classes, centres aérés... Cela les passionne et c'est gratuit.
- ~ Et la règle des 3 R : Recycler, Réduire, Réparer
↓
En ai-je vraiment besoin ?
Un jeune : un mouvement « on est prêt ! » ; mettre un seul geste par jour sur internet...
Venir avec ses emballages, ses boîtes...
- ~ Des transports en commun plus souples, plus fréquents, car on ne peut pas maîtriser tous ses horaires. Il faut faciliter l'achat de tickets de bus.

- On commande des navettes à la demande.
 Les plans papier sont trop petits pour les yeux.
 Le covoiturage.
 Des solutions qui ne soient pas privatives de liberté (ex. défendre le « petit crochet » fait en voiture).
 Favoriser les déplacements en covoiturage en favorisant les stations de covoiturage ; les déplacements en vélo, en bus.
 Dissuader les gens de prendre leur voiture pour se rendre à très grande proximité.
- ~ Chauffage : des compteurs thermostatiques pour individualiser le chauffage et mieux le réguler.
 Intégrer dans le versement transport, davantage de types de transport (transport en commun, vélo, covoiturage ...).
 Des rapports plus apaisés, dans certains pays, vélos/voitures. Ex. Danemark.
 De Lille, parfois c'est facile (vélo, bus, tram, métro), mais il faut aller à Lille.
 Arrêter des taxes ; faire des TVA réduites sur les consommations indispensables de base.
 De Transpole à Ilévia : 10 millions d'économies ont été demandée à Ilévia → réduction des bus. On ne peut pas réduire les transports en commun si on nous demande en même temps de réduire l'usage de la voiture.
 Même plus de fiches papier pour les horaires de transport. Et si on n'a pas internet ?
 Des bus, des TGV pour voyager en France.
 Les transports par voies navigables.
 Et le canal Seine-Nord ? Quand ?
 Si une ligne de chemin de fer n'est plus rentable, remplacer par d'autres moyens de transport et plus favorables pour l'écologie.
 Ne pas nous demander de valider des taxes supplémentaires.
 Changer voitures, fenêtres, chaudières, mais avec quels moyens ?
- ~ Isolation avec des aides.
 Des propriétaires qui voudraient améliorer les logements ne trouvent pas toujours l'information pour améliorer chauffage, isolation...
 Permis de louer, permis de partager (loi ELAN).
 Il faut des solutions techniques qui aient un retour sur investissement. Tout le monde est concerné.
- ~ Une simplification des démarches administratives ; beaucoup de freins, si on n'a pas de temps ou pas de capacité à faire...
 Les entreprises qui bâtissent, isolent, revendent, louent, devraient se voir imposer des isolations, chauffages, végétalisations...
 Des groupes d'achats publics favorables aux grosses entreprises (ex. dans les hôpitaux). Groupement des achats, massification, transport, monopole et oligopole, perte des commerçants de proximité.
- ~ Récupérer la chaleur perdue.
- ~ La transition écologique doit être une économie, plus qu'un coût.
 Être exigeant en écologie vis-à-vis des entreprises rentables.
 Aider les particuliers qui n'ont pas les moyens.
 Au niveau international, des brevets jamais mis en œuvre, tandis qu'ils sont écologiques et font faire des économies. Les lobbies !!!

Synthèse par une personne - ressource dans la réunion

- * Une information globale est nécessaire.
- * Obliger, taxer, sanctionner versus incitations à se prendre en mains, affaire de tous... C'est paradoxal.
- * Découragés par des fausses informations ; on n'y croit plus, plusieurs années plus tard.
- * Et la cohérence d'ensemble (ex. transports en commun) ?
Et la souplesse ?
- * Les prises de conscience : règle des 3 R, consommateur, ...
- * Enseignement, sensibilisation, école, éducation, formation, information.
- * Aides : partage d'expériences, dans une maison commune, lieu-phare pour s'y retrouver, recevoir de l'information, en divulguer.
- * Et les produits locaux, de proximité.
- * Les équipes, les « 0 déchet » ; les défis, mais pas toujours renouvelés, hélas.
- * Une banque unique avec toutes les astuces, à apporter ou à puiser.
- * Réduire emballages, transports.
- * Revenir au fait maison, produits ménagers...
- * Visiter ville, CVO, CVE...
- * Isolation des habitations.
- * Les transports dont V'Lille, transports navigables...
- * Mais il faut des solutions économes à long terme.
- * Simplification de toutes les démarches, notamment dans les aides.
- * Des solutions collectives (produire de la chaleur et la verser dans le circuit...).
- * Harmonisation des réglementations européennes.

*

GRAND DÉBAT : MARCQ-EN-BAROEUL

Lieu : Haubourdin - hôtel de ville - salle de réception - rue Carnot

Date : 25 février 2019.

Heure : 19 h 30 - 22 h.

Organisateur : association « La Nouvelle Marcq ».

Nombre de personnes : une cinquantaine de personnes. Quelques jeunes (5 environ).

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Les 4 thématiques sont traitées au cours de la soirée. Elles sont chacune présentées en quelques minutes par les organisateurs.

1) La transition écologique

- Gratuité des transports en commun.

Selon les tranches d'âge ? Ex. les jeunes ou les étudiants ou les seniors.

Ou pendant les pics de pollution, pendant lesquels les contrôles de vitesse seraient très renforcés.

Ou un tarif très faible identique pour tous.

- Des transports en commun, plus efficaces, mieux répartis, plus denses, plus fiables. Or, en 10 ans, l'automobile a explosé en métropole lilloise.
- Passer à une énergie décarbonée.
- Limiter la pollution atmosphérique des villes.

Dans ces deux dernières illustrations, il est souhaité des solutions étudiées et adéquates.

- Réhabilitation des bâtiments avec des aides pour les travaux d'isolation (ex. prêts à taux zéro).
- Établir un quota de base pour l'eau ou l'électricité à très faible prix. Ceux qui consomment beaucoup plus, paieraient beaucoup plus au-delà d'un certain quota.
- Vers l'électricité verte.
- Les entreprises se sont installées en ville ; les campagnes se désertifient. Les entreprises pourraient être hors des villes avec relance de commerces...

Mais les investisseurs veulent être dans les grandes villes.

- Le développement durable, levier d'emplois ; contre la précarité ; de développement territorial.
- Regret du retard du canal Seine-Nord pour des centaines de camions en moins sur les routes.
- Danger de vouloir revendre au privé les barrages.
- Éviter les gabegies (ex. remplacement des compteurs gaz et électricité actuels avec intimidation et dans l'illégalité parfois).
- Quels moyens de pression des citoyens sur la BCE pour le financement des investissements (ex. sur les constructions en bois) ?
- Pas assez de volonté politique ; trop de lobbies.

2) Démocratie et citoyenneté

- Tenir compte des votes blancs
- Importance des parlementaires en améliorant la connaissance de leur travail, la communication avec eux.
- Importance aussi des débats citoyens, pour reprendre à notre compte les décisions.
- Mais une plus grande écoute du terrain par les élus, les députés...
- Espoir que soit vraiment tenu compte du Grand Débat.
- Pour que la démocratie fonctionne, de la clarté, des lois simples.
- Équilibre et séparation des pouvoirs.

Revenir au septennat et dissociation entre rôle du Président, du gouvernement, des députés et sénateurs.

- Impression de voter tous les 5 ans et ensuite de n'être plus écouté ou de n'avoir plus la possibilité de s'exprimer.
- Changer les règles de vote. Disposer de mentions à porter sur divers candidats, possiblement plusieurs, avec notion de vote majoritaire.
À condition de pouvoir assurer l'obtention d'une majorité, ajoute un monsieur de 90 ans.
- Plus de considération pour les personnes handicapées ; faire appliquer la loi.
- Quelqu'un s'exprime contre la violence des termes de la Marseillaise.
- Des référendums d'initiative populaire.
- Retrouver les sentiments d'appartenance, de citoyenneté, de sens, de valeurs. Pas de cours à ce sujet. Intervention d'un jeune.
Apprentissage du débat.
- Recréer un service civique pour réapprendre aux jeunes la citoyenneté.

3) La fiscalité et les dépenses publiques

- On peut dépenser moins et améliorer les services. Simplification administrative.
Amélioration du service public et de la performance des fonctionnaires publics.
- Chasse à l'évasion fiscale, aux paradis fiscaux.
Supprimer les privilèges des anciens présidents.
Diminuer le nombre de députés et de sénateurs.
Imposer les GAFA, pour améliorer les conditions des hôpitaux et de l'éducation nationale qui se dégradent.
- Et aussi lutter contre l'optimisation fiscale et toutes ses niches pour les importants revenus.
- La Cour des comptes : on en parle une fois par an au moment de la sortie du rapport.
Mais elle suit aussi la prise en compte de ses recommandations. Une sorte d'amélioration continue. Mais elle n'a pas de pouvoir.
- Éviter, dans les parcours de soins, de faire refaire des examens, parce que le parcours de soins est retardé, reporté.
- Une dépense, un financement.

- Les gens ne supportent plus, même si c'est symbolique, le coût des anciens présidents de la République.
- Le millefeuille politique et administratif et l'État se décharge sur les collectivités territoriales, mais ne diminue pas ses dépenses.
Plus de transparence, des compétences pour chaque collectivité, moins de gabegie.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières (taxe Tobin).
- Référendum d'initiative partagée en cours pour remettre en route l'ISF.
- Travailler à moyens constants pendant 3 ans sur les politiques prioritaires, y compris au plan régional (à noter qu'il existe une Cour des comptes régionale).
- Soutenir la famille :
 - ~ réaugmenter le quotient familial,
 - ~ congé parental de 3 ans avec choix des parents,
 - ~ institution d'un salaire parental.
 Car la famille est très importante.
- Indexation des pensions et retraites par rapport à l'inflation.

4) Organisation de l'État et des services publics

- * Une ruralité abandonnée, avec manque de services publics au niveau des campagnes.
Des zones franches en campagne et en zone rurale.
Des taux d'imposition moindres en monde rural.
 - * Désertification médicale dans les communes rurales. Inciter les médecins à exercer en milieu rural.
 - * Des services publics ouverts jusqu' 21 h, car les travailleurs doivent poser une journée de congés pour faire leurs démarches.
 - * Optimiser le fonctionnement de l'État en transversalisant certaines fonctions et en mutualisant des fonctions support. Travail sur les achats. Supprimer le millefeuille administratif.
 - * Manque de présence de fonctionnaires.
Simplifier les procédures de l'État.
Réanalyser les processus.
 - * Augmenter les salaires des enseignants.
 - * Revenir sur la notion de service public. Qu'est-ce qui relève de l'État ?
 - * Pôles de compétences.
 - ~ État.
 - ~ Régions.
 - ~ Métropoles.
- Et il faut décentraliser.
- * L'État doit « se comparer », aller chercher les bonnes pratiques, y compris dans le privé.
 - * Rationaliser les caisses de sécurité sociale (150 en France !).
 - * On a créé la région des Hauts-de-France.
Qu'est-ce que cela a apporté ?

- * Ne pourrait-on aussi rechercher les causes des problèmes, observer, analyser, et pas seulement les solutions et les plans d'actions aux problèmes ?
- * Consulter les usagers, leur donner le droit à la parole. Représentation et poids des usagers dans les services publics et l'organisation de l'État.
- * Un sujet de fond : comment on crée de la richesse en France ? Comment on crée des emplois ?

GRAND DÉBAT : LILLE

Lieu : Lille - bourse du travail - 254 avenue de l'usine.

Date : 26 février 2019.

Heure : 17 h 30 - 20 h 30.

Organisateur : CGT.

Nombre de personnes : 60.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

J'ai pu m'y rendre de 18 h 30 à 19 h 30.

Une soixantaine de personnes. Plus de jeunes qu'ailleurs (environ 15 soit un quart des participants).

Beaucoup de représentants d'organisations (unions locales, départementales, confédération...).

Le compte rendu qui suit ne porte donc que sur cette heure de présence.

Sur les chaises, un document intitulé « Ma voix doit compter. Le véritable débat on va se le faire » et un petit livret intitulé « Services publics partout pour tous » joints en annexe.

* Un grand absent du débat : le patronat. C'est lui qui est en cause.

* Retour sur les pertes annuelles de montant de pensions subies par les retraités. Comme un viol de contrat social.

* Au-delà des grandes mobilisations et manifestations, importance de considérer les endroits de précarisation qui s'installent.

Difficultés à faire vivre les batailles dans les entreprises.

* Un point commun entre les thématiques abordées dans le document annexé : l'argent. Tout devient monnayable, profitable pour le patronat.

La Sécurité sociale appartient aux travailleurs.

Enjeu de ne pas détricoter tout cela et de le garder.

Être prêt à se mobiliser sur les grandes luttes ouvrières.

* Trop d'avantages aux élus.

Suppression de la CSG.

Rétablissement de l'ISF ;

Comment avoir un logement ?

Trop d'argent au patronat.

Se poser les questions. Que chacun puisse s'exprimer pour ce grand débat.

* On est dans une société où on s'individualise. On est précarisé, infantilisé dans notre travail.

On est seul devant notre ordinateur, en faisant ses courses, en essayant d'assurer 3 repas.

Comment se dire qu'on est plus fort ensemble ?

Mais, seul, on a plus peur, davantage peur.

En fait, c'est « notre » histoire, nos conditions de vie et de travail, et pas seulement la CGT ou les gilets jaunes.

Comment on fait pour se sortir de ce marasme ?

* On n'a pas vu arriver ce mouvement des gilets jaunes. On a été débordés. Ces gilets jaunes ont fait reculer le gouvernement et Macron.

Questions : le chômage, les jeunes. Ce sont des graves questions. Absentes du débat. Notamment le chômage.

- *
 - Supprimer les prélèvements CSG sur les retraites. On a payé toute notre vie.
 - Arrêter les remboursements. Ou les produits à bas coûts pour les lunettes ou les prothèses auditives.
 - Avoir de la vraie information – à la TV, notamment. Une dame exprime sa colère sur tout cela.

* Mettre du collectif. Expliquer ; ex. la fiscalité.

Convaincre sur ce qui est en train de se jouer.

Méconnaissance assez forte du système.

Ce qui a par exemple commencé à casser le collectif : les horaires variables.

Il faut expliquer aux gens. Ex. si on baisse les cotisations sociales, d'autres vont payer, comme les retraités.

* Et le rôle des médias dans tout cela ?

* Un participant déplore l'absence d'union syndicale : CGT, FO, SUD. Il dit s'être isolé chez lui, à sa retraite. Pourquoi en arrive-t-on là ?

Importance des femmes aussi qui savent entrer dans la bataille et entraîner les hommes.

* Ce débat de ce jour se veut citoyen, ouvert à tous, dans un lieu, la Bourse du travail, où les citoyens se disent tout. Les organisations syndicales ont toutes été invitées. Qu'est-ce qui doit changer dans ce pays ? Comment on reprend nos droits d'expression et on force à entendre les citoyens que nous sommes ?

* S'attaquer aux milliards de dividendes versés.

Une TVA, la même pour tous ! Injuste.

À 2 000 ou à 10 000 € mensuels, on paie la même TVA, on paie les mêmes abonnements (ex. EDF).

Il faut aller au débat, y compris dans les communes. Il n'y a plus de bistrot pour se parler. Qu'est-ce qu'on se dit ensemble ?

Notre société doit s'exprimer.

* Se préoccuper de ce que les gens ont dans la tête. Il faut aussi se former pour comprendre.

* Un rejet de la politique.

Des interrogations sur les organisations représentatives.

* On est en général tous d'accord sur le fond.

Des médias possédés par des milliardaires.

On peut gagner si on mène une grève générale illimitée. Créer des cagnottes sur *Leetchi* pour faire face dans ce cas.

* Il faut aussi revenir sur les causes des problèmes.

Après mai 68 : privatisation des médias, libéralisation féroce, non maîtrise de la monnaie nationale. Sortir de l'Union Européenne, derrière laquelle il y a une idéologie.

À ce stade, je dois quitter la réunion pour me rendre à un autre « Grand Débat ».

En conclusion de Thérèse Lebrun

- Un débat intéressant et respectant l'écoute et la parole de chacun ; une certaine bienveillance envers les « compagnons » ou les « camarades ».

- Des personnes qui expriment leur colère, leur solitude, leur ras-le-bol, leur découragement, leur révolte, leur souhait d'aller jusqu'au bout ;

- Non entendues ou peu entendues dans d'autres débats jusqu'à ce jour : des attaques contre « Macron », « le patronat », « les médias aux mains des milliardaires ».

Une présence plus importante de diverses classes d'âge ; de jeunes aussi (plutôt ¼ contre 10 % ou moins dans les autres débats suivis par le rédacteur de ce compte rendu). Davantage de gilets jaunes se déclarant. Pas mal de personnes issues de la fonction publique parmi les participants s'exprimant.

GRAND DÉBAT : LAMBERSART

Lieu : Lambersart - salle Marcelle Honvault - rue Marcel Derycke.

Date : 26 février 2019.

Heure : 19 h 30 - 22 h.

Organisateur : Danel

Nombre de personnes : 55.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

- 55 personnes présentes environ qui travaillent sur 2 thèmes par table de 7 personnes environ.
- 3 tables sur transition écologique et 4 tables sur fiscalité et dépenses publiques.
- Peu de jeunes (moins de 10 % - environ 4 jeunes de moins de 40 ans. Pas de moins de 30 ans).

1) Transition écologique

1^{er} groupe

Constats

- Pollution eau, terre, esprit.
- Épuisement des ressources dont biodiversité.
- Système capitaliste ordonné à la notion de profit.

Propositions

- Politique volontariste des transports : transports en commun gratuits, pistes cyclables sécurisées, production de véhicules respectant les normes.
- Consommation : moins, mieux, circuits courts.
- Penser, favoriser, permettre une agriculture durable, favorisant les circuits courts.

2^{ème} groupe

Constats

- Pollutions. On s'empoisonne.
- On ne s'en occupe pas.

Propositions

- Club local pour échanger concrètement sur pratiques, petits gestes.
- Vraie lisibilité du budget consacré à l'environnement et à mettre au regard du budget santé lié à tout ce qu'il faut soigner à cause de notre environnement.

3^{ème} groupe

Constats et propositions

- La croissance pousse à surconsommer → aux antipodes de l'écologie, en générant des déchets. C'est déraisonné d'où sensibilisation, implication (ex. recyclage, consommation limitée d'eau...) à développer.
- Rétablir l'écotaxe. Favoriser les transports en commun.

2) La fiscalité et les dépenses publiques

1^{er} groupe

- Méconnaissance des mécanismes de l'impôt et de son utilisation → irresponsabilité des gens.
- Tricheries et fraudeurs, profiteurs du système. Travail au noir, abus divers (aides sociales).

- Mettre plus de clarté et plus de proportionnalité.
- Ne pas surtaxer ceux qui travaillent et devraient s'en sortir correctement, par rapport à ceux qui sont aidés et sont exonérés.
- Simplifier les strates de l'administration et des collectivités.

2^{ème} groupe

- Problème majeur : déficit de l'État ; vieillissement de la population et baisse du nombre d'actifs.
- Rendre la fiscalité plus juste ; connaître le coût des services avec compte rendu annuel.
- Économies en priorité : réduire le nombre de fonctionnaires ; réduire le train de vie de l'État ; contrôler les fraudeurs.

3^{ème} groupe

- Problème majeur : accroissement de la dette à stopper car risque de faillite, comme en Grèce.
- Mieux informer sur les déficits : « 25 % de déficit du budget est plus parlant que 3 % du PIB ».
- Trop d'impôts tue l'impôt. Système devenu moins productif. Simplification, moins de niches fiscales, clarté, honnêteté et clarté, transparence, pour améliorer l'adhésion à l'impôt.
- Trop d'impôts (ISF, IFI, ...) fait partir les investisseurs qui ne reviennent pas.
- Harmonisation fiscale européenne, car concurrence interpayes.
- Anormal que les GAFAs ne paient pas d'impôts ou jouent sur la territorialité pour assurer leur optimisation fiscale.
- Un impôt plus progressif ; une prise en charge plus collective.
- TVA accrue sur produits de luxe et diminuée sur produits de première nécessité.
- Produits importés pas chers → destruction d'emplois chez nous et on fait supporter éducation, santé... sur nos productions, d'où difficultés pour l'exportation.
- Rationaliser la fonction publique et supprimer les activités non productives.
- Remettre les Français au travail.
- Relancer des grands projets, par exemple technologiques, et qui favorisent l'exportation.
- Encourager la natalité.

4^{ème} groupe

- Problèmes majeurs :
 - ~ augmentation de la dette, ce qui semble ne gêner ni les politiques, ni les entreprises,
 - ~ coût du personnel politique,
 - ~ dépenses trop élevées pour la sécurité, aux cours des manifs, après les attentats.
- Fiscalité plus juste :
 - ~ Progressivité,
 - ~ commencer à un niveau plus faible,
 - ~ taxer les GAFAs,
 - ~ éviter l'évasion fiscale,
 - ~ pas trop de niches fiscales,
 - ~ empêcher que les patrons français partent à l'étranger,
 - ~ meilleur contrôle sur les chômeurs,
 - ~ un minimum d'impôts pour tous
- Financement des dépenses sociales :
 - ~ réduire la dette,

- ~ imposer plus les successions,
- ~ pour les dons, supprimer la réduction de 75 %,
- ~ inciter les gens à ne pas tout attendre de l'État.

De là, un débat d'une demi-heure se déroule.

A) Transition écologique

- * Périurbanisation ; coût des déplacements domicile-travail ; augmentation des prix de l'immobilier en ville d'où ces éloignements.
- * Les jeunes commencent à manifester : « en 2050, vous serez morts ; pas nous ». Ils ont raison.
- * Imposer la gratuité des transports en commun. Avec quel argent : rétablir l'ISF ; récupérer le CICE ; limiter certaines dépenses de l'État (un porte-avion, un rafale...).
- * Mais c'est nous consommateurs qui décidons et acceptons en achetant ; nous avons ce pouvoir.
- * Favoriser l'agriculture biologique, durable, pour les cantines scolaires.
- * On attend beaucoup de l'État et peu de nous-mêmes. Qu'acceptons-nous : ex. de l'écotaxe, de la taxe carbone ? Que sommes-nous prêts à faire pour sortir de notre confort ?
- * Mais consommer biologique coûte plus cher et ce n'est pas à la portée de tous. D'autres participants ne sont pas d'accord avec cette analyse, car on peut consommer moins, mieux et moins cher.
- * Signalons que sous chaque éolienne, il y a 1000 tonnes de béton.

B) Fiscalité et dépenses publiques

- * Qu'entend-on par transparence ? Jusqu'où va-t-elle ? En fait, il s'agit que la fiscalité soit claire pour tous, que l'information soit bien donnée, plus détaillée, y compris par les médias. Cette information est insuffisante.
- * Sur l'assiette des impôts, il n'y a pas eu d'expression. Quelle est la politique industrielle de ce pays qui renvoie à des questions de fiscalité (ex. le CICE) ?
- * Si l'on supprime les fonctionnaires, lesquels ?
- * Quelle est l'utilisation faite des impôts ? Quels impacts ?
- * La transparence devrait précéder les décisions.
- * La transition écologique va coûter très cher et le problème sera son financement, alors que nous sommes endettés. Les deux questions posées ce soir sont donc liées. Mais cette transition va aussi éviter des coûts, créer des emplois et des investissements. On peut donc aussi raisonner la transition écologique en termes positifs de créations...
- * Un budget, c'est un projet, ce sont des arbitrages, qui s'inscrivent dans un avenir, avec l'importance de la confiance, de l'adhésion, du collectif.
Mais, on pilote à vue !
- * Simplifier les fiches de paie pour les salariés et pour les employeurs.
- * L'État développe des aides pour garder des personnes : des enfants, des personnes âgées. Cela rejoint l'écologie : aider les familles en mettant plus de souplesse, plus de proximité par rapport aux réalités.

Le 1^{er} mars, poursuite sur les deux autres thèmes, au même endroit.

En finale, les organisateurs rappellent que chacun peut répondre aux questions du Grand Débat par le site.

Le groupe applaudit en finale : c'est à noter, car je ne l'ai pas vu ailleurs.

Un bon débat, riche et bien organisé.

GRAND DÉBAT : CUINCY

Lieu : Cuincy - salle des fêtes - espace Marc Mercier - 15 rue François Anicot.

Date : 27 février 2019.

Heure : 18 h 30 - 21 h 30.

Organisateur : Claude Hégo, maire de Cuincy.

Nombre de personnes : une soixantaine de personnes. Très peu de jeunes.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Travail autour de tables par thématique (2 sur la fiscalité et les finances et dépenses publiques). Les participants se sont inscrits au préalable au sein des thèmes. A chacune des tables, 2 animateurs (élus ou citoyens) et une personne attachée à la Mairie et prenant des notes. Après l'introduction par Monsieur le Maire, 1 heure de travail par table, puis un 1/4 d'heure d'élaboration d'une synthèse et la remontée des différentes synthèses, et pour terminer, une remontée dans les cahiers de doléances (4 cahiers, 1 par thème) pour que les expressions qui n'auraient pu se faire entendre, trouvent un espace.

Une soirée donc en 5 temps en quelque sorte.

Présence à la soirée de M. Gustave Defrance qui dirigea l'École des Mines de Douai, puis celle d'Alès, et qui a contribué à plusieurs débats publics dans le cadre de la commission nationale du débat public. M. Defrance est l'un des animateurs, choisis pour la soirée.

Synthèse des tables (ou ateliers)

1) Fiscalité et dépenses publiques

Une redistribution inéquitable.

Une TV indifférenciée pour tous : non ; injuste.

Réformer les niches fiscales, qui doivent par ailleurs être mesurables.

ISF oui, mais inefficace.

Lutte contre fraudes fiscales et sociales.

Supprimer TVA sur produits de 1^{ère} nécessité, mais garder sur produits de luxe et produits carbone.

Harmoniser la fiscalité des entreprises au niveau européen.

Supprimer la CSG sur les revenus inférieurs à 4 000 € pour un couple.

Des écarts de salaires maîtrisés.

Plus taxer les banques.

Plus d'aide pour les femmes seules.

Stopper les subventions inutiles.

Diminuer le millefeuille territorial.

Mieux suivre les rapports de la cour des comptes.

2) Sur la même thématique

On ne reprend pas les mêmes conclusions que celles déjà reprises en 1.

a) Réorganisation territoriale et géopolitique

Des annonces non suivies d'effets.

Retraite des élus trop élevée.

Trop de collectivités territoriales.

Trop d'énarques, de préfets hors cadre sans territoire...

Un mouvement irréversible des gilets jaunes qui est un mouvement éthique et non économique.

b) L'impôt

Ras-le-bol des taxes.

Vers une VI^e République ?

Suppression des avantages des anciens présidents de la République.

Taxer GAFA, revente des résidences secondaires...

Inégalités lourdes devant l'impôt.

A quoi sert l'impôt ?

Suppressions de toutes les commissions

c) Les retraites

Suppression de CSG sur retraites.

Minimum vieillesse 1 000 €.

Indexation retraites.

Pas de retraite par point.

Augmenter l'âge du départ en retraite.

Travail des seniors.

d) La Bourse

Revente d'entreprises nationales bradées : un problème.

e) L'ISF

Replacer cet argent dans l'outil de production.

f) Le CICE

g) Aides sociales

Mettre un seuil.

Les contrôler

3) Démocratie et citoyenneté

* Le vote blanc.

Obligation de voter, discutée.

* Nécessité de redevenir citoyen et d'intéresser les jeunes (développer instruction civique à l'école).

* Donner plus souvent la parole aux citoyens.

* Le référendum. Un référendum national et local ; d'orientation sociétale, sans toucher aux valeurs humaines établies.

* Citoyenneté :

~ un service civique au bénéfice des associations ;

~ avec des bénévoles d'associations plus présents dans le débat public.

4) Transition écologique

* La mobilité. Sous toutes ses formes :

~ pistes cyclables, entre villes et campagnes,

~ offre de transports en commun, rapidité, simplicité, navette, prix attractifs, régularité,

~ aide au covoiturage ; aires de covoiturage,

~ voie sur les autoroutes pour le covoiturage, à l'entrée des agglomérations,

~ plan global de mobilité,

~ locations de longue durée à prix attractifs, ex. vélos, vélos électriques,

- ~ ferroutage,
- ~ contrôler circulation des camions le week-end.
- * Les déchets.
 - ~ Batteries, traitement et recyclage,
 - ~ tris en logements collectifs,
 - ~ emballages, recyclables ; moindres,
 - ~ compostage,
 - ~ ressourceries en plus des déchetteries,
 - ~ contre obsolescence programmée,
 - ~ contre destruction des invendus et pour dons aux associations.
- * Le gaspillage alimentaire
 - ~ harmoniser les dates de péremption selon les pays européens,
 - ~ des rayons avec produits à date courte.
- * Énergies :
 - ~ énergies renouvelables,
 - ~ alternatives aux carburants,
 - ~ indépendance énergétique.
- * Isolation des bâtiments :
 - ~ supprimer TVA, si travaux d'isolation,
 - ~ obtenir certificats de qualité,
 - ~ aides pertinentes pour l'isolation du logement.
- * Agriculture :
 - ~ contre élevage intensif,
 - ~ consommation locale, circuits courts, drives fermiers, ...,
 - ~ bien-être animal.
- * Pollution :
 - ~ contre épandage produits chimiques,
 - ~ informations sur produits utilisés,
 - ~ informations des riverains,
 - ~ coût de ces pollutions.

Au total sur ce point :

Respecter les générations futures et respecter le bien commun et une solidarité de tous sur ces questions.

5) Organisation de l'État et des services publics

a) Relations des citoyens avec l'État :

- plus d'équité,
- réponses plus individuelles, aux besoins,
- services itinérants,
- fracture sociale face à la dématérialisation. Nécessité de contacts physiques et téléphoniques,
- guichets uniques,
- simplification des aides administratives,
- informations sur accès aux droits.

b) Collectivités territoriales

Politiques publiques par thématique.

- Améliorer l'efficacité.
- Suivre les avis de la cour des comptes avec actions correctives.
- c) Pas trop de fonctionnaires, mais rééquilibrer, avec nécessité de proximité du terrain.
Stopper le fonctionnaire intouchable. Réviser le statut.
 - d) Trop de normes. Souplesse.
Simplifier le millefeuille administratif.
 - e) Que les hauts fonctionnaires et énarques arrêtent de penser qu'ils sont les seuls à savoir et qu'ils écoutent les besoins et avis des citoyens.

Au total et en conclusion (Th. Lebrun) : beaucoup d'idées inventoriées au cours de la soirée, à classer et ordonner.

Une remarque : au bout d'un certain nombre de débats, ce sont toujours les mêmes éléments qui reviennent.

Crainte de certains que les erreurs entendues dans les débats/échanges soient entérinées comme telles.

Défiance massive à l'égard des élites/énarques/hauts fonctionnaires, au point que l'on ne leur fait pas confiance dans leur capacité à traiter les remontées des débats, corriger, trier, ordonner et finalement prioriser.

GRAND DÉBAT : LA GORGUE

Lieu : La Gorgue – salle Paulette Deraete – 7 rue Mermoz.

Date : 28 février 2019.

Heure : 19 h 30 - 22 h.

Organisateur : Députée Jennifer de Timmerman.

Nombre de personnes : une soixantaine de personnes dont environ 10 plus jeunes.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Madame la Députée de la 15^e circonscription, Hazebrouck, a souhaité ce débat. Elle nous accueille, ainsi que Monsieur le Maire de La Gorgue.

Les thèmes traités ce jour sont : l'organisation de l'État et des services publics ; démocratie et citoyenneté. (Lundi 25/2, le même débat a été organisé à Méteren sur fiscalité, d'une part, transition écologique, d'autre part).

Remontée des tables : on ne reprendra pas plusieurs fois les mêmes idées issues de différentes tables :

1)

- * Accès aux services numériques.
Attention à la protection des données.
- * Pas assez de communication sur lois et décisions prises.
- * Pas assez de moyens pour l'éducation.
- * Passage à la proportionnelle, mais risque d'instabilité.
Vote obligatoire ? numérique ?
- * Augmentation des incivilités.
- * Sensibilisation aux questions écologiques.

2)

- * L'indexation des retraites sur les salaires.
Suppression CSG.
Meilleure répartition de l'argent.
- * Crainte de mal vieillir.
- * Maintenir à domicile.
- * Créer des EHPAD.

3)

- * Services publics et démarches trop compliqués, voire complexes.
Une maison de services publics dans chaque commune, avec des salariés mais avec aussi des bénévoles pour répondre aux questions et démarches.
Aussi pour les démarches informatiques.
- * Le vote blanc ? Quelles modalités ? Comment le prendre en compte ? Quelles conséquences ?
- * Manque de visibilité des lois à venir.
- * Plus de consultations des citoyens, notamment avant décisions importantes.
- * Interdire le cumul des mandats.

- * Écrire au député, sans recevoir de réponse !

4)

- * Fin du septennat → le Président toujours dans l'arène. Pour revenir au septennat et un seul mandat.
- * RIC. Référendum partagé, concerté... Important. Peu importe l'appellation.
- * Méconnaissance des jeunes quant au système institutionnel français.
- * Maintien des 2 assemblées, mais baisser le nombre de parlementaires, députés et sénateurs.
- * Des élus condamnés, mais qui reviennent !!!
- * Une exemplarité attendue des élus.
- * Interdiction à vie d'exercer des mandats pour des élus corrompus.
- * Le problème de l'abstention. Et l'exemple des parents pour les enfants ?
- * Faut-il regrouper les scrutins ?
- * Une élite opaque, très bien payée, de la fonction publique, et qui nous dirige.
- * Quid du guichet unique, dont on parle ? Est-ce internet ? Or, problème d'accès, besoin d'accompagnement.
- * Un agent polyvalent en mairie qui dégrossisse les questions.
En fait, les administrations s'éloignent.

5)

- * La criminalité routière : alcool, vitesse, cannabis. Demande : sévérité accrue, contrôles renforcés, peines appliquées. Volet préventif ; volet juridique. Un mort dans une famille, quelles conséquences lourdes !
Certificat de capacité de conduire.
Permis probatoire pour les jeunes.
- * Le CESE. A quoi ça sert ?
- * Les strates administratives trop nombreuses. La fusion des communes ? Tous ne sont pas d'accord.
- * Optimiser l'organisation des services.
- * Manque de moyens en hôpitaux et EHPAD.
Valoriser le statut des soignants.
Améliorer les rémunérations.
Désengorger les urgences par une sorte de service de tri.
Désertification médicale. Vers des maisons médicales.
Encourager les jeunes médecins à aller vers les zones désertifiées.
- * Perte de confiance vis-à-vis du politique.
Manque d'assiduité aux séances ; absentéisme à réduire (avec sanction financière).

6)

- * Retour de l'ISF.
- * Surcharge pour les personnels dans l'enseignement.
- * Ponction d'argent par les banques pour personnes en difficultés.

7)

- * Mauvaise coordination entre services publics.
- * Problème de la suppression des services publics : gares, postes, tribunaux...

- * Transparence nécessaire dans l'utilisation des deniers publics. Les comptes publics sont consultables, mais non lisibles.
- * Manque de personnels dans les services publics (hôpitaux, justice, éducation). Revoir la politique du non-remplacement des personnels et la logique de répartition de ces personnels.
- * Que chacun puisse vivre décemment.

En conclusion :

- intérêt des échanges et des débats aux tables ;
- du monde présent au cours de cette soirée ;
- un public studieux et intéressé.

GRAND DÉBAT : BOUVINES

Lieu : Haubourdin - hôtel de ville - salle de réception - rue Carnot

Date : 1^{er} mars 2019

Heure : 20 h - 22 h

Organisateur : Alain Bernard, Maire de Bouvines.

Nombre de personnes : environ 30 participants, dont 2 ou 3 plus jeunes.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Au plan méthodologique :

- les 4 thèmes sont traités dans la soirée à raison d'une demi-heure par thème ;
- le thème est présenté initialement : quelques données sont fournies et un diagnostic ; les enjeux correspondants du Grand Débat également ; des questions sont enfin proposées aux participants à partir des questions du Grand Débat et de façon sélectionnée, condensée et synthétique ;
- après l'échange aux tables, les conclusions et la synthèse sont remontées par un rapporteur de la table (membre du conseil municipal).

1) La transition écologique

Table 1 :

- ~ pollution avions, voitures, autres.
- ~ minimiser les évacuations de déchets.
- ~ des solutions trop individuelles.
- ~ mobilité et pollution ; favoriser le covoiturage.
- ~ s'harmoniser au niveau européen.
- ~ produire plus localement.
- ~ meilleure isolation du logement ; augmenter les aides ; former de bons professionnels.
- ~ protectionnisme pour maintenir les activités agricoles et industrielles.

Table 2 :

- ~ transports : poids accru de l'aviation ; du covoiturage ; du ferroutage ; des routes saturées en lien avec le développement des constructions ; le télétravail ;
- ~ énergie : dépenser d'abord pour économiser ensuite ; mais on manque d'argent pour l'isolation, pour le HQE ; baisser la température dans les bâtiments publics ;
- ~ l'agriculture : des produits belges, interdits d'usage en France et qui arrivent au niveau transfrontalier par la Belgique. Expropriation de terres pour des zones commerciales ou artisanales.

2) L'organisation de l'État et des services publics

Table 1 :

- ~ Attachement à la commune.
- ~ Problème de délocalisation des passeports et cartes d'identité.
- ~ Différentes strates administratives, avec zones de compétences.
Répartition souhaitée plus égale entre les communes.
- ~ Des impôts pourraient être payés à la commune.
- ~ Décentralisation. État très centralisateur.

Regrouper des services.
Augmenter le service rendu.

- ~ Internet : difficile quand on sort de certaines cases.
- ~ Des bénévoles qui viendraient aider à la mairie et un poste informatique disponible à la mairie.

Table 2 :

- ~ trop de niveaux, attachement à la mairie et à sa proximité et son accueil, et on garde la région,
- ~ trop de députés et trop de sénateurs,
- ~ les services ne répondent toujours pas par téléphone mais ils répondent par mail,
- ~ les fonctionnaires ne sont pas assez responsabilisés (il faudrait des objectifs et des résultats pour un travail plus efficace et mieux rendu),
- ~ internet, un problème et des difficultés pour tous. Une permanence à la mairie, ex. au moment des déclarations d'impôts, et plus généralement.

3) Démocratie et citoyenneté

Table 1 :

- ~ immigration : question peu appropriée au thème,
- ~ vote obligatoire : déresponsabilisation des citoyens ; éduquer les citoyens à voter ; sur le temps de travail ?
- ~ sénateurs et députés devraient être plus proches des réalités,
- ~ une société dépolitisée,
- ~ pas assez d'éducation morale et civique,
- ~ première démocratie dans la famille, première des sociétés,
- ~ la cellule familiale est souvent évoquée,
- ~ prendre en compte et comptabiliser les votes blancs,
- ~ référendum, mais en expliquant bien les conséquences,
- ~ la proportionnelle,
- ~ débats publics, mais les prendre en compte.

Table 2

- ~ réduire le nombre de parlementaires et diminuer leur salaire,
- ~ une majorité contre le vote obligatoire. Les gens doivent voter librement et d'abord être éduqués, notamment pour les européennes, car on ne sait pas...
- ~ crainte que les jeunes votent moins que les autres,
- ~ pour tenir compte du vote blanc, car cela reflète mieux la participation des citoyens. Façon citoyenne de s'exprimer,
- ~ des comités citoyens où l'on rediscute avec les élus pour débattre de leur programme et de leurs décisions. Plus de discussions réclamées avec les députés,
- ~ crainte que les référendums s'orientent vers des plébiscites,
- ~ éducation, responsabilité des familles, respect de la règle,
- ~ immigration : problème délicat. On mélange l'immigration économique et l'immigration politique (asile, réfugiés politiques). Mieux accueillir ces derniers.

4) La fiscalité et les dépenses publiques

Table 1 :

- ~ Prélever les impôts à la source (artistes, sportifs).

- ~ Une Europe fiscale régulée, harmonisées.
- ~ Eviter les fuites fiscales.
- ~ Décentralisation des compétences, mais l'État a gardé ses effectifs.
- ~ Taxe sur l'audiovisuel, à supprimer.
CSG, CRDS à supprimer.
TVA injuste.
- ~ Réduire les salaires des élus.
- ~ Taxe sur les plus-values boursières.
- ~ Augmenter le temps de travail.

Table 2 :

- ~ Impôts mal répartis entre les Français.
- ~ Une fiscalité européenne.
- ~ Payer ses impôts dans le pays d'origine, comme aux États-Unis.
- ~ TVA injuste.
- ~ Justice fiscale difficile.
- ~ Faire revenir en France l'argent évaporé.
- ~ On a besoin de la dépense publique, mais faire des petites économies à tous les niveaux pourraient être bénéfique ;
- ~ Il devrait y avoir un intérêt réel à travailler par rapport à toucher des aides.
- ~ Les 35 h, une qualité de vie, un luxe. Que les salariés de l'administration fassent au moins 35 h et pas 30 h ou 32 h.
- ~ Relancer l'industrie. Moins d'investissements dans la bourse et plus d'investissements dans l'industrie.

S'il y avait des idées géniales, on le saurait.

Conclusion :

Trois heures de travail intense, des idées inventives, des propositions, un échange intéressant, dans l'espoir que tout cela, remonté à l'échelon haut, sera bien utilisé.

GRAND DÉBAT : ENNETIÈRES-EN-WEPPEES

Lieu : Ennetières-en-Weppes - foyer rural - rue du Bourg.

Date : 2 mars 2019.

Heure : 9 h 30 - 12 h.

Organisateur : Jean-Claude Flinois, Maire d'Ennetières-en-Weppes.

Nombre de personnes : 18 participants, pas de jeunes et une seule femme. Ces participants sont tous engagés dans la vie associative

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Deux sujets ce 2 mars ; les deux autres sujets ont été traités la veille au soir autour d'une quarantaine de personnes. Monsieur le Député de la circonscription est présent. Monsieur le Maire anime le débat.

Monsieur le Député fait une synthèse après le débat sur chacune des deux questions.

1 - L'organisation de l'État et des services publics

* Fermeture de « petites classes » dans les villages, tandis que manquent les apprentissages de base et que ceci entraîne des soucis et des dépenses de transports et déplacements.

* Disposer des services publics à proximité.

Aujourd'hui, c'est le parcours du combattant pour obtenir ou changer une carte d'identité ou une carte grise quand on change de région ou de département, par exemple.

* Certes il y a internet, mais beaucoup ont besoin d'aide.
Il faudrait retrouver le rôle de « l'écrivain public ».

* Ne peut-on, dans les territoires ruraux, mutualiser, ex. autour d'une maison de services publics ? Ce sont les services publics qui doivent venir vers le citoyen.

* Et nos jeunes dans tout cela ? On apprend beaucoup d'eux. Il nous faut leur transmettre.

* Importance de la position des associations, car l'État ne peut pas tout faire. Il peut financer les actions des associations. Le bénévolat est très important. Pourquoi pas un crédit d'impôt pour les bénévoles, mais encore faut-il être imposable ? Quelque chose à creuser autour du bénévolat pour l'avenir. Certains sont blessés d'être appelés « inactifs » car retraités et très engagés comme bénévoles.

* La question de la sécurité. La France a une belle armée. Pourtant, à proximité, des zones de non-droit où les pompiers, les services de santé, les services de police sont malmenés. Les habitants n'y vivent ni en sécurité, ni en liberté.

C'est aussi le sujet de la fracture territoriale.

* Nécessité de faire une véritable décentralisation. En central, les fonctionnaires sont nombreux (ex. Bercy) ; ils sortent des notes toutes les semaines ; ils sont déconnectés du terrain. Sur ce terrain, des réductions de personnel sont rudes à supporter.

* Des services publics fermés, comme des commissariats de police ou de gendarmerie, notamment le samedi, avec la difficulté par exemple de déposer une plainte à proximité.

En plus, les citoyens n'ont pas l'information et ne comprennent pas la distinction entre les zones police et les zones gendarmerie.

Il serait utile d'avoir un point unique d'entrée ou un numéro unique.

* Le tout pilotage par internet a éloigné le rapport humain. On n'a personne à qui s'adresser. Le rapport humain est aujourd'hui tué par internet.

* Aujourd'hui en France, les auteurs de méfaits ont plus de droits que les victimes.

2 - Démocratie et citoyenneté

- * Reconnaître le vote blanc. Cela motiverait à voter.
- * Référendum (notamment le fameux RIC) : à bien cadrer, car on peut y trouver tout et n'importe quoi. Voir ce qui se fait à l'étranger. Il ne peut se faire que sur une seule question, et de société, et elle doit être bien posée.
- * Importance de la réforme des institutions qui a été mise sous le tapis et retardée suite à des affaires dont l'affaire Benalla, qui empêchent d'avancer plus vite sur les lois.
- * Nécessité de dialogue, de débats.
- * Les citoyens doivent aussi se bouger, aller voter. Ils savent s'exprimer lorsqu'ils ont besoin de quelque chose.
Rendre le vote obligatoire. Sous l'égide de la liberté, on a laissé les gens se désintéresser du vote.
- * Les députés doivent être assez nombreux pour être au contact de la population.
- * Cumul des mandats : député-maire, non ; député-conseiller municipal, oui.
- * Coût des présidents en retraite.
- * Des anciens au Conseil Constitutionnel ; des personnes condamnées que l'on voit réapparaître ici ou là ou que l'on repositionne. Ceci est contestable.
- * Important de revenir sur le nombre d'élus. Certains sont pour.
- * La politique n'intéresse plus beaucoup les Français. C'est une bagarre de politiciens à laquelle on assiste, un combat de personnes pour avoir une place.
- * Supprimer l'ENA ?
- * Un cumul de mandats, pourquoi pas ? Mais limiter le nombre de mandats possibles. Pas bon de faire toute sa carrière en politique. D'où la nécessité de réfléchir au statut de l' élu. Difficile de mener de front une carrière politique et une carrière professionnelle.
- * Les élus et surtout les ministres doivent avoir des vraies compétences, y compris à l'Europe.
- * Nécessité de regagner la confiance des citoyens.
- * Au niveau syndical :
 - proposition des salariés qui financent les syndicats ; des salariés qui paient le travail des syndicats ;
 - importance des accords de branches, entre syndicats patronaux et salariés ;
 - peu de syndicalisés dans le privé et une bonne quinzaine de syndicats ;
 - très difficile de faire remonter les revendications des salariés et des employés. Ceci ne favorise pas du tout l'intérêt des salariés pour les syndicats. Ces salariés assistent par ailleurs aux bagarres syndicales au moment des élections. C'est néfaste.
- * Importance dans la société du respect : les poubelles, les stationnements, les incivilités...
- * Appauvrissement de l'engagement en milieu associatif, premiers pas de l'engagement du citoyen (cf. les élus, les chefs d'entreprise, qui ont été au préalable engagés en milieu associatif). Actions dès l'école primaire. Travailler sur le statut du bénévole. Il y a eu une individualisation. L'associatif développe des liens, du social.

Conclusion : un débat riche, intéressant, respectueux, avec une insistance sur le bénévolat et le monde associatif.

GRAND DÉBAT : LILLE ATD quart monde

Lieu : Lille - Maison Quart Monde - 11 rue Barthélémy Delespaul.

Date : 2 mars 2019.

Heure : 14 h - 16 h 30.

Organisateur : Université Populaire - ADT Quart Monde Nord - Pas-de-Calais.

Nombre de personnes : 70.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

En présence de Marie-Christine Blandin, observateur et grand témoin. Ancienne sénatrice et ancienne présidente de région (Nord - Pas-de-Calais). Voir sa synthèse à la fin du présent rapport.

Présence de jeunes qui ont préparé le débat, des services civiques, des volontaires engagés, des étudiants (une petite dizaine).

En lien avec Magdala, l'ABEJ et le Carillon.

Trois thèmes : * démocratie,
* citoyenneté,
* respect de l'égalité de chacun.

Ces trois thématiques s'entremêleront au cours de la réunion.

Animation par Bertrand Verfaillie, journaliste citoyen, et Pascal Percq, journaliste.

1 - La démocratie et la citoyenneté

Thèmes abordés :

- * la confiance : en qui faites-vous confiance pour vous représenter ?
 - à personne, disent certains, et même beaucoup,
 - ou - pas aux politiques, mais aux associations. Ces dernières viendront en tête des votes.
- * Une forte révolte. Des gens proches des gilets jaunes qui appellent aux manifestations, aux changements politiques. Car cela fait longtemps que cela dure ; quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, rien ne change. À droite, à gauche, avec Macron, rien ne change. « Ils ne connaissent pas le terrain ». « Ils ne savent pas ce que c'est que vivre avec 800 € par mois.
- * Les journalistes donnent la parole dans le courrier des lecteurs, c'est bien.
- * S'engager dans les conseils citoyens. S'engager dans l'humain.
- * « Confiance au collectif pour me représenter ».
- * « Confiance aux maires, aux députés, au médiateur de la République.
- * La crise existe depuis longtemps. Elle ne date pas de Macron.
- * Quand on est pauvre, on est surveillé. On a peur des services sociaux, de la CAF... On n'ose pas s'exprimer. Quand on est en difficulté, un petit bonheur nous suffit ; on ne dit rien ; on ne dit même pas qu'on n'a plus rien à manger, car on a peur qu'on nous enlève nos enfants. On a du mal à être soi-même, on est regardé, on n'est pas bien dans sa peau. On jongle. On n'a confiance qu'en nous.
- * Ce que l'on vit en France, traduit une grande impatience. On attend tout du politique. Participer à du collectif, en des mouvements d'éducation populaire, monde insuffisamment représenté, y compris au plan politique.
- * Reconnaître le vote blanc.
- * On considère que la population, les électeurs – les électrices sont ignares et n'y connaissent rien.

* Le droit au logement n'est pas respecté ; on méprise les gens du voyage ; on empêche les pauvres s'installer sur les bancs à Lille... Le difficile cas des SDF. Ces gens sont méprisés. Ils ne peuvent se soigner, ils ont des maladies chroniques, ils sont en danger de mort ; ils pourraient porter plainte pour non-assistance à personnes en danger.

* Pour le vote, qu'on vote ou qu'on ne vote pas, on n'est pas entendu. Les votes blancs ne sont pas considérés.

* Les handicapés ont le droit de vote depuis 2009. Les personnes sous tutelle ou les personnes sous curatelle ont maintenant le droit de voter. Mais il y a encore des cas où les personnes n'ont pas le droit de vote. Ceci est en cours de discussion.

* En 2019, on a des gens qui ont faim, qui dorment dehors en France.

* Ces gens se sentent ou sont considérés comme nuls et ne servant à rien.

* Les bénévoles qui parfois travaillent au centre social du matin au soir, ne sont pas reconnus. Ils partent et tout est balayé, de ce qu'ils ont réalisé et pris à bras-le-corps bénévolement, pendant des années.

* Un bénévolat non reconnu, non valorisé, y compris en tant que démarche d'engagement citoyen, y compris pour les étudiants.

Créer un statut du bénévolat qui compense ce que l'Etat ne doit pas prendre à sa charge.

* Les gens doivent arrêter de se déconsidérer, de se culpabiliser.

* Un bénévolat considéré par l'Etat comme un amusement ; qui s'oppose à la recherche d'emploi, disent les services sociaux ou de l'emploi. Non reconnu. Même au niveau des écoles qui ne reconnaissent pas les mamans retenues par leur activité bénévole.

* La citoyenneté s'apprend dès le plus jeune âge. Il faut informer les enfants, dès petits.

* Des lieux publics avec des personnes présentes, pour que les citoyens soient informés de leurs droits et des démarches à suivre.

* Certains se sentent rabaissés et du coup, pas citoyens.

* Mais avec la méfiance généralisée, on ne peut avancer. Or, il y a des députés qui pourraient écouter les demandes et les propositions. Sinon et si l'on dit seulement « tous pourris », rien ne pourra avancer. On ne vote pas et la prochaine fois, ce sera l'extrême droite, puis la dictature.

* Une jeune femme qui ne peut avoir qu'un téléphone à carte, et au RSA, dépense 10 € pour 4 minutes 30 avec la CAF ou la Sécu. Ce sont des numéros surtaxés avec le téléphone à carte. Or, maintenant, on est obligé de passer par ces numéros. D'ailleurs, dans certaines villes, moins de bourses ont été versées depuis que tout passe par internet, car certains n'ont pas possibilité d'accès, avec un ordinateur et internet.

2 - L'égale dignité de tous et de chacun

* Rapport au travail difficile :

- quand on est plus âgé (> 50 ans),
- quand on est discriminé à cause de sa précarité ou de son origine.

* Remettre du personnel dans les services publics et les administrations sociales, car on les casse actuellement.

* C'est aussi à nous à mettre du nôtre. Il faut donner de sa personne. Et en partant du bas (du terrain). « En haut, ils s'en foutent ; ils ont fait l'ENA ».

* Caractère inhumain des administrations faute de personnel. Il n'y a plus personne ; on ne peut plus voir le maire. Difficulté d'être compris et entendu et sentiment d'être rejeté ; en plus, c'est compliqué, peu clair.

* La difficulté quand on a touché Pôle Emploi et que c'est fini, alors RSA ; mais les démarches sont longues, les dossiers sont perdus. IL faudrait un système, une caisse d'urgence dans ces cas. Sinon, les gens sont à la rue, à l'extrême de ces situations.

* Il faut bouger, de la base, à plusieurs, en collectif. La force, c'est le nombre.

* Difficulté quand on est à la CMU. Certains professionnels (ex. dentistes, médecins) refusent de prendre les gens qui sont à la CMU. C'est illégal. Il ne faut pas hésiter à faire un courrier à la Sécu qui réagit. Il faut aussi remonter ces cas et dossiers au mouvement de défense et de l'accès à des droits fondamentaux. ATD Quart Monde travaille ce sujet.

* Quelqu'un fait son « mes culpa » de ne pas s'informer, aller au conseil municipal, rencontrer son maire et son député, en se rendant compte que si on ne s'informe pas, on est aussi coupable que cela n'avance pas.

* Faire un croisement des savoirs avec des élus et des membres du mouvement. À égalité de parole et chacun apprend de l'autre et des réalités de l'autre.

* « Je n'ai pas à être plus fort que l'autre, j'ai à être plus fort que moi à cause de l'autre », Albert Jacquard.

* On entend beaucoup parler de « travail en association » ou de « travail en bénévolat », au cours de cette réunion.

* En tous les cas, il faut s'unir pour être plus forts. Penser ensemble, écouter, aller à la maison de quartier, en bénévole ou en consommateur. On a tous quelque chose à donner, même si on n'a rien dans le porte-monnaie.

* Quand on a peu d'argent, tout coûte, toute augmentation de prix (y compris en faveur des producteurs agricoles), toute taxe enlève du peu que l'on a.

* Les élus, le Président de la République devraient vivre quelques jours, les conditions de vie, de logement, de repas (ou de non-repas !) des personnes en précarité.

Témoignage de Marie-Christine Blandin, suite à la rencontre

1 - Richesse du débat sur le vécu bien concret :

prix des aliments de base,
les soins, l'accès aux soins dont la CMU, les médicaments,
l'accès au logement,
la discrimination sous toutes ses formes, même à l'école.

2 - Une vraie demande :

~ reconnaissance,
~ confiance.

3 - Un groupe solidaire et fraternel qui n'oublie personne : « Vous pensez à tout le monde », pas seulement à vous.

4 - Pointés :

- l'obligation de l'utilisation d'internet (il faut résister) ;
- l'insuffisance des services publics

5 - Des gens du peuple dans les élus et les candidats.

6 - Manque de confiance dans les politiques.

Les médias ne sont que négatifs.

7 - « J'ai confiance en moi, mais moi c'est nous ».

Agir ensemble, se rencontrer, échanger.

8 - Question sérieuse du bénévolat qui assure des missions de service public.

9 - L'avis de chacun est utile.

10 - Valoriser l'entraide, le collectif, les lieux pour échanger les bonnes pratiques.

GRAND DÉBAT : ERQUINGHEM-LE-SEC

Lieu : Erquinghem-le-Sec - Salle du temps libre 310 rue de la gare.

Date : 4 mars 2019.

Heure : 19 h - 21 h.

Organisateur : Éric Pauron, Maire d'Erquinghem-le-Sec.

Nombre de personnes : une quinzaine de personnes dont 3 plus jeunes.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

M. le Député Laurent Pietraszewski, LREM, est présent. Il anime et synthétise le débat sur chacun des deux thèmes.

Thèmes :

- Transition écologique
- Démocratie et citoyenneté.

1) Transition écologique

- * Il doit y avoir des problèmes de lobbying ou des complexités. Car il serait intéressant de développer :
 - le fluvial, le canal Seine-Nord,
 - le ferroutageEst-ce toujours à l'ordre du jour ?
Pourquoi ceci ne se met-il pas en place ?
- * Or, dans les Weppes, les habitants connaissent beaucoup de problèmes de bouchons et d'engorgements.
L'écotaxe n'a pas été mise en route pour quelques bonnets rouges qui se sont fait entendre ; les autres pays l'ont mise en œuvre d'une façon ou d'une autre. Or, ceux qui font seulement du transit et les étrangers doivent payer pour traverser nos territoires.
- * Promouvoir le télétravail, les conférences téléphoniques, plutôt que les déplacements.
Exemple aussi de la télémédecine en santé.
Mais les employeurs ne veulent pas, ne sont pas incités. Par exemple, si télétravail, pas de tickets-restaurants. Le souhait aussi de traiter tout le monde de façon égale, empêche également ces mises en œuvre.
Or, le télétravail est devenu un droit opposable du salarié (depuis l'été 2018) et, si l'employeur refuse, il doit justifier ce refus par écrit (information donnée par M. le Député). C'est peu connu.
Il y a aussi une question d'équipement.
- * Autre problème posé : si un salarié est malade, il est, au regard de la Sécurité Sociale, soit arrêté, soit pas en arrêt. Or des personnes voudraient continuer à travailler, mais chez elles (ex. en cas d'une jambe cassée).
- * De plus, tout le monde commence à travailler à peu près à la même heure. Il faudrait plus de souplesse. Cela dépend aussi de l'activité. Et il faudrait aussi respecter les rythmes et besoins biologiques de chacun.
- * Difficultés des femmes de ménage qui se déplacent pour 1 heure d'un endroit à l'autre et dépensent alors beaucoup en carburant, si elles disposent d'un véhicule, souvent ancien d'ailleurs.
- * L'avion qui génère beaucoup de pollution, passe au-dessus de divers pays et n'acquiesce pas de taxes. Qui les collecterait ? D'autant que les compagnies aériennes acquittent déjà les

coûts des infrastructures aéroportuaires. Il faudrait aussi une harmonisation européenne et internationale.

- * Les dossiers en faveur du biogaz sont bloqués et subissent pétition sur pétition.
- * On subit aussi des aberrations : du lait produit dans le Nord et transporté en Normandie.
- * Trouver des énergies qui consomment beaucoup moins de CO₂. Produire ces énergies et pouvoir les stocker.
- * Pour inciter les comportements à bouger, il faut un vrai intérêt.
- * Intérêt du vélo électrique, s'il y a aide. Problème aussi des pistes cyclables, super-dangereuses, y compris et notamment pour les enfants, entre les problèmes outre les problèmes liés à la pollution. La piste cyclable n'est pas entretenue, elle n'est pas en site propre, comme dans d'autres pays.
- * On achète aussi sur Amazon ou autres et les produits viennent de très loin, d'où la pollution et l'empreinte carbone.
- * On nous parle aussi d'un continent de plastique. Supprimer les emballages plastiques, Rétablir les consignes de verre. Revoir la question des emballages en général.
- * Des aberrations aussi : des charnières vendues par boîte de 25 et impossibilité de les obtenir par 5 000, sans boîte plastique, car les chaînes de production sont ainsi conçues et le producteur signifie que cela coûterait plus cher de le repackager par 5 000 !!!
- * Des citoyens prêts à revoir leur comportement par rapport aux emballages, avec bon sens.
- * Autre illustration : Carambar refuse de livrer les carambars sans emballage (pour faire les gâteaux et produits de pâtisserie par exemple), mais il y a aussi les conditions d'hygiène.
- * Un gros travail aussi sur le gaspillage alimentaire.
- * Et on veut copier le voisin, on a envie d'acheter, et gâchis. Il faut du bon sens.
- * Les citoyens veulent savoir pour quoi il paient les taxes → transparence et contrôle.

Monsieur le Député synthétise à ce stade :

- sur la dynamique pour tous de faire un effort, d'accepter les évolutions sociétales, d'accepter de nous sentir questionnés, d'être acteur partout individuellement de ces évolutions,
- en demandant à l'État de mieux préciser vers quoi l'on va : quelle cohérence globale par rapport aux efforts, à la taxation, aux orientations, à la responsabilité collective ?

- * Une dernière proposition : la TVA à 0% sur le bio français.
- * Et le tri qui doit être cohérent partout : à la maison et chez McDo (cf. sinon la difficile compréhension pour les enfants) !
- * Les citoyens relancent le débat sur la transition écologique montrant l'intérêt pour celui-ci dans la commune qui a organisé ce débat.
- * Et ces taxes supplémentaires qui devraient bénéficier aux producteurs ? Et qui sont réparties de toutes sortes de façons...
- * En fait, les négociations agricoles ont été encadrées pour acheter aux producteurs à un prix plus raisonnable. Mais des grands distributeurs ont fait croire qu'on leur demandait d'augmenter les prix de 0,3 % pour mieux payer les producteurs. Désinformation très négative ; il faut bien expliquer aux Français.

2) Démocratie et citoyenneté

- * Le Président de la République a un vrai rôle à jouer, garant de la cohésion de la nation et de la représentation de son pays dans le monde.
Le rôle du Premier ministre est différent.
Le quinquennat est-il adapté ? Ainsi que la simultanéité d'élections (Président de la République ; députés) ?
Nous ne nous inscrivons plus dans la durée.
Garder notre place, bien être présent dans le monde.
- * Et le vote ?
Faire évoluer la constitution : vote obligatoire ; comptabilisation des votes blancs.
Un débat s'ensuit. Le vote obligatoire n'est pas accepté par tous.
L'important, c'est de tenir compte des votes blancs. Qu'est-ce qu'on en fait, des votes blancs ? Au-dessus d'un certain nombre de votes blancs, on poursuit le processus (3^{ème} tour ?).
D'autant que l'on voit que le temps politique n'est pas le temps économique ou écologique. Il faut une assemblée qui réponde rapidement, agilement, et une autre assemblée qui contrôle.
- * Et la proportionnelle ? Pour prendre en compte les différents votes. Avec des circonscriptions assez grandes (régions ?) pour générer la proportionnalité.
- * Députés, Sénateurs ? Nombre ?
Un millefeuille, tandis qu'il faut aller vite, avec proximité, à partir du terrain.
Faut-il une limite d'âge ? Ou un nombre de mandats ? Certains ne voient que la carrière et veulent rester jusqu'au bout. Il faut du renouvellement. Pourtant, s'ils sont bons, motivés, actifs et travaillent, cela ne dérange pas alors certains citoyens que les élus restent.
Mais 30 ans après, ils le seront moins, motivés et actifs !
Il faut aussi évaluer les maires, les députés... Sur la satisfaction globale, la cohérence entre son programme et ses actions pour chaque élu, maire ou député.
Il faut aussi décentraliser, travailler en local avec le terrain pour les députés.
Si l'hémicycle est parfois vide, c'est parce que les députés ont des spécialisations, appartiennent à des commissions ou se trouvent sur le terrain.
Monsieur le Député précise les habitudes, règles du jeu, postures, à l'Assemblée Nationale.
- * Que les élus aillent plus à la rencontre des citoyens. Cela donnerait plus de bon sens, moins de pessimisme.
- * Note de la rédaction : le débat est très différent lorsqu'un député présent explique les choses, les lois, les règles du jeu et postures, par rapport aux rencontres où les citoyens s'expriment seuls entre eux.
- * Le débat reprend sur la question des lobbys et de leur pression.
Un lobby économique va à l'encontre des autres.
A Bruxelles, ils sont présents, mais toutefois identifiés.
- * Un citoyen signale que le lobbying apporte aussi des informations, car les députés ne savent pas tout.

Synthèse de Monsieur le Député

- * La question du vote, de la proportionnelle. Mais le pays sera-t-il alors gouvernable ?
- * Des rythmes de consultation différents.
- * Être plus agile, plus rapide, pour l'élaboration des lois et leur opérationnalité concrète.

- * Le temps politique n'est pas le temps économique, ni le temps écologique.
- * Besoin de proximité pour discuter.
- * Et l'évaluation des élus ? Satisfaction globale ? Cohérence programme et actions ?

Conclusion : un bon débat, riche, avec des éléments originaux, enrichis par les explications et précisions venues du député présent.

GRAND DÉBAT : LILLE

Lieu : Lille – Sciences Po Lille

Date : 5 mars 2019.

Heure : 18 h 30 - 21 h.

Organisateurs : Madame la Député (LREM) Valérie Petit

Nombre de personnes : environ 200 participants de tous âges.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Sur le thème « Démocratie et Citoyenneté »

Présents également : Dimitri Houbron, Député du Nord et
Frédéric Lefèvre, Conseiller municipal, Président du Modem Nord.

Madame la députée : en introduction

- * Un élu, ça sert à faire vivre la démocratie, à la défendre, à la renouveler.
- * Un élu porte la voix des citoyens et défend les droits.
- * 76 pays sur 167 dans le monde sont des démocraties dont 19 parfaites.
France : 29^{ème}. Corée du Nord : dernière. Norvège : 1^{ère} place.
Et le nombre de démocraties recule dans le monde.
- * 4 % des Français font confiance aux élus (confiance à 7/10 ou plus ; 28 % au Danemark).
16 % des Français ont confiance dans le Parlement (52 % en Suède).
- * Mais la démocratie se fait aussi avec les citoyens, dans le cadre de la démocratie participative.

→ Madame la Députée propose un tour du monde de la démocratie au quotidien, avec des illustrations :

- ~ Brésil : budgets participatifs (100 en France actuellement) ; Porto Alegre, mais aussi Loon-Plage,
- ~ Allemagne : jurys citoyens,
- ~ Danemark, Chili : conférences de consensus,
- ~ France : interpellations citoyennes,
- ~ France : les chartes éthiques, engagement des élus,
- ~ États-Unis : les « scores de ville » (les élus rendent compte aux citoyens, à l'aide d'indicateurs),
- ~ Suisse/États-Unis : référendums locaux d'initiative populaire.

Mais aussi comités de pilotage citoyens (binômes élus-citoyens), conseils citoyens, conseils des jeunes, territoires hautement citoyens, plateformes de propositions citoyennes...

À ce stade, l'alarme incendie se déclenche. Il s'agit d'un déclenchement volontaire ! qui dure 5 minutes.

→ Monsieur le Député Dimitri Houbron intervient sur la future réforme constitutionnelle :

- ~ dose de proportionnelle en conservant le fait majoritaire, mais en donnant une place aux petits partis ;

- ~ réduction du nombre de parlementaires, avec des circonscriptions quasi doublées pour les députés.
Réduction de 30 % des députés et des sénateurs.
Avec une part de proportionnelle ;
- ~ Transformation du CESE ;
- ~ Indépendance du Parquet ;
- ~ Réforme d'initiative citoyenne.

Une proposition de Terra Nova : que les citoyens puissent proposer une nouvelle loi avec un seuil de 2 % (900 000 citoyens) et 4 % s'il s'agit d'abroger une proposition existante. Le conseil national du débat public propose alors au conseil constitutionnel. S'ouvre alors une phase délibérative. 100 citoyens tirés au sort travaillent 1 semaine par mois pendant 3 mois avec l'aide de parlementaires, s'ils le souhaitent, et avec l'aide des outils qu'utilisent les parlementaires.
Coût par référendum : 200 millions d'euros.

Comment sommes-nous accompagnés depuis l'école pour décrypter les décisions politiques et se forger un avis avec une capacité de discernement ?

→ Frédéric Lefèvre (conseiller municipal, Président du Modem Nord) :

Engagé en politique depuis 2006, a vu le désengagement et le désintérêt s'installer chez les habitants, même dans le cadre des élections municipales (où le taux d'abstention peut être plus élevé que le « taux d'élection »).

Les élus ne sont pas représentatifs de la nation : beaucoup de monde du public, ou des retraités et des inactifs ; déficit : ouvriers, employés, monde de l'entreprise. Il faudrait un statut des élus. Les partis doivent aussi travailler à la démocratie en leur sein.

Cette présentation initiale introductive dure 45 minutes.

Ensuite les 200 personnes sont réparties en 7 groupes animés par des citoyens animateurs ; au sein de ces groupes, des rapporteurs sont nommés pour remonter les conclusions et les propositions des groupes en finale de réunion. 45' à 1 h sont octroyées pour ce travail en groupes.

Voici les remontées suite à ces 7 travaux de groupes.

1) Deux mots-clés :

- ~ éducation,
- ~ information.

Former sur l'aspect pratique ; valoriser la vie associative ; rôle des médiateurs dans les écoles ; pour reconnecter avec les citoyens.

Intérêt du tirage au sort d'une centaine de citoyens, évoqués supra.

La reconnaissance du vote blanc.

Pourquoi pas un vote obligatoire ?

Mais aussi des garde-fous.

Plébiscite aussi des « scores de ville ».

2) Le vote blanc à reconnaître

Le vote obligatoire : pourquoi pas ?

Le bénévolat qui apporte sur les fondamentaux.

Un classement pour les candidats aux élections : le vote majoritaire.

Mais surtout revenir aux fondamentaux : respect, écoute, tolérance.

3) Trois thèmes :

- ~ interpellations citoyennes,
- ~ budgets participatifs,
- ~ conseils de jeunes.

Beaucoup de jeunes dans ce groupe.

Question de l'engagement dans les associations : des droits et des devoirs. Reconnaître cet engagement (ex. 1 jour par mois dans les entreprises pourrait être retenu et on pourrait légiférer à ce sujet).

4) Trop d'élus.

Les conférences de consensus et le tirage au sort, plus juste, moins discriminant.

Le volontariat dans la vie citoyenne par les citoyens. Mais cela pose aussi des questions.

Le vote : obligatoire, voire une forme de rémunération pour ceux qui vont voter.

Vote blanc reconnu.

5)

a) L'éducation à l'école, informations essentielles, éducation civique.

Mais aussi en dehors de l'école (dans groupes politiques, d'élus, syndicats). Une connaissance minimale des élus (sur les quartiers défavorisés, la pauvreté...)

b) Les budgets participatifs. Bien les choisir dans les divers territoires dont les villages. Médias et réseaux sociaux impliqués.

c) Plus de comités citoyens.

d) Le jugement majoritaire. Classer candidats, projets... par ordre de préférence, de 1 à 5.

e) Le statut de l'élu, pas à vie, mandats limités, retrouver activité professionnelle ensuite.

6) Propositions :

~ Reformation à la citoyenneté, plus de démocratie dès l'école primaire.

~ Budget participatif, oui, mais avec un gros « mais » et avec contrôle citoyen ensuite.

~ Participation citoyenne à un niveau local ; la démocratie à l'échelle locale.

~ RIC ?

~ Proposition d'une assemblée citoyenne qui proposerait des projets de loi.

~ Diminuer les avantages des députés et sénateurs.

~ Voir tout ce que votent les parlementaires et leur présence.

~ Vote blanc, oui.

~ Rôle du suppléant du député qui peut être dans sa circonscription pour ce dernier.

7) 4 % des Français qui font confiance aux élus. C'est une horreur.

Des citoyens inégaux.

Complexité de la fiche de paie.

Expliquer les charges salariales et employeurs.

Parité syndicale.

Sénat et sénateurs invisibles, non démocratiques

Démocratie chez les députés ? Ils doivent suivre leur groupe.

1 % de la population française sont des élus !

Compétence des élus ?

Suppression des avantages des députés et sénateurs.

Pas d'accord des autres membres du groupe avec le rapport du rapporteur.

Un autre membre du groupe complète :

~ redonner du sens à la démocratie,

~ rôle et utilité des élus,

~ réduire le nombre de communes, revoir leur pouvoir,

~ informer les employés sur contrats de travail, cotisations...

Conclusion

Ce débat, organisé par une députée, n'a pas la même tonalité que les autres débats citoyens suivis. Il a été organisé, préparé, conduit par la députée, assistée d'un autre député et d'un conseiller municipal, Président du Modem.

Un groupe de 200 personnes est plus complexe à gérer qu'un petit groupe, même s'il y a eu des travaux en 7 sous-groupes.

Les rapports des 7 groupes étaient d'inégale qualité et cela fusait dans tous les sens, sans doute aussi en lien avec la taille globale du groupe et le nombre de sous-groupes.

GRAND DÉBAT : LILLE

Lieu : Lille - bourse du travail - 254 boulevard de l'Usine.

Date : 7 mars 2019.

Heure : 18 h 30 - 21 h.

Organisateur : Union régionale CFDT Hauts-de-France et le collectif « Ensemble pour le climat en Hauts-de-France ».

Nombre de personnes : environ 60 participants dont 10 plus jeunes environ.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Sur le thème « Transition écologique et justice sociale »

Réflexion sur :

- 1 - ressentis, interrogations,
- 2 - propositions précises et concrètes.

Les familles ou mots-clés de correspondants : l'emploi, les services publics, l'énergie, la mobilité, les territoires, les outils financiers.

* Tout s'accélère aujourd'hui sur l'urgence climatique. Les politiques, les industriels ne se réveillent pas assez vite. Les comportements écologiques coûtent cher.

→ Transports en commun gratuits, boycott des entreprises polluantes, circuits courts, ferroviaire, taxation des gros pollueurs (bateaux, avions...), prix trop élevé de l'alimentation écologique.

* Sur l'alimentation :

→ on pourrait jouer sur la TVA en la modulant selon les produits à impact social ou écologique. Ex. TVA 0 sur les produits écologiques, locaux ; produits qui consommeraient peu d'intrants et peu d'eau ; *idem* pour les vêtements ; revenir sur des alimentations équilibrées et moins riches ; on peut mieux se nourrir avec des produits moins chers et de meilleure qualité → importance de l'éducation, dès le jeune âge ;

→ une liste de produits à TVA nulle ou réduite ; ex. aussi des produits d'hygiène, de première nécessité ;

→ créer des marchés de saison avec sensibilisation des quartiers populaires, avec les habitants ;

→ attention au premier produit de nécessité qu'est l'eau. Ne pas taxer un certain nombre de m³ d'eau nécessaire pour la vie humaine ;

→ laisser les subventions aux associations qui travaillent dans le domaine de l'apprentissage de la cuisine, d'une meilleure nutrition ;

→ regrouper dans une cuisine locale pour la restauration collective, la fabrication de la nourriture collective, à partir de produits bios et locaux ;

→ faire en sorte que plus on consomme, plus on paie. Exemple un forfait énergétique.

* Sur l'énergie :

→ exonérer de taxes les produits bons pour la planète ;

→ l'information est trop technique. Il faut des connaissances pour chercher l'information. Ensuite arrivent des « experts » intrusifs...

→ le kérosène non taxé ou le charbon moins taxé !

→ la taxe carbone ? Il faudrait un prix à payer, à la tonne de carbone émise. Et ceci à l'échelle de l'Europe ;

→ lier énergie - logement.

Il faut simplifier ; la rénovation et l'isolation coûtent cher, les aides ne sont pas toujours connues. Or, il faut aider à rester à domicile (ex. les personnes âgées). Pas de visibilité suffisante sur les prix, les aides, les réductions fiscales.

L'expertise des diagnostics énergétiques devrait relever d'un service public.

→ Notion de sens, de cap, de temps long, à considérer, pour les conséquences à terme.

→ Pour un moratoire pour le compteur Linky et son installation, qui consomme plus qu'un compteur traditionnel, à durée de vie plus réduite, avec serveurs de stockage des données : aberration économique et écologique.

→ Injustice par rapport aux jeunes à qui on laisse un monde en piteux état.

* Sur la mobilité :

→ covoiturage, pistes cyclables, ferroviaire ;

→ réserver une voie ou covoiturage et aux transports en commun ; éventuellement, de manière temporaire à certains moments de la journée ;

→ favoriser le caractère gratuit des transports en commun et une tarification plus faible pour faciliter l'accès à ceux qui ont moins de moyens. Des zones non desservies par les bus ; il faut finir à pied ;

→ favoriser le télétravail ; limiter les déplacements, notamment aux jours de pics de pollution. En effet, on arrive à une situation où on parle de vie et de mort ;

→ associer les gens du terrain, les professionnels, à la décision ;

→ les gens ont-ils vraiment envie de faire du vélo ?

→ orienter l'argent de la Métropole pour les vrais besoins : le Grand Stade et ses environs ??? la piscine olympique à Saint-Sauveur ??? Que les élus prennent leurs responsabilités et agissent en transparence et en concertation avec les usagers, et pas pour 2035 ! Servir les transports qui servent à tous ;

→ que la taxe carbone serve d'abord à financer la réhabilitation thermique des logements et le développement des mobilités alternatives, collectives ;

→ indemnité kilométrique vélo, non limitée, pour aller au travail ;

→ collecter les ressources sur les territoires pour agir sur ces territoires ;

→ des citoyens (panel) tirés au sort pour donner un avis sur l'opportunité d'une action, d'une décision ;

→ encourager le co-achat d'une voiture à plusieurs, avec taux, assurances, fiscalité adaptés, même si c'est difficile ;

→ créer des « vélo-bus ». Cela permettrait aux enfants d'aller à l'école à vélo ;

→ développer les espaces de coworking, les bornes de télécommunications dans les hôpitaux et EHPAD, pour faciliter les contacts et limiter les déplacements ;

* Les jeunes

Ne viennent plus dans les milieux collectifs et pourtant agissent là où ils sont. Proposer des croisements d'expériences. Comment trouver, mobiliser, relier ceux qui agissent ?

Mais il y a aussi une peur immense de ce qui nous attend (Parcoursup, « préparez votre avenir » ... alors qu'il y a tant de problèmes plus importants) et peur des plus vieux. On ne leur donne pas la parole, on craint de leur donner.

* **Les plans et les budgets** doivent être alignés de manière cohérente pour atteindre les objectifs vitaux.

* **L'information**

Il faut en donner davantage à des fins de comparaison pour pouvoir faire des choix (ex. pour les voitures, données de consommation, d'utilisation, de pollution, de recyclage).

* **Les déchets**

~ Beaucoup de gestes simples. Ex. récupérer le papier dans des filières correctes, créatrices d'emplois.
~ Revenir aux jardins ouvriers. Ils ont disparu (cf. l'abbé Lemire).

* **Emploi, économie, écologie, économies d'énergie**

Prévoir de les allier intelligemment. Les choses sont très liées.

* **Un plan recherche** [respecter les vrais chercheurs, avec honnêteté, dans l'intérêt général] **de nouvelles énergies ; un plan Marshall.**

* **Un ministre de l'écologie au-delà même du titre de ministre d'Etat.**

Conclusion

Un débat riche, calme, posé, ordonné, avec beaucoup d'idées que chacun a pu aborder, avec un animateur professionnel ¹qui a su organiser le débat, a amené à produire des propositions concrètes, n'a rien lâché à ce sujet, a fait préciser les pensées de chacun ou les a traduites très fidèlement.

Plusieurs organisateurs pour ce débat.

Une sympathique formule en cercle.

Des thématiques croisées : transition écologique, services publics, finances, des éléments qui traversent les grands débats.

Ont été traités : alimentation, énergie, mobilité, mais aussi plans et budgets cohérents sur les thématiques, information des citoyens, déchets et croisement de thématiques (ex. emploi/économie/écologie/économies d'énergie).

Penser aussi à un plan recherche (écouter les chercheurs, viser l'intérêt général), voire à un plan Marshall (idée originale de ce groupe).

¹ Jean-Michel Lobry, WEO

GRAND DÉBAT : ORCHIES

Lieu : Orchies – Foyer Croizat – 5 rue Jules Ferry.

Date : 9 mars 2019.

Heure : 10 h - 12 h 30.

Organisateur : Charlotte Lecocq, Députée du Nord (REM).

Nombre de personnes : environ 70 participants d'Orchies et nombreuses communes environnantes de la circonscription dont des maires présents (ex. participants des communes de Wahagnies, Louvil, Capelle-en-Pévèle, Cysoing, Saméon, Baisieux, La Neuville, Bouvines, ...).
Comme à l'habitude, très peu de jeunes (moins de 5).

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Débat organisé par Madame la Députée Charlotte Lecocq qui propose une formule très intéressante en synthétisant (cf. document joint) en une page par thème, ce qu'elle a entendu dans les différents débats auxquels elle a assisté.

Nous renvoyons donc au contenu de ce document sur chaque thème. Et nous ne reprenons dans notre synthèse que les éléments du débat entre la députée et les citoyens présents.

Environ 70 participants d'Orchies et nombreuses communes environnantes de la circonscription dont des maires présents (ex. participants des communes de Wahagnies, Louvil, Capelle-en-Pévèle, Cysoing, Saméon, Baisieux, La Neuville, Bouvines, ...).

Comme à l'habitude, très peu de jeunes (moins de 5).

* Rendre l'information plus accessible et plus lisible est une requête globale.

1 - La transition écologique

Une priorité absolue. On ne va pas assez vite, assez fort, assez loin.

Il faut de l'incitation (aides), de l'information, de l'accompagnement méthodologique, et y aller par le positif.

Apports collectifs et apports individuels de chacun à sa mesure (le petit colibri).

Au cours du débat :

- transports publics, dont gratuits ; ferroutage ; mais aussi le nucléaire (sauf la question du traitement du déchet correspondant), « l'équipe de France » du renouvelable ; quel devenir dans 30 ou 40 ans de l'éolien, du nucléaire, des panneaux solaires ? Les aides ne touchent pas les plus modestes qui ne peuvent, par exemple, changer leur véhicule ;

- attention, si l'on parle de gratuité, ce n'est jamais gratuit. Cela reviendra toujours sous forme de taxes ou d'impôts ;

- développer et encourager des projets qui ne coûtent rien ou peu au niveau local (ex. collectes hippomobiles, gallinacées pour les déchets, compostage...) ;

- et les biocarburants issus des déchets (ex. biogaz et méthanisation) en économie circulaire.

2 - Démocratie et citoyenneté

* Attention, beaucoup d'erreurs dans les débats qu'il faudra corriger.

* Nécessité d'entendre les jeunes ; ils sont absents du débat.

- * L'école ne pourra pas tout faire. Elle fait de l'enseignement.
- * Le vote blanc, d'accord, mais que faisons-nous avec cela ?
- * Il faut faire grandir l'idée, la notion que nous sommes citoyens.
« Continuer à causer. Ce serait génial ». Y compris avec les plus précaires.
- * Et que propose le citoyen s'il n'est pas satisfait ? Sinon, c'est trop facile.
- * Importance du Grand Débat comme démarche participative.
- * Tenir compte aussi des personnes qui voudraient s'exprimer, mais n'y arrivent pas. Une plateforme numérique qui perdure dans le temps pour partager les projets et accompagner les personnes qui les portent.
- * Pour une démocratie vraiment participative. Importance des municipalités.
- * La proportionnelle, c'est super sur le papier pour mieux représenter les gens mais cela n'a jamais marché nulle part.

Réactions des élus :

- quiconque veut s'engager dans sa commune et participer à la vie de sa commune, peut le faire. Mais cela demande du temps, des choix et des renoncements ;
- importance des projets de territoires pour développer les actions dans le temps ;
- il y a de la place, des instances, pour que les citoyens viennent participer, apporter leur contribution, leurs projets, mais cela demande du temps. Importance aussi que les femmes puissent prendre leur place et contribuer.

3 - Finances publiques et fiscalité

- * La France, champion de l'impôt. Vouloir garder sur le territoire français, les citoyens qui payaient initialement l'ISF. Cf. dans le Nord, la proximité de la Belgique.
- * Attente très forte de savoir où va notre argent (impôts et taxes).
- * Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.
- * Recréer des tranches d'imposition.
- * Payer ses impôts dans l'État de sa nationalité.
- * Déjà faire le ménage des paradis fiscaux européens.
- * Homogénéiser les règles de l'Union Européenne.
- * Le départ des retraités au Portugal où ils ne paient pas d'impôt, pendant une décennie. C'est dommage. Et ces retraités reviennent en France se faire soigner, un mois par an. Ces départs empêchent la consommation, l'investissement et le paiement de l'impôt en France.
- * L'État doit garder certaines activités et les revenus correspondants. Cf. Les autoroutes, les aéroports.
- * Que les citoyens puissent connaître les mécanismes fiscaux.
- * La question « où vont les impôts ? » se pose aussi au niveau des communes, des départements. Il y a des questions de priorités aussi sur les dépenses.
- * La France est le pays des droits de l'Homme ; il faudrait que nous soyons aussi le pays des devoirs, y compris pour les plus fortunés et ceux qui ont quitté le pays pour des raisons fiscales.
- * La fortune est à quelques-uns, la richesse est au pays.
- * Fournir un tableau de bord de tous les services fournis et leur coût.
- * La dette publique est énorme et nous remboursons beaucoup d'intérêts et peu de capital.

* Difficulté de profiter des financements européens car dossiers extrêmement complexes à monter et lourds + délais de versements des subventions.

4 - Services publics et organisation de l'État

* Là aussi, rétablir les vérités.

* Accompagnement de l'utilisation du numérique.

* Crainte de perdre du service accessible.

* Plus de confiance au territoire et plus d'autonomie.

* Le millefeuille avec un manque de clarté.

* Il faut avoir une vue systémique du système qui est à bout de souffle.

* L'importance est que les services coûtent moins cher. La masse salariale des fonctionnaires est une notion plus importante que le nombre de fonctionnaires.

* Volonté de communautés, de proximité, au plus proche des gens.

* Réinterroger le statut du fonctionnaire ; des gens payés cher et parfois qui ne sont plus efficaces, sont démotivés.

Une souffrance réelle dans la fonction publique.

* On est en retard sur l'enseignement. On ne se remet pas en cause.

Mixer les parcours.

Énorme décalage entre le premier et le second degrés, ce dernier mieux payé avec les heures supplémentaires que le premier degré.

* « L'école de la confiance », on n'y comprend rien.

Très mauvaise communication.

Pilotage par objectifs, les objectifs n'étant pas clairs → 40 % de burn-out.

* L'hôpital aussi est malade. Burn-out également.

* On ne dépense pas trop, on dépense mal.

* Préserver les liens humains dans les services publics et maintenir le maillage avec les citoyens.

* Pour certains projets, l'intercommunalité est indispensable.

* Avoir des maisons de service public – tous les 25 kilomètres – importance aussi pour les territoires ruraux.

Au total, un chantier dense et colossal devant nous.

Saluer le travail de fonctionnaires, engagés, mais avec des objectifs et des modes managériaux pas clairs.

En conclusion, une formule originale et fructueuse consistant à présenter brièvement et par thème, une synthèse des débats suivis par Madame la Députée, puis à en débattre avec les participants.

Débat calme, constructif, apportant des points de vue de citoyens et d'élus présents et enrichissant la synthèse présentée initialement dans un clair et synthétique document.

Intérêt aussi de la présence de citoyens de nombreuses communes.



CHARLOTTE LECOCCQ - VOTRE DÉPUTÉE



DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

ATTENTES ET PROPOSITIONS ENTENDUES



- Une exigence unanime : Exemplarité et transparence des élus
- Diminuer le nombre de parlementaires
- Mettre fin aux privilèges, aux droits acquis à vie, « aux placards dorés »
- Reconnaissance du vote blanc
- Introduction d'une dose de proportionnelle
- Introduire la notion de citoyenneté à l'école
- Organiser la démocratie participative (dans les débats le RIC n'est pas véritablement plébiscite, sauf très ponctuellement)

INFORMATIONS ET RAPPELS

La 1^{ère} loi votée par la nouvelle législature fut la loi sur la confiance dans la vie politique :

- ✓ Interdiction pour tout parlementaire, ministre ou exécutif local d'embaucher un membre de sa famille proche
- ✓ Les dépenses des parlementaires doivent être justifiées, ce qui n'était pas le cas jusqu'en 2017 !
- ✓ Les conditions de retraite et de chômage des députés sont désormais alignées sur le droit commun - fin des régimes privilégiés.

Le projet de réforme constitutionnel :

- Diminution du nombre de parlementaires d'un tiers, avec une simplification de la procédure de vote pour plus d'efficacité
- Instauration d'une dose de proportionnelle aux élections législatives pour assurer une représentation la plus fidèle possible de la diversité des opinions politiques
- Limitation du cumul mandats dans le temps



« Lors d'un regard les débats dans l'hémicycle, il y a souvent peu de députés ou sénateurs présents. C'est inadmissible » :

S'il est compréhensible que les sièges vides de l'hémicycle interpellent les citoyens, cela ne signifie pas pour autant que les députés sont désintéressés du sujet. Il est peu connu que l'agenda des députés impose en permanence des arbitrages car plusieurs votes peuvent avoir lieu en même temps : séance ou commission. Mais le travail du député ne se limite pas aux temps de vote. Il suppose un travail intensif de préparation des textes de loi à travers des auditions, des entretiens, un travail d'amendement et d'analyse. Et bien sûr, le député se doit d'être présent en circonscription, à la rencontre des citoyens, des associations, des entreprises... La procédure de vote est aujourd'hui très lourde : plusieurs passages en commission et en séance, et redondante : son amélioration voulue dans la réforme constitutionnelle permettra une meilleure gestion des présences des parlementaires.



CHARLOTTE LECOCCQ - VOTRE DÉPUTÉE



FINANCES PUBLIQUES ET FISCALITE

ATTENTES ET PROPOSITIONS ENTENDUES

- Plus de justice fiscale : faire contribuer davantage les foyers aisés et mettre en place une contribution pour tous (€ symbolique) – ajouter une tranche
- Rétablir l'ISF
- CICE pour les petites entreprises et celles qui embauchent vraiment
- Supprimer définitivement la hausse de CSG sur les retraites et indexer les retraites sur l'inflation
- Baisser / supprimer la TVA sur les produits de première nécessité
- Évaluer la pertinence des niches fiscales et les mettre à jour
- Une demande forte de savoir où va l'argent des impôts
- Lutter contre l'évasion et la fraude fiscale

INFORMATIONS ET RAPPELS

Diminution progressive de la taxe d'habitation : 30% en 2018, 65% en 2019, 100% en 2020.

Suppression des cotisations salariales maladie et chômage pour augmenter le revenu net – compensée par la hausse de la CSG, qui impacte notamment les revenus du capital. Le gouvernement a reconnu que la hausse de la CSG sur les retraités aux revenus moyens était une erreur. Celle-ci a été supprimée au 1^{er} janvier 2019, pour 3,7 millions de foyers de retraités.

Un projet de loi instaurant une taxe de 3 % sur le chiffre d'affaires de grands groupes internationaux du numérique (GAFA), un système fiscal plus juste et plus efficace, vient d'être déposé.

Précision sur la redistribution de l'impôt actuelle :

- Sur 37,9 millions de foyers fiscaux : 16,5 millions de foyers sont imposables, soit 43 % du total ; 21,4 millions non imposables.
- Sur les 37 millions de foyers fiscaux français, les 10% les plus aisés financent 70% de l'impôt sur le revenu
- Chaque foyer français contribue aux finances publiques à travers les taxes : TVA, taxe sur les carburants, etc.



GRAND DÉBAT : LILLE

Lieu : Lille – Université Catholique de Lille – 60 boulevard Vauban.

Date : 13 mars 2019

Heure : 18 h 30 - 21 h.

Organisateur : La Fédération des Étudiants de l'Université Catholique de Lille

Nombre de personnes : 150 participants.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Débat organisé par les jeunes, pour les jeunes².

2 thématiques :

- * La transition écologie (1)
- * La démocratie et la citoyenneté (2)

Choix des thèmes :

- (1) Nous sommes directement concernés par la thématique.
- (2) C'est une thématique large, qui nous concerne tous et qui peut se décliner en de nombreux sous-thèmes d'intérêts pour les jeunes.

La charte et les règles de conduite de la soirée sont très bien présentées. Un beau travail de préparation a été réalisé en amont. On se reportera à la liste des sous-thématiques (8 par thématique) de chacune des 2 thématiques, soit 16 sous-thèmes au total.

Ces sous-thèmes ont fait l'objet d'un travail préparatoire et un pilote a été désigné par sous-thème.

Les étudiants présents viennent de diverses et nombreuses filières de l'Université.

Grâce au drive collectif, les retours de chaque sous-groupe ont été collectés, rassemblés, synthétisés.

Restitution

1) Transition écologique

Financement et écologie

- ~ Être dans l'action.
- ~ Créer une intelligence collective à ce sujet
- ~ Investir par l'Etat.
- ~ Des bonus-malus pour les entreprises polluantes.
- ~ Poids des associations ??? avec une faiblesse financière. Créer des associations locales.

Vie quotidienne et écologie

- ~ Tri des déchets, isolation, insuffisance de possibilités pour les vélos sont des problèmes.

Capitalisme et écologie

État, établissements scolaires, associations doivent sensibiliser.

Taxes des énergies fossiles

² Organisé par les étudiants de l'Université catholique de Lille.

Sensibiliser les générations passées (ex. covoiturage).

Jeunesse et écologie

On sait depuis tout petit que c'est à nous de faire bouger les choses, mais ensuite moins de sensibilisation, aides ou reconnaissance en lycée ou en enseignement supérieur.

On ne prend pas assez les jeunes au sérieux avec les réseaux sociaux bien utilisés.

C'est le choc des générations, les plus anciennes n'utilisant pas ou pas de la même façon les réseaux sociaux.

France et écologie

Développement des énergies renouvelables (géothermie, solaire, maritime, côtier, éolien).

Des entreprises qui doivent être plus investies.

Apprendre dès le plus jeune âge.

L'écologie, une évidence pour les jeunes.

Un rayonnement français par une consommation locale, de saison et respectueuse.

En local.

Poursuivre, par la France, un leadership international en ce domaine.

Alimentation et écologie

Mobilité et écologie (un seul groupe)

Pas assez de communication sur les associations qui oeuvrent (ex. LiveTree, Agoraé...), à la Catho aussi.

Les grandes enseignes par rapport aux producteurs locaux à rendre visibles.

Éducation des jeunes enfants (gaspillage, alimentation, écologie).

2) Démocratie et citoyenneté

Le vote

Rendre utile le vote blanc et le reconnaître.

Le vote : un devoir ??? Mais trouver d'autres moyens de voter ou de s'inscrire sur les listes électorales.

Un référendum plutôt local que national, plus accessible. Un des autres groupes y est aussi favorable.

Représentation politique

Les jeunes ne se sentent pas du tout représentés en politique, écoutés. Inégalités, pour les jeunes et les classes sociales défavorisées, en politique.

Des citoyens écoutés par leurs représentants. Ceci est demandé.

Loi sur la laïcité

Quel encadrement des religions en France et en Europe ?

Rôle de l'éducation pour contrôler certains aspects et défauts dans les religions.

Égalité de tous devant la loi.

L'immigration

Instrumentalisation dans les discours politiques et des médias, peu clairs ou peu compris, faisant peur.

Manque d'informations.

Plus de clarté de la part du gouvernement.

L'immigration, peut être positive.

Améliorer l'intégration, l'insertion par l'éducation et le travail.

Des populations subissent aussi l'immigration (ex. Calais) et on ne s'en rend pas compte.

Mais aussi des interventions pour limiter l'immigration.

La représentativité de la jeunesse

Pas représentée dans l'assemblée nationale : quel impact alors ? pour les jeunes ?

Voix étudiante peu prise en compte.

Écouter la jeunesse ; elle est peu crédible, peu entendue.

Pourtant, les efforts des jeunes sont importants, impactants et doivent être compris.

L'éducation

Inégalité dans la réforme du bac.

Vers un système plus souple pour l'orientation.

Système de notation du bac à revoir. Valoriser l'apprentissage de l'oral et celle des compétences.

Fracture entre filières générales et professionnelles.

Favoriser l'égalité des chances.

Moins d'élèves par classe.

Améliorer l'orientation des étudiants.

Liens entre les universités et le rectorat.

SNU.

Réforme du master pour devenir professeur.

L'engagement citoyen

Quelle légitimité des jeunes en tant que citoyens ?

Vote blanc et SNU.

SNU : c'est bien, vers une cohésion ; apprendre à connaître des gens avec qui on n'a pas l'habitude d'être ; un équivalent, aujourd'hui, du service militaire.

Service civique, positif, à mettre en avant, pas assez exploité. Une instruction civique qui apporte peu. Et le service civique européen ; service civique et engagement citoyen, mais mal vu → « tu ne savais pas quoi faire ? »

Débat sur respect et incivilité ; une question d'éducation ; le rôle de chacun.

Débat complémentaire :

- * revoir l'éducation civique, car on ne fait rien dans ces cours. Il faut enseigner des actions et des questions concrètes.
- * capitalisme et écologie : le capitalisme, cause de nos soucis écologiques du moment, au niveau du citoyen, des entreprises... Aux citoyens, actionnaires, gouvernement de commencer à bouger.

Conclusion : un débat d'une excellente qualité, très bien préparé, conduit, rapporté.

C'est réconfortant.

On peut confier le monde à ces jeunes.

Mais il nous faut lâcher prise.

| | Transition écologique | | Démocratie et Citoyenneté | |
|---|---|--------------------|--|--------------------|
| 1 | Financement de la transition écologique : Qui devrait financer la transition écologique ? Ce financement est-il suffisant à l'heure actuelle ? | Louise Perrin | Les modalités du vote : faut-il prendre en compte le vote blanc, l'autoriser à partir de 16 ans, le rendre obligatoire ? | Mathilde Lazarz |
| 2 | La transition écologique dans la vie quotidienne : Dans la vie de tous les jours, quelles sont les actions possibles pour l'environnement ? Sont-elles connues de tous ? Mises en pratique ? Comment faire pour sensibiliser aux mieux toute la population sur ces questions ? | Elliott Le Nud | Représentation politique : Au sein d'une démocratie comme la notre, le monde politique est-il représentatif de notre société ? Les différentes formes d'élections sont-elles légitimes ? | Gabrielle Beuscart |
| 3 | Capitalisme et écologie : Peut-on allier notre système capitaliste avec la transition écologique ? | Julien Guilmiot | Interprétation de la loi sur la laïcité : esprit et explication Comment se fait-il qu'il y ait encore des débats autour de la laïcité ? Alors que la loi de 1905 devrait l'encadrer | Adrien Troger |
| 4 | Taxes des énergies fossiles : Est-ce une bonne solution de taxer les choses qui sont contre l'environnement, comme les énergies fossiles par exemple (essence, diesel) ? | Sophie Charbonnier | L'immigration : Toutes les formes d'immigration ? Procédures, moyens, cause | Albane Poussin |
| 5 | La jeunesse au sein de la transition écologique : Estimez-vous que les jeunes ont leur place pour la marche du climat ? La jeunesse doit-elle être impliquée dans cette lutte pour la transition écologique ? | Charlotte Ramirez | La représentativité de la jeunesse : Comment faire en sorte que les jeunes soient mieux représentés et entendus ? Les syndicats des jeunes arrivent-ils à jouer un rôle important au sein de la société ? | Joey Bernal |
| 6 | La mobilité et l'écologie : Les modes de transport en commun doivent-ils être développés ? Dans quel sens ? | Julien Magnan | SNU : Que penser du Service National Universel (qui durera 1 mois), faut-il remplacer la JDC par celui-ci ? | Ismael Mendy |
| 7 | La place de la France dans la transition écologique : Pensez-vous que le gouvernement fait assez pour le climat ? Si non, que faudrait-il faire en plus ? | Pierre Bociet | L'éducation de manière générale : La forme du nouveau bac est-elle meilleure que l'ancienne ? Sommes-nous obligés de faire de longues études pour réussir ? | Julie Tavares |
| 8 | Alimentation et transition écologique : Comment peut-on pallier protéger le climat et la biodiversité, tout en gardant des activités agricoles et industrielles compétitives ? Devons-nous changer nos manières de produire, de s'alimenter ? | Martin Vandaele | L'engagement citoyen : Comment peut-on faire pour renforcer l'engagement citoyen au sein de la société ? Devrait-il être le rôle de chacun de faire reculer les incivilités ? | Hugo Buttiena |

GRAND DÉBAT : RONCHIN

Lieu : Ronchin - salle municipale - 650 avenue Jean Jaurès.

Date : 14 mars 2019.

Heure : 18 h - 20 h.

Organisateur : Monsieur le Maire.

Nombre de personnes : ± 60 participants, dont 2 à 3 jeunes.

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun.

Alors que la municipalité a choisi 2 thèmes, le public veut traiter les 4 thèmes voire les sujets qui l'intéresse, ce qui est accepté par l'animateur.

1 - Le pouvoir d'achat et fiscalité

- ~ indexation des retraites sur le coût de la vie ; retrait de la CSG ;
- ~ et une nouvelle journée à donner pour la solidarité intergénérationnelle, alors que les retraités aident déjà leurs enfants, leurs petits-enfants, et sont impliqués dans les associations ; paradoxal que les salariés soient ainsi taxés d'une journée de solidarité tandis qu'ils sont eux-mêmes aidés par leurs parents et grands-parents pour les études, les loyers, ...
- ~ prendre l'argent où il est, dans les paradis fiscaux ;
- ~ garantie des cautions de loyers des étudiants par l'État français ;
- ~ vers quoi allons-nous ? Quel sens donnons-nous à la vie ? Quels sont les besoins fondamentaux ? 3 millions de chômeurs, 5 millions d'exclus, 9 millions sous le seuil de pauvreté. Tarification sur les biens essentiels : eau, transports...
- ~ une société qui ne respecte pas ses aînés, ses retraités, c'est grave ;
- ~ l'encadrement des loyers ;
- ~ une voix minoritaire exprimée :
 - aligner CSG retraités/salariés ;
 - des retraités plus souvent propriétaires ;
 - des plus jeunes qui travailleront plus longtemps, avec des changements nombreux d'emploi ;
 - fiscaliser tous les revenus taxant très peu les premiers euros gagnés ;
- ~ pas trop confiant dans ce grand débat pour un participant ;
- ~ des gens qui travaillent et dont le salaire ne cesse de baisser → le peuple de France ;
- ~ un service public remplacé par des personnes précaires : les salaires et les emplois se dégradent ;
- ~ les gilets jaunes ont fait déclenché ce débat.

Quelle origine du problème :

- les 35 h qui n'ont jamais créé d'emplois ; on a dû faire en 35 h ce que l'on fait en 39 h ;
- salaires et prix (inflation) bloqués sous Mitterrand. Puis prix bloqués et salaires restés bloqués ;
- et l'euro ?
- et les délocalisations d'entreprises, y compris au sein de l'Europe ?
- ~ importance de l'accès à l'emploi, de la réduction des emplois précaires ;
 - une carte de réduction dans les magasins pour les plus précaires, ce qui ne coûtera pas à l'État ;

- pour un RSA à 18 ans ;
- seuil de pauvreté : 1 025 € par personne (+ 0,5 par personne en plus) ;
- l'AAH au niveau du seuil de pauvreté ;
- rediscuter la fiscalité : plus de tranches d'imposition ; et la TVA ?
- traitement de la dette de l'État et coût de l'emprunt auprès des banques privées.

2 - La transition écologique

- * pollution engendrée par les véhicules électriques.
Solution à court terme : l'hydrogène. Et le GPL qui fonctionne déjà et dispose déjà des installations. Attention, l'hydrogène, il faut le produire. Ce n'est pas une énergie, c'est un vecteur.
- * Taxer plus lourdement ce qui pollue et redistribuer cet argent pour les énergies renouvelables.
- * Supprimer les emballages ; revenir aux consignes ; uniformiser les systèmes de tri ; interdire les gadgets inutiles, temporaires, à piles. Arrêter de gaspiller le papier (publicité, administration...) qui tue les arbres.
- * Arrêt total du nucléaire, car alarmant.
- * Diminuer la voiture. Revenir au commerce de proximité. Développer les transports en commun, y compris gratuits. Et les vélos.
- * Mais des lobbies qui freinent les recherches. Vont-ils s'arrêter ? Un système hypercapitaliste avec ses cargos, ses avions...
- * Des véhicules plus gros, plus lourds, donc plus polluants, qui n'ont rien à faire en ville.
- * Limiter les grands commerces aux périphéries des villes.
- * Une écologie plus éducative et moins punitive et qui ne tue pas les emplois.
- * Des camions partout. Et le ferroutage pas assez développé ? Et les cars Macron trop présents sur les autoroutes ?
- * On ne peut prendre à la planète plus que ce qu'elle peut reconstituer. C'est une règle verte qui devrait s'inscrire dans la constitution.
Une agriculture paysanne, écologique.
- * Penser au vrai verdissement des villes.
- * En ville, voitures à 30 km/h, pour limiter la pollution.
- * Lutte contre l'obsolescence programmée. Une TVA minorée sur les réparations.
- * Lien justice sociale et écologie.
- * Des véhicules paramétrés technologiquement dans les limitations de vitesse.
Par rapport à des radars, machine à faire de l'argent.

3 – Démocratie et participation, organisation de l'État

- * Prise en compte du vote blanc et un seul tour.
- * Vote obligatoire avec vote blanc pris en compte.
- * Des référendums nationaux à choix multiple.
Ils peuvent aussi être régionaux ou locaux.
- * Non cumul des mandats et limitation dans le temps.
- * Et pourquoi les gens ne vont plus voter ? Ils n'ont plus confiance. Ils ne veulent plus de syndicats, de partis politiques.
Pour un référendum révocatoire, pour redonner confiance aux gens, redonner le goût.
- * Scrutin au jugement majoritaire.
- * Meilleure prise en compte des avis (la Cour des comptes) et contrôle des décisions.
- * Supprimer les départements.
- * Une part de proportionnelle à l'Assemblée Nationale.
- * Découpler le pouvoir exécutif du pouvoir législatif.

* Le CESE : ou on le supprime ou on augmente ses pouvoirs avec un droit de regard sur ce qui est voté par les deux assemblées qui pourraient être saisies pour revoir leurs avis et désignation au CESE de citoyens par tirage au sort.

* Un participant souligne le rôle des élus, à conforter et garants de la démocratie. Rôle des comités de quartier, respiration démocratique.

* Une décentralisation renouvelée avec les moyens qui vont avec et une révision du millefeuille administratif, en revoyant les responsabilités de chacun ;

* Omnipotence de la direction du budget.

* Des hauts fonctionnaires qui devraient aller pendant 5 ans sur le terrain et participer aux décisions politiques.

* Un pouvoir lié à l'argent. Et le rôle des médias ? Les médias de masse qui emportent les populations.

Démocratie, justice, médias, argent !

* Après ce grand débat, trouver une formule pour poursuivre cette démarche et faire vivre une démocratie en différents lieux.

* Le Maire souligne qu'à Ronchin, on suspend à un moment le conseil municipal pour donner la parole aux citoyens.

* Un État non proche des territoires avec concertation (ex. pour la formation, avec France compétences, formule recentralisée, reconcentrée, loin des territoires).

* Une VI^e République, la V^e étant à bout de souffle.

Tout remettre à plat.

Avec une assemblée constituante.

* Une proportionnelle intégrale pour l'Assemblée Nationale.

* Depuis 40 ans, nous sommes lancés dans une spirale descendante, de gouvernement en gouvernement.

* Article 25 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour une assurance des besoins fondamentaux. Donner aux gens les moyens de vivre.

* Les économies au niveau des institutions (le coiffeur du Président, les employés des assemblées parlementaires...).

* Ce Grand Débat servira-t-il à quelque chose ?

* Liberté, égalité, fraternité.

Et la solidarité à l'égard des exilés ?

* Et aller plus loin, pour une réflexion sur l'organisation de la société.

GRAND DÉBAT : LILLE – Comité grand Lille

Lieu : Lille - Comité Grand Lille.

Date : 15 mars 2019.

Heure : 8 h - 9 h 30.

Organisateur : Comité Grand Lille

Nombre de personnes : une centaine

Garant désigné par le Préfet : Thérèse Lebrun. Jacques Vernier y assistait également.

Thème #2 - Organisation de l'État et des services publics

L'organisation de l'État et les territoires

Les territoires et l'organisation des territoires et des métropoles

Une question sur les métropoles, qui pourraient être asséchantes pour les autres territoires.

- * Président MEL élu sur 1 projet et 1 programme.
- * Une dynamique de projets par tous, publics divers.
- * Le transfrontalier : avec la Belgique, mais aussi le Bassin Minier.
- * Transfrontalier des ports avec le reste du monde.
- * Engagement de consultations : grands débats, citoyens...
- * Engagement de mobilité vers transfrontalier, vers Bassin Minier.
- * Engagement d'ouverture : moyens originaux, publics diversifiés, citoyens.
- * D'abord donner plus de cohérence à l'action, à l'action publique, pour les collectivités locales ; clarifier la vision ; une bannière commune (Hello Lille) ; un guichet unique d'accueil des projets. Justifier de nos projets, cela suffit pour les citoyens.
- * Organiser le co-développement avec les territoires voisins : littoral, Bassin Minier (1M habitants).
- * Notre responsabilité environnementale.
- * Nous sommes avant tout européens.
- * Des consultations citoyennes et pas seulement des lois.
- * Ce qui relève du Grand Lille vers l'État ou du Grand Lille vers lui-même.
- * Une région-réseau et non une région-carrefour.
Pas au centre d'un triangle Paris-Bruxelles-Londres.
Pour une ouverture pro-active (ex. langue et culture flamandes...).
- * Pas seulement des projets « gros », mais qui ont de la valeur, du sens, de la cohérence.
- * Faire savoir pour renforcer l'engagement. Décloisonner les pouvoirs.
- * Pour l'émergence d'écosystèmes innovants.
- * Élection MEL au suffrage universel direct.
- * Inciter le regroupement de communes (plus d'impact, moins d'émiettement) et le transfert de compétences.
- * Agilité et vitesse, enjeux de concurrence aujourd'hui.
- * Droit à l'essai, droit de carte blanche.
- * Se projeter à 10 ans pour se donner un cap ambitieux et se fédérer.
- * Se comparer à d'autres grandes métropoles et un grand leader qui fédère.

- * Emergence d'un esprit métropolitain, au-delà d'un vécu métropolitain.
- * La MEL : s'ouvrir sur Douai, Arras, Cambrai, les grands bassins autour de la métropole lilloise.
- * Les choses ne sont pas aussi simples que le caractère séduisant de certaines propositions.
Ex. Nous votons déjà pour les conseillers communautaires dans nos communes, et en respectant la parité.
L'élection du Président est secondaire par rapport à la qualité du projet.
- * Grand Lille : une arrogance par rapport à des territoires oubliés : « on vient vous voir » !

Mars 2019



Annexe 2

Grand débat national, Département du Nord,

Rapports rédigés par Philippe LEMAIRE,

Procureur général honoraire

Grand débat national, Département du Nord,

Rapports rédigés par Philippe LEMAIRE

| Page | Date | Lieu | Thèmes | Organisateur |
|------|------|---|------------------------|-------------------------------------|
| 115 | 4/2 | Beaucamps-Ligny | Tous | Laurent Pietraszewski député REM |
| 119 | 6/2 | Saint André | Tous | Groupe municipal |
| 124 | 7/2 | Comines | Tous | Brigitte Liso Députée REM |
| 129 | 8/2 | Salesches | Tous | Bernard Brohette |
| 134 | 9/2 | Saint Jans Cappel | Tous | Maire |
| 140 | 11/2 | Cysoing | Tous | Maire |
| 147 | 12/2 | Wasquehal | Tous | Nelly Savio (REM) |
| 153 | 13/2 | Tourcoing – Maison des associations | Tous | Maison des associations |
| 158 | 14/2 | Roubaix | Tous | Université populaire |
| 164 | 16/2 | Maubeuge | Tous | Comité REM |
| 168 | 18/2 | Anzin | Tous | Maire |
| 173 | 22/2 | Lallaing | Tous | Maire |
| 177 | 23/2 | Templeuve en Pévèle | Tous | Maire |
| 183 | 25/2 | Erquinghem le sec | FDP-OESP | Laurent Pietraszewski Député REM |
| 188 | 26/2 | Lille – Fac de droit | TE-DC | Florence F |
| 194 | 27/2 | Valenciennes- Maison de quartier Beaujardin | DC - OESP | URIOPSS |
| 199 | 4/3 | Bondues | DC | Maire |
| 207 | 5/3 | Lesquin | Tous | Maires du Sud de la MEL |
| 214 | 7/3 | Saint Amand | Tous | Maire |
| 218 | 8/3 | Rousies | DC | Maire |
| 224 | 9/3 | Lille | Tous | Laurent Pietraszewski Député REM |
| 229 | 11/3 | Lille – Sciences Po | DC | Re-Génération |
| 236 | 12/3 | Lille – Sciences Po | OESP Samu- Urgences | Sciences Po |
| 239 | 13/3 | Villeneuve d'Ascq | Tous | Maire |
| 246 | 14/3 | Lambersart | FDP-OESP | Lambersart le Coeur en plus |

GRAND DEBAT : BEAUCAMPS-LIGNY

Lieu : Beaucamps-Ligny (Nord)

Date : 4 février 2019

Heure : 19h-21h 30

Organisateur : Laurent PIETRASZEWSKI, Député (REM) du Nord avec la Maire présente Catherine LEFEBVRE

Nombre de personnes : 60

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : Sièges disposés en hémicycle dans une spacieuse salle des fêtes à côté de la Mairie. Organisateur et animateur au centre, avec un paper board, avec les 4 thèmes principaux du grand débat. Distribution en début de réunion de la charte du grand débat dont les principales dispositions sont lues en public. Distribution des fiches thématiques, et des questionnaires avec possibilités de le faire par internet ou de déposer sa contribution dans une boîte aux lettres en Mairie

Ambiance : Très studieuse et respectueuse avec en même temps beaucoup de liberté. Animation excellente du député Laurent Pietraszewski aidé avec beaucoup de gentillesse et de professionnalisme par la Maire Catherine Lefebvre, visiblement bien connue du public et très appréciée.

Questions abordées : toutes dans l'ordre du compte-rendu

- **Démocratie et citoyenneté :**

Les premières questions concernent principalement les élus, et notamment les députés.

Un intervenant : les Maires, on les connaît bien. Ils sont accessibles. Les députés, beaucoup moins. Je ne vous connais pas. C'est la première fois que je vous vois et c'est surtout pour cela que je suis venu au débat.

Un intervenant : Il faut revenir sur l'interdiction du cumul des mandats. Un député-Maire connaît à la fois les problématiques du National et du Local. En revanche, il faut limiter le nombre de mandats possibles à deux ou trois pour éviter les professionnels de la politique.

Un intervenant : Il faut pouvoir contrôler les élus, et pour cela confier ce contrôle à une justice indépendante.

Plusieurs intervenants : Combien gagnent les élus, et notamment les députés. Peuvent-ils cumuler leur rémunération avec d'autres revenus ? Quels sont leurs avantages en nature ? Comment rémunèrent-ils leurs collaborateurs ? Combien peuvent-ils en recruter ? Leurs frais leurs sont-ils payés sur justificatifs ou s'agit-il d'un forfait ?

Plusieurs intervenants se sont plaints d'être mal informés sur le statut des députés alors que d'autres intervenants ont fait valoir que les renseignements pouvaient être consultés en ligne et que l'opacité concernait plutôt les hauts fonctionnaires, avec de vives réactions sur le montant présumé des traitements des hautes autorités non gouvernementales comme Chantal JOUANNO, dont le nom a été cité.

Un intervenant : Il manque un contrôle citoyen des élus, car ils sont payés avec nos impôts.

Un intervenant : Il n'y a pas assez de diversité parmi les élus. Une majorité sort de l'ENA, les autres des grandes écoles. Les élus issus des classes plus modestes sont sous-représentés. Cela crée une consanguinité qui fait que tous les élus se tiennent entre eux. Et quand le Justice est saisie de malversations, elle est beaucoup trop lente

Un intervenant : Il y a trop d'impunité des élus.

Plusieurs intervenants : A quoi sert le Sénat ? Beaucoup ont contesté l'existence du Sénat, qui a pourtant été défendu par une minorité rappelant que le Sénat représentait les territoires et était un utile contre-pouvoir à l'assemblée nationale.

Plusieurs intervenants : Il faut instaurer une limite d'âge pour être élu.

Un intervenant : il faut une transparence des rémunérations de toute la fonction publique, avec des citoyens tirés au sort dans des commissions spécialisées pour surveiller les élus et les hauts fonctionnaires.

Un intervenant, suivi par la quasi-totalité de l'assemblée : Une vraie démocratie, ce n'est pas des personnes élues avec 25% des voix. Il faut comptabiliser les votes blancs. Le vote blanc est revendiqué comme un vrai choix de l'électeur à respecter.

Un intervenant : Il faut reconnaître le vote blanc et en contrepartie rendre le vote obligatoire, comme en Belgique

Un intervenant plutôt jeune étudiant : Au cours de la scolarité, on ne sensibilise pas suffisamment les lycéens à l'importance de la vie politique, à l'importance d'aller voter. Il y a là un problème de formation.

- **Sur la transition écologique :**

Un intervenant : On n'est pas très bien informé de ce que veut le gouvernement. Le gouvernement doit être clair sur sa politique énergétique.

Un intervenant : Le nucléaire, cela a été un choix clair par les gouvernants de l'époque (attribué par cet intervenant au Général De Gaulle puis à Valéry Giscard d'Estaing. On sait que ce n'est pas l'avenir. Alors, pourquoi on n'investit pas assez dans le voltaïque, plutôt que dans l'éolien (Acquiescement de la salle pour rejeter l'éolien qui défigure nos paysages sans grande efficacité, sauf peut-être l'éolien en mer)

Un intervenant : La question de la transition écologique a créé en partie le mouvement des gilets jaunes. Celui qui doit se déplacer pour travailler se moque de savoir si sa voiture pollue. Il prend la moins chère avec un carburant peu cher et quand les taxes augmentent il ne peut plus boucler son budget. Il faut arrêter l'écologie sanction, et mettre en œuvre une écologie solidaire. Autrement dit, si on taxe les gens pour modifier leur comportement, il faut que l'argent serve à aider les gens à transformer leur véhicule, ou leur mode de chauffage, et qu'ils n'aient pas l'impression d'être sanctionnés.

Un intervenant : les orientations écologiques et énergétiques du gouvernement ne sont pas claires.

Un intervenant : Il faut développer les recherches sur l'hydrogène qui est l'énergie du futur.

Un intervenant, qui dit qu'il est agriculteur : Il faut développer le bioéthanol.

Sur la question 11 du débat : Faut-il des taxes sur le diesel pour modifier les comportements des consommateurs, il y a eu à nouveau un débat sur la nécessité d'éviter l'écologie punitive, et sur le maintien indispensable du pouvoir d'achat notamment des plus pauvres.

Un intervenant : il faut développer les transports publics, notamment dans les campagnes, continuer de réformer la SNCF et permettre au territoires d'être correctement desservis par les transports publics.

Un débat s'est ensuite noué sur la question du chauffage domestique entre le fuel, le gaz, le bioéthanol, le bois mais aussi comment inciter les gens à réduire leur consommation.

Un intervenant : Et il faut inscrire cette politique énergétique au moins dans un ensemble européen, voire mondial car sinon la France ne va pas pouvoir lutter seule contre la pollution.

Un intervenant : La France n'utilise pas assez son immense domaine maritime en matière d'écologie.

- **Sur la fiscalité :**

Un intervenant : Il faut imposer les plus riches et notamment les entreprises du CAC40.

Un autre intervenant : mais il faut aussi lutter contre les abus de toutes sortes, contre le RSA, mais aussi les abus des chômeurs et au niveau de la sécu. Les gens courageux, qui ne gagnent que le SMIC, n'ont pas assez d'avantages par rapport à ceux qui sont au chômage ou au RSA. Il faut revaloriser les petits salaires et valoriser ceux qui veulent travailler.

Un intervenant : Il faut qu'il y ait plus de contrôles pour éviter les abus.

Un intervenant : Il faut que tout le monde paye des impôts, même pour les moins riches, quelques euros, car ce qui est totalement gratuit est déconsidéré. Il faut élargir l'assiette fiscale, et qu'il y ait plus de justice fiscale.

Un intervenant : et si on bénéficie de la sécu, par exemple lors d'une hospitalisation, il faut donner au patient l'information sur le coût de son opération, combien la collectivité a payé pour lui.

Un intervenant : Il faut se demander aussi quel service public on veut ?

Un intervenant : La fiscalité doit inciter au retour à l'emploi, notamment en maintenant pendant un certain temps RSA et chômage au jeune employé en liaison avec l'entreprise qui prendra progressivement le relais par le salaire.

Un intervenant : Il faut revoir les conventions fiscales avec certains pays, pour éviter l'évasion fiscale notamment des retraités. Si vous êtes français et que vous avez travaillé en France, vous devez payer vos impôts en France.

Un intervenant : Il faut plus de transparence pour l'impôt. Et il faut simplifier à la fois les recettes et l'assiette de l'impôt et les différentes allocations.

Un intervenant : a contesté que les retraités soient contraint de payer la CSG alors qu'ils ont travaillé toute leur vie.

Un intervenant : Il faut diminuer le train de vie de l'Etat, dont le budget ne devrait être voté qu'en équilibre comme le budget d'une commune par exemple.

Un intervenant : La TVA est un impôt indolore mais injuste. Il faut retravailler son assiette.

- **Sur l'organisation de l'Etat et des services publics**

Un intervenant : Il faut revenir sur le mille-feuille administratif et choisir entre la commune, l'intercommunalité, le département, la Région.

Dans le débat, un vif attachement s'est montré pour la commune et son Maire. On est prudent sur l'intercommunalité. La majorité estime que le département est inutile, mais que les régions sont beaucoup trop grosses. Il aurait fallu supprimer le département mais maintenir un niveau cohérent de régions plus petites.

Un intervenant : Il faut rémunérer les fonctionnaires avec une partie fixe et une partie liée à un indice de performance.

Un intervenant : Il faut arrêter de désertifier le territoire, de fermer les petites maternités, les petits bureaux de postes.

Mais pour d'autres intervenants, il faut rationaliser, car certaines implantations ne se justifient plus. Beaucoup d'intervenants proposent d'utiliser l'échelon de la Mairie pour en faire une maison des services avec des fonctionnaires polyvalents et compétents, mais à la condition que la charge soit partagée correctement avec l'Etat et les autres collectivités. Il est reproché à l'Etat de laisser les communes se débrouiller sans moyens.

Un intervenant : Dans tous les services publics, il faut avoir recours à l'élection des fonctionnaires, comme il faut élire les juges.

Un intervenant : la question centrale est cela du respect de l'égalité entre tous.

Un intervenant : Il faut créer des passerelles entre les emplois publics et les emplois privés.

La majorité de l'assemblée : la collectivité à laquelle nous sommes le plus attachés est la Mairie.

Un intervenant : qui se félicite du débat rappelle toutefois qu'on a besoin d'être écouté mais aussi entendu.

GRAND DEBAT : SAINT ANDRÉ

Lieu : Saint André

Date : 6 février 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateur : Rudy DELAPLACE et Géraldine MELON, conseillers municipaux Saint André

Nombre de personnes : 14

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion était organisée au café Le Capricorne, 215, rue Sadi Carnot à Saint André. Les tables du café avaient été mises en carré pour permettre à tout le monde de se voir

Ambiance : Très agréable, l'atmosphère sympathique de ce petit café-dineur dans un quartier populaire ajoutant son charme. Ambiance respectueuse des uns et des autres, et excellente qualité de l'animation réalisée principalement par Rudy DELAPLACE. Présence d'un journaliste de la Voix du Nord pendant la première partie de la réunion, avec prise de photos.

Questions abordées :

- La fiscalité et les dépenses publiques
- La démocratie et la citoyenneté (et quelques interventions relatives à l'organisation des services publics
- La transition écologique

- La fiscalité et les dépenses publiques :

Un intervenant : Sur la fiscalité, il y a un grand manque d'information et de compréhension par les gens

Un intervenant : La crise (des gilets jaunes NDLR) est née de l'incompréhension d'un impôt qui a touché spécifiquement un carburant (le diesel) et un type de voiture utilisé par les plus pauvres, et qui constituent des moyens de vie indispensables

Un intervenant : Ce grand débat doit être pris comme un brain storming, où les gens doivent parler de leurs problèmes spécifiques. Pour les déplacements et les taxes sur les carburants, les besoins des ruraux et des citadins ne sont pas les mêmes et les solutions doivent être différenciées. Une taxe, ou une décision politique ferme, cela oblige à changer de comportement, sinon on ne le fera pas. Pour ma part, j'ai délaissé ma voiture pour investir dans un vélo électrique et aujourd'hui, financièrement je m'y retrouve. Mais si on impose une taxe, il faut être clair sur le sens de cette taxe, ce que le gouvernement veut faire et surtout que l'argent recueilli serve à aider les gens à changer de comportement, mais avec des aides concrètes (aides financières et formation)

Un intervenant : Il faut moins d'impôts indirects, voire pas d'impôts du tout sur les produits de première nécessité : le pain, l'énergie.

Un intervenant : cette taxe sur le diesel n'a pas été annoncée correctement. Il faut lutter aussi contre les inégalités, par exemple entre le TGV et les trains dits normaux, pas entretenus et pas fiables.

Un intervenant : Pour l'impôt, on a sans doute l'adhésion de principe au départ, mais l'information ne suit pas. On ne comprend plus et on n'adhère plus. C'est la rupture du contrat social

Un intervenant : Il y a chez les gens beaucoup d'incompréhension quand on sait qu'il y a beaucoup de taxes sur les voitures mais pas sur les avions ou les paquebots. Par ailleurs, le TGV est trop cher et cela n'est pas normal d'encourager les bus (trop polluant NDLR)

Un intervenant : Il faut agir aussi sur les dépenses publiques. Il faut que l'Etat balaye devant sa propre porte. Il y a beaucoup trop d'élus. Pour l'efficacité des services publics, l'exemple doit venir d'en haut.

Un intervenant : Il n'y a pas assez de tranches pour l'impôt sur le revenu. Tout le monde devrait payer un impôt, même très réduit. On devrait payer l'impôt au premier euro.

Un intervenant : Il y a le problème des avantages acquis. Par exemple, pourquoi continuer à donner des avantages aux anciens Présidents de la République, surtout qu'ils sont de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes.

Un intervenant : Les retraites devraient être défiscalisées. Et surtout il y a trop d'inégalités.

Un intervenant : En matière de fiscalité et d'avantages acquis, il faut que les élus montrent l'exemple. Il faut du respect.

Un intervenant : On est beaucoup trop dans le chacun pour soi. Il faut recréer de la solidarité. Il faut réformer toutes les aides et revoir le RSA, et tout simplifier.

Un intervenant : On crée trop d'impôts nouveaux. En France, on est trop créatif d'impôts.

Un intervenant : Un français sur deux ne paye pas d'impôts sur le revenu. On doit payer au premier euro. La gratuité totale, ce n'est pas bon. Cela ne permet pas de responsabiliser les gens et surtout de leur reconnaître une vraie place dans la société. On lui dit, voici une aide et tais-toi. On ne reconnaît pas sa dignité. Il faut donner une valeur symbolique aux choses et aux hommes.

Un intervenant : invoque la possibilité de créer la taxe TOBIN, quelques centimes sur toutes les transactions financières mondiales, qui permettrait sans effort de venir à bout de la dette mondiale.

Un intervenant : On est passé d'un impôt, librement consenti par un citoyen, à un impôt, instrument de torture de ce même citoyen.

Un intervenant : Il faut revenir sur les conventions fiscales avec certains pays étrangers. Quand on a travaillé en France, il faut continuer à payer ses impôts en France, et non dans le pays où on prend sa retraite (Portugal, Tunisie)

Un intervenant : S'il y a moins de recette, il faudra moins de dépense. Donc, il faut agir sur le sens de la vie collective. Sur le pourquoi !

Un intervenant : On a l'impression de payer de plus en plus d'impôts pour des services publics de moins en moins efficace. Je ne suis plus aussi fier du modèle français (et de citer par comparaison la Norvège et la Suède)

Un intervenant : Il faut supprimer le conseil économique et social. C'est cher, ne sert à rien, et les gens y sont nommés selon le fait du Prince

Un intervenant : On va vers un déremboursement des soins. Je préfère qu'on augmente les jours de carence, avec une égalité privé-public, car sinon on va vers une privatisation de la SS au profit des mutuelles et de l'assurance individuelle.

Un intervenant : Il faut faire payer aux délinquants les frais de leur emprisonnement.

Un intervenant : Il faut parler aux gens, les informer et pour les élus, savoir se remettre en cause

- Sur la démocratie et la citoyenneté (et quelques éléments sur l'organisation des services publics)

Un intervenant : Il y a trop d'élus, avec beaucoup de strates (Communes, intercommunalités, département, région, Etat + tous les comités et organisations non gouvernementales plus ou moins utiles)

Un intervenant : Il n'y a pas assez de démocratie participative. Les élus doivent rendre des comptes. Il devrait y avoir des réunions obligatoires entre les élus et la population. Et de citer comme exemple l'actuelle transformation de la société de bus, avec des modifications de lignes, qui a été faite sans concertation et sans information des gens.

Un intervenant : On est un pays très centralisé, avec des décisions prises très haut et en même temps beaucoup trop de strates administratives qui rendent la décision très opaques. Qui fait quoi ? D'autant que l'on n'utilise pas les dispositifs mis en place. Ainsi de citer la commission nationale du débat public qui en 2016 avait mis en garde contre une fiscalité écologique, sur les carburants qui serait perçue comme punitive et entraînerait des désordres sociaux, avec une alerte sur un grave sentiment d'injustice.

Un intervenant : Il faut donc que le grand débat débouche sur des décisions comprises, sinon ce sera une immense frustration. Et de citer Coluche : Dites-moi ce dont vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer.

Un intervenant : On a touché à l'Arc de Triomphe. C'est très grave. C'est un fort symbole républicain.

Un intervenant : J'ai envie de bousculer les gens. Je ne veux plus voter pour un individu pour une personne, mais pour un programme. L'élection présidentielle est trop personnalisée.

Un intervenant : La démocratie, c'est du clientélisme Il ne faut plus de professionnels de la politique. Il faut une limitation des mandats : pas plus de deux mandats. Et il faut que nos élus soient mieux formés.

Un intervenant : Il faut que les élus nous écoutent. Et plutôt qu'être dirigés par une seule personne, il faudrait mieux un conseil avec une partie des personnes tirées au sort comme dans les jurys d'assises

Un intervenant : L'élection présidentielle de Macron a bouleversé les règles habituelles, et mis en œuvre le démagisme. Et cela continue.

Un intervenant : Il y a aussi le climat général de la politique, et notamment les affaires

Un intervenant : On peut améliorer le système de la Vème République, mais attention on a un régime assez stable et assez souple pour s'adapter. Il faut maintenir le cumul des mandats mais interdire les renouvellements successifs et les limiter à deux fois.

Un intervenant : L'écu doit rester à portée d'enguelade

Un intervenant : Il faut établir le tirage au sort pour le choix des gouvernants

Un intervenant (jeune) : Les jeunes ne sont pas assez informés et donc pas assez engagés en politique. Je suis pour le vote obligatoire, car le droit de vote est une chance qu'on n'a pas toujours eue. Mais il faut reconnaître le vote blanc car ce serait la reconnaissance symbolique du geste d'aller voter

Un intervenant : Pas d'accord avec le vote obligatoire car cela favorise l'éparpillement des partis et rend un pays ingouvernable, mais d'accord pour la reconnaissance du vote blanc.

Un intervenant : Plutôt que de voter pour un homme, je préférerais voter pour un budget.

Un intervenant : Il y a beaucoup trop de jeunes exclus. Il faut investir sur l'Education Nationale.

Un intervenant : Il n'est pas normal en Démocratie que les Parlementaires décident eux-mêmes de leurs propres avantages.

Un intervenant : Mettre de l'argent dans l'Education, c'est faire des économies dans la protection sociale, la sécurité, la Justice.

Un intervenant : En matière d'éducation, l'Etat ne peut pas tout. Il faut décentraliser vers les collectivités territoriales. L'Education Nationale doit assurer l'essentiel : apprendre à lire, écrire, compter et avoir l'esprit critique. Mais pour le reste, les initiatives locales peuvent prendre le relais.

Un intervenant : Il y a trop d'inégalité dans la formation

Un intervenant : Pour la sécurité sociale, il y a des millions de gens qui ne cotisent pas et qui touchent CMU et RSA. Donc, ce n'est pas étonnant que la sécurité sociale se privatise. Le problème, c'est les gens en dehors du système qui ne payent rien. Il faut que tous les gens aient leur place dans la société. On doit commencer par le partage du travail.

- La transition écologique :

Un intervenant : Vous parlez de fin du Monde quand nous vous parlons de fin de mois. Il faut arriver à concilier les deux car les deux sont liées.

Un intervenant : La transition écologique, c'est trouver des solutions :

- Au réchauffement climatique
- Les migrations climatiques (les gens fuient leur terre infertile ou noyée)
- La pollution
- L'acceptabilité des efforts que nous sommes prêts à faire

Un intervenant : Il faut plus de pistes cyclables

Un intervenant : Il faut plus de transports en commun. D'ailleurs, les gens bougent : co-voiturage ; bablacar

Un intervenant : Plutôt que d'inciter les gens à acheter des produits alimentaires industriels, il faut inciter les gens à produire eux-mêmes leur alimentation : moins cher et plus écologique.

Un intervenant : Il faut diminuer le transport routier et promouvoir le ferroutage, et empêcher tous ces camions étrangers de nous polluer.

Un intervenant : Si on développe les transports en commun, il faut respecter les usagers en mettant par exemple à leur disposition des vrais abris de bus.

Un intervenant : Ce n'est pas normal lorsqu'il y a un peu de neige que tous les transports soient bloqués.

Plusieurs intervenants parlent des incivilités relatives à l'écologie (ordures, déchets etc...)

Un intervenant : Il n'y a pas assez de sensibilisation à l'écologie. L'exemple de l'Allemagne et de sa politique de vélo est cité.

Un intervenant : Il doit y avoir un changement culturel vis-à-vis de la voiture et promouvoir d'autres transports : téléphérique urbain, tram-trains, etc...)

Un intervenant : La contrainte, notamment fiscale, à condition, d'être clairement énoncée et suivie d'actions de formation, peut être une solution, mais il faut beaucoup plus de pédagogie. Il faut que l'Etat ait un diagnostic clair sur sa politique énergétique, car tout est beaucoup trop flou, donc les mesures prises ne sont pas crédibles.

Un intervenant : Il faut consommer local, ne pas gâcher. Retour des portiques pour les camions étrangers, et promouvoir la production locale et de saison, notamment pour les aliments

Un intervenant : Et il faut penser au handicap. Les handicapés sont trop exclus.

GRAND DEBAT : COMINES

Lieu : COMINES

Date : 7 février 2019

Heure : 18 h 30 – 21 h

Organisateur : Brigitte LISO, députée LREM de la 4^{ème} circonscription du Nord avec la présence d'Alain DETOURNAY, Maire de Comines, vice-président à la MEL

Nombre de personnes : 50

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion était organisée dans le bel Auditorium Jean Micault dans l'Arena Lys. Brigitte LISO avait confié l'animation du débat à l'association nationale des médiateurs représentée par Didier MORFOISSE. Après le rappel des règles du débat, les personnes ont été réparties en 4 ateliers reprenant les 4 thèmes du grand débat. Concrètement, avaient été installées dans une grande salle quatre tables et les personnes présentes se sont réparties selon leurs souhaits. Chaque table a désigné un rapporteur. Au bout d'une heure, les rapporteurs des 4 ateliers ont rendu compte de leurs travaux et de leurs propositions à l'ensemble de l'Assemblée réunie dans l'auditorium.

L'ambiance était respectueuse, studieuse. A certaines tables, les participants votaient à la majorité pour établir leurs propositions, mais toutes les propositions, même minoritaires, ont été citées au moment de la restitution.

Sur les 50 personnes, une seule personne a tenté de faire valoir qu' on devait dégagé tout le monde, pour n'avoir que des représentants directs tirés au sort, mais comme cette personne refusait de débattre, et bien que ses propositions aient été plus moins évoquées in fine, l'ensemble des personnes autour des tables, parfois après un vote, ont calmement mais fermement décidé de l'écarter, refusant aux dires de certains de céder à la dictature. Cette personne s'est lassée et a quitté les lieux sans aucun incident.

Dans la salle, il y avait le chef de la police municipale, en uniforme, ne prenant pas part au débat et au moins trois journalistes : la Voix du Nord, le journal des Maires (magazine de l'association des Maires de France), et un envoyé spécial du « Times ». J'ai échangé des impressions avec ces trois journalistes qui ont couvert la totalité de la réunion.

Compte-tenu des modalités d'organisation, le compte-rendu n'est pas un verbatim, mais le recueil des propositions issues des rapporteurs des 4 groupes de travail

Questions abordées : Les 4 thèmes du grand débat ont été abordés.

- **1 - Organisation de l'Etat et des services publics :**

Cet atelier a d'abord souhaité noter des points positifs à savoir :

- La variété des services publics
- La limitation du cumul des mandats pour les élus

Puis a noté les points négatifs :

- Lourdeur de l'administration. Il y a trop d'échelons. Le « mille-feuille administratif a été dénoncé. Il faut plus de fluidité dans le dialogue entre les élus et les citoyens.
- Il y a trop d'élus, trop de représentants
- Mais plutôt que d'interdire le cumul, il vaudrait mieux interdire les mandats successifs et au moins les limiter à deux. De plus, il faut strictement interdire le cumul des rémunérations.
- Pour certains, le seul point sur lequel il faut revenir sur les cumuls est celui de député-maire, car cela permet à la même personne d'avoir une bonne perception à la fois du national et du local, sans être coupés de la base.

Les propositions :

- Regrouper les petites communes
- Ecouter les besoins des gens à partir des territoires
- Maintenir un service public de proximité avec des personnes physiques, notamment pour l'aide à l'internet.
- Arrêter de retirer des compétences aux Maires
- Tous les services qui réclament des moyens importants doivent être de la compétence de l'Etat pour faire respecter l'égalité entre les territoires
- Sur les transports : Il faut plus de transports en commun : Bus, train, Tram-train

- **2 - Sur la transition écologique :**

° Sur le transport :

. Amélioration des transports en commun et développement du co-voiturage (Information et harmonisation des horaires de travail pour faciliter notamment le co-voiturage)

. Retour et amélioration du ramassage scolaire

. Taxation des camions, et développement du ferroutage et des voies navigables

° Sur le logement :

. Aide à l'isolation des logements et à l'éco-construction

. Arrêt du bétonnage des terres agricoles et utilisation massive des friches industrielles à dépolluer

° Sur l'agriculture :

. Une meilleure aide pour toutes les démarches administratives des agriculteurs

. Supprimer les pesticides non naturels

- . Protéger les zones bocages et humides
- ° Développer une écologie européenne
- ° Retour des consignes de bouteille en verre
- ° Fixer clairement la transition énergétique

- **3 – Démocratie et citoyenneté :**

Qu'est-ce que c'est que la Démocratie ? Son expression, sa représentativité, nos élus sont-ils représentatifs ?

➤ En qui faites-vous confiance pour vous représenter ? :

. Il y a un manque de confiance dans les élus. Pour un intervenant, le meilleur représentant, c'est moi-même.

. Il est nécessaire de pouvoir s'exprimer de manière permanente et non tous les 5 ans : notamment par l'existence de conseils permanents et par le referendum, national ou local et tous le temps.

. Pour d'autres intervenants, il faut faire confiance à nos élus et les contrôler

. Solution médiane : le pouvoir serait confié à un groupe de volontaires qui se constituerait spontanément mais c'est une question à approfondir : comment ce groupe serait désigné et quels seraient ses moyens ?

➤ Le vote :

. Faut-il rendre le vote obligatoire et doit-on prendre en considération le vote blanc ?

. Un des fondements de la Démocratie, c'est la Liberté et les Libertés. Une majorité large d'intervenants s'est déclarée contre le vote obligatoire au motif que c'est de la Liberté de chacun de ne pas user de son vote

. Une large majorité s'est déclarée en faveur de la prise en compte du vote blanc. Mais quelle sera la définition du vote blanc ? Et s'il y a une majorité de vote blanc lors d'une élection, que fais-t-on ?

➤ Comment mieux associer les citoyens aux grandes décisions publiques :

. Le référendum d'initiative citoyen (le RIC) permettrait aux citoyens de reprendre la possibilité de s'exprimer.

. Pour plus de démocratie participative, les élus doivent être plus en phase avec le terrain. Donc, un élu ne doit pas cumuler les mandats et les mandatures. Pour certains, 2 mandats, c'est trop et 5 ans c'est trop long.

. Pour certains, il faut une nouvelle constitution et réunir une nouvelle assemblée constituante

. Il faut avoir plus recours au referendum, tant au niveau national qu'au niveau local.

. Une proposition qui n'a pas recueillie de majorité mais qui a été posée : avoir recours au tirage au sort de citoyens pour les associer à la décision politique ou publique, sur le modèle des cours d'Assises

. Pour d'autres, oui au tirage au sort mais à condition d'être volontaires et attention aux groupes multi-présents et aux manipulateurs.

. Pour d'autres, la constitution de 1958 concentre trop les pouvoirs entre les mains d'une seule personne qui en fait un monarque constitutionnel. Il faut limiter les pouvoirs du Président de la République.

- **4 – Fiscalité et dépenses publiques :**

➤ TVA :

C'est un impôt injuste, qui frappe de manière inégalitaire. L'épargne par ex, n'y est pas soumise. Il faut baisser ou supprimer la TVA sur les produits de première nécessité.

➤ Impôt sur le revenu :

C'est le moins injuste. Mais tout citoyen de nationalité française doit payer l'impôt, au premier euro, et surtout, même s'il habite à l'étranger.

➤ Les niches fiscales :

Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'on appelle les niches fiscales. L'aide à l'emploi à domicile qui est utile pour toutes les catégories sociales doit être maintenu, car cela profite à tout le monde

Mais pour toutes les autres, il faut redéfinir globalement leur rôle et ne les autoriser que si elles favorisent l'investissement social.

➤ A revenu égal, impôt égal : il faut taxer tous les revenus, les allocations, les aides mais avec un impôt vraiment progressif pour que tout le monde paye l'impôt. Et il vaut mieux augmenter le pouvoir d'achat.

➤ Elargir les tranches de l'impôt sur le revenu

➤ Il faut revoir les questions relatives à la taxe d'habitation et la taxe foncière et les traiter en même temps. Et puis il faut s'interroger sur ce que doit être les ressources des collectivités locales

➤ Les paradis fiscaux : les sommes placées dans les paradis fiscaux sont au moins égales à la dette de la France. Il faut lutter plus fort et plus efficacement contre l'évasion fiscale. Donc, attention à ne pas trop réduire le nombre d'agents des impôts.

➤ Lutter contre la fraude à la sécurité sociale

➤ Il faut rétablir l'ISF : des exemples très probants ont été donnés de l'efficacité de cet impôt qui n'a jamais appauvri les riches !! Et son remplacement par l'impôt sur l'immobilier est largement inefficace.

➤ On peut très bien imaginer des déductions d'impôts pour l'investissement dans une entreprise mais à condition que cela soit contrôlé.

- Sur les dépenses publiques : une majorité d'intervenants est contre la prime d'activité mais est favorable à l'augmentation du pouvoir d'achat. Il faut rééquilibrer vers les salaires la distribution des richesses entre le capital et le travail.
- Diminuer les avantages des ex-présidents de la République car cela coûte cher, et ils sont de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes !
- Ne pas toucher aux droits de succession !

GRAND DEBAT : SALESCHES

Lieu : Salesches

Date : 8 février 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateur : Bernard Brohette, cadre retraité d'Orange, ancien délégué syndical CFTC

Nombre de personnes : 30

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion était organisée dans une petite salle de la Mairie, avec une table comprenant l'animateur et quelques personnes et d'autres personnes sur plusieurs rangs derrière et autour de la table, ce qui n'était pas très commode pour la fluidité du débat. Il n'y avait pas d'élus, à ma connaissance. Ou en tout cas personne ne s'est fait connaître en ce sens tout au long des débats. Pas de journaliste non plus.

Ambiance : L'ambiance était très studieuse et les participants très respectueux les uns des autres. Les personnes présentes étaient pour une large part des personnes d'un certain âge, avec quelques actifs, mais pas de jeunes gens. L'animateur, plein de bonne volonté, était omniprésent, et s'efforçait de faire répondre la salle à toutes les questions posées dans les documents publiés par le grand débat, y compris en ayant recours au vote à main levée dans certains cas. Il a fait un rappel des règles posées par la charte du grand débat. L'ensemble était plutôt sympathique et chaleureux.

Pierre BROHETTE a expliqué qu'il avait organisé quatre réunions, chacune portant sur un des 4 thèmes du grand débat. La réunion de ce jour était consacrée au thème Démocratie et citoyenneté.

Question : En qui faites-vous le plus confiance pour vous représenter et pourquoi ?

Un intervenant : c'est une question piège

Un intervenant : C'est le Maire le plus accessible. On a confiance en lui pour se faire représenter.

Un intervenant : La question de la confiance est délicate. On peut avoir confiance dans d'autres personnes que les élus.

Un intervenant : Mais pourquoi une telle défiance envers les élus ?

Un intervenant : Il n'y a pas qu'à l'égard des élus qu'on a de la défiance. On a une défiance envers les syndicats, ou envers les Gilets Jaunes qui prétendent nous représenter. Je fais plus confiance à des gens qui se présentent à des élections qu'à d'autres personnes, associations, syndicat ou autre mouvement, qui ne sont pas élus.

Un intervenant : les élus doivent être moins politique politicienne et plus proches des citoyens.

Un intervenant : dénonce les carrières politiques à vie, avec des professionnels de la politique, déconnectés de la vie réelle. Il ne suffit pas de sortir de l'ENA. Les élus devraient avoir préalablement une expérience de la vie privée, de la vie tout court !

Un intervenant : On est d'accord quand on élit des personnes qu'il faut dès lors faire des compromis par rapport à nos idées mais il faudrait que les élus rendent des comptes plus souvent.

Un intervenant : Moi, j'ai confiance envers les députés ou les Sénateurs car je les ai élus en participant au vote. Une association, un syndicat, ne me représente pas directement. Un syndicat ne me

représente que si j'y adhère, et il n'a pas en charge l'intérêt général. Oui, il y a de la défiance mais il faut faire attention à ne pas remplacer notre système par n'importe quoi.

Un intervenant : En revanche, une association, par exemple qui lutte contre le réchauffement climatique, a une expertise que les élus et la société doivent prendre en compte. Cette association doit pouvoir faire remonter ses informations aux élus, à ceux qui décident.

Un intervenant : A un député, je lui donne, en votant, un pouvoir de me représenter et de décider à ma place. Ce n'est pas le cas d'un syndicat ou d'une association.

Un intervenant : Ce qui est nuisible, c'est les querelles partisans. Un débat se nous sur le triste spectacle que donne l'Assemblée Nationale où les comportements des élus est fortement critiquée : ils ne sont jamais là, votent les lois à quelque uns, dorment en séance ou lisent leurs texto. Le mouvement en Marche était censé être transpartisan, et cela n'a pas marché, du coup, la méfiance s'est installée

Un intervenant : Le vote est-il anonyme à l'Assemblée Nationale

Un intervenant : la notion de représentation est floue. Je ne me sens pas représenté. Il me paraît difficile qu'une seule personne puisse représenter autant de diversité.

Un intervenant : Le Maire est l' élu le plus proche.

Un intervenant : Plus on monte dans le niveau de représentation de l'Etat, plus on sent une dilution de la responsabilité. Le député ne peut pas être partout. Il lui faudrait une équipe autour

Un intervenant : La notion de représentation et de représentativité se pose. Pourquoi cela ne marche pas. Je ne veux plus d'un système où je vote tous les 5 ans pour quelqu'un qui décide à ma place, et alors que je ne peux réintervenir.

Je veux pouvoir réintervenir en cours de mandat. Partout ailleurs, dans l'entreprise ou dans l'administration, on a des objectifs annuels. On regarde s'ils sont atteints. On rediscute de ces objectifs avec des outils d'appréciation et éventuellement on change d'objectifs. Pourquoi pas dans la politique, avec les élus ? On doit pouvoir remettre en cause un programme en cours d'exécution si on s'aperçoit qu'on s'est trompé.

Un intervenant : Un élu l'est sur ses promesses. Or, il n'est obligé par personne de tenir ses promesses. Il faut que cela change.

Un intervenant : L' élu doit rapidement s'adapter, en permanence. L' élu doit écouter et s'adapter.

Un intervenant : Les associations, les acteurs de terrain peuvent nourrir la réflexion de l' élu, car ils ont une expertise. Par ailleurs, pour retrouver la confiance, la classe politique doit être exemplaire. La classe politique souffre des moutons noirs.

Sur le cumul des mandats, est-ce une bonne ou mauvaise chose, l'assemblée procède à un vote (30 personnes présentes):

Le non-cumul des mandats est-il une bonne chose ?

- Une bonne chose : 13 voix
- Une mauvaise chose : 6 voix
- Abstention : 6 voix
- Ne se prononcent pas : le reste

Un intervenant : il faut éviter le cumul des mandats, si on veut avoir des élus en connexion avec nous. Mais le député doit avoir une assise dans le territoire.

Un intervenant : Il faut que l'élu ait le temps de faire son travail. Il ne faut pas trop cumuler. Mais on peut imaginer un système gradué notamment on devrait pouvoir cumuler député et une petite Mairie, mais pas une très grande ville ou une communauté d'agglomération. Il faut rechercher un équilibre

Un intervenant : Je suis perplexe car c'est compliqué. Comment résoudre la complexité d'être à la fois au National et au local.

Un intervenant : Il faut un dispositif où le Maire doit être maillé avec le député. Le député devrait travailler avec les Maires et rendre compte de son travail sur le terrain. Il faut que les élus, les Maires, apprennent à travailler ensemble dans le but de l'intérêt général.

Que faut-il faire pour assurer une meilleure représentation des sensibilités politiques ?

Un intervenant : Je suis méfiant de mettre une forte dose de proportionnelle. Car le risque est de rendre ingouvernable ce pays

Un intervenant : mais il faut reconnaître que le système actuel est bloquant.

Un intervenant : A l'Assemblée Nationale, on a des débats inutiles à cause du fait majoritaire. Donc, il faut mettre de la proportionnelle.

Faut-il réduire le nombre de parlementaires ?

- Oui : 19
- Non : 3
- Ne prennent pas part au vote : le reste

Un intervenant : Il faut former les citoyens et notamment les jeunes à l'instruction civique

Un intervenant : Mais en quoi la réduction du nombre de parlementaires va-t-il influencer sur la vie des gens. C'est un programme d'économie mais d'économie de bouts de chandelles

Un intervenant : Sans doute, mais ce qui se joue c'est l'exemplarité.

Faut-il rendre le vote obligatoire ?

OUI : 12
NON : 12

Faut-il reconnaître le vote blanc :

OUI : 17
NON : 4

Un intervenant : Je ne vote pas car en ce moment aucune personne, aucun programme ne m'intéresse. Si on rend le vote obligatoire, le vote blanc doit être reconnu.

Un intervenant : mais que se passe-t-il si le vote blanc est majoritaire ?

Comment mieux associer les citoyens à la vie publique ? Comment organiser une démocratie plus participative ?

Un débat s'instaure d'où il ressort deux points : Mieux utiliser l'internet. Faire des grands débats, qui est une forme de consultation en ligne.

Un intervenant : D'ailleurs remplir le questionnaire en ligne du grand débat est plus intelligemment fait quand on a préalablement assisté aux réunions du grand débat.

Un intervenant : Je préfère la consultation en ligne plutôt qu'un référendum car un referendum, c'est toujours de la manipulation.

Un intervenant : Sauf si on fait un referendum au niveau local

Un intervenant : le referendum est un dispositif qui permet une démocratie participative

Un intervenant : Je suis d'ailleurs favorable au referendum d'initiative citoyenne.

Un intervenant : Il existe à l'heure actuelle le referendum aux mains du Président de la République, et le referendum d'initiative partagée, aux mains des parlementaires et des citoyens

Un intervenant : mais je préfère le RIC

Sur le referendum national : seulement 3 voix pour

Sur le referendum local : 24 voix pour, aucune voix contre.

Un intervenant : le problème, c'est la faible participation des gens au vote. Il faut imaginer une autre forme de vote, comme le vote électronique.

Faut-il tirer au sort des citoyens pour les associer à la prise de décision publique. ?

Un intervenant : Comme pour le jury d'assises, mais la politique ce n'est pas la même chose qu'un jugement.

Comment consulter le citoyen pour l'utilisation de l'argent public ?

Un intervenant Il faut donner de l'information aux citoyens sur l'utilisation de l'argent public

Sur la vie citoyenne :

Un intervenant : La laïcité est une bonne chose, mais il faudrait donner aux jeunes une éducation religieuse sur toutes les religions, pour voir qu'il n'y en a aucune de supérieure à d'autres et qu'on n'est pas obligé d'être croyant.

Un intervenant : Sur les valeurs intangibles de la République, il faut plus d'éducation civique.

Comment renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Un intervenant : renouveler les réunions de type grand débat !

Quels comportements valoriser,

- Le respect des autres
- La solidarité et l'entraide
- Le respect du bien collectif
- Rappeler qu'il y a des droits mais aussi des devoirs. On souffre trop d'incivilités

Un intervenant : Je suis en faveur du service civique. Il faut le développer, pour permettre une meilleure insertion des jeunes, promouvoir le bénévolat et ramener au travail.

Quelles sont les incivilités les plus pénibles ?

Un intervenant : Elles sont d'une variété infinie

Un intervenant approuvé par tous : ce qui est incroyable, c'est le nombre de déchets jetés dans la nature, notamment à la sortie de restaurant de Fast Food. Ce type d'incivilité est sans doute une insulte, une protestation contre la société.

Un intervenant : Mais on apprend plus le respect, notamment faut voir comment on parle dans les médias.

GRAND DEBAT : SAINT JANS CAPPEL

Lieu : Saint-Jans-Cappel

Date : 9 février 2019

Heures : 10 h – 12 h 30

Organisateur : César STORET, Maire de Saint Jans Cappel

Nombre de personnes : 33

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : dans une grande salle communale, les chaises étaient disposées en arc de cercle avec un paper-board et un verbatim rédigé en simultané par un conseiller municipal avec un retro-projecteur. Les règles du débat ont été rappelées en début de réunion par le Maire qui a animé tout le débat, aidé d'une de ses adjointes. Les participants étaient plutôt âgés avec quelques actifs, notamment agriculteurs ou chefs d'entreprise. L'ambiance était respectueuse et studieuse, et le débat s'est très bien déroulé

Questions abordées : les quatre thèmes du grand débat dans l'ordre de ce compte-rendu (NDLR : les notes sont un verbatim – chaque groupe de phrase représente l'intervention d'une personne)

1- Démocratie et citoyenneté :

Le vote devrait être obligatoire.

Il faut reconnaître le vote blanc.

Les élections ne permettent pas de représenter tous les gens. Il faut de la proportionnelle mais pas intégrale car le pays serait ingouvernable. Il ne faut pas revenir à la IVème République

En France, on n'a pas la culture du consensus

Le désintéressement du vote vient du fait que les gens ne se sentent pas assez représentés

Si on reconnaît le vote blanc, mais si le vote blanc est majoritaire, que fera-t-on ?

Oui au vote blanc mais à la condition que le vote soit obligatoire

Il faudrait pouvoir consulter le peuple plus souvent que tous les 5 ans. Il faut utiliser le referendum

Sur le vote obligatoire : une très large majorité des participants s'y déclare favorable

Mais pour moi, le vote obligatoire serait la fin de la République, c'est-à-dire de la Liberté. C'est de ma liberté de ne pas user de mon droit de vote.

D'ailleurs, avec les gilets jaunes, je respecte leurs revendications mais ils ne veulent pas voter alors, comment fais-t-on ?

Il y a un grand désintérêt pour les élections, sauf pour les municipales. Il y a une question de représentativité.

J'ai voulu rencontrer la députée. Je n'ai vu que son assistante. On m'a dit qu'on m'écrirait pour répondre à mes doléances. J'attends toujours la réponse.

Nous avons trop de parlementaires par rapport à nos pays voisins, mais si on diminue leur nombre, comment vont-ils pouvoir avoir le temps de connaître le terrain ?

Il faut qu'il y ait un maillage entre le Maire et le député.

Si les députés étaient à notre écoute, on n'en serait pas là, au grand débat

Si les organisations syndicales jouaient leur rôle, on n'aurait pas les gilets jaunes.

Les syndicats sont indispensables mais ils ont trop peu d'adhérents

La classe politique doit se renouveler plus souvent, notamment il devrait y avoir une limite d'âge pour être élu.

Il faudrait imposer un quota de présents à l'Assemblée Nationale pour voter la loi. Mais pour d'autres, il y a un gros travail fait en commission.

Aujourd'hui, sont présents majoritairement des retraités mais les jeunes ne sont pas là. Et cela est inquiétant car l'avenir va être très difficile pour eux, notamment sur le plan environnemental, et de donner l'exemple de la fonte énorme du permafrost.

Pour faire venir les jeunes, les solutions doivent être prises au plus près du terrain.

Il faut durcir la règle du cumul des mandats

Les jeunes ne sont plus intéressés par la politique car la politique ne fait plus rêver. Les débats médiatiques ne donnent pas envie de faire de la politique

Autrefois, il y avait des délégués de classes qui apprenaient à représenter leurs copains. Il faut valoriser cette fonction pour lui donner du goût de faire de la politique.

De même via les associations. Est-ce qu'on écoute les enfants, est-ce qu'on les prend au sérieux ?

Il y a des institutions qui ne servent à rien, exemple le comité économique et social et on n'explique pas assez le rôle des différentes institutions.

Les politiques n'expliquent pas suffisamment leurs actions.

Il y a un effet négatif des médias. Les gilets jaunes envahissent les écrans, et les jeunes ne savent plus quoi penser.

C'est le rôle de chacun d'entre nous d'aller chercher l'information, et de comparer

Sur l'immigration, on ne peut pas supporter toute la misère du monde mais on doit prendre sa part.

On doit faire une place au droit d'asile. La France est une terre d'asile. Ceux qui fuient leurs pays, c'est à cause de la guerre, ou pour des raisons économiques. Ces migrants sont souvent instruits. Ils peuvent nous apporter beaucoup de choses.

Il faut nous structurer pour les accueillir et pour les répartir sur tout le territoire.

Et il faut aider pour réussir une bonne intégration.

Il y a quand même un problème de religions différentes.

En ce qui concerne l'immigration, on récupère aussi ce que l'on a semé par la colonisation et aussi plus récemment. Il faudrait réguler la mondialisation et savoir se protéger

Il faudrait des politiques européennes intégrées

Ceux qui arrivent chez nous viennent beaucoup de nos anciennes colonies. Ceux qui arrivent en France, ils ont souvent de l'argent, du talent. Ils peuvent nous apporter quelque chose.

On a peur de l'intégrisme, mais moi je vais faire des conférences au Lycée Averroès, et c'est très chouette. Il faut se comprendre et faire le tri.

Sur les incivilités, c'est d'abord un problème de parents qui n'éduquent pas leurs enfants

Je suis pour un retour du service militaire ou au moins d'un service civique obligatoire, ce qui permettrait d'encadrer les jeunes.

Celui qui jettent des cailloux sur les pompiers ou qui commets des violences sur les policiers, qui sont chargés de sauver nos vies, doivent payer très cher, notamment par des amendes et des réparations, et notamment prendre sur les allocations.

2- La fiscalité et les dépenses publiques :

Il faut rappeler l'importance de la dette publique : 2 300 milliards d'euros, soit 35.000 euros par français, alors que le salaire médian est de 1750 euros. Les retraites c'était en 1980 4/1 actifs, aujourd'hui, c'est 1,7/1 actif.

Si je gagne plus de 2.000 euros de retraites, je paye volontiers la CSG par solidarité.

Mais les politiques doivent être exemplaires. Et donc il faut supprimer tous les avantages aux ex-présidents de la République et aux anciens premiers ministres. C'est pour le symbole, même si les économies sont modestes.

On vit au-dessus de nos moyens. Est-ce que les gilets jaunes sont conscients du coût de tous les services rendus (la santé, l'éducation) Est-ce qu'ils sont conscients de la valeur des choses.

La fiscalité, c'est un vaste sujet. M. Macron a dit lors de sa campagne, il y a des impôts injustes :

. Supprime la taxe d'habitation

Supprime l'ISF mais il y d'autres impôts injuste, par exemple la taxe d'habitation sur un garage

De même, une personne âgée doit-elle payer la taxe d'habitation.

L'impôt n'est pas assez compris. Il faut dire à quoi cela sert, sinon on considère que l'impôt est injuste.

Imposer un cursus obligatoire de formation à l'école pour que les jeunes apprennent et comprennent ce qu'est l'impôt, la protection sociale

Le système de l'impôt n'est pas assez progressif, pas assez proportionnel.

Rappel du tableau de la répartition des dépenses pour 1.000 euros qui est très apprécié des participants.

Il faut faire payer les grosses sociétés, les GAFAs qui sont domiciliées en Irlande. Il faut une harmonisation fiscale européenne.

Si on n'est pas capable de fédérer l'Europe, on sera mort entre la Chine et les Etats-Unis

Il faut faire payer les camions étrangers

Il y a eu les portiques et on n'a tout laissé tomber, ce qui est dommage.

Sur le nouvel impôt ISF, il faut que les riches reviennent en France.

Les retraités français qui vont au Portugal ou ailleurs doivent payer l'impôt en France. Il faut revenir sur les conventions fiscales internationales.

J'ai peur que l'Europe éclate. Sans l'Europe, on sera rien contre la Chine, la Russie, les Etats-Unis.

Dans le bâtiment, il n'y a plus de français ; il n'y a que des étrangers mal payés et les cotisations sociales payées dans le pays d'origine. Il faut une même fiscalité et une même protection sociale européenne.

Il faut faire des économies sur les dépenses publiques. Que ce soit une commune, un pays, une famille. S'il y a moins de ressources, la famille fait des économies. Et bien pour les pays, c'est la même chose.

Faut-il alors augmenter le temps de travail ?

Cela dépend, à 60 ans on n'est pas forcément fini, mais on ne peut plus travailler comme à 20 ans. Il faudrait que l'entreprise nous utilise différemment, la formation par exemple, et que l'Etat aide l'entreprise à faire cette transition plutôt qu'un départ brutal à la retraite.

Le retraité n'est pas un poids. Il a travaillé et cotisé toute sa vie. On a travaillé 40 ans, on doit pouvoir être mieux utilisé.

Un participant, chef d'entreprise rappelle qu'il y a des dispositifs d'aide à l'entrée sur le marché du travail. Il faudrait des dispositifs identiques pour la sortie du marché du travail.

Le débat se noue sur le jour de carence. Il faut égaliser les règles entre le public et le privé.

Il est rappelé l'importance des règles managériales pour éviter les arrêts de travail et l'absentéisme

Il faut revaloriser le travail. Il faut mieux nous respecter comme travailleur.

Il y a un problème de management, un problème d'empathie.

Mais en France, on a une sécurité sociale très développée, une grande protection sociale, et une meilleure distribution des revenus. Et on peut comparer avec ce qui se passe aux Etats-Unis.

3 – La transition écologique :

Il faut que chacun change son comportement de consommation (voiture, transports en commun)

Il faut des aides aux personnes pour qu'elles changent leur comportement

Pour cela, il faut de la régularité des transports en commun, une amélioration de leur confort. Et quand on interpelle la SNCF, on n'a pas de réponse.

La question se pose de la gratuité des transports en commun

Les trains sont trop bondés. Il faut harmoniser les autoroutes avec le train, avec des parkings à proximité des gares. Avec le rail, on ne développe que les grandes métropoles. Il faut arrêter de désertifier les campagnes.

On doit avoir une politique communale de compost.

Les agriculteurs faisaient effectivement n'importe quoi en matière d'engrais et de pesticides. Mais ils ont changé. Ils sont beaucoup plus respectueux de la nature. Ils sont propres. L'agriculture française est une des plus propres mais il ne faut pas que les agriculteurs disparaissent, donc il faut rémunérer leur travail.

Et attention, on importe beaucoup de produits alimentaires étrangers qui ne respectent pas les mêmes normes

Si vous voulez une agriculture vertueuse, il faudra la payer, sinon vous mangerez étranger.

Il ne faut pas d'élevage intensif mais il faut de l'harmonisation car nous sommes dans un schéma raisonnable et pas nos collègues étrangers

Il faudrait peut-être changer nos modes alimentaires.

Sur les émissions de gaz à effet de serre, il faut taxer le kérosène des avions, le fuel des paquebots, etc.... Et taxer les GAFAs, d'où l'importance du niveau européen

Un intervenant donne l'exemple de la pêche de la coquille Saint Jacques, qui est un exemple d'opération gagnant gagnant, avec l'Europe.

Sur la méthanisation, il y a beaucoup de fausses informations volontairement propagées. C'est toujours pareil. On veut bien chez les autres mais pas chez soi.

Il y a beaucoup de formation et de sensibilisation à faire sur l'environnement. On revient à la question de la fonte du permafrost, avec des milliards de tonnes de méthane très polluant qui seront libérées.

De même, le réchauffement climatique va engendrer de très importantes migrations de gens qui perdent leur terre.

Il y a une urgence environnementale et c'est une grosse responsabilité en matière d'éducation des enfants.

Est-ce que l'augmentation des tarifs de certains produits, comme l'essence, peuvent modifier nos comportements ?

Oui, cela peut aider. On réduit sa vitesse. On évite de prendre la voiture. Il faut cela pour avoir des résultats. On l'a bien vu avec la hausse des prix du tabac.

Mais il faut repenser où placer les commerces, revitaliser les centre villes où on peut faire ses courses à pied, et non pas aller au super marché en voiture.

Un participant prend l'exemple de l'aéroport de Lesquin, pour la construction duquel avait été posée une voie de chemin de fer, qui a été détruite par la suite. Si on l'avait gardée, on ne s'interrogerait pas aujourd'hui sur comment rejoindre l'aéroport

Aujourd'hui, les parents conduisent leurs enfants à l'école en voiture alors qu'ils pourraient y aller à pied !

4 – Organisation de l'Etat et services publics :

Il y a trop de communes. Il faut créer de la synergie entre les communes.

Il y a beaucoup de strates administratives, et quand on en crée, on n'en supprime pas.

Il faut continuer les fusions de communes, créer des communautés d'agglo, mais ce n'est pas la panacée. Il y a trop de strates Il faut que les décisions soient prises au plus près des gens. Et il faut valoriser le rôle du Maire, avec l'aide de l'Etat.

Ce qui est grave, c'est le ras-le-bol des Maires. C'est inquiétant.

Peut-être que s'il y avait plus de fusions, on pourrait revaloriser la condition des Maires. ? Mais il faut éduquer aussi le citoyen.

On a créé des communautés de communes, mais on n'a pas fait d'économies, car on a conservé l'existant en même temps. Les grandes régions sont trop grandes mais on n'a pas fait d'économies car on a conservé tout le personnel. Cela ne se justifie que si on veut créer des emplois.

On pouvait supprimer le département mais en faisant des régions plus petites. Ainsi, on aurait regroupé le NPDC dans une seule et même région mais en supprimant les deux départements plutôt que cette énorme région Hauts de France.

Il faut clarifier les compétences de chacune des collectivités locales et mettre de l'ordre dans le doublon des emplois et des compétences.

Il faut conserver des services publics de proximité, mais on ne peut pas aller contre l'informatisation. Il faut plus d'aides physiques, notamment au niveau de la commune, avec une personne référente et compétente, qui aide aux différentes démarches sur internet.

Il faut adapter les horaires des services publics au besoin des populations

Un participant note l'amélioration de l'administration des impôts où on a des réponses.

GRAND DEBAT : CYSOING

Lieu : Cysoing

Date : 11 février 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateur : Benjamin DUMORTIER, Maire de Cysoing

Nombre de personnes présentes : 60 personnes

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion était organisée dans une grande salle des fêtes. Les chaises étaient placées en arc-de-cercle autour de l'animateur. Le débat était animé par deux bénévoles (Joseph Vandembrouck et Gérard Vanier), avec la présence tout au long du débat du Maire de Cysoing. L'ambiance était très courtoise, studieuse et respectueuse. Il y avait environ une dizaine de personnes se revendiquant des gilets jaunes, certains le portant. Ces personnes ont pris la parole, avec des témoignages très forts et très émouvants. L'écoute réciproque a été respectueuse et totale.

Les animateurs, avant le débat, ont présenté la charte des débats.

-Les questions abordées :

- . La transition écologique
- . La fiscalité

Les deux autres questions seront développées dans un prochain débat, et il y aura un troisième débat sur des thèmes totalement libres.

NDLR : chaque paragraphe représente l'intervention d'un participant. S'il y a un commentaire, il est précédé d'un NDLR)

1 – La fiscalité :

On ne tient pas beaucoup compte de la terre. On utilise trop de produits nocifs, qui vont dans la nappe phréatique.

L'homme a un impact sur la nature. Mais la politique de l'écologie se fait dans le désordre. Ainsi les conditions de tri des déchets ne sont pas les mêmes d'une commune à l'autre. Il n'y a pas de vision commune, pas de clarté.

Je ne pense pas que l'écologie soit une préoccupation de nos politiques.

Il doit y avoir de l'information permanente sur l'écologie, par exemple, sur la production et la distribution de viandes bovines. On peut avoir du plaisir à manger de la viande, mais on doit connaître les conditions et les coûts de production. Pour en manger modérément et donner des repères

On est contradictoire. On nous dit de ne plus acheter du diesel mais en même temps on en produit de plus en plus.

Il faut cibler les décharges sauvages. Il faudrait la gratuité pour l'accès aux décharges publiques pour les artisans.

Il faut faire attention à faire payer les riches.

Je suis inquiet pour la biodiversité, notamment de la disparition massive des insectes, produit par les changements climatiques. Il faut lutter contre les émissions de gaz à effet de serres, il faut améliorer les choses, mais pas demain, immédiatement !

Comment peut-on mesurer l'impact des actions ? Car on est déjà dans la catastrophe. 75% des insectes a disparu, 30% des oiseaux, 89% du stock de poisson en Méditerranée. On manque trop de repères. M. Hulot a démissionné ainsi que Mr Orphelin. Il n'y a pas d'action à la tête de l'Etat. L'Etat doit prendre des mesures radicales.

Mais on doit aussi agir et faire des choix au niveau local et du citoyen.

L'écologie : on en entend parler depuis 40 ans, mais on ne fait rien. Il faudrait, par ex, remettre en route les consignes de verre.

On commence à prendre conscience du problème de manière générale, mais pas partout. On est tenté de demander tout à l'Etat, mais cet Etat est toujours dans l'art du compromis. Donc, ce qui est efficace, c'est au plan local, dans la modification de nos comportements : voiture, jardin, chauffage

Il est sans doute trop tard, mais comment allier écologie et croissance économique. Comment rester seul ? Quid de la Chine et des Etats-Unis.

Il y a trop peu d'information sur les 17 objectifs du développement durable issus notamment du pacte de Paris. Il faut agir sur les enfants, mais aussi sur les autres catégories de citoyens en construisant des villes durables : plan de circulation, construction de bâtiments propres, gestion des déchets)

Les pollutions et le réchauffement climatique, c'est mondial. Donc, il faut agir au niveau du monde.

Je bénéficie dans ma commune de repas à domicile. C'est très bien mais les emballages constituent des déchets considérables. L'idéal serait des consignes.

Mais les emballages sont recyclables.

L'écologie va concerner tout le monde très vite. Ex, les pollutions aux particules fines. C'est un problème de santé publique. Ex : on pourrait aller à l'école à pied. Mais il faut des aides pour modifier nos comportements, notamment pour la circulation.

Comment fait-on pour changer nos habitudes alimentaires. Pourquoi pas une TVA spéciale et réduite pour les produits vertueux, bio, fabriqués ou cultivés sur place. Les solutions sont plutôt locales. La France doit montrer la voie, et donc, il faut du courage politique.

Je ne suis pas sûr que la prise de conscience soit aussi forte. On est d'accord sur le diagnostic, mais pas sur l'importance des mesures à prendre, notamment c'est une révolution totale de notre mode de vie (et ce n'est pas que des petits pas) Par ex : les propositions de Mr Hulot d'il y a ___20 20ans, on en a très peu fait. On dit toujours : attention à la croissance. Mais la croissance brûle la planète. C'est au niveau de l'Etat qu'il doit y avoir une impulsion.

Il faut des propositions. Il faut entrer dans la transition écologique et maintenir le même cap pendant 50 ans. Car, en Démocratie, en cas de changement de majorité, on change trop souvent de cap. :

. Les moyens budgétaires : un pacte de financement de l'économie durable : il faut 1.000 milliards d'euros

. Le statut du ministre de la transition écologique : ce ministre doit être au-dessus du Premier Ministre, avec un pouvoir direct sur l'écologie, sur les transports, sur les carburants

Aujourd'hui, on est perdu. On n'a pas confiance. Il faut mettre en place un referendum tous les deux ans, pour renouveler la confiance de la population, pour que la transition écologique se réalise. Cela obligerait le Président à aller vers les gens et les gens à se responsabiliser.

L'énergie. Il faut développer les nouvelles énergies comme l'Air Liquide pour les TER, comme en Allemagne.

On est plus dans un phénomène. La transition, on doit la faire.

Mais quel est le coût de l'écologie : de l'alimentation bio par ex. Comment fait-on par rapport aux pollueurs /payeurs. Il faut sans doute plus de taxes. Il faudrait inscrire dans la Constitution des choses plus claires sur l'écologie, passées par le Referendum. C'est le peuple qui doit décider.

Il y a un consensus sur l'inquiétude concernant l'écologie Le thème est trop perçu comme à gauche. Or, cela concerne tout le monde. Le referendum peut être un bon outil.

Je veux un referendum comme cela il y aura des échanges, des débats. Sinon, les gens ne s'en soucient plus. Le referendum, c'est remettre en débat le thème de l'écologie de manière intéressante.

Mais, que peut-on faire ici, dans la Région ? Est-ce qu'on est prêt à renoncer à nos véhicules 4/4, à nos voyages lointains en avion. ?

Un exemple : la CIPE : 4^{ème} recette de l'Etat. Cet argent est arrivé au gouvernement, mais n'a pas été utilisé pour redonner des nouvelles orientations aux transports en commun.

Si on fait des taxes comme la taxe carbone, on veut que cela serve à l'écologie, et non pas tomber dans le budget de l'Etat.

Je veux bien faire des choses, mais j'ai très peu de moyens par rapport aux coûts des changements demandés : ex : je ne peux pas payer des panneaux solaires, je ne peux pas mettre de boitier éthanol sur ma voiture, ou un composteur. Si on m'aide, techniquement et financièrement, alors je suis prêt.

On veut bien moins de voiture. Mais, alors, il faut des transports collectifs efficaces, notamment par la voie ferrée.

Il faudrait mettre en œuvre le transport en commun gratuit.

La transition écologique a un coût important pour mon propre budget. Je maintiens mon comportement car le changement est trop cher et décourageant.

Je ne demande pas mieux de prendre le bus mais les horaires ne me conviennent pas.

Il faut développer le co-voiturage

Babla-car existe déjà et cela marche.

On ne fait pas de l'écologie sans faire du social. La taxe carbone, notamment sur les gros poids lourds doit être reprises.

Il y a beaucoup de solutions mais on nous ment trop, c'est pourquoi on n'a pas confiance et on ne le fait pas.

Il y a aussi ce qu'on a envie de faire et ce qu'on a droit. Ex : il y a un énorme gaspillage alimentaire, mais en même temps, il y a trop de normes à respecter. Notamment, dans les cantines, il faudrait gérer la quantité.

Le nucléaire est un gros monstre. On sait qu'on est à la fin du cycle, on sait qu'on doit combattre le réchauffement climatique. Mais, à l'heure actuelle, c'est le nucléaire qui est l'énergie la plus propre, celle qui ne rejette pas de CO2. Les énergies renouvelables ne sont pas si recyclables que cela (lithium des piles, utilisations de terres rares) Il faut avoir le sens des priorités

Des carburants rapportent beaucoup d'argent. Or, c'est le rôle de l'Etat de répartir les recettes. Ce n'est pas prudent de flécher trop les recettes.

La voiture électrique est une fausse bonne idée. On les charge avec de l'électricité provenant de centrales polluantes, et il y les batteries.

Il faudrait inciter les constructeurs automobiles à changer d'énergie et donc de technologie.

Pour les énergies nouvelles, il faut par ex : de Cobalt et ce sont des enfants qui le récolte en République Démocratique du Congo.

NDLR : A ce moment, plusieurs gilets jaunes prennent la parole

Vous discutez des mérites d'Amazon ou du réchauffement climatique. Nous, on n'est pas contre. A vrai dire, ce n'est pas notre souci. Nous, on n'arrive pas à manger à sa faim. On n'a pas de quoi vivre jusqu'à la fin du mois ou se loger avec ses enfants. Alors, on manifeste. Et dans le Nord, on manifeste dans le calme. Mais on ne veut pas de nous, on ne veut pas nous écouter. Il ne faut pas écouter les médias qui racontent les trois-quarts de pas vrai. Quand on va pacifiquement sur la Grand Place à Lille, on se fait gazer parce qu'on dérange ; on reçoit du gaz lacrymogène parce qu'on dit qu'on en peut plus.

S'il y a débat ce soir, c'est parce qu'il y a eu des manifestations

Et s'il y a eu du lacrymogène, c'est parce qu'il y a eu des casseurs.

Il y a un appel à covoiturage fait par la Mairie, et sur la politique d'aménagement du territoire, qui doit alléger la concentration, des lieux de travail, ce qui a un impact sur les transports.

Il faudrait pouvoir utiliser plus le vélo mais cela pose des problèmes d'infrastructures et de sécurité.

Comme il y a un droit au logement opposable, faut-il un droit au déplacement opposable ? Faut-il aller jusqu'à la gratuité des transports.

Moi, je ne veux pas me déplacer à vélo à 22 h. J'ai peur. Et mon employeur prend une partie en charge mes déplacements. Comment on fait avec le vélo ?

Il faut développer le télétravail et alléger la charge de l'entreprise qui y a recours.

Qu'est-ce qu'on est prêt à faire localement mais la responsabilité principale est au niveau de l'Etat. Mais pour nous faire bouger, il faut de l'engagement !

2 – : La fiscalité

L'ISF, c'était pour que les riches ne partent pas, mais ils étaient déjà partis ! Sa suppression a entraîné une perte sèche de 3,2 milliards d'euros pour l'Etat, et l'IFI ne compense pas

Pour l'IFI, il faudrait pouvoir mesurer la réalité du réinvestissement de cet argent dans l'économie réelle, notamment dans les PME.

Les niches fiscales : il y en trop, mais c'est parfois très intéressant notamment pour celui qui place de l'argent en vue de sa retraite.

474 niches fiscales, mais il y en a d'utiles comme les emplois à domicile. Il faut tout remettre à plat pour décider celles qui sont utiles et supprimer les autres.

Certaines très grosses entreprises bénéficient de ristournes fiscales (le CICE par exemple), mais en même temps elles suppriment des emplois comme Carrefour. Il faut réserver ces niches fiscales aux PME.

Par l'impôt, l'Etat veut inciter. Mais cela ne devrait pas se faire comme cela. Tout devrait être équitable.

Le CICE, cela a été une bouffée d'air pour les associations qui leur a permis de revaloriser les salaires de ses employés. Donc, tout n'est pas mauvais.

Je suis réservé sur les niches fiscales, mais il faut voir de plus près :

- Aide-ménagère, ou incitation écologique sur le chauffage
- Est-ce une disposition simple ou ne puis-je la mettre en œuvre qu'après avoir consulté un expert spécialisé
- Parfois, c'est utile : l'aide à la pierre
- Dans les DOM-TOM, cela peut être utile

Mais c'est un sujet très compliqué. Quant aux dons aux œuvres, c'est une liberté individuelle que de donner.

La question sur la fiscalité et les dépenses publiques est mal formulée, car il y a un autre objectif, c'est la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale, qui équivaut au déficit de la France.

Il faut mettre en place un impôt universel. Si vous êtes français ayant travaillé en France, vous payez l'impôt en France même si vous prenez votre retraite à l'étranger (ex avec le Portugal)

Il faut lutter contre l'évasion et la fraude fiscale, et contre l'optimisation fiscale, en harmonisant les politiques fiscales européennes. (Sont citées Décathlon et l'Irlande)

Les collectivités sont obligées de voter un budget en équilibre. Les Etats devraient faire de même.

La suppression de l'ISF a entraîné une diminution des dons aux œuvres.

La libre circulation des capitaux fait partie des traités européens. On ne peut pas en changer aussi facilement.

L'optimisation fiscale, c'est légal. Il y des français à Nechin en Belgique qui ne payent pas d'impôts.

On a une part de responsabilité Donc, comme consommateurs nous avons des choix à faire et notamment acheter français. L'exemption des charges devraient profiter autant aux particuliers qu'aux entreprises.

Il faut changer les règles au niveau européen

Amazon fait de l'optimisation fiscale mais crée des emplois.

Le taux de prélèvement global des impôts en France est beaucoup trop élevé et le système de redistribution des revenus semble moins bien fonctionner qu'avant.

On est d'accord pour payer des impôts mais on ne sait pas où va l'argent. :

- La santé se casse la figure
- L'éducation nationale : on recule dans tous les classements mondiaux
- On réduit le nombre de forces de l'ordre

L'impôt, à quoi ça sert aujourd'hui ?

Il y a trop de strates administratives, entre l'Etat, la Région, le département, les communautés de communes, les communes

On veut maintenir un échelon de proximité : la Mairie. On pourrait faire des fusions entre les départements et la Région.

Une discussion s'engage sur le nombre et la qualification de fonctionnaires territoriaux (NDLR)

Je suis pour la fusion des départements et de la Région à condition d'avoir un élu régional de référence locale

Le problème, c'est quand même le département

On connaît une très importante transformation de société avec l'arrivée du numérique et des nouvelles technologies, qui se fait très rapidement en quelques années, là où par ex, la révolution industrielle a mis deux cents ans

Est-ce que le high tech, c'est l'avenir, car le high tech est dévoreur d'énergies. Il faudrait revenir à un équilibre avec du low tech

Des gilets jaunes reprennent la parole

On nous parle d'Amazon et du prix du livre, mais moi, je n'ai pas les moyens d'aller à la librairie, les moyens de lire. On manifeste car on demande toujours plus aux plus pauvres de se serrer la ceinture, mais pas aux riches. Vous ne pouvez pas savoir combien c'est dur. Je manifeste car je n'ai plus d'espoir ; j'attends ; je subis ; je souffre. Je veux un SMIC qui soit valorisé, que je puisse vivre avec. Macron veut supprimer les droits de l'homme à vivre. On en crève. Il y a des personnes qui meurent de faim (applaudissement dans une partie de l'assistance)

Mais à la Mairie, on accueille tout le monde et on distribue des bons alimentaires. A Cysoing, il y a 10% des habitants en dessous du seuil de pauvreté.

On fait un grand débat national mais on n'écoute pas la misère. Il y a plus de 30% de misère. Il n'y a plus d'espoir. Moi, j'aime bien ma France, le problème n'est pas là, et on est des pacifiques. Mais il n'y a plus d'espoir. Il n'y a plus de progrès social.

Mon fils gagne 1300 euros, et n'a aucune aide. Comment voulez-vous qu'il vive ? Et en plus comme il est seul, il est imposé.

Il faudrait une taxe spéciale sur les biens en fonction des km parcourus pour produire et vendre ce bien.

La TVA est un impôt très injuste

Les tranches de l'impôt ne sont pas assez progressives

Un gilet jaune : on aime notre France ; on veut se faire entendre. L'Europe, on n'en voulait pas. Et on a raison. Il faut nous écouter

L'exemplarité, il faut qu'elle vienne d'en haut. Les privilèges des ex-présidents de la République en France sont inadmissibles. Comparez avec Obama.

Un élu doit être exemplaire

En voulant réduire la dépense publique, on réduit la protection sociale (par ex, dans les hôpitaux, il y a de moins en moins de personnes autour du malades et trop dans l'administration) Comment organise-t-on la dépense publique ?

On présente les revendications des gilets jaunes comme un paradoxe : moins d'impôts mais plus de service. Mais ce n'est pas vrai. On ne se reconnaît plus dans nos services publics qui ne sont plus à notre service et pour lesquels on paye des impôts.

Il faut simplifier la fiscalité et lutter contre la fraude

Moi, je suis un gilet jaune. Je manifeste et je discute avec les gens dans la rue. Je rencontre un SDF qui me dit qu'il n'arrive pas à toucher le RSA, un chômeur en fin de droits qu'on a rayé sans raison de la liste, que l'APL elle baisse de plus en plus, que même les invalides ils sont imposables. Il est vraiment temps d'ouvrir les yeux car on en peut plus.

GRAND DEBAT : WASQUEHAL

Lieu : WASQUEHAL

Date : 12 février 2019

Heure : 18 h 45 – 21 h

Organisateur : Nelly SAVIO, conseiller municipal LRM (d'opposition)

Nombre de personnes : 16 personnes

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans une grande salle communale. Les participants étaient placés autour d'une grande table.

Ambiance : L'accueil et l'ambiance étaient très chaleureux. L'atmosphère était studieuse et respectueuse. L'animation était faite par Nelly Sylvio avec une de ses colistières, à partir du questionnaire allégé du grand débat. Nelly Sylvio organise deux débats, celui de ce jour sur les thèmes de la transition écologique et de l'organisation de l'Etat, et dans quelques jours, sur les deux autres thèmes.

Il est à noter la présence de deux journalistes du quotidien national LIBERATION, avec des photos.

Nelly Sylvio rappelle les règles de la Charte du grand débat national avant de commencer.

Questions abordées :

La transition écologique

L'organisation de l'Etat et des services publics

NDLR : chaque paragraphe reprend les éléments de discours d'un intervenant.

1 - : La transition écologique :

Il est d'abord rappelé le diagnostic produit dans les documents du grand débat.

La question : quel est aujourd'hui le problème le plus important concernant l'environnement.

Les participants en retiennent 5 : la pollution des sols, la biodiversité, la pollution de l'air, l'érosion du littoral, le dérèglement climatique, mais refusent de les hiérarchiser, en expliquant que l'écologie, c'est un tout, qu'il faut agir sur tout, sinon, c'est un peu choisir entre la peste et le choléra. Tout est lié. Tout est important.

Ce qui me paraît important. C'est la perte de sens de nos sociétés. Il faut à la fois une prise de conscience individuelle et collective.

Ma belle-fille a perdu deux bébés dans son ventre à cause de la pollution de l'air lui ont dit les médecins.

L'écologie doit entraîner une prise de conscience individuelle et collective.

Après la prise de conscience, il faut une volonté politique pour modifier les choses.

Il faut que les élus soient capables d'engager le changement et même de l'imposer.

Par ex : il faut supprimer les chauffages extérieurs des terrasses de café

Il faut aider les transports collectifs et interdire à la SNCF de fermer des gares.

Il faut verbaliser les magasins qui chauffent en laissant leurs portes ouvertes.

Les transports en commun doivent être gratuits: De Wasquehal à Lille, si je veux prendre le métro, c'est 14 euros ! C'est énorme !

Moi, je prends le bus, mais on n'a changé ma ligne s'en m'en avertir.

Il faut réorganiser les transports en commun. Il ne faut pas rétrécir les services publics.

Si c'est gratuit, on recrée du lien social et on peut redynamiser les centres ville en privilégiant la marche à pied et le vélo.

Je ne suis pas d'accord. L'impact écologique des énormes tankers polluants est bien plus important. C'est eux qu'il faut taxer. Avant que d'imposer des taxes aux citoyens, il faut taxer les plus gros pollueurs.

Le problème, c'est le chantage aux emplois, et la croissance économique.

Les sociétés d'autoroute n'ont jamais gagné autant d'argent.

Il faut des actions multiformes. Il n'y a pas de petites économies, pas de petites actions.

L'empreinte carbone de la France est très faible dans le monde. Il faut que les autres puissances respectent l'accord de Paris.

Individuellement, chacun doit y mettre du sien pour améliorer les choses. En Belgique, les gens ont été éduqués pour apporter ses déchets à la déchetterie, et pas seulement que je doive payer une taxe sur les poubelles.

Il faut remettre en œuvre la consigne des verres.

Attention ! En Belgique, on est taxé sur les poubelles.

Mais comment peut-on mettre en œuvre une transition écologique dans un système capitaliste basé sur le profit. ? Qui va imposer le changement.

Si on commence à baisser les bras, on ne pourra rien dire à TRUMP.

Le changement écologique doit être imposé à tous.

Mais cela doit être équitable.

L'important, c'est l'éducation. J'essaie d'apprendre à mon petit-fils le tri des déchets, de prendre le métro plutôt que la voiture.

Je recommande d'avoir chez soi un compost pour tous les déchets organiques, ce qui diminue de manière très importante ce que je mets dans la poubelle.

Les 5 plus gros navires du monde polluent plus que nos voitures et en plus on exporte la pollution en Afrique.

Et il y aura en plus une très importante immigration climatique des gens qui perdent leur terre en raison du réchauffement.

La nouvelle génération manifeste pour le climat. Les jeunes sont plus conscients. Et il faut forcer les élus à agir.

Pour l'éducation : ce doit être tout le monde et pas seulement les jeunes.

Il faut utiliser de la bonne publicité comme « manger 5 fruits et 5 légumes par jour ». Il faut trouver les bons slogans.

Mais il est plus facile d'éduquer les jeunes que de changer les comportements des plus vieux

Et c'est à vous les plus vieux de prendre les décisions, car les jeunes ils sont déjà sensibilisés. Ils sont déjà mieux éduqués.

C'est bien joli de trier les déchets mais la vraie pollution est la pollution atmosphérique, qui vient des gros transports : bateau, avion, autoroutes, chauffage. Nous, on a l'impression qu'on nous tape toujours dessus, nous les petits français, alors que la grosse usine continue de polluer sans contrainte.

Il faut penser au moins à mieux consommer, comme du local, et ne pas acheter des produits venant de l'autre bout de la planète.

Préférez-vous plus de liberté et mourir ou un peu moins de liberté et survivre ?

Il faut que tout le monde s'y mette. La gratuité des transports expérimentée dans certaines villes doit être mise en place partout.

Je ne suis pas pour la gratuité partout mais un faible prix d'un euro.

Que fais-t-on par rapport à la pollution de l'habitat, notamment du chauffage. ? Il existe des méthodes de chauffage plus écolo. Mais les aides, c'est très nébuleux.

On doit passer par des aides. Mais c'est très complexe. En 2018, on prévoit une certaine aide et en 2019, on la supprime. L'Etat est nul sur ce point. Il n'a jamais été capable d'avoir une politique d'aide très claire au contraire de la Belgique.

Il y a des solutions alternatives. Moi, j'ai changé de chaudière. On a eu 30% d'aides, plus un crédit d'impôt mais la chaudière elle coûte quand même 3.000 euros. Et au final, c'est toujours nous qui payons.

Il faut que les aides soient plus importantes, moins compliquées, et le système moins opaques. On ne s'y retrouve pas entre les propositions des chauffagistes et des grandes surfaces.

Il faudrait une seule plate-forme d'information Il y a bien l'ADEM mais elle renvoie systématiquement sur deux autres sites. et on n'y comprend rien.

Quelle alternative pour les transports ?

Je suis coincé dans les bouchons. Je me suis acheté un vélo. Je crois au vélo comme aux Pays-Bas. Mais il y a un problème d'infrastructure et aussi de culture. Par ex : à l'école, je ne peux pas déposer mon vélo ! Il faut changer l'usage de la voiture.

Il y des problèmes de vandalisme. Il faut donc de l'éducation.

Pourquoi ne pas prendre exemple sur les pays nordiques ?

Mais, parfois les trajets à pied avec les enfants sont très dangereux : notamment quand on a des poussettes : boues, poubelles, voitures, pas d'éclairage.

On fait trop de conduites scolaires en voiture.

Il faut mettre en œuvre des Rosalies pour emmener les enfants à l'école.

Est-ce qu'à Wasquehal on ne pourrait pas avoir une autre politique de poubelles, des sacs plutôt que des containers ?

Pour les transports, en raison du coût des terrains, les gens se logent de plus en plus loin. Mais personne n'est prêt à sacrifier du temps de transport.

Il faut envisager une nouvelle manière de travailler, notamment avec des horaires plus flexibles. Les gens ne prennent pas les bus ou les navettes des entreprises, car les gens ont leurs propres contraintes et les horaires ne leur conviennent pas.

Il faudrait une politique de parking liée aux transports en commun.

On ne développe pas assez le télétravail ; on désertifie les zones rurales et on concentre dans les villes.

C'est très bien d'avoir dit tout cela, mais comment on met en œuvre toutes ces propositions. On élit des gens. On a des élus, c'est à eux de trouver des solutions.

Est-ce que des taxes sur certains produits, comme le diesel, peuvent vous faire changer de comportement ?

Certainement pas ! D'abord, on ne savait pas que la taxe sur le diesel c'était pour combattre la pollution de l'air. Où va l'argent récolté ?

Tel que c'est fait, cela ne sert à rien, sinon c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Les gens sont obligés d'aller habiter très loin des villes car les terrains sont chers. Et ils sont obligés de prendre leur voiture pour aller travailler.

Il faut faire le ferroutage

Il ne faut pas opposer les gens contre les gens, les uns aux autres. On doit faire des choix. C'est compliqué de peiner les autres. C'est compliqué de modifier les comportements. Par exemple, car je ne veux pas et ne peux pas modifier mon mode de transport.

Le seul levier d'action, c'est l'éducation.

Il faut que l'Etat soit décisionnaire. Il est trop sous la coupole des lobbies très puissants.

Les propositions :

- Agir au niveau de la pollution de l'air
- Il faut une volonté politique
- Il faut agir à tous les niveaux
- Il faut certes éduquer les enfants, mais aussi tout le monde
- Il faut s'attaquer aux lobbies

Le réchauffement climatique, je n'arrive pas à le mesurer. Je suis très content quand il fait chaud l'été. Et je suis content quand l'hiver, il y a de la neige. Donc, est-ce que le réchauffement climatique est palpable pour tout le monde ?

Il faut utiliser tous les médias pour sensibiliser mieux à l'écologie. Il faut aussi arrêter de parler des choses négatives, mais aussi parler de choses positives.

- 2 : L'organisation de l'Etat et des services publics :

L'Etat est un impuissant.

Il y a trop de doublons, de strates, le mille-feuille administratif. Avec les grandes régions, on a encore augmenté le mille-feuille.

On ne connaît pas bien l'organisation de l'Etat qui est compliquée. Il y a trop de strates : Ex : qui est compétent pour poser un panneau routier dans la rue.

On est le plus attaché à la mairie et à son Maire.

On veut bien une rationalisation des services publics mais cela dépend pour quoi. On peut faire des km pour une CNI, mais pas pour une lettre recommandée.

Pour les hôpitaux, moi, je suis pour le regroupement, pour avoir un plateau technique de qualité.

On est dur avec les faibles et pas assez avec les forts. Les services publics, c'est pour équilibrer.

Il y a une mauvaise répartition des fonctionnaires. Je ne dis pas qu'il y en a trop, mais ils sont mal répartis. A la Région, et aux départements, ils sont trop nombreux à ne rien avoir à faire, alors qu'ailleurs il en manque, dans les hôpitaux, dans la sécurité.

C'est parce qu'on les dirige mal.

Il faudrait inciter les fonctionnaires à suivre des formations pour au bout d'un moment changer de métier.

Il ne faut pas cliver en parlant de l'Etat mais n'oublions pas l'importance de la protection sociale.

Il faut chercher ensemble comment mieux s'organiser en tirant vers le haut.

Moi, je pense qu'il vaut mieux rationaliser, pas faire un plan social.

Un policier témoigne que c'est difficile à faire évoluer un fonctionnaire, parce que les gens deviennent très spécialisés dans des domaines qui n'intéressent pas le privé.

Le statut de fonctionnaire est trop rigide. Il faudrait leur permettre de partir. La rupture conventionnelle devrait pouvoir être utilisée dans la fonction publique, ou le départ volontaire.

Il y a bien la mise en disponibilité et puis il doit y avoir aussi de la formation.

Il faut arrêter les plateformes téléphoniques, avec internet et remettre du contact physique. Ce que l'on veut, c'est une aide technique physique.

Mais, aussi, est-ce qu'on ne peut pas former les gens à se prendre en charge.

Moi, je ne vois pas pourquoi je paye une communication téléphonique pour avoir un robot. Je veux bien payer si j'ai quelqu'un au bout du fil. Ainsi, pour les cartes grises, c'est kafkaïen.

Les regroupements des services publics dans un même lieu, ou une même maison, c'est une bonne chose. Les services publics itinérants, aussi mais à condition que les horaires soient adaptés.

Oui aux services publics avec rendez-vous, mais à conditions que les horaires soient adaptés et que je puisse les négocier, pas qu'ils me soient imposés.

Oui aux agents publics polyvalents, mais c'est rare. C'est des fonctionnaires, mais ils ont le cerveau qui tourne.

Dans la Poste, on est en train de fermer massivement nos bureaux de poste, en les regroupant dans des maisons de services publics avec la CAF, les impôts. Pourquoi pas ! Mais il faut se battre pour conserver un interlocuteur physique.

Big Brother est en marche.

Les démarches en ligne fonctionnent très bien, mais il faut quand même prévoir de l'aide physique et une période transitoire.

Et comment finance-t-on tout cela ?

Bien sûr il faut rationaliser mais aussi promouvoir une meilleure gestion.

Les services publics qui doivent évoluer sont les hôpitaux, et d'abord l'hôpital psychiatrique

Je regrette les petits hôpitaux, mais alors il faut multiplier les maisons médicales.

Il faut aussi des écoles spécialisées pour les handicapés

On a déjà renoncé à des droits en raison de démarches administratives trop complexes.

J'ai eu de gros soucis avec Pôle Emploi, pour avoir un rendez-vous avec un conseiller, et puis ils ne vous aident pas à trouver un emploi. Ils font beaucoup de vérifications sur vos droits.

C'est la galère avec la CARSAT. Il faut s'y prendre 6 mois avant. Il vaut mieux avoir une direction des ressources humaines efficace. Et il faut beaucoup de documents.

Mais, si vous respectez les délais, cela ne marche pas si mal.

Les demandes d'aide pour les situations d'handicap, c'est très long. Et on doit toujours tout recommencer. La vie d'une personne, à la suite d'un accident, peut basculer du jour au lendemain et c'est très long pour avoir les aides.

Qu'il y ait des aides, c'est bien ! Mais il faut des contrôles et des contreparties. Chaque euro devrait être justifié. S'il y a une aide, il faut être sûr que l'aide est vraiment utilisée.

Payer des impôts, je veux bien, mais à condition que cela serve à quelque chose.

Il faut pouvoir vivre décemment de son travail, car il y a trop de travailleurs pauvres, trop de SDF et trop de personnes qui ne mangent pas à sa faim.

NDLR : une grande discussion s'engage sur le CICE, qui est un avantage donné aux entreprises, mais qui continuent de licencier des gens au lieu d'embaucher.

J'ai déjà utilisé le droit à l'erreur, notamment pour mes impôts. Mais, avec l'administration, il y a de temps en temps des problèmes de bonne foi.

A Wasquehal, j'ai l'impression qu'il n'y a plus personne à la Mairie. On envoie des messages, des e-mails, mais cela ne répond pas.

Moi, je suis inquiet sur la possibilité de disparition de bureaux de postes, notamment dans les quartiers.

Il y a des quartiers nouveaux qui arrivent en construction, mais pas de Mairies annexes, pas de poste et pas d'écoles.

GRAND DEBAT : TOURCOING – Maison des associations

Lieu : Tourcoing

Date : 13 février 2019

Heure : 18 h 30 – 20 h

Organisateur : La maison des associations, 100, rue de Lille 59200 Tourcoing avec son Président : Stéphane NUNEZ et son directeur.

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Nombre de personne : 60

Organisation : La réunion a été organisée par la maison des associations de Tourcoing, association financée essentiellement par la Municipalité, et qui est traditionnellement un lieu de débat et d'aides à toutes les associations tourquennoises. Elle possède en outre une junior maison des associations animée et composée de jeunes. Le jour du débat, cette junior association était associée à l'organisation, ce qui a entraîné la présence d'une dizaine de jeunes pour débattre.

Il y avait quatre salles ayant chacune un des thèmes du grand débat, plus une cinquième table relative à l'engagement des jeunes dans la société. Les participants pouvaient changer de salles toutes les 25 mn (et certains ont usé de cette possibilité). Dans chaque salle, il y avait un animateur de la MDA et un salarié de la MDA, pour prendre des notes. En début de réunion, le Président a fait un rappel des règles du débat, avec le respect dû à chacun.

Ambiance : Ambiance très agréable, studieuse et respectueuse, avec un prisme tout au long des débats sur les problèmes de la vie associative. Il n'y a pas eu à proprement parlé de restitution des 5 tables ensemble. Et les organisateurs feront parvenir leur contribution sur la plateforme du grand débat

NDLR : J'ai choisi de participer à la seule table sur l'engagement des jeunes, en raison de l'originalité de ce thème. Le présent compte-rendu est plutôt un verbatim où chaque paragraphe reprend les paroles d'un intervenant différent.

Questions abordées : Les quatre thèmes du grand débat, plus un thème sur l'engagement des jeunes dans la société.

Le thème : l'engagement des jeunes dans la société

Au début de la réunion, un responsable de la junior association de la MDA (Maison des associations) a expliqué qu'il était important de mettre la question des jeunes sur la table car les jeunes n'ont pas eu forcément la parole, et on s'interroge pourquoi.

NDLR : les participants à cette table ronde sont 13, avec trois adultes (des professeurs pour la plupart) et 10 jeunes. La composition a changé en cours de réunion, avec plus d'adultes.

Le premier intervenant montre une carte recensant toutes les actions, manifestations des jeunes pour le climat à travers l'Europe. Il y a énormément d'actions en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Suède, mais quasiment rien en France. Donc, on se demande s'il n'y a pas en France un manque de formation, d'engagement à la citoyenneté.

Ce retard des jeunes à s'engager en France nous interroge. Je suis enseignant. Donc l'éducation ne doit pas seulement former des têtes bien pleines, mais aussi bien faites et former des citoyens qui doivent s'engager.

Je travaille à l'éducation populaire. C'est difficile de travailler avec des jeunes qui ne pensent pas que c'est possible de s'engager.

Nous, dans notre Lycée, on a essayé de mobiliser des jeunes. Mais il y a eu un rejet car les jeunes ont peur. Il y a eu des menaces de sanctions, d'exclusions du Lycée.

Moi, je voulais participer à une manifestation pacifique, et le professeur m'a menacé de me balancer aux flics.

Moi, j'ai noté qu'en Allemagne, les jeunes étaient très autonomes, alors qu'en France nos jeunes étaient très encadrés. Est-ce qu'on ne pourrait pas changer l'encadrement. Le jeune français prend moins la parole publiquement. C'est peut-être une question de méthode éducative.

En France, il y a la méfiance vis-à-vis des jeunes. Notre parole ne vaut rien. On me dit que je suis trop jeune pour comprendre. Du coup, on n'a pas confiance en soi.

Il y a un blocage par les familles. Les parents vont m'engueuler quand je m'engage car je rate les cours. On ne laisse pas les jeunes s'émanciper. Donc les jeunes ne votent pas (Dans mon Lycée, près de 65% ne votent pas). Il y a un manque d'éducation à la citoyenneté, donc une méfiance des jeunes envers la démocratie.

La France, pays des Libertés ! Mais pourtant, quand on est jeune, on ne nous prend pas au sérieux. Donc, on ne s'exprime pas, et alors on nous le reproche. Sur le problème des jeunes, c'est toujours les adultes qui prennent les décisions.

On fait des blocus et des manifestations dans les Lycées car on n'est pas écouté. Mais les blocus n'ont pas donné grand 'chose.

A chaque fois qu'il y a un blocus, les médias montrent les casseurs mais pas les bons jeunes, ceux qui ont des choses à dire.

Il y a aussi le cloisonnement des générations, dans toutes les structures : syndicats, associations qui s'affaiblissent et cela touche les jeunes.

On considère les jeunes comme un groupe social alors que c'est beaucoup plus compliqué, qu'on est très différent.

C'est plus facile de s'engager dans les quartiers aisés que dans les quartiers plus difficiles, où les jeunes s'enferment entre eux.

Or le collège et le Lycée sont des lieux qui doivent permettre aux jeunes de s'en sortir.

Comment expliquer aux jeunes et à mes amis que s'engager pour la citoyenneté, ce n'est pas ringard ?

Il faut agir en donnant l'exemple. Aller les chercher, les convaincre.

Nos amis qui ne sont pas engagés nous disent que ce n'est pas de leur âge, c'est pour les adultes. Mais, il faut aussi qu'on écoute les jeunes.

Il faut leur faire comprendre qu'on peut jouer à Four Knight (jeux vidéo) et être engagés.

Un jeune qui a envie de s'engager s'aperçoit très rapidement qu'il est en contact avec des gens beaucoup plus âgés. Et qu'il ne comprend pas la moitié de ce que disent les adultes. Ce n'est pas hyper attractif ! Donc, il faut un plan d'ouverture des adultes.

Comment promouvoir un changement de regard sur la jeunesse ? Comment avoir une reconnaissance des jeunes ?

La sensibilité écologique est moins développée en France qu'à l'étranger.

L'école doit être un moyen d'ouverture des jeunes à la citoyenneté, en donnant des exemples selon le principe de la transmission.

Cette sensibilisation à la citoyenneté, à l'écologie doit avoir lieu à l'école, pour que les jeunes soient mieux informés et formés.

Sur la culture de l'engagement : la Suède, l'Allemagne, la Grande Bretagne développent une culture de l'engagement. En France cela n'existe que dans les grandes écoles, où cela est valorisé. Pourquoi ne pas faire la même chose au collège et au Lycée et aussi à l'Université. La seule réponse qu'on apporte, c'est de mettre le drapeau français dans les écoles et apprendre les paroles de la Marseillaise. Il faut aller au-delà.

Dans le système français, on n'autorise pas à descendre dans la rue pour manifester. Le rectorat, les parents font pression pour empêcher. Je m'interroge : jusqu'où je peux aller comme enseignant.

La culture du débat n'est pas la culture de la France. Tout le contraire de ce que l'on a vu lors d'un voyage scolaire en Grèce où les collégiens débattaient entre eux et en français.

En EMC (Education morale et civique), on fait de l'histoire et de la géographie.

Tout est vertical en France. Il faut toujours l'avis du supérieur hiérarchique.

Le fait de s'engager pour un jeune, c'est mal vu par les adultes et certains jeunes. Je suis ringard parce que je m'engage. Cela vient notamment des parents qui nous disent qu'il faut attendre 18 ans pour s'engager, pour avoir son mot à dire. Il faut qu'on puisse dire que c'est bien pour un jeune de s'engager.

On nous dit toujours que nous sommes les citoyens de demain. Mais nous on veut être les citoyens d'aujourd'hui.

Il existe des lieux où on peut exercer la citoyenneté, notamment les associations. Mais il y a un mur entre eux et les parents : c'est l'Education Nationale. Il y a de grosses difficultés pour les associations de rentrer dans les collèges et les Lycées.

Le fait qu'il n'y ait pas de reconnaissance de l'engagement, cela n'incite pas les parents à autoriser son enfant à s'engager. Si c'étaient mieux reconnu, les parents laisseraient leurs enfants s'engager.

Il y a trop d'importance donnée aux diplômes. L'engagement n'apporte pas de lignes sur son CV.

La notion de responsabilité est plus importante que la notion d'obligation.

Les propositions :

- Eduquer au pouvoir d'agir et développer une culture de l'engagement
- Une éducation à la prise de parole et au débat
- Créer des espaces avec des confrontations générationnelles, créer du lien et du liant, des projets en commun intergénérationnels
- Reconnaissance de l'engagement et de sa valorisation

➤ Rendre les associations plus attrayantes

Est-ce que les enseignants pourraient avoir un rôle éducatif auprès des parents pour laisser les enfants s'engager.

Nous, on ne ressent pas un très grand soutien de notre principal.

Il faut remettre du lien entre l'éducation populaire et l'éducation nationale. On n'a trop perdu en termes de dynamique.

En dehors du scoutisme, les mouvements d'éducation populaire se sont trop fortement affaiblis. Ces mouvements n'ont pas été remplacés.

On parle de lieux où les gens pourraient apprendre à débattre sereinement. Cela ne s'apprend pas seulement à l'école.

Ces temps devraient quand même être faits à l'école.

Il pourrait y avoir des intervenants extérieurs à l'école, il faut pouvoir transmettre aux jeunes.

Il faut refaire vivre le militantisme Et il faut que cela soit diversifié.

Est-ce une question de méthode ou un principe d'éducation partagée, une forme de culture ?

Dans le développement et la construction de la vie d'un enfant, il y a le cadre familial et le cadre scolaire. Et pour l'engagement, cela me paraît plus simple de passer par le cadre scolaire.

Mais il faut aussi un engagement familial.

Il ne faut pas exclure les parents. Il faut que les parents se rendent compte combien l'engagement militant est épanouissant pour l'enfant.

Il y a une transformation de la société, cela veut dire qu'il faut faire de la politique.

Il faut retrouver la co-éducation entre les parents et les enseignants.

Il faudrait reprendre et réformer les débats à la TV qui ne sont plus que des caricatures de débat, de la castagne.

Les centres sociaux ont du mal à tenir leur rang. Je ne leur jette pas la pierre. Mais la course à la subvention fait que ces centres se lancent plus dans le loisir basique que dans l'éducation à la citoyenneté.

On donne plus la subvention sur la technicité du dossier que sur le fonds. Il y a une trop grande lourdeur administrative. Il faut plus de compétences pour monter un budget que sur le fonds du métier.

Dans l'esprit de beaucoup, le centre social, c'est pour les miséreux. Le mot social est presque péjoratif. Il faut remettre ces espaces dans une autre dynamique.

Pourquoi la question de l'engagement des jeunes est-elle si importante ?

Quand peut-on parler d'engagement ? Qu'est-ce qui différencie l'engagement d'une simple intervention ou d'un coup de main ?

Quel que soit le domaine, foot ou autres, chaque engagement est important. Monter un club de foot, c'est aussi important qu'un engagement politique.

Monter un club de foot féminin dans un quartier difficile, c'est un sacré engagement !

La pratique collective du foot, cela aide d'un point de vue de l'éducation à la citoyenneté. Dans votre association, vous défendez d'abord des valeurs

Il faut donner aux jeunes des outils pour pérenniser l'engagement, pour que cela puisse faire sens. Il faut donner du sens à notre action. Ainsi après l'action, réfléchir, débriefer.

Et que les jeunes puissent avoir un retour sur lui-même de ses engagements. Et une reconnaissance de ses engagements, et qu'on puisse rassembler les jeunes.

Le jeune qui s'inscrit, au début cela peut être de la consommation. Mais au bout d'un moment il y en a qui s'engagent sur des valeurs.

Le football, ça peut créer du lien social.

La notion de sens, de valeur est essentielle pour s'engager. Ex : l'école de danse qui donne beaucoup de sens, au-delà de la danse, à ce qui est la vie, la solidarité, le sens de l'effort collectif. Créer du sens.

Il faut éviter que ces engagements ne soient trop commerciaux Attention au programme obligatoire.

On est dans une situation grave, il faut trouver des moyens alternatifs. On est trop dans le commerce. Il faut recréer de la citoyenneté à la base et pas seulement de manière pyramidale.

Le problème des centres sociaux, c'est le recrutement des directeurs, qui sont d'abord des gestionnaires. Or, on s'écarte de l'engagement. On a un manque de liberté pour décider des projets.

On fait un gros travail sur l'engagement des jeunes à la MDA, par le biais de la MDA des jeunes, pour que ces jeunes deviennent des personnes engagées.

Est-ce que notre travers de Français n'est pas de trop institutionnaliser nos engagements ? Est-ce qu'il ne faudrait pas laisser plus de liberté ?

On veut trop uniformiser toutes les actions. C'est l'échec qui permet ensuite la réussite !

On en revient à la politique de la ville et comment on utilise l'argent.

Ce n'est pas parce qu'il y a une association que l'argent est forcément bien utilisé.

Centres sociaux, associations : il faut revenir au cœur du métier. Il ne faut pas que cela repousse les jeunes. Et c'est pour cela que la création de junior-associations, c'est bien.

Il faut une meilleure formation des jeunes pour qu'ils passent de la consommation à l'engagement.

En conclusion, il faut refaire des débats.

GRAND DEBAT : ROUBAIX -UPC

Lieu : Roubaix

Date : 14 février 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateur : L'université populaire et citoyenne, 20, rue de Lille 59100 Roubaix (Baraka)

Nombre de personnes : 36

Garant désigné par le Préfet : Philippe Lemaire

Organisation : La réunion s'est tenue au siège de l'Université populaire et citoyenne, dont l'objet est précisément d'organiser chaque semaine des débats relatifs à l'état de la société, aux grands problèmes politiques et sociétaux. Le conseil d'administration de cette université a hésité avant d'accepter de participer au grand débat, par peur de récupération politique et parce qu'ils n'étaient pas forcément d'accord avec la formulation des questions. Toutefois, ils ont décidés d'organiser trois débats les 14 février, 26 février et jeudi 21 mars 2019 en reformulant les questions de la manière suivante :

1 - : RIC, tirage au sort et démocratie : quel pouvoir aux citoyens ?

2 - : Pouvoirs d'achat et pouvoirs de vivre : comment concilier fin du mois et fin du monde ?

3 - : Impôts, taxes et services publics : quelle justice fiscale pour quelles solidarités ?

4 - : Autres ?

Dans une salle, il y avait quatre grandes tables, qui ont été réparties en quatre ateliers sur les thèmes ci-dessus énoncés. Les débats étaient divisés en deux temps. Une assemblée générale sur les 4 thèmes portant des constats, inscrits sur des paper board, puis un travail en ateliers sur les 4 thèmes. Et à la fin de la réunion, les 4 rapporteurs ont livré brièvement les principales conclusions de leurs travaux.

Ambiance : Le débat est dans l'ADN de cette Université. Donc les débats menés par des membres de cette association étaient à la fois très libres, très respectueux de la parole des intervenants et en même temps très structurés, avec un animateur reformulant les propos et les questions. Ambiance à la fois chaleureuse et studieuse, avec la présence de quelques gilets jaunes, que par ailleurs un certain nombre de participants avaient rencontrés sur le rond-point de Leers.

Le débat (NDLR ; ceci est un verbatim : chaque paragraphe correspond à une intervention)

Je ne veux pas remplir le questionnaire du grand débat car les questions sont largement orientées. Elles sont formulées avec des réponses de type binaire : oui- non- je ne sais pas, et seront traitées par informatique. Et on sait bien comment cela va se terminer

Grâce aux gilets jaunes, la problématique du vote blanc est enfin reconnue. Si on reconnaît le vote blanc, il y aura moins d'abstention.

Le problème primordial, c'est l'inégalité. Il faut sans doute dépenser plus mais aller chercher l'argent là où il est. Il faut revoir les impôts, la CICE et l'IFI

Qu'est-ce que le RIC ? Comment aller vers une vraie démocratie locale ?

On organise un débat mais il manque des questions :

- La très grande pauvreté
- L'absence de participation des jeunes
- On a très peu parlé des gens très exclus : les femmes violées, les handicapées, les étudiants
- Les questions sur la pauvreté sont mal posées (ex : y-a-t-il trop d'allocations ?)
- ET il y a peu d'espoir de voir des personnes isolées participer au débat.

L'exclusion des étudiants, c'est un vrai problème, surtout quand les étudiants n'ont pas le soutien familial et financier. Il y a chez les étudiants une grande discrimination.

Avec les gilets jaunes, on vit une révolte institutionnelle, des salariés mais aussi des petits patrons. On est dans la fin d'un système. Il est nécessaire d'aller vers une 6^{ème} République, avec une autre démocratie : le tirage au sort ; le RIC

Quels pouvoirs aux citoyens ? On peut constater l'absence de fonctionnement de certaines institutions pourtant prévues : les conseils de quartiers, les conseils dépendant des conseils municipaux, etc...)

Il y a un manque de confiance dans les institutions et les médias. Si on écoute les gilets jaunes : redonner la parole aux citoyens. Les conseils institutions n'ont pas de voies délibératives. Ils ne sont que consultatifs, donc ils n'intéressent personne. Il faut instaurer le RIC pour redonner une parole directe aux citoyens, et pouvoir remettre en cause un élu ou une loi.

Sur la Démocratie, c'est contradictoire : on dit le collectif ne fonctionne pas, mais avec le RIC on prône l'individualisme en laissant chacun derrière son ordinateur. Il y aura un déficit d'engagement civique vis-à-vis de la société. Les individus sont consommateurs et pas civiques. Comment faire pour que les gens de consommateurs redeviennent citoyens ? Il faut redonner du sens au collectif : au mouvement associatif, syndical.

Sur les impôts : Il faut qu'on soit lucide. Ce qui motive l'homme : c'est le pouvoir et le fric. Il faut que les gens puissent gagner autant d'argent qu'ils le veulent. Mais il ne faut pas d'héritage et d'héritiers. Pas de succession. Les enfants doivent travailler par eux-mêmes. Et sur l'ISF, taxer au maximum sur l'immobilier. Il faut taxer ceux qui investissent sur la bulle financière et aider ceux qui investissent sur l'entreprise.

Je suis un peu émue car je n'ai pas l'habitude de parler dans ces réunions. Sur les ronds-points, on n'est pas lassés de la démocratie. Sur les ronds-points c'est la vraie démocratie, on discute, on vote et on prend les décisions après avoir voté. Il faut venir nous voir. ET il faut condamner la répression policière qui est vraiment trop forte, notamment la BAC et la DAR très violente.

Par rapport à la citoyenneté, et le peu de présence des gens. Il y a certainement moins de civisme. Mais dans notre démocratie c'est dur d'être devant ceux qui ont le pouvoir : Le Maire, les institutions, les élus. Ils ne nous entendent pas ; ils nous ridiculisent. Comment voulez-vous que les gens reviennent. La démocratie, il doit y avoir continuellement du dialogue et pas du mépris de la part des élus.

Il y a certainement un manque de civisme Mais il y a des personnes qui ne se sentent pas à leur place quand ils vont dans ces institutions. Comment les y emmener ?

Moi, je n'ai pas l'habitude. Il y a des gens qui ne se sentent pas égaux. Il y a des sachant, et puis il y a les autres. Et, en même temps, si on demande leur avis sur des sujets qui les concernent, ces mêmes personnes peuvent démontrer beaucoup de solidarité. Si on leur demande leur avis, on peut les emmener.

Sur les gilets jaunes, ce mouvement c'est la redécouverte de la fraternité. C'est une belle leçon de fraternité qu'ils nous donnent. On ne peut pas vivre dans un monde sans fraternité. Il faut retrouver la fraternité.

Sur le pouvoir d'achat : je suis fatigué d'entendre que les seuls qui travaillent sont dans le privé. (Et pas les fonctionnaires) Les élus devraient avoir une vision à long terme, plutôt que de penser à leur petite réélection. Il faut pouvoir les interpeller plus souvent qu'une seule fois tous les 5 ans. Cela intéresserait davantage les citoyens.

Je suis allé entendre les gilets jaunes sur le rond-point de Leers. Il y a un gouffre entre leurs revendications et les propositions du gouvernement. Les gilets jaunes ont lancé un site internet : le vraidébat.fr. Ce que propose Macron, c'est de la poudre aux yeux.

La question de la Paix dans le Monde n'est pas dans le grand débat. Par ex : on vend des armes au Monde entier.

Pour que les citoyens soient intéressés, il faut les aider. Ainsi aux Pays-Bas, une association écologique a fait condamner la ville de Rotterdam, et cette ville continue de financer cette association. Bravo aux gilets jaunes d'avoir remis à l'ordre du jour l'écologie et le pouvoir d'achat.

Sur un constat alarmant : c'est la question de l'accès au droit et à la Justice. Il faut attendre deux ans pour avoir une décision du tribunal administratif. Il y a des abus des administrations et des institutions qu'on ne peut pas faire sanctionner. Par ailleurs, je conteste le transfert de la compétence conflits avec les CAS et la SS au TGI qui est déjà complètement engorgé. Sur l'engagement citoyen, il n'y a pas que l'engagement politique. Il y a aussi l'engagement juridique.

Sur le site le vraidébat.fr, l'écologie a une place très importante. Mais on sait tous que les taxes sur les carburants, ce n'est pas pour l'écologie mais pour financer le CICE. Il y a encore pire, c'est le Handicap dont on ne se préoccupe pas. Il y a un grand scandale de l'accessibilité des services publics qui est sans cesse repoussée.

Sur le vraidébat.fr, c'est la même société de service informatique qui organise le grand débat. Donc, c'est sérieusement fait. Sur l'écologie, on sait très bien, nous les gilets jaunes, que ce qui est en cause c'est l'économie libérale. On propose une révolution, mais une révolution de velours, mais on a beaucoup de mal à maîtriser la violence des jeunes. Il faut venir nous aider.

Par rapport à la solidarité, il y a une logique financière qui a gagné les services publics. Et avec le numérique, pour faire des économies, il n'y a plus de contacts directs avec les gens. Débrouillez-vous tout seul avec internet. Ou on renvoie sur les associations caritatives (Par ex : pour les étrangers, sur la CIMADE) Mais c'est une logique financière de démantèlement des services publics

Comme jeune, j'étais mal à l'aise avec les premiers débats car je me sentais exclus de ces débats, trop politique. Il faut de l'éducation pour sortir des intox. Sur l'engagement des jeunes, les jeunes ont l'impression que d'adhérer à un parti politique, c'est adhérer à un dogme. Il faut de la diversité d'opinion. J'ai un peu peur de l'individualisme. Il faut rétablir du collectif. J'ai un peu peur du RIC s'il n'y a pas d'éducation derrière avec des logiques très individualistes.

Je soulève la question de la précarité au travail, du chômage et de l'inquiétude des parents qui ont peur pour leurs enfants.

Les gens sentent qu'ils n'ont plus d'avenir.

Je veux revenir sur l'absence des jeunes, mais moi (NDLR c'est un jeune qui parle) j'ai plutôt une absence de vieux. Par ex : sur la violence policière, tu te fais frapper, gazer si tu manifestes. Par ex : sur la loi anti casseur, c'est une demande de l'Etat pour nous faire peur. La coupure jeunes-vieux, on doit lutter contre. Il faut recréer des lieux et des points d'échanges

J'entends sur la violence. La montée de l'antisémitisme me trouble et me fait peur. On ne peut plus laisser au seul professeur le soin de lutter contre cette violence.

Ma fille m'a expliqué Parcours Sup et je me suis affolée. Et donc, ce n'est pas étonnant avec de tels outils, si on a de la montée de l'individualisme et de l'esprit de compétition.

Notre société est très violente. Et la police, qui vient de cette société est donc forcément violente. Il y a de la violence partout, du banquier au guichet de la Poste.

Les comptes-rendus des ateliers

1 : RIC, tirage au sort et démocratie :

- Le vote blanc doit être pris en compte
- Un élu ne pourrait être élu qu'avec un vrai pourcentage d'inscrits et pas seulement de votants, le but étant d'abaisser l'abstention.
- Mais, comment faire si le % n'est jamais atteint ?
- Ceci étant, on pense que les candidats auraient un vrai programme et pas seulement de la communication
- Sur la proportionnelle, on est un des rares pays à la considérer comme dangereuse car elle rendrait ce pays ingouvernable. Mais il faut sans doute introduire une dose de proportionnelle.
- Repartir sur un septennat mais avec une clause de rendez-vous par referendum au bout de 4 ans. Rendre obligatoire un RIC avec, pour les citoyens, le pouvoir de révoquer un élu.
- Tirer au sort des citoyens au sein d'instances décisionnelles, notamment si on fait une constituante. Mais sur la base du volontariat.
- Revoir la décentralisation et la déconcentration
- Les députés doivent être des représentants locaux : il y aurait des conseils locaux devant lesquels le député devrait rendre des comptes et pourrait être révoqué, et au moins une semaine par mois

2 : Pouvoir d'achat, pouvoir de vivre : comment concilier fin du mois et fin du monde :

- Qu'est-ce que bien vivre ?
- Il faut un revenu universel
- Des prix de base sur les énergies : électricité, gaz, eau, fuel domestique
- Si on possède plus de voitures, de télévisions, etc..., on paye son énergie plus cher (électricité notamment)

- Lutter contre les inégalités : le BIO qui est plus cher, doit être subventionné pour être accessible à tous
- On ne peut pas demander le même changement à ceux qui sont déjà en galère. Le changement c'est les plus riches qui doivent l'amorcer et le financer
- L'ascenseur social est en panne depuis trop longtemps et il faut s'attaquer aux inégalités dès l'école
- Réfléchir à une vraie politique contre la pauvreté et notamment la gratuité des transports, et par exemple, rémunérer le livret A à un taux de 0,5% de plus que l'inflation.

3 : Impôts, taxes et services publics : quelle justice fiscale pour quelle solidarité :

- On parle de crise économique alors qu'on reste un des pays les plus riches du Monde.
- L'argent, on peut en trouver. On augmente la lutte contre l'évasion fiscale
- Remettre une politique en faveur des services publics
- Développer l'éducation populaire en faveur des plus démunis
- Prendre de l'argent aux 1% les plus riches
- Le gouvernement défend les plus riches au motif que par le ruissellement, la richesse se répartira vers les plus pauvres. Mais cela ne fonctionne pas. On donne trop aux actionnaires et pas assez à l'investissement et aux salariés
- Réformer l'impôt sur le revenu, plus de tranches et plus progressif
- Majorer l'impôt sur les sociétés. L'entreprise et les gens doivent payer des impôts là où ils sont implantés Et les français vivant à l'étranger doivent payer leurs impôts en France s'ils veulent garder leur nationalité
- La sécurité sociale doit continuer à être financée par des cotisations et non par l'impôt. Il faut supprimer le CICE qui permet de faire des cadeaux aux entreprises, sans qu'elles soient obligées d'embaucher. Ce sont les travailleurs des entreprises qui créent la richesse et il est normal que les entreprises payent des cotisations, qui ne sont qu'un salaire différé.
- Réduire la TVA sur les produits de première nécessité, et augmenter les impôts directs, qui sont plus progressifs et plus proportionnels
- Respecter la répartition des trois tiers : 1/3 pour les dividendes, 1/3 pour l'investissement, 1/3 pour les salariés, et augmenter le pouvoir d'achat
- Refaire le droit des successions et supprimer l'héritage

4 : Autres thèmes : Sécurité, justice, police, les faits de société

- Les faits de société : les relations entre les citoyens et la police se sont dégradées. Il faut refaire la vraie police de proximité qui fait de la prévention, au lieu de la police de la sécurité du quotidien qui continue la seule répression

- Sur la Justice : Bâtir une Justice plus réactive ; renforcer les peines alternatives à la prison ; réinvestir sur le TIG et responsabiliser les personnes
- Améliorer l'accès à la Justice, qui doit être plus cohérente et plus lisible. L'aide juridictionnelle doit être acceptée obligatoirement par l'avocat choisi
- Renforcer les associations qui aident en Justice les citoyens
- Développer les maisons de justice et du droit
- Méfiance sur la justice prédictive et la numérisation. Il faut une aide physique et pas seulement une dématérialisation
- Sur les rapports entre les citoyens et l'administration en général : promouvoir plus de transparence pour les politiques publiques et les subventions
- Sur les médias : Les médias en continu poussent les citoyens à réagir sans prendre du recul. Il faut renforcer l'usage de l'esprit critique, notamment par rapport aux fakes news
- La question de la laïcité : C'est devenu gênant d'en parler. Il faut lutter contre l'antisémitisme et la montée de tous les populismes. Il faut réaffirmer les valeurs de la laïcité et désigner une seule autorité en charge de son contrôle.

GRAND DEBAT : MAUBEUGE

Lieu : Maubeuge

Date : 16 février 2019

Heure : 14 h 15 – 16 h 30

Organisateur : Le comité maubeugeois de la République en marche

Nombre de personnes : 17

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans la salle Jean Jaurès de la Mairie de Maubeuge. Les chaises étaient disposées en arc de cercle en face d'une table où se tenait l'animateur Marc BARSOUM, et Joëlle BOUTTEFEUX, députée suppléante de la circonscription de Maubeuge (3^{ème}). Les 4 thèmes du grand débat ont été successivement abordés au cours de la réunion, qui était dédiée au constat. Il y aura une autre à Assevent consacrées aux propositions

Ambiance : Si les échanges ont parfois été un peu vifs entre certains débatteurs, la réunion a été très bien menée, et l'ambiance était studieuse et attentive.

Questions abordées : Les 4 thèmes du grand débat

1 – La fiscalité :

Un intervenant (qui s'est déclaré proche des gilets jaunes) : Les thèmes proposés sont très bien, mais ce n'est pas le problème principal. Le problème principal est qu'on a dissocié le social de l'économie. On a oublié le social. Les gens veulent que le système change. Mr Macron a promis que ce système changerait. Or, il fait de l'ultra-libéralisme. La clé des problèmes, c'est l'ultra-libéralisme.

Il y a un débat d'environ 30 mn sur la fiscalité, et les principaux constats sont les suivants :

- Plus de transparence et plus d'explication pour l'établissement de l'impôt
- Inégalité fiscale entre la ville et les zones rurales
- Investir dans les zones rurales
- Attractivité financière des zones rurales
- A quoi servent nos impôts ?
- Combattre l'optimisation fiscale
- Explications à donner à l'utilisation de mes impôts
- Le reste à charge dans les remboursements de la sécurité sociale
- Les disparités entre les maisons de retraite en France et en Belgique
- L'impôt sur la grande fortune : où sont passées les sommes ainsi épargnées ? Y-a-t-il eu retour des grandes fortunes en France ? Y-a-t-il eu un accroissement de l'investissement en France ?

2 - : Organisation de l'Etat et les services publics :

- Le Maire est plébiscité et il faut renforcer le pouvoir de décision du Maire
- Il y a trop de députés et de Sénateurs
- Le mille-feuille administratif est trop important et rend les décisions inintelligibles. Qui fait quoi ?
- Il y a un problème de visibilité sur les missions des différentes collectivités territoriales
- Il faut redonner du pouvoir aux Maires
- Redéfinir les missions des fonctionnaires, mieux les répartir plutôt que supprimer des postes
- Améliorer leur formation permanente et leurs perspectives d'évolution de carrière
- Inquiétudes sur l'avenir de l'hôpital public
- Resserrer les écarts de rémunération entre les fonctionnaires. Problème de la rémunération des hauts fonctionnaires
- Des questions sur les fusions de communes et la répartition de leurs compétences

3 - : La transition écologique :

- Eviter que les décisions sur l'écologie soient vécues comme arbitraires (exemple des taxes sur le diesel)
- Lutter contre la pollution automobile, certes ! mais et celle des paquebots, des tankers et des avions,
- Lutter contre les délocalisations qui obligent à de très longs transports très polluants
- Gratuité des transports en commun
- Faciliter et améliorer les transports collectifs
- Faciliter les offres de covoiturage
- Être informés sur qui bénéficie des taxes transport prélevées sur l'entreprise
- Préservation de la bio-diversité
- Sensibilisation à l'écologie citoyenne, qui est un problème de société (avec des comparaisons faites avec nos pays voisins)
- Problème de la société de consommation
- Pénalisation accrue des actes anti-écologiques (décharges sauvages par ex :)

4 - : Démocratie et citoyenneté :

- Reconnaître le vote blanc
- Discussions sur la nécessité du vote obligatoire

- On a l'impression de n'être jamais écouté par nos élus et par les responsables
- La cause de l'abstention est aussi le résultat des dérives de la classe politique (Affaire Cahuzac)
- Il faut faire participer les citoyens aux conseils municipaux
- Il faut plus de communication sur les conseils municipaux, et en prévoir dans les quartiers
- Les 80 km, les français ont eu l'impression que c'était pour les embêter, ais il faut réfléchir à la sécurité routière, car ces mesures sauvent des vies.
- Problème de l'intérêt de la politique locale
- Sur le parlement, il y a un problème d'organisation du travail et de communication, pour éviter l'effet désastreux des bancs vides quand il y a un débat, même important
- Le cumul des mandats : pas trop de cumul, mais l'élu doit conserver un ancrage local. Oui, au cumul du député avec un mandat de conseiller municipal
- Il faut dissocier à nouveau la durée du mandat du Président de la République et celui des députés.

GRAND DEBAT : ANZIN

Lieu : Anzin

Date : 18 février 2019

Heure : 18 h – 20 h 30

Organisateur : Le conseil citoyen d'Anzin

Nombre de personnes : 36

Garant désigné par le Préfet : Philippe Lemaire

Organisation : La réunion était organisée dans la salle des Fêtes square de la République à Anzin. Les participants étaient réunis autour de 4 tables. Il y avait quatre animateurs, en charge chacun d'un des thèmes du grand débat. Toutes les 30 mn, les animateurs changeaient de table. Ainsi toutes les tables ont pu débattre des quatre thèmes du grand débat.

Ambiance : Ambiance très studieuse et chaleureuse. L'accueil a été fait par un adjoint au Maire qui s'est ensuite retiré.

Les questions abordées : les quatre thèmes du grand débat

NDLR : Il s'agit d'un verbatim, chaque paragraphe correspondant à l'intervention d'un participant. S'il y a un commentaire, il est précédé de la mention NDLR

1 – Organisation de l'Etat et des services publics :

L'animateur lit le constat contenu dans la fiche du grand débat.

Pour l'administration de l'Etat, il y a trop de personnes, mais localement, il n'y a plus personne. On a besoin de personnes localement. On vous renvoie trop sur internet.

On va voir nos Maires, puis il y a Paris puis rien.

A Paris, on ne vous écoute pas. Et grâce aux manifestations, on va enfin nous écouter. En haut, on a l'impression qu'ils se gavent sur notre dos et que nous on a rien.

C'est internet le responsable. On a à faire qu'à des machines.

Quand on arrive au quinze du mois, on n'a plus rien. Un Président de la République qui prend sa retraite, il garde ses avantages. Quand on quitte son entreprise pour prendre sa retraite, on ne garde pas ses avantages. Le Président de la République, le Premier Ministre, les ministres ne doivent pas garder d'avantages, qui sont payés par les citoyens, par nos impôts.

Je ne suis pas pour les casseurs, ni pour la violence. Mais si les choses avancent, c'est à cause des manifestations des gilets jaunes. Je suis gilets jaunes, mais ils sont en train de discréditer le mouvement. Je suis pour qu'on demande des droits, et notamment où va l'argent (NDLR : des impôts)

Il a fallu 20 ans pour qu'on bouge.

Je suis retraité. On m'a retiré de la CSG. Moi, je trouve normal de participer à l'effort général.

L'informatique est arrivée trop vite. On est que des anciens. On n'a pas l'habitude. Ils vont trop vite : la carte grise, les impôts. Cela va trop vite.

Il faut laisser les petits guichets, avec des contacts physiques.

Je ne connais pas les échelons administratifs, mais je pense qu'il y a un échelon de trop, soit la région, soit le département. Et on ne pourra pas l'enlever, car les gens ne veulent plus.

Il faut en enlever un ou deux.

Il y en a même qui veulent supprimer le Président de la République !

Et puis, il y en a qui cumulent trop.

La Région Hauts de France : est-ce que cela n'est pas trop grand ? Par ex : celui qui habite dans l'Oise qui doit aller à Paris. Cela éloigne l'administration du citoyen.

Je donne un exemple : pour bénéficier de la MDPH, il n'y a plus de bureau à Valenciennes. Donc, je dois aller à Avesnes sur Helpe. Donc, j'ai utilisé l'informatique. Mais tout le monde ne sait pas s'en servir.

On est le plus attaché à la Commune, au Maire. C'est la plus proche et la plus accessible. Heureusement qu'il y a encore la commune !

Heureusement qu'on a un bon Maire.

On a du mal à être informés de nos droits et on a du mal à le faire valoir.

L'Etat doit-il transférer des administrations aux collectivités territoriales ?

Par ex : la CARSAT : c'est trop compliqué, et c'est de plus en plus loin de nous. Il faut prendre rendez-vous sur internet. On n'a plus de contact physique, humain.

On perd le contact humain, donc on devient méchant.

J'ai l'impression que l'Etat a transféré beaucoup de ses pouvoirs au privé, et qu'il nous le fait payer. J'aurai préféré conserver 10 emplois de plus, les payer avec mes impôts et voir des gens.

Le seul service qu'on peut rencontrer, c'est le Maire. Même l'assistante sociale, c'est difficile. Il faut d'abord régler l'informatique.

Il faut augmenter nos salaires, pour acheter un bon ordinateur, puis, après prévoir une formation.

On a du mal à avoir des contacts avec tous les services publics. Et on a du mal à avoir la bonne information. On est tous des cas particuliers.

A Anzin, il y a des aides à la formation informatique. Des gens, des services civiques ont été embauchés et ils sont gratuits.

J'ai vu qu'on pouvait avoir 8 euros si on fouillait dans les poubelles, donc on n'a que le droit de mourir de faim !

2 - : Démocratie et citoyenneté :

La Démocratie : c'est la liberté d'expression, avec notamment le bulletin de vote. Mais il y a trop d'abstention.

Ce serait que le vote blanc soit pris en considération Et en même temps, il faut rendre le vote obligatoire, comme en Belgique.

Pour moi, le vote blanc est un vote de contestation ou de protestation, et on doit pouvoir s'exprimer ainsi. Le vote blanc aurait ainsi une valeur.

Mais si le vote blanc était majoritaire ?

Et bien ! Cela inciterait peut-être les élus à se poser des questions sur leur programme et à se remettre en question.

Pour les gens qui ne peuvent pas se déplacer pour voter, il faut une meilleure organisation et rendre plus simple le système de procuration.

Il faudrait remettre en place le vote par correspondance.

Celui qui est le plus proche de nous, c'est le Maire, ou bien les associations.

Depuis qu'il n'y a plus de cumul, le Député est très présent.

On peut donner du pouvoir aux associations, mais pas aux syndicats. Les associations sont proches des gens. Par : l'épicerie solidaire. Ils m'ont donné 30 euros par mois pour acheter dans l'épicerie solidaire, et cela m'a bien aidé.

Il faudrait avoir en Mairie un planning, un organigramme de toutes les associations ou personnes qu'on peut contacter.

Notamment quand on ne sait plus où aller.

Et cet organigramme, j'aimerais bien l'avoir dans ma boîte aux lettres. Et il faut aussi lire la lettre du Maire.

Il y a plein de choses dans la lettre du Maire, y compris des choses fausses ou erronées !

Le non-cumul des mandats, c'est une bonne chose

Mais pour le jeune député, ou le député qui n'est plus Maire, il devrait y avoir une formation, car il ne connaît plus le local. Il y a parfois des députés trop neufs.

On sait où nous a amené la proportionnelle. Au désordre. Donc, pas de proportionnelle totale.

Mais, une dose de proportionnelle, mais à condition que les territoires soient représentés. Le risque avec la proportionnelle est de manquer d'élus de terrain.

Faut-il réduire le nombre de parlementaire ? Oui

Mais il ne faut pas toucher aux élus municipaux.

A l'heure d'aujourd'hui, j'ai peur du monde de demain, où les riches auront des moyens, et les pauvres de l'appétit. Et c'est malheureux qu'il a fallu des gens qui se soulèvent pour qu'on soit entendu. Et, en plus, comme toujours, on ne sait pas ce que cela va donner. Mais, au moins, cela a permis de se rencontrer alors qu'on ne se connaissait pas.

3 - : Fiscalité et dépenses publiques :

Où va l'argent de nos impôts. Enfin, on a un document clair dans les fiches du grand débat (NDLR : la fiche relative à la répartition des dépenses pour 1.000 euros d'impôts)

On paye trop d'impôts mais on est aussi le pays où on redistribue le plus.

Le prélèvement à la source, c'est bien, c'est clair. En plus, on paye sur 12 mois au lieu de 10 mois. Cela a changé nos habitudes (avant on avait un peu d'argent pour les fêtes et c'était bien aussi, il va falloir changer d'habitudes)

Qu'est-ce qui est prévu pour nos personnes âgées en EPAD, et qui n'ont pas de ressources. Il faut prévoir un plan, et il faut beaucoup d'aidants.

On finit par perdre ses forces à rechercher des aides partout.

Il y a un énorme manque d'information pour trouver nos droits. Il faut améliorer l'information.

Moi, je suis contre que tout le monde doit payer l'impôt. Par contre, pour le Docteur, je suis pour, ou pour la pharmacie, je suis pour que les gens paye quelque chose. Je suis contre le tout gratuit pour la santé.

Mais, il faut changer les habitudes.

Il paraît qu'on aurait supprimé l'obligation de payer les soins pour les migrants.

Moi, j'ai découvert qu'on ne paye pas à l'hôpital. Et il faut que cela continue. En France, l'éducation nationale n'est pas parfaite mais elle est gratuite. Même les études supérieures ne sont pas chères

Les mutuelles sont très nécessaires, mais elles sont de plus en plus chères. Et, donc, il faut des mutuelles solidaires, et notamment faire des mutuelles municipales.

4 euros pour la Justice (NDLR : selon le document sur les 1.000 euros). Ce n'est pas beaucoup.

Quand est-ce qu'on va augmenter les retraites ? Il y a un problème de pouvoir d'achat. Car, tout augmente. Et l'écart entre celui qui a une bonne retraite et une petite retraite augmente aussi. Pourquoi ? Parce qu'on prévoit toujours des augmentations au pourcentage qui favorise les grosses retraites. Je serai pour qu'on donne la même somme d'argent à tout le monde.

La demi-part des veuves qu'on a supprimé, ce n'est pas normal. Il faut la rétablir.

Il faut interdire les crédits « revolving » ou durcir la législation sur les prêts, et améliorer l'accès au crédit pour les retraités.

4 - : La transition écologique :

On a l'impression que cela va bouger car les gilets jaunes ont fait descendre les puissants de leur piédestal. Mais on est contre la violence.

Il est urgent d'agir pour la transition écologique. Mais, on est entouré de pollueurs. La France ne peut pas être toute seule. Il faut tenir compte du Monde.

L'écologie ne s'arrête pas à La France.

Il faut d'abord taxer les grosses entreprises, les avions, les bateaux. Nous, on paye, mais les grosses entreprises payent pour polluer et nous, on les paye.

Le petit, avec sa vieille voiture diesel, il est, lui, surtaxé.

Il faut avoir un comportement responsable, par ex : faire son propre compost. Un composteur, cela coûte 18 euros.

Je suis d'accord pour faire de l'écologie. Mais, il faut nous aider pour isoler mieux nos vieux logements, notamment nos vieux logements des mines.

Je suis d'accord pour faire des travaux mais je n'ai que 30% d'aides alors que dans la rue d'à côté c'est 80%. Et puis, c'est très compliqué. On doit donner plus d'aides, notamment pour les anciennes maisons.

L'Etat pourrait au moins subventionner les études, car cela existe, mais c'est insuffisant.

Il faut rétablir l'égalité avec l'écologie.

Ce qui me choque, c'est que les gros pollueurs ont le droit de polluer en payant.

Et certaines usines sont exprès construites au rabais pour cela.

Où va l'argent des taxes qu'on paye pour l'écologie. On doit savoir où va notre argent.

Et si vous avez une voiture électrique et que vous n'avez pas de garage. Comment on fait ?

Et les batteries au lithium, qu'est-ce qu'on va en faire ?

Est-ce que demain on va changer nos énergies : plus d'électricité, plus d'hydrogène.

On ne peut pas faire avec une unique énergie. Il faut un mixe. Or, chez nous, tout est nucléaire.

Mais est-ce qu'on est capable de produire autant d'énergie sans le nucléaire.

De plus on nous rachète nos vieux véhicules polluants mais c'est pour les vendre en Afrique !

Est-ce que vous changez vos comportements ? Pour la voiture, le tri sélectif, le chauffage, le jardin ?

Il faut qu'on change chacun d'entre nous nos comportements écolos, mais on nous pousse à la consommation, ex : le téléphone portable. La société de consommation est anti-écologique.

Faut-il alors arrêter les nouvelles technologies ?

En plus, on est pris dans une compétition mondiale.

Les usines ne sont plus à proximité. Donc, on se déplace pour aller travailler.

Si vous habitez à la campagne, vous êtes obligés de prendre votre voiture.

Et il faudrait changer la mentalité des gens mais cela va être dur.

Et il y a besoin de transports en commun, pas chers.

Pour le chauffage, pourquoi on est plus imposé dans le Nord que dans le Sud ?

Il y a une discussion sur l'enlèvement des encombrants. Il faut revenir à l'enlèvement des encombrants, alors que les taxes sur les déchets ont continué à augmenter.

On ne balaie plus devant sa porte, alors que c'est une obligation. Et il faudrait sévir pénalement (NDLR : contre ceux qui jettent leurs déchets sur la voie publique)

On apprend l'histoire à nos enfants. Il faudrait leur apprendre l'avenir.

Pollueur = Payeur. Il faut taxer le kérosène, les croisières.

Pour la bio-diversité, il faut donner les moyens aux agriculteurs de travailler proprement.

Il faut remettre en œuvre les circuits courts et acheter des produits de saisons.

Il faudrait récupérer le gaz qui est dans les anciens puits de mines. Pourquoi y-a-t-il des gens contre ?

Et la méthanisation, c'est bien (NDLR : c'est vachement bien !)

On voudrait savoir qui fait quoi sans forcément passer par internet. Internet a supprimé les contacts physiques et cela nous isole.

GRAND DEBAT : LALLAING

Lieu : Lallaing

Date : 22 février 2019

Heure : 18 h – 21 h

Organisateur : Jean-Paul FONTAINE, (UDI) Maire de Lallaing en présence de la députée suppléante Agnès GOULOIS (suppléante de Dimitri HOUBRON)

Nombre de personnes : 32

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : Excellente organisation dans la grande salle des fêtes de la mairie de Lallaing. Les participants étaient répartis en quatre ateliers relatifs aux quatre thèmes du grand débat national, avec une restitution d'environ une heure (1/4 d'heure par rapporteur bénévole désigné par la table) en assemblée générale.

Ambiance : Chaleureuse, studieuse et courtoise. Le Maire animait en personne les séances de restitution, pendant que la députée suppléante prenait les notes qui s'affichaient en temps réel sur écran par un autoprojecteur.

Je suis arrivé à 19 h 15 et j'ai assisté à une partie des ateliers et à toute la restitution. La réunion s'est déroulée au-delà de 21 h. Le présent rapport est essentiellement un verbatim, chaque paragraphe correspondant à l'intervention d'un participant. Mes propres notes ou commentaires sont précédées de NDLR

Questions abordées : les quatre thèmes du grand débat national

1 - : La transition écologique :

Le problème le plus important de l'environnement est le maintien de la bio-diversité et la disparition de certaines espèces animales.

Pour apporter des solutions, il faut revoir notre politique agricole et arboricole.

Notre vie quotidienne est impactée par la pollution de l'air et toutes les maladies qu'elle génère.

On peut protéger l'environnement :

- En élevant des poules dans son jardin
- En faisant du compostage
- En triant les déchets de manière sélective
- En faisant de la marche à pied

On peut bien évidemment faire des économies en ayant une démarche respectueuse de l'environnement, notamment en utilisant les transports collectifs.

Les principales solutions sont :

- Baisser le prix des transports en commun
- Instituer un bonus/malus en fonction de sa consommation d'énergie sur le principe du pollueur = payeur. Mais si vous faites des économies, par ex d'électricité, vous bénéficiez d'un bonus sur votre facture.

Il existe des alternatives au chauffage actuel, mais il faudrait que les aides soient mieux définies, et que des prêts à taux zéro soient mis en place pour inciter les gens à changer de mode de chauffage

De plus, il y a un grand manque d'information sur le système d'aides actuel.

Sur le transport, on peut améliorer les transports, notamment améliorer les transports collectifs, développer le co-voiturage et le vélo, mais il faut que les employeurs et les collectivités territoriales le développent. Et puis, les horaires de travail ne sont pas toujours adaptés ; alors on est obligé de prendre sa voiture.

On ne veut plus de taxe sur les carburants sans transparence et sans être certain que ces taxes soient employées pour aider l'environnement.

Ces taxes doivent en priorité servir à monter des aides pour accompagner les français vers la transition écologique. Il faut plus d'information sur les taxes sur l'énergie et leur destination.

Le pollueur doit être le payeur et tout le monde doit être concerné par la fiscalité écologique.

Il faut modifier tous les accords commerciaux mondiaux (NDLR : la France ne peut être seule à lutter pour le développement écologique)

Il faut appliquer ce qui a été décidé dans les différentes conférences internationales relatives à l'écologie, notamment le pacte de Paris.

Associer la population locale aux décisions sur l'écologie modifiant leurs conditions de vie.

Pour le tri sélectif, dans les logements collectifs, j'ai pas l'impression qu'il y ait grand-chose. Et puis j'ai essayé d'avoir des entreprises qui accepte les aides pour isoler mon logement. J'en ai pas trouvé.

Le problème le plus important, c'est le respect de tous les êtres animaux et de toutes les espèces vivantes.

L'écologie appartient à tout le monde et à chacun. Il faut développer les énergies renouvelables non polluantes. Il faut sortir du nucléaire car c'est une bombe à retardement. Notre vie quotidienne est percutée par le réchauffement climatique : oui, on le voit sur nos côtes du Nord-Pas-de-Calais, qui sont grignotées par la montée des eaux. De même, les migrants quittent leurs pays dont les terres disparaissent sous l'eau.

On peut modifier nos comportements. Oui, je n'utilise plus de pesticides chimiques dans mon jardin, ce qui n'est pas le cas de mon voisin. On peut mieux cultiver bio.

Il faut des véhicules propres, des énergies propres. On veut bien payer pour des énergies renouvelables, par ex : le chauffage : on peut se chauffer au bois.

Pour les aides : il faut une meilleure information au niveau de l'information.

C'est très difficile de ne pas utiliser sa voiture, surtout quand on travaille en horaires décalés.

Le GPL va être taxé, c'est pourtant une énergie propre.

Il faut développer la recherche sur les autres énergies : biogaz, et hydrogène.

La transition écologique doit être financée par tout le monde.

La France doit montrer l'exemple, car la France est un pays dont l'exemple est suivi par beaucoup d'autres pays.

Sur l'isolation des logements : il faut obliger les bailleurs sociaux à mettre en place cette isolation.

Il faut que les transports en commun soient mieux organisés et développés.

2 - : Sur la fiscalité :

Il faut améliorer l'information sur les impôts, avec un site officiel qui explique la destination des impôts, ou un document en Mairie.

La fiscalité doit être plus égalitaire. Il faut payer selon ses revenus avec un barème adapté, et augmenter le taux de redistribution.

Sur le déficit public, avant de réduire les dépenses, il faut d'abord lutter contre l'évasion fiscale.

Sur les impôts, il faut diminuer, voire supprimer l'impôt sur les produits de première nécessité.

Sur les dépenses publiques, il faut baisser les dépenses de l'Etat, et supprimer les privilèges des ex-présidents de la République, des ministres et des élus.

Sur les économies à faire, il faut diminuer les dépenses pour l'Armée, mais surtout pas toucher à la Santé et aux personnes âgées. Et puis, pourquoi tout centraliser dans les grandes métropoles. Il vaut mieux répartir la population sur le territoire.

Pour les dépenses sociales, il faut revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. La priorité, c'est d'augmenter le personnel hospitalier, les aides aux handicapés, les EPDH

On ne veut pas payer plus d'impôts. On en paye déjà suffisamment. Il faut mieux répartir la richesse.

On ne veut aucune autre taxe, y compris sur l'alcool ou le tabac. Mais il faut rétablir l'ISF, la demi-part des veuves, justifier au premier euro les dépenses de l'Etat. Il faut que ceux qui ont travaillé en France paye leurs impôts en France quand ils sont en retraite à l'étranger. Il faut pénaliser les élus qui n'assistent pas aux réunions. Il faut interdire l'exil fiscal, et fiscaliser les nationaux qui vont à l'étranger.

3 - : Sur l'organisation de l'Etat et des services publics :

Il faut :

- Préserver la proximité avec les citoyens
- Réaliser une équité sur tout le territoire (c'est le rôle de l'Etat)
- Développer les services publics sur la petite enfance, le handicap, les hôpitaux
- Trop de lois sont votées qui détruisent les services publics. L'Etat doit être le garant de l'équité sur tout le territoire
- Arrêter de fermer les petits hôpitaux, les petits commissariats de police, les écoles.

Un intervenant raconte comment depuis plusieurs années il a la charge de son frère handicapé et combien il est difficile de faire reconnaître ses droits. Notamment, les services sociaux sont mal formés et mal informés des droits mis en place. Il faudrait un guichet unique pour tous les services : SS, CAF, ANAPA, etc...ET arrêter pour la région de tout centraliser à Lille

4 - : Démocratie et citoyenneté :

- Rendre le vote obligatoire
- Prendre en compte le vote blanc
- Remettre le service militaire en place
- Non au cumul des mandats des élus (pas plus de deux mandats successifs)
- Réduire le nombre de parlementaires, mais pas seulement pour faire des économies, à titre de symbole et supprimer les avantages acquis (obsèques, retraites, etc...), et supprimer tout cumul de rémunération.
- Mettre en place la transparence sur les rémunérations, des élus mais également de tous les hauts fonctionnaires
- Réduire les avantages des anciens présidents de la République, et même les supprimer
- Tirer au sort des citoyens pour associer ceux-ci aux décisions publiques, sous forme de conseils assistants par exemple le député.
- Empêcher les élus de s'enrichir
- Utiliser les moyens informatiques pour voter
- Attention au cumul des mandats. Pas de cumuls si les fonctions sont trop importantes, et pas plus de deux mandats successifs.

Un intervenant : pour le vote électronique, moi, je ne suis pas couvert par internet. Et si le vote est obligatoire, il faut voter en semaine.

Attention à la réduction du nombre de parlementaires. Je ne veux pas d'un député qui soit trop loin des gens.

La démocratie participative, elle doit se faire avec nos élus, et notamment avec les députés.

Attention à ne pas tout chambouler ! Le Sénat est un contre-pouvoir. Et il ne faut plus supprimer de communes. Les citoyens doivent pouvoir voir les élus. Et il ne faut pas trop payer les élus. Il faut encourager le plus de renouvellement possible. Trop les payer, ils en font un métier.

Je suis délégué syndical. Je suis payé comme pour mon travail. Et quand mon mandat sera terminé, je retournerai à mon travail sans avantages acquis.

Pour moi, le non cumul des mandats c'est non au cumul des rémunérations. (Il peut y avoir plusieurs mandats en même temps, mais une seule rémunération).

Il faut imposer une limite d'âge aux élus.

Il faut faire attention quand même. Il y a des élus qui ne peuvent pas retrouver du travail après une non élection. Dans ce cas, on risque de n'avoir que des fonctionnaires comme député.

Certains élus ne gagnent pas beaucoup ; c'est le cas des Maires de petites villes.

GRAND DEBAT : TEMPLEUVE

Lieu : Templeuve

Date : 23 février 2019

Heure : 10 h – 12 h

Nombre de personnes : 40

Organisateur : Luc Monnet, Maire de Templeuve, avec la présence tout au long des débats de Charlotte LECOCQ, députée (LREM)

Organisation : La réunion s'est tenue dans la Mairie principale de Templeuve, dans la salle du conseil municipal. Les participants ont été répartis en quatre ateliers aux quatre coins de la salle, chaque table traitant d'un des quatre thèmes du grand débat national, puis lors de la dernière heure, réunis en assemblée générale avec un rapporteur désigné par chaque atelier, ayant chacun ¼ d'heure, suivi d'un débat.

Animation : Les débats étaient animés par Luc HOSSEPIED, journaliste indépendant, ce qui a permis beaucoup de fluidité

Ambiance : L'ambiance était studieuse et chaleureuse. A noter la présence pendant tout le débat d'un journaliste localier de la Voix du Nord.

Thèmes abordés : les quatre thèmes du grand débat.

1- : Organisation de l'Etat et services publics :

Le premier point abordé est celui de la réduction du nombre de députés. Pourquoi pas, mais alors il y aura moins de proximité avec les gens. Donc, si cela peut faire des économies, mais en ce cas, il faut donner plus de pouvoirs aux Maires.

Attention à la suppression des collectivités locales. Il faut garder de la proximité : ex : pour les hôpitaux, les mairies, et les maisons médicales. Il faut aussi développer les services publics mobiles.

Il faut développer la prévention dans les écoles (et notamment travailler sur le règlement intérieur)

Il manque du personnel dans les établissements scolaires. Or, l'éducation, c'est la base de tout. Les enseignants ont besoin d'aides, avec des auxiliaires scolaires, des infirmières scolaires, etc...

Il faut créer du soutien à la parentalité, pour lutter contre l'absence de repères dans l'éducation. Sinon, il y a trop de réflexes juridiques vis-à-vis de l'école.

Les classes moyennes sont dans la difficulté. Il faut aussi penser à elles.

Sur le cumul des mandats, il ne faut pas plus de deux mandats successifs pour un élu.

Il faut supprimer les rémunérations et les avantages des ex-présidents de la République.

La rémunération des élus est un problème. C'est très opaque.

Sur la fracture numérique, il y a beaucoup de gens qui ne savent pas se servir d'un ordinateur.

La synthèse de Luc Hossepied et le débat :

Un intervenant : Je ne suis pas d'accord avec la réduction du nombre de parlementaires car cela se ferait au détriment des zones rurales. Et cela ne fait pas de réelles économies. Si on veut faire des économies, qu'on commence par lutter efficacement contre l'évasion fiscale.

Pour l'Education nationale, il ne faut pas supprimer des emplois. Les enseignants vivent mal les réformes successives du Lycée, du collège, du bac qui, sous couvert de rationalisation, aboutissent toutes à des suppressions d'emploi.

Sur l'évolution numérique : il faut rendre obligatoire la création de maisons des services publics, regroupant tous les services publics, pour aider les plus démunis et ceux qui sont en difficulté, ou tout simplement pour recréer du lien social, et remettre des personnes physiques pour répondre aux demandes des gens, et non plus avoir à faire à des plateformes.

Sur la réduction du nombre de députés, moi, je suis plutôt pour, mais le problème principal est que le député doit rendre compte à ses électeurs de ce qu'il fait et de ce qu'il gagne. Je suis favorable à la décentralisation des services publics, mais avec des moyens réels lorsque l'on transfère des compétences d'un service public à un autre. Il faut rapprocher les services publics des citoyens.

C'est souvent un problème d'organisation (l'intervenant prend l'exemple de la réforme des banques). On doit pouvoir rationaliser les services publics avec le même budget, car il ne faut pas augmenter ni les dépenses ni les impôts.

Il faut rendre obligatoire le service civique, pour créer de l'éducation chez les jeunes

Sur la fraude fiscale, c'est un problème de moyens. On devrait profiter de la réforme du prélèvement à la source, pour réorienter les emplois gagnés vers les services de lutte contre la fraude fiscale.

Résumé de Luc Hossepied :

- Créer des maisons de service public de proximité
- Moralisation de la vie des élus (que faites-vous de l'argent de nos impôts)
- Les services publics, c'est souvent moins un problème de moyens qu'un problème d'organisation.
- Lutter contre la fraude fiscale

Un intervenant : il faut de la volonté politique pour lutter contre la fraude fiscale. Sur ce point, j'ai un problème avec l'Europe dont beaucoup de dirigeants sont issus d'Etats instigateurs de la fraude fiscale.

Un intervenant : il faut mieux informer et clarifier les compétences respectives du Maire et des autres collectivités.

2 - : Démocratie et citoyenneté :

De la Démocratie par exemple, le referendum sur l'Europe, le vote des français n'a pas été respecté

Il faut respecter le vote blanc, pour valider de façon plus juste le choix des responsables, qui ne sont élus qu'avec trop peu de voix.

Sur le vote obligatoire, il y a du pour et du contre. On préférerait le vote par internet, avec des bureaux spéciaux dans les communes.

Le référendum, c'est très dangereux. On peut manipuler, on peut même envisager de supprimer la responsabilité des individus. Regardez ce qui s'est passé avec Mussolini et Hitler. Attention au RIC, cela peut être dangereux, et surtout c'est très conservateur.

La proportionnelle :

- Il faudrait une dose de proportionnelle plus importante pour les municipales, tout en conservant le système majoritaire. Mais avec le dosage actuel, l'opposition ne peut vraiment pas s'exprimer. Il y a un questionnement au niveau national : quel taux ?
- Il faut réveiller la conscience civique, et remettre à l'école une vraie instruction civique

Mettre en place un service civique

Il faut supprimer les retraites et les avantages donnés aux ex-présidents de la République.

Comment redonner aux gens le goût de la politique ? Aujourd'hui, on est que 40 personnes présentes au débat. C'est un vrai problème. Comment refaire revivre la citoyenneté ? Comment attirer les jeunes, qui sont très absents, et toujours sur leurs réseaux sociaux.

Est-il normal que des gens condamnés puissent réélus ? On manque vraiment d'informations sur ce sujet.

S'il y eu les gilets jaunes, c'est que les citoyens ont le sentiment de ne pas être reconnus, voire d'être méprisés. Mais dans notre atelier, le débat c'était très bien.

Il n'y a pas beaucoup de jeunes présents mais les jeunes travaillent, ils n'ont pas le temps, et nous, les vieux, les retraités, on est leur porte-parole !

Sur le vote blanc, je ne suis pas d'accord (mais je suis pour le vote obligatoire). Il faut savoir faire un choix, et à la dernière présidentielle, il y avait 13 candidats, ce qui laisse du choix. Et si on n'est pas d'accord avec eux, rien ne nous empêche de nous présenter.

Oui, mais ce qui ne marche pas, c'est au second tour, où il n'y en a plus que deux ! D'où l'importance de reconnaître le vote blanc. Et puis, se présenter aux élections, cela coûte très cher, et tout le monde n'a pas le budget.

Si on veut des jeunes, il y a une question d'adapter les conditions d'organisation des débats et des conseils. A 19 h, c'est difficile d'être présent quand on travaille et qu'on a des enfants.

Les citoyens ont l'impression que les élus ne les représentent pas. La Démocratie participative n'est pas assez institutionnalisée, ce qui explique cette impression. Les réunions sont facultatives. Donc, il faut organiser et institutionnaliser la Démocratie participative, mais pas avec le RIC, car c'est dangereux. Il y a quelque chose à construire pour mettre en contact élus et citoyens, notamment sous forme de comités de citoyens.

Il faut donner plus de force à la proportionnelle.

Moi, je souhaiterais que tous les gens élus débattent ensemble dans le sens de l'intérêt général. Quand on voit à la télé les débats à l'Assemblée Nationale, c'est triste, on dirait des gamins dans une cour d'école.

Il faudrait écouter un peu plus les citoyens de sa commune, sur les projets communaux.

Sur le RIC, il faut y aller avec beaucoup de prudence, car il y a des sujets très complexes pour lesquels la réponse n'est pas binaire : oui ou non. Attention à la manipulation.

Il faut transformer le terme « opposition » qui est négatif en terme « gestion alternative » qui est beaucoup plus positif.

Quand on vote pour quelqu'un, on élit une personne de confiance qui est très souvent compétent alors que beaucoup d'entre nous, on ne sait pas grand-chose.

Je ne suis pas d'accord. Je fais confiance au Peuple Français. Il n'y a pas de gens incompetents. Et je suis pour la possibilité de révoquer un élu en cours de mandat.

Résumé de Luc Hossepied :

- Mettre une dose de proportionnelle dans toutes les élections, pour adoucir, pacifier, localement comme nationalement
- Le vote blanc : il y du pour et du contre
- Faire vivre la Démocratie : quels moyens utiliser ? L'école, la formation ?

Un intervenant : En Suisse, il y a les votations. On n'est pas plus bêtes ni plus intelligents que les Suisses.

3 - : La transition écologique :

Quelques propositions :

- Taxation des compagnies aériennes sur le kérosène
- Développer le transport collectif, moins cher
- Quand on met un produit sur le marché, penser dès sa conception à son recyclage
- Favoriser et développer la recherche au niveau national. Les chercheurs, en France, n'ont pas une place assez reconnue. La recherche devrait être plus soutenue.
- La monnaie locale : ce serait bien car cela crée du lien, des partenariats locaux
- Favoriser la construction de logements propres, avec un système d'aides à simplifier
- Les grandes entreprises payent pour pouvoir polluer. Il faudrait être plus sévère avec elles
- Le glyphosate ou les produits similaires, il faut l'interdire dès maintenant
- L'éducation écologique doit faire partie des programmes de l'Education Nationale comme le Français ou les maths
- On regrette l'abandon de l'écotaxe
- Qui paye la transition écologique ? C'est souvent la classe moyenne.
- Dans notre atelier, on a décidé de créer un groupe de réflexion sur l'écologie à Templeuve. Il faut se prendre en charge soi-même pour permettre de faire remonter des idées et des exigences à mettre en œuvre.

Résumé de Luc Hossepied :

- Mettre en œuvre le principe pollueur/payeur
- Tout le monde est concerné par la transition écologique
- Il faut de l'innovation
- On attend trop de l'Etat. C'est aussi à chacun de se mobiliser. On devrait tous se sentir concerné.

Un intervenant : sur l'écotaxe, il ne fallait pas faire payer les français, mais tous les camions étrangers. C'est dommage de l'avoir abandonné.

Sur le glyphosate : d'accord pour le remplacer mais par quoi. Pour l'instant on n'a rien trouvé sinon très cher (plus de 10 fois le prix du produit chimique). Par ex : une commune a voulu interdire le glyphosate pour faire partir les mauvaises herbes du cimetière, du coup, il a été reproché au Maire de ne pas entretenir le cimetière. Donc on est revenu au produit chimique.

Remettre l'accent sur l'éducation, notamment sur le respect des saisons, et sur la consommation prioritaire du local, et surtout l'éducation des enfants, plus facile que pour les plus vieux, et pour le tri sélectif, des logos compréhensibles, pour savoir ce que l'on doit faire.

On devrait rendre obligatoire la récupération des eaux de pluie.

Il faudrait une harmonie entre les communes sur le tri sélectif.

Il faudrait promouvoir la recherche pour le remplacement des produits dangereux. Mais on ne peut pas y arriver si on continue à supprimer des postes dans l'Education Nationale, notamment des postes d'enseignants chercheurs. Il faut arrêter les suppressions d'emploi dans l'Education Nationale. Et je suis pessimiste sur le devenir des conclusions du Grand Débat car on est dans une politique de rationalisation, qui aboutit toujours à des suppressions d'emplois.

Conclusions de Luc Hossepied :

- Se donner les moyens pour réussir la transition écologique
- Consommer local et par saisons
- Adapter, modifier, harmoniser les législations et prendre en compte de manière sérieuse le changement climatique.

4 - : La fiscalité et les dépenses publiques :

Le constat :

- L'appréciation de l'utilité de tout service public, quel qu'il soit, ne doit pas être liée au seul critère économique. L'éducation nationale, l'hôpital ne doivent pas être gérés comme des entreprises. Ils ne sont pas là pour faire du profit.
- Il faut accorder une priorité à la lutte contre la pauvreté, le handicap
- On a l'impression que la fiscalité est purement punitive : limitation de vitesse à 80km, radars automatiques, contrôle technique des voitures.
- On a toujours une hausse des impôts et une baisse de la qualité des services publics.

Les propositions :

- Eviter les gâchis
- Meilleure répartition des services publics et des fonctionnaires
- Diminution des dépenses publiques :
 - . La défense nucléaire
 - . Le train de vie de l'Etat
- On veut savoir où vont nos impôts, et promouvoir l'égalité fiscale
- On a supprimé l'ISF mais sans aucune contrepartie. Pour l'impôt nouveau, on veut la preuve que l'argent ainsi épargné par les plus riches est bien allé à l'investissement dans l'entreprise, ou dans l'économie réelle.
- Il faut augmenter la lutte contre l'évasion fiscale et notamment contre les paradis fiscaux et les niches fiscales.
- Taxer les logements libres et reverser l'argent pour les logements sociaux
- Arrêter la vente de nos biens nationaux, de nos bijoux de famille : ex : les autoroutes rapportent trop aux investisseurs privés alors qu'elles ont été construites avec nos impôts
- Créer un revenu minimum d'existence, unique. C'est moins cher que l'ensemble des aides : RSA, APPEL, etc...)
- On veut savoir où va l'argent de nos taxes.
- Il faut taxer le kérosène des avions et le fuel lourd des bateaux, ce qui nécessite une harmonisation mondiale
- Faire payer à tout le monde l'impôt sur le revenu.

Résumé de Luc Hossepied :

- Mettre de l'humain dans nos impôts
- L'ISF, a été supprimé parce qu'on pensait que les riches réinvestiraient. C'est à vérifier, mais ce que l'on sait c'est que les dons aux associations ont lourdement chutés

GRAND DEBAT : ERQUINGHEM-le-SEC

Lieu : Erquinghem-le-Sec

Date : 25 février 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateur : Éric PAURON, Maire d'Erquinghem-le-Sec, avec Laurent PIETRASCEWSKI, député du Nord

Nombre de personnes : 20

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans la salle du Temps Libre (salle des fêtes). Les chaises étaient disposées en demi-cercle autours de l'animateur Laurent PIETRASCEWSKI lui-même. Les thèmes ont été abordés en assemblée générale.

Le maire est resté pendant toute la réunion après avoir accueilli les participants.

A noter la présence de Guy CANIVET, ancien membre du Conseil Constitutionnel, ancien premier président de la Cour de Cassation, référent national du grand débat national.

Ambiance : Très studieuse et chaleureuse, et respectueuse de chacun

Thèmes abordés : Le Maire a prévu deux réunions pour aborder deux par deux les quatre thèmes. Les thèmes choisis pour la réunion du jour étaient :

- La fiscalité et les dépenses publiques
- Organisation de l'Etat et répartition des services publics

1- : La fiscalité et les dépenses publiques :

Il faut modifier le taux de la TVA en le baissant fortement sur les produits de nécessité, en adoptant un taux moyen (15%) sur les dépenses nécessaires comme la santé ou le chauffage, et en adoptant un taux supérieur pour les dépenses de superflu (28%) comme l'électro-ménager ou la voiture, on aurait à peu près le même rendement qu'à l'heure actuelle et on serait plus équitable.

On peut dire que la fiscalité est injuste car le rapport maximum est le fait de la TVA, impôt indirect, mais il faudrait peut-être avoir une autre approche plus positive, que c'est bien de payer des impôts.

Appartenir à la Nation, c'est payer un impôt même symbolique. Donc, tout le monde doit payer l'impôt. C'est une question de symbole, quel qu'en soit le coût de recouvrement, même si c'est cher à collecter.

Baisser la TVA sur les produits de première nécessité, cela entraînera une hausse des prix, car cette baisse sera répercutée sur les prix. Donc, je ne crois pas que cela permettra un gain de pouvoir d'achat. Et si on a un taux trop fort, comme 28%, cela entraînera une hausse des prix. Chaque fois qu'on a tenté de donner du pouvoir d'achat, on a fini par une hausse des prix.

Sur la TVA, quid de la fiscalité sur les carburants ? On ne sait pas ce qui est responsable de la hausse des prix : les taxes ou le prix du pétrole.

Je ne paye pas des taxes ou des impôts. Je préfère dire que j'achète des services publics : La Santé, par ex. Si je me soigne en France, je paye beaucoup moins cher qu'aux Etats-Unis. Pour le carburant, c'est un peu pareil ! On paye, mais on achète aussi du confort quand on prend sa voiture.

Transport collectif ou co-voiturage : oui, mais à condition que tous les horaires de travail soient les mêmes. Et, en fait, dans notre village, il n'y a pas de transports en commun.

Et, souvent, les transports en commun sont inconfortables. Les enfants sont serrés comme des sardines. Et, en plus on paye ces transports inconfortables ou irréguliers.

Un responsable d'Ilevia (NDLR : Société de transport de la Métropole de Lille): Le chauffeur n'a pas le droit de laisser des enfants mineurs sur le bord de la route. Il faut nous faire remonter toutes les informations, pour éventuellement réorganiser l'offre de transport.

La difficulté du co-voiturage, c'est le problème des horaires. Moi, je travaille en horaires décalés. Je suis obligé de prendre ma voiture pour aller au travail.

En plus, si tout le monde part en même temps, on a des bouchons énormes sur la route.

Et puis, non seulement on a des horaires décalés, mais aussi des horaires variables. Donc, le co-voiturage, c'est très compliqué.

Mais, il faut convaincre son employeur d'organiser ses horaires de travail, pour faciliter le transport domicile travail. Cela peut être long mais on y arrive si on peut démontrer que tout le monde, employeur et salarié est gagnant.

Mon problème à moi, c'est quand on va au CHR. On convoque tout le monde à la même heure à 8 h 30. Mais moi, venant de mon village avec mon mari handicapé, je ne peux pas être présent à cette heure-là. En plus, comme tout le monde est convoqué en même temps, on attend toute la matinée.

Où en est le projet de taxation positive ? Pour les gens qui accepteraient de décaler leurs horaires, ils seraient rémunérés.

On peut aussi faire en sorte que l'A 25 et la N25 soient payantes, ce qui inciterait les camions à passer par l'A26 et la Belgique.

Bien sûr, il y aurait des inconvénients comme la hausse du prix des marchandises transportées.

Moi, j'ai réussi à obtenir de mon employeur (je travaille dans un service public) de décaler mes horaires, ce qui me permet d'éviter les bouchons.

Et puis, il y aurait la possibilité du télétravail, surtout avec l'arrivée de la fibre optique.

Ou bien encore, une file réservée pour les voitures en co-voiturage, et un péage pour les autres.

Il faut convaincre les entreprises pour obtenir des horaires décalés, sur le modèle de ce qui a été fait pour l'emploi des handicapés. Dans ce cas, les entreprises ont été financièrement incitées à employer des handicapés, et cela a marché car les entreprises avaient des aides. Et bien, on doit faire la même chose pour le télétravail et le covoiturage.

Aux Pays-Bas, les bandes d'arrêt d'urgence, munies de feux de circulation, sont ouvertes aux heures de pointe. Mais, aux Pays-Bas, les gens respectent les consignes, ce qui n'est pas le cas en France.

Pourquoi c'est toujours le contribuable qui doit faire des efforts ? Il manque de transports en commun. Si je prends ma voiture, c'est que c'est beaucoup plus rapide. On veut bien faire des

efforts, mais il faut que les collectivités fassent des efforts. Pourquoi il n'y a pas de tramways entre ici et Lille, comme il y en a avec Roubaix et Tourcoing.

Un responsable d'Ilevia : On a intégré le TER dans l'offre de transport pour un euro. De plus, en ce moment, il y a une consultation publique sur le futur plan de transport collectif de la Métropole Lilloise. Participez-y ! Enfin, on a créé le transport à la commande à partir de n'importe quel arrêt de bus ou de TER. Et aussi, on a mis en place du covoiturage en récompensant le covoitureur. Il existe une plateforme dédiée sur internet.

Il manque de transversales autour de Lille et des voies de contournement.

Il faut se parler, il faut faire passer l'information. Par ex : on a fait connaissance à la fête des voisins, et on s'est aperçu qu'on était 4 à travailler au CHR. Donc, le covoiturage, il y a des contraintes mais il suffit de s'organiser. On ne va pas pouvoir continuer à utiliser tout seul sa voiture. De même, pour la conduite à l'école, on s'est organisé entre parents, par roulement. Regardez les parisiens, comme ils ne peuvent pas utiliser leurs voitures, ils se sont mis aux transports collectifs.

Mais, en même temps, les parisiens trouvent normal de passer une heure dans les transports en commun !

Le rôle des politiques, c'est de trouver des solutions pour le plus grand nombre et pas forcément faire du cas par cas.

On est là pour demander des choses à l'Etat, mais on doit se prendre en charge soi-même, que chacun réfléchisse à prendre sa solution.

Moi, je vivais tout près de Lille et j'ai choisi de venir habiter à la campagne. C'est plus compliqué pour les transports, les crèches, etc... mais c'est un choix de vie.

Mais, avant, dans le village (qui était plus petit), il y avait de la convivialité, donc de la solidarité. Il faut refaire de la convivialité et de la solidarité. On recherche la tranquillité à la campagne, mais il ne faut pas rester isolé chez soi.

2 - : L'organisation de l'Etat et des services publics :

On parle toujours de la lourdeur, de la lenteur des services publics, mais il faudrait dire quand même que c'est beau les services publics. Et puis, on rationalise beaucoup trop et c'est moins humain. Il faut revenir à de l'humain, et c'est aussi une meilleure organisation, par exemple entre les maisons médicales et le CHR.

Il y a environ 35.000 communes, dont certaines très petites. Mais au sein de la commune, est-ce qu'un Maire ne pourrait pas proposer à tous ses habitants de prendre une même assurance habitation qu'il négocierait avec la compagnie d'assurances pour obtenir des meilleurs prix ; même chose avec une mutuelle. Le Maire pourrait jouer le rôle d'un acheteur groupé. Une commune de 600 habitants, c'est comme une PME.

Le Maire répond qu'il y a des associations, et que juridiquement ce n'est pas la compétence de la commune, que la commune est déjà bénéficiaire des achats groupés de la Métropole, par ex : pour les fournitures de bureau ou les photocopieurs.

Il y a un débat sur la gestion commune d'une assurance par les Maires (NDLR). On donne l'exemple du choix de la clôture qui entourera le futur nouveau lotissement : qui peut et doit choisir avec tous les problèmes juridiques que cela pose (NDLR)

Avec les réseaux sociaux, tout le monde est au courant de tout. Et pour ceux qui ont de très petits moyens, ils voient ce que gagnent les autres. Et ces gens-là pensent que c'est si dur pour eux, qu'on leur en demande toujours plus. Et, eux, ils ont l'obligation d'équilibrer leur budget, alors que l'Etat est toujours dans le rouge et que c'est toujours les mêmes qui se gavent. Donc, il faut revenir sur certains avantages, notamment par ex : je trouve étonnant qu'on paye l'enterrement de certains élus et de leur famille.

Mais est-ce que c'est vrai ? Oui, au moins en partie !

Et donc, on a supprimé un certain nombre d'avantages pour les députés, notamment le régime spécial de retraite, et il faut continuer à remettre de l'ordre, ce qui n'est pas le cas des sénateurs, par ex pour le régime spécial de retraite ou les frais d'obsèques.

Est-ce qu'il y a besoin d'avoir autant de parlementaires, de députés ou de sénateurs. Je pense qu'il y en a un peu trop et que cela coûte cher.

Il n'y a pas que les députés. Nos ministres coûtent chers également.

Et, le mode d'élection ! Il faudrait une dose de proportionnelle. Et pour réformer, il faudrait passer par le referendum, car les parlementaires ne voudront jamais.

Attention à la réduction du nombre de parlementaires ! Les circonscriptions seront plus grandes. Et dans ces conditions, le député devra être entouré d'une grosse équipe pour rester à proximité. Donc, il ne faut pas faire d'économies sur cela.

Si le député n'est pas présent à la séance, il ne doit pas être payé. Quand on regarde à la télé, il y a trop d'absent. Et puis, quand on les voit, on a l'impression de gamins dans une cour de récré.

Il y a trop de collectivités dans le mille-feuille administratif. Le Maire, c'est essentiel et c'est son boulot de transmettre. Mais, il faut supprimer tous les doublons.

Le département : qu'est-ce qu'il fait ?

Et puis les compétences ne sont pas clairement réparties. On sait rajouter des couches, mais on ne sait pas enlever. Quand on a créé la Région, on n'a pas transféré de fonctionnaires. On a recruté de nouveaux fonctionnaires. C'est bien pour lutter contre le chômage mais cela augmente les dépenses publiques.

Le Maire, c'est effectivement important, mais c'est plus vrai dans les petites et moyennes villes.

Il faut que nos hommes politiques ne fassent pas de la politique leur unique métier. On ne pourrait être politique que pour un temps. A 18 ans, chacun aurait un permis à point politique ! Et quand tous les points seraient utilisés, on devrait prendre un travail ailleurs. Ce qui est mauvais c'est de ne penser qu'à être réélu.

Dans l'entreprise, l'idée est que tout le monde avance ensemble vers un même but, tandis qu'en politique on avance que pour soi-même.

Certes, il faut faire attention avec les salaires des ministres ! Mais avez-vous vu ceux des footballeurs ? On a quand même un problème avec l'argent en France ! L'exemplarité, je suis bien d'accord, mais il faut savoir relativiser.

Il y a là un problème de communication, notamment pour juger du train de vie de l'Etat. Dans les collectivités territoriales, les budgets doivent être à l'équilibre, tandis que le train de vie de l'Etat est opaque.

Un intervenant :

- Liberté : la France est un grand pays

- Fraternité : apprendre à dire bonjour, Au revoir
- Egalité : il faut réduire les écarts, et vous les élus, soyez à l'écoute des citoyens, et supprimer les couches inutiles du mille-feuille.

Moi, j'ai une petite retraite, ça va, je ne me plains pas, mais je suis inquiet, si je dois être placé, comment je vais payer ?

Est-ce qu'on fera un referendum ? Moi, je l'espère sur les propositions qu'on fera à la suite du grand débat.

J'ai bien aimé : je ne paye pas des impôts j'achète du service public.

On ne voit pas bien où vont nos impôts.

Il faudrait qu'on prenne l'habitude en prolongeant le grand débat de se réunir régulièrement pour réfléchir ensemble.

Ce serait bien qu'on se revoie dans un an pour faire le point.

Applaudissements !

GRAND DEBAT : Faculté de Droit de Lille

Lieu : Faculté de droit de Lille

Date : 26 février 2019

Heure : 18 h – 20 h

Organisateur : Florence FOUET, étudiante en Master 2 de droit public

Nombre de personnes : 27

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans le grand amphithéâtre B de la Faculté de Droit. Etaient présents, outre une majorité d'étudiants quelques habitants du quartier. La réunion était animée par Florence FOUET elle-même aidée de quelques uns de ses amis.

Ambiance : Très studieuse et beaucoup de débat avec la présence de syndicalistes étudiants. Les animateurs n'ont pas repris au sens strict les 4 thèmes du grand débat, mais ont débattu avec des questions reformulées sur des thématiques proches.

Le débat public est important que la prise de parole est très importante. Il y a trop de mépris, pas assez d'emploi, l'élitisme est trop en cour. Il faut améliorer la chose publique.

Quand la Président de la République a parlé d'un grand débat, il a donné la parole à tous les français. Je suis triste de la situation actuelle. J'étais déçue qu'il n'y ait pas de débat organisé par la Mairie. J'étais contente quand j'ai vu une affichette pour le débat national à la faculté et je suis venue.

Moi, je crois qu'il est très important qu'on débattenne avec des personnes physiques et pas seulement sur les réseaux sociaux ou internet, en débattant de manière sereine.

Je suis effectivement plus âgé et j'entends un discours assez triste sur l'avenir. Je veux qu'on parle aussi du positif car on vit dans un pays qui nous permet ce genre de débat.

L'objectif serait de pouvoir recommencer à débattre régulièrement.

C'est important qu'il y ait un grand débat mais on s'interroge si ce n'est pas pour faire taire le mouvement des gilets jaunes. Donc, on est prudent et on émet des réserves sur la manière dont le cadre a été organisé et comment les propositions seront prises en compte.

1- : Sur la Démocratie :

Je ne veux pas vivre dans une situation où il y a moins d'élus nationaux car il y aura un problème de proximité. On pense que l'écu est cher, corrompu. Mais je ne suis pas d'accord. Car en même temps, on demande plus de proximité. Et comment le député fera s'il a une plus grande circonscription.

Si on supprime le Sénat, on enlève un contre pouvoir. Il faut parfois prendre du temps pour faire des réformes. En revanche, comment peut-on moraliser la vie politique. Faut-il un code de déontologie des élus ? Un vrai statut avec des obligations et des sanctions en cas de non-respect.

On veut plus d'encadrement des élus. Il y a une réelle vindicte populaire. Il faut moraliser la vie politique. On est peut-être dans une nouvelle conscience politique.

Les élus devraient être sanctionnés financièrement. Et avant qu'il ne vote nationalement, il faudrait qu'il consulte la base par un vote local.

Est-ce que le problème ne vient pas de l'élection ? Mr Macron n'a été élu qu'avec 22% des inscrits. Il faut y ajouter le problème du second tour, où très souvent on n'a plus le candidat pour lequel on veut voter. Il y a un problème à toutes les élections. Il faudrait sans doute plus de décentralisation, décentraliser le pouvoir. L'élu, c'est toujours le même ; ils sont tous homogènes. Il faudrait pouvoir passer au tirage au sort.

Mais, si on a recours au tirage au sort, comment contrôle – t- on l'Etat. Comment on corrige les inégalités entre les territoires ?

Il y a en effet un mécontentement, un problème de représentativité des élus : il faut renforcer la proportionnelle, la démocratie participative, mais je me méfie du RIC, car je me méfie en général du referendum : Comment les questions sont faites ? Le referendum, c'est toujours un résultat binaire. Donc, il faut préalablement de l'expertise ;

Le RIC a actuellement le vent en poupe, mais je rappelle que dans l'histoire constitutionnelle française le referendum a toujours soutenu des formes très conservatrices. Il ne faut pas mélanger expression directe et progrès, et de citer en exemple l'abolition de la peine de mort.

Le referendum, on ne répond pas à la question posée, mais à une autre question qui est : pour ou contre quelqu'un. Donc, il ne faut l'utiliser qu'au niveau local.

Il faudrait que les élus viennent plus sur le terrain pour expliquer leur politique.

Oui, mais quand on voit combien on est aujourd'hui pour un débat public, on voit combien c'est difficile de faire venir les gens.

Aujourd'hui, on a peut-être laissé trop de pouvoir aux technos. Il faudrait peut-être se reprendre en main, avoir un peu moins peur de faire de la politique.

Mais il y a beaucoup de jeunes précaires qui sont uniquement dans la survie et qui n'ont pas le temps d'en faire.

Aller voter, c'est la moindre des choses. Car ceux qui manifestent, et qui n'ont pas voté empêchent la réalisation d'actions pour lesquelles on a voté. Donc, sans doute, plus de proportionnelle, mais sans organiser du blocage. Il faudrait lier le droit de manifester au droit de voter.

Oui, il faudrait rendre le vote obligatoire.

Mais pourquoi il y a autant d'abstention : il faut donc reconnaître le vote blanc. Le problème : qu'est-ce qu'on fait si le vote blanc est majoritaire. A un moment donné, il faut bien décider.

Sur la représentativité, par ex : sur la politique de la ville, il y a des conseils citoyens qui se mettent en place avec des gens tirés au sort. Mais, au bout d'un moment, les gens ne viennent plus. Donc, il faut trouver autre chose.

J'ai l'impression qu'après les 30 glorieuses, la France s'était endormie. Aujourd'hui, elle est en train de se réveiller

A Lille, il existe beaucoup de conseils citoyens ou de quartier, beaucoup de débats.

Oui, mais les travailleurs ou les gens précaires n'ont pas le temps, ni la possibilité d'y participer. Il faut aller les chercher, les entendre. Il y a beaucoup de bla-bla, mais très peu de concret ?

Sur les réseaux sociaux, l'information est peu vérifiée. Si on les utilise pour les débats, il faut des règles.

Et en plus comment atteindre les gens qui n'ont pas internet, c'est un problème, le numérique.

Il n'y a pas seulement un problème de réseau. Il y a un problème de culture, et de formation. Il faut une autre instruction civique, en parlant des possibilités du débat mais aussi de l'existence des syndicats, des associations.

2 - : L'écologie :

A partir du moment où on voit qu'il fait 20 degrés au mois de février, on sait que l'écologie est un enjeu. Par : l'électricité. D'accord, mais qu'est-ce qu'on fait des batteries, plus le problème de l'extraction des métaux rares pour les fabriquer. J'ai bonne conscience de ne plus consommer de carburant car je suis tout électrique. Mais est-ce que la terre a encore des ressources ?

Pour la voiture, il faut passer aux transports en commun : la gratuité et un meilleur réseau collectif. En ville, c'est plutôt bien. Mais, à la campagne, il n'y a rien. Il vaut mieux améliorer le réseau de transports collectifs plutôt que de dépenser de l'argent pour mettre des portiques anti-fraude.

L'écologie, c'est assez technique. On sait qu'on va à la catastrophe, mais on ne sait pas bien quoi faire. On peut améliorer son comportement individuel mais est-ce suffisant ?

Il faut déjà se bouger soi-même : utiliser les transports collectifs, passer au régime végétarien, ne plus consommer de la viande. Il y a de grandes problématiques : on pourrait mieux nourrir les gens, en consommant moins de viande qui nécessite beaucoup d'eau pour élever le bétail, et nourrir les gens dans le monde entier. On est capable d'arrêter la consommation animale.

La transition écologique, cela peut être aussi des actes individuels. Ex : on mange (notamment de la viande) en raison de sa culture. Mais il ne faut pas une écologie punitive, il faut mieux voir les choses positives (par ex : ne pas interdire ceci ou cela, mais faire évoluer par l'éducation les comportements individuels).

Oui, mais moi, je ne prends pas mon vélo en ville car j'ai peur de me le faire voler.

On est hostile à l'écologie car on a l'impression qu'on demande des efforts toujours aux mêmes. Par ex : les gros bateaux polluent et on me reproche de prendre ma vieille voiture alors qu'il n'y a aucun autre moyen de transport.

L'obsolescence programmée des produits, ce n'est jamais dans le débat sur la transition écologique. Il faut lutter contre cela.

Par ex : les téléphones qui sont toujours remis à jour et qui nous oblige à acheter des nouveaux modèles.

Les gens sont bien sûr responsables de leur consommation mais tout le monde les pousse à la consommation, par : on ne trouve pas de pièces de remplacement en électro-ménager.

Mais c'est surtout quelques très grosses entreprises qui polluent et on demande de changer le comportement individuel. Il y a de l'incompréhension. Le problème, c'est la politique qui est en cause ; on ne nous écoute pas ; le grand débat ressemble à une campagne de Mr Macron. Que notre pays commence par respecter lui-même les accords de Paris, ce qu'il ne fait pas. Quant aux étudiants qui ne sont pas là, pourquoi voulez-vous qu'ils débattent, alors qu'on leur rend leur vie impossible, notamment avec parcours sup, ou la hausse des droits d'inscription.

NDLR : un débat s'engage sur ce qu'on peut faire notamment sur le logement

Plutôt que d'envisager de longs déplacements pour travailler, on doit déménager près de son lieu de travail

Tout le monde ne peut se loger à proximité de son lieu de travail, en raison notamment des prix de l'immobilier.

La solution, c'est peut-être le télétravail.

Moi, je suis d'accord ; il faut d'abord modifier mon comportement individuel.

Elle existe cette prise de conscience individuelle sur l'importance de l'écologie, mais ce n'est peut-être pas suffisant.

Mais même si tout le monde modifie son comportement individuel, les grandes entreprises continueront à polluer.

Mais non, car les grandes entreprises fabriquent les produits que les consommateurs veulent bien acheter. Les grandes entreprises, c'est nous !

Mais non, ce sont les grandes entreprises qui ont la force. Car, il y a des personnes qui ne peuvent pas changer leur comportement, qui n'en ont pas les moyens ; par : il y a beaucoup d'étudiants précaires, et ce n'est pas à eux de faire un effort.

Pour moi, le problème le plus important est la préservation de la biodiversité.

C'est à l'Etat de prendre en charge cette politique de transition. Et notamment pour changer nos comportements, mais agir au niveau des entreprises, et surtout agir au niveau mondial.

Il faut donner de la transparence dans l'information et de la formation pour qu'on ait une empreinte écolo plus faible.

Il y a une urgence écolo, mais la France, c'est trop petit tout seul. Il faut au moins une politique européenne ; tout seul, la France, c'est une goutte d'eau.

Il y a une prise de conscience, mais comment inciter les gens et les entreprises à changer.

Il y a un poids énorme des lobbies, notamment sur l'Etat. Le consommateur n'est pas responsable ; il est conduit par les forces économiques à consommer d'une certaine façon. Le libre arbitre m'apparaît assez faible.

Il faut relativiser la liberté individuelle car par ex : tous les vêtements viennent de pays à bas coût de main d'œuvre. Il faut donc une politique plus globale.

C'est la surconsommation qui génère les coûts. Ex : regarder les gardes robes, suis-je condamnée à acheter du pas cher ? Non, c'est au citoyen de décider. J'achète plus cher, plus écolo, plus français mais beaucoup moins en quantité. C'est donc au citoyen de décider. D'ailleurs, les jeunes, vous êtes capables d'acheter des fringues d'occasion, ce qui n'était pas notre cas.

Mais comment faire pour ne pas laisser les plus démunis au bord du chemin ?

On parle du bio. Ce n'est pas forcément écolo de faire du bio ; par ex : le vin bio, où on est obligé d'utiliser plus de cuivre.

Il faut acheter bio, agriculture raisonnable et en plus local.

Le problème, c'est celui de la transparence. Par produit, quelle transparence. Et là, c'est le rôle de l'Etat d'assurer l'information sur l'empreinte carbone d'un produit. Mais, il faut aussi des choix individuels.

L'information, c'est le rôle de l'Etat. Mais il faut que cette politique soit internationale.

Si on punit les entreprises, qu'est-ce qu'on fait des travailleurs. Qu'est-ce qu'on fait des salariés qui travaillent dans ces entreprises ? Et, pour moi, c'est le rôle de l'Etat.

Avec la transition écologique, il ne faut pas s'inquiéter sur les métiers qui disparaissent, car il y a des métiers qui vont être créés. La transition écologique va permettre de créer des emplois.

Et puis cette transition s'effectue sur plusieurs années.

Est-ce que tout cela ne vient-il pas que le commerce est devenu international. Est-ce qu'il ne faut pas reproduire local, de relocaliser ?

Et si on augmentait le prix des transports ?

Je ne suis pas certain que l'Etat doit là pour montrer le chemin. Il est là pour protéger les faibles. Mais, sinon, je me méfie des organisations étatiques trop lourdes, avec de la politique derrière. Par : aujourd'hui, on taxe plus le diesel alors que le diesel devient plus propre que l'essence. Les politiques ne sont pas toujours très réactifs.

Quand même, l'Etat peut être un bon régulateur.

Mais, la lourdeur administrative existe. Il ne faut pas trop ajouter des lois et des règlements.

Par contre, les entreprises veulent faire des bénéfices et il faut inciter les entreprises à faire de l'écolo bénéficiaires.

Sur la gestion des déchets, et notamment de l'amiante, il faut de la répression.

Dans la transition, on voit qu'on fait quelque chose quand il y a un choc émotionnel, mais chacun réagit en fonction de sa culture. Par ex : après le choc pétrolier, le Brésil s'est mis à l'Ethanol à partir de la canne à sucre, la France au nucléaire et les Pays-Bas au vélo !

Ce que je crois, c'est que c'est à l'Etat de décider d'une voie claire. On ne pourra pas tout faire. Il faut faire des choix entre l'électricité, l'essence, le méthane, l'hydrogène, le GPL.

Une centrale nucléaire : 40 ans de fonctionnement ; 40 ans pour l'arrêter. Mais on la remplace par quoi ?

On peut aussi penser que l'Etat incite, par des aides, à changer les comportements de consommation : par : sur l'isolation des maisons.

Mais, le problème est que tout cela coûte très cher.

Comment assurer sur le long terme cette transition ? Et comment assurer de l'égalité pour assumer le coût forcément important de cette transition ? Quelle fiscalité pour accompagner ? Qui paye cette transition ?

C'est le consommateur qui paye. C'est les impôts. Et l'entreprise bien sûr, c'est le consommateur qui achète.

Mais, il faut que le consommateur ait la possibilité de vivre avec au moins les produits de première nécessité.

Mais, quel impôt pour assurer la transition écologique ? C'est à l'Etat de permettre la redistribution. Attention ! Si vous taxez trop les entreprises en France, elles partiront à l'étranger.

Attention ! L'énergie la plus propre et la moins chère est celle qu'on ne consomme pas !

Est-ce que personne n'est pour le retour de l'ISF ?

Un intervenant défend la réforme de l'ISF en indiquant qu'on ne taxe plus l'investissement dans l'entreprise mais uniquement le capital immobilier. Mais est-ce que l'argent ainsi épargné est bien allé à l'investissement dans l'entreprise.

On a tendance à réécrire tous les ans le code des impôts. Or, l'entrepreneur a besoin de stabilité fiscale, pour monter son business. Si on veut une taxation carbone, il faut l'annoncer clairement avec une stabilité et une permanence de la politique, donc forcément transpartisan.

Il y a des richesses. Il faut mieux les répartir.

Il faut retravailler sur le consentement à l'impôt et notamment sur l'information où vont nos taxes.

Et à l'inverse, il faut faire connaître ce qui est gratuit : la Santé, l'Education Nationale, la Sécurité.

Et la Démocratie a un coût mais ce n'est pas cher.

GRAND DEBAT : Valenciennes - URIOPSS

Lieu : Valenciennes

Date : 27 février 2019

Heure : 9h30 – 12 h

Organisateur : URIOPSS (Union régionale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux des Hauts de France) « Unir les associations pour développer les solidarités »

Nombre de personnes : 13 personnes

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans une école spécialisée 13, rue du Chauffour à Valenciennes. Etaient présents des responsables d'associations du Nord de la France, spécialisées dans la solidarité (personnes âgées, handicapées, SDF)

Animation : L'animation était assurée par l'un des responsables d'associations.

Ambiance : très studieuse, et très respectueuse, de professionnels engagés.

Les thèmes abordés : les thèmes du grand débat national ont été revisités par l'UNIOPSS et les URIOPSS. Thèmes ont été dégagés :

- . Les inégalités sociales et territoriales
- . « L'insécurisation » et la fragilisation des plus modestes
- . L'avenir de notre modèle de protection sociale
- . La place des associations dans l'évolution de notre société
- . L'accès aux services publics pour tous.
- . La transition énergétique et la soutenabilité des plus modestes aux dépenses

Le groupe réuni à Valenciennes a décidé de discuter de trois de ces thèmes :

- . Inégalités sociales et territoriales
- . La fragilisation des plus modestes
- . Le rôle des associations

1 – La Démocratie : Inégalités sociales et territoriales – La fragilisation des plus modestes :

L'aménagement du territoire est capital pour les personnes âgées et les plus faibles, les plus précaires. En général, l'entrée en EPADH est un choix contraint.

L'EPADH, c'est rarement un choix volontaire. C'est essentiel de traiter du problème de la désertification du secteur rural, notamment du manque de place. Donc, la personne âgée est souvent déracinée. L'une des solutions est le développement des services d'aides à domicile. C'est là où se trouve l'intérêt des associations, qui sont souvent les dernières institutions à être présentes (le privé n'y va plus, et non plus les Mairies), et même parfois le secteur associatif est défaillant. L'Etat se doit donc d'intervenir en dernier recours.

Oui, mais sur le rôle de l'Etat : notre pays est trop centralisé. On attend trop de l'Etat. Il faudrait mieux décentraliser. On n'a pas les mêmes besoins en Lozère et dans le Pas-de-Calais. Il y a une trop grande résistance à la décentralisation et à la déconcentration.

Ce qui me frappe, c'est qu'en France on a été embarqué dans des dispositifs d'aménagement du territoire, mais on n'a pas regardé l'impact sur les habitants. Et finalement, les citoyens ne se sont jamais prononcé là-dessus, où on voulait mettre des services publics. Par ex : on a les ARS (Agence régionale de Santé – NDLR). On a des tas d'informations sur les soignants, et on sait très bien où sont les difficultés liées à la désertification, mais on a rien fait. On n'a pas demandé l'avis des citoyens, et on est devant un système bloqué. Il y a un manque de parole des citoyens sur l'aménagement du territoire. Ex : le nord de l'Aisne apparaît totalement abandonné : il y a plus de 20% d'illettrés. Il faut redonner la parole aux résidents.

Il y a une résistance des autres régions à participer à la solidarité nationale, notamment au profit du NPDC. C'est chacun pour soi. On aurait du avoir plus de compensations en raison de nos handicaps. La solidarité nationale ne fonctionne pas.

On oppose zone rurale et zone urbaine, mais parfois, quand on est autiste, il vaut mieux vivre dans certains départements ruraux, où il y a moins d'handicapés et plus de place.

Dans les Hauts de France, il y a beaucoup de placements en Belgique, parce qu'il n'y a pas assez de place en France. Et pour les autistes, il n'y a pas non plus assez de place. Donc, il n'y a pas que les déserts ruraux. Il y a aussi des manques de place en zone urbaine. Il n'y a pas assez de place en IME.

Il ne faut pas être complètement négatif. Il y a de belles institutions comme les SIAD pour la petite enfance et les CIAD pour les aides à domicile.

Pour les aides à domicile, on a du mal à recruter. A quoi sert l'Etat ? Il ne semble pas y avoir de passerelles, de concertation entre le ministère de la Santé et l'Education Nationale. Quant aux EPADH, on a poussé à en construire partout, et maintenant on demande de les regrouper. Autre ex : les maisons médicales entraîne des déserts médicaux dans les quartiers. Qui prend un peu de hauteur pour avoir une politique éclairée. On a l'impression qu'on fait du coup par coup. Il faut harmoniser les règles et avoir une politique claire. On parle des déserts de médecins, mais c'est la même chose avec les soignants : infirmières et aides à domicile.

Les jeunes ont moins la motivation du soin. Les jeunes viennent dans ces métiers parce qu'il y a du boulot. Donc, cela change le contact avec les soignés. On ne sent pas cette même envie de soins.

Il y a sans doute un manque de reconnaissance. Mais il y a plus ; il y a un problème d'éducation.

On a du mal à trouver les clés du processus d'éducation et de motivation. Comment renouveler les sources ?

Il y a au moins un problème éducatif. Il faut que l'enfant ait l'exemple de ses parents militants et engagés.

Pour les jeunes salariés, ils n'ont pas envie de rester en zone rurale. Ils reviennent en zone urbaine car il y a une vie sociale plus animée.

Sur la question de la motivation : quelles sont les perspectives offertes aux jeunes salariés. Il y a plus de possibilités en ville. Et qu'est-ce qu'on offre comme espoir aux jeunes ? Par rapport à nos métiers, quels sont les revenus, quels sont nos besoins ?

Le travail dans notre secteur, c'est d'abord avoir de l'argent pour vivre, mais ce travail ne correspond pas forcément au projet du jeune salarié. La reconnaissance n'y est pas : faible salaire, faible reconnaissance, absence de sens.

Et si on a des salariés avec vocation, on les transforme ou les écœure avec nos indices de performance, les contraintes imposées. Quelle société on veut ?

Il y a un décalage avec le grand vieillissement qui suppose d'avoir de plus grands moyens, et c'est là qu'on réduit le plus les moyens.

En plus, on est toujours en service décalé dans les EPDH. Donc, c'est difficile de conserver nos jeunes.

Il y a un certain paradoxe dans nos modes de vie. On se regroupe dans les villes ou sur les côtes maritimes. Mais on va chercher la tranquillité à la campagne pour nos vacances, pour une vie moins rapide.

On pousse à ouvrir de plus en plus de maisons de services publics, c'est une bonne chose, on en a besoins.

La question de la proximité des soins est essentielle. Il y a cette tendance à la performance, et il y a en même temps une aspiration à une économie solidaire. On sent qu'il y a une appétence pour des initiatives plus locales, et où il ne faudrait pas mettre l'éteignoir de la norme et de la réglementation. Et ce sera une solution pour innover le territoire. Et puis, les citoyens ne savent pas pour quels pouvoirs, pour quelles compétences ils votent. Les maisons locales de service public, c'est un projet qui donne du sens. Il faut y faire intervenir les citoyens.

Sur le problème de la numérisation intensive de la société : pour l'Urssaf, les impôts, la SS, l'APA. Il y a toute une frange de population qui ne sait pas aller sur ces sites internet. Il faut de la formation, mais aussi des personnes physiques aidant dans chaque Mairie, pour réduire l'isolement des personnes qui ne savent pas se servir des nouvelles technologies. Ces sites officiels sont compliqués à utiliser. La numérisation peut renforcer l'isolement.

La notion de maisons de service public revient énormément. La numérisation est partout. : taper 1, taper 2, puis entrer tous les paramètres. Une personne âgée abandonne et ne se connecte plus. Le moindre compteur à eau à ouvrir, c'est un parcours du combattant. Les maisons de service public, ce doit être au sens large : EDF, la Poste, Gaz, la banque (il faut maintenir le DAB en zone rurale même si ce n'est pas rentable !)

La fracture numérique existe partout, même en ville. Car tout est en accès par internet. Par ex : le service d'aide à domicile est accessible par internet. Mais les vieilles personnes n'y comprennent rien. Il faut une aide physique pour aider à la transition numérique. Et, en zone rurale, on pourrait avoir des services mobiles.

Le besoin, c'est de maintenir un service public avec une personne physique. Mais, dans le même temps, on dit si vous voulez une personne physique, il faut payer. Ce n'est plus du service public quand vous voulez quelqu'un et que c'est payant. On change de société et cela fait peur. Car il y a moins de solidarité.

Cela rejoint la définition de la Démocratie. L'e-administration, c'est prévu de longue date. Mais il n'est pas sûr que les citoyens l'aient bien compris. Il y a des côtés positifs, notamment en matière d'accès au droit, et paradoxalement, il y a un décalage avec les citoyens, qui ne sentent plus considérés, qui se trouvent isolés. Le nouveau système numérique ne rencontre pas le citoyen. Où sont les espaces d'information, de dialogue, les maisons de quartier, les services de Mairie. Et puis, il faut pouvoir dire que tel changement on n'en veut pas. Mais comme on ne se parle plus, on ne gère que les crises. Il n'y a plus de politique très claire.

Résumé fait par l'animatrice :

- L'enjeu est celui de la proximité territoriale mais aussi du maintien des relations humaines
- Relations aux pouvoirs publics :

- . La question de la compréhension de l'organisation des services publics
- . La nécessité de la prise en compte de la parole des citoyens sur les problématiques qui les concernent
- . La problématique de la ressource
- . La continuité de la relation sociale
- . La résistance à la seule lecture de l'activité par la performance. Comment reconstruire un cadre centré sur le sens de l'action sociale.
- . La solidarité interterritoriale
- . L'absence de politique globale claire

2 - : La place des associations dans l'évolution de notre société : Rôle et place des associations dans le dispositif social pour répondre aux besoins des personnes.

En même temps, quand des associations deviennent tentaculaires, elles se comportent comme de véritables entités autonomes. Ces associations n'ont plus l'esprit du social. Il n'y a plus que l'administration, la gestion, le directeur général. Ces associations deviennent des entreprises, sans avoir la qualité de l'entreprise. On se modernise mais on oublie les familles. Et les adhérents ou les bénéficiaires n'existent plus.

Mais, dans certains secteurs, notamment les personnes âgées, il n'y a plus d'associations de famille. Il n'y a que de très grosses structures ; ce faisant, ces structures conservent quand même des initiatives familiales ou solidaires. Par ailleurs, c'est l'Etat qui délègue au secteur associatif un pan entier de service public. Et on gardera pour les associations la place que l'on voudra bien leur garder.

Sur le handicap, c'est principalement les familles qui l'ont pris en charge avant l'Etat.

Ceci étant, de par les incitations fiscales, l'Etat s'implique dans la gestion du social, notamment pour financer les associations. Par ex : la fin de l'ISF a entraîné des moins perçus très importants pour les associations. Et on n'a pas récupéré l'équivalent. Ma revendication, c'est que la réduction d'impôt devienne un crédit d'impôt, car cela permettrait de financer, même pour les moins riches, mais symboliquement c'est très important.

J'aimerais savoir à quoi sert l'argent dégagé pour la politique sociale, comme la suppression du lundi de Pentecôte.

Je veux bien payer des impôts mais je veux savoir où va mon argent. Je paye des impôts mais pourquoi ? La Poste ferme, il y a peu de transports en commun. Et par : les fonds du Lundi de Pentecôte sont devenus une véritable et couteuse administration.

Pour les EPADH, à la suite de la canicule de 2003, on a transformé les maisons de retraite en EPADH en les médicalisant systématiquement. C'est bien, mais c'est sans doute trop ! Et maintenant, on fait comment ?

Pourquoi le citoyen ne reçoit-il pas tous les ans une lettre explicative à quoi servent nos impôts ? Il faut être mieux informé.

Mais aussi, les gens sont-ils vraiment intéressés ? Est-ce que les gens suivent les informations ? Tant qu'ils ne sont pas directement impactés par le débat, cela ne les intéresse pas.

Il faut certainement de la transparence sur les impôts et leur destination. Il y a le rapport de la cour des comptes ; c'est un élément. Il faut continuer encore et encore l'information et la formation, la

communication pour valoriser l'action, notamment des associations, pour faire voir à quoi ça sert les subventions.

Dans tout ce système des relations pouvoirs publics/associations, il y a des cycles :

- Il y a d'abord un pacte Etat/Associations
- Puis, ensuite il y a un pacte Etat/Associations/Collectivités territoriales. Et quand on lit le pacte, tout y est. Puis, ensuite, on a oublié et plus personne ne connaît le pacte, et n'y croit. Aujourd'hui, l'Etat soutient plus l'idée de développer l'entrepreneuriat social. Ainsi, il soutient plus ces entreprises que les associations familiales. Du coup, il y a de la contestation. Ce pacte n'a plus d'impact. Et donc, quelle confiance peut-on faire à un Etat qui ne respecte plus sa parole. Donc, je souhaite que l'engagement de l'Etat soit garanti non pas annuellement mais tout au long de la durée du mandat politique. Par ailleurs, on nous contrôle d'une manière sévère voire tatillonne et l'Etat ne se rend même plus compte de ses retards de paiement de sommes qu'il s'est pourtant engagé à payer. Le retard peut atteindre une année !

Le bénévolat : C'est un problème de la société d'aujourd'hui. Il y a des difficultés dans le domaine du bénévolat. Il y a moins de bénévoles.

Il y a une grande évolution du bénévolat. Il y a en a toujours mais c'est un bénévolat-zapping. Ceux qui restent dans la durée sont plus rares. Mais on a des bénévoles plus jeunes, avec leur famille. Il y a donc une transformation du bénévolat mais pas une crise du recrutement. Donc, il faut qu'on s'interroge sur cette transformation, et de s'adapter à cette nouvelle population de bénévoles.

On subit la tutelle d'administrations qui ne sont pas elle-même très rigoureuses. Ex : vous recevez une lettre très sèche de l'administration car vous avez trois jours de retard pour envoyer vos états pour le paiement de la subvention, et cette même administration a 9 mois de retard dans le paiement de cette subvention !

Trop souvent, le politique soutient l'association pour la bonne cause et sa bonne image, puis le temps passe. Et on passe à autre chose. Donc, il faut qu'on montre qu'on a une existence qui relève des missions de service public. C'est un lien indispensable.

Il y a quand même des coups de pieds à donner dans la fourmilière de l'administration qui doublonne très souvent :

Résumé par l'animateur :

- Enjeu de garder la participation des familles, et que l'association conserve son ADN
- . Equilibre de la relation entre les pouvoirs publics et les associations
- Transformation sur l'utilisation de l'argent public
- Le problème du bénévolat

GRAND DEBAT : BONDUES

Lieu : Bondues

Date : 4 mars 2019

Heure : 20 h – 22 h 30

Organisateur : Patrick DELEBARRE, Maire de Bondues en présence de Valérie PETIT, députée (LREM) de la 9^{ème} circonscription du Nord

Nombre de personne : 90

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans une salle du groupe scolaire des Obeaux à Bondues. L'animateur était Patrick DELEBARRE lui-même, faisant face aux participants. La réunion était la quatrième, chacune d'entre elles ayant porté ou portant sur l'un des quatre thèmes du grand débat national. Les questions s'affichaient sur un écran. Le thème de la réunion de ce jour était « Démocratie et Citoyenneté »

Ambiance : Très studieuse, et même chaleureuse ; très respectueuse les uns des autres. Le Maire et la députée ont beaucoup pris la parole sur un sujet les concernant directement. Les règles du débat ont été rappelées en début de réunion.

Thème abordé : Démocratie et citoyenneté.

Il y a eu un mot d'accueil du Maire et de la Députée, puis le débat s'est enchaîné à partir de la première des 36 questions du grand débat national qui serviront de trames. (NDLR : le compte-rendu est un verbatim des interventions. Chaque paragraphe correspond à un intervenant)

On a un système avec une représentation dite démocratique, mais ce n'est pas vrai en réalité. Il y a une surreprésentation des fonctionnaires à l'Assemblée Nationale. Car, les fonctionnaires sont protégés dans leurs carrières, qui continuent, et ils retrouvent leur poste si cela se passe mal. Mais la majorité de ceux qui travaillent ne sont pas représentés. Il faudrait une autre sociologie de la représentation.

Nous avons des représentants élus démocratiquement mais une grande partie de l'opinion n'est pas représentée à cause du système électif. Il n'y a pas assez de proportionnelle.

Et les associations, ou les syndicats, même s'ils ne sont pas tous très représentatifs, c'est important car ils défendent nos droits.

Il faut une représentation nationale qui corresponde à notre société.

Il faut que les élus et les pouvoirs publics répondent plus rapidement aux requêtes des citoyens, surtout en matière de santé. Ex : pour l'amiante, il a fallu plus de trente ans pour sa prise en compte, et pendant ce temps beaucoup de gens sont morts. C'est aujourd'hui le cas des problèmes de santé liés aux ondes magnétiques.

Ce que je reproche aux politiciens, même si j'ai confiance en eux, c'est qu'ils cherchent toujours à faire carrière, et qu'ils sont loin de nous. Cela crée de la défiance. Par ex : les jeunes se détournent de la politique.

Il y a la question de la professionnalisation : Par ex : dans les pays nordiques, les gens qui sont élus donnent 5 ans de leur temps puis ensuite ils retournent à leur métier. Ils sont protégés pour cela. En France, ils font de la politique un métier. Donc, il y a un problème de réemploi à la fin de leur mandat. Toute la société doit accepter qu'on puisse avoir plusieurs vies professionnelles, faciliter les allers et retours entre vie privée et vie politique. Mais cela n'est pas dans notre culture française.

On peut faire évoluer cette culture, notamment en allant vers plus de démocratie participative. Les gens ne veulent plus donner de blanc-seing à leurs élus tous les 5 ans. Les gens veulent pouvoir donner en permanence leur avis.

Le non-cumul des mandats, j'y suis favorable. C'est un changement qui permet de faire évoluer notre culture politique.

Le métier d'élus, c'est trop souvent de père en fils.

Renouer le lien entre l'élus et les citoyens, c'est de retrouver de la confiance, et là, il faut que les promesses de campagne soient tenues : annoncer des choses faisables et s'y tenir.

Si on obligeait les salariés à se syndiquer, comme dans certains pays, on aurait peut-être une meilleure représentativité syndicale.

La confiance, c'est aussi l'exemplarité. Les affaires judiciaires concernant les élus en France sont incroyables. Cela est dû aux réseaux. S'il n'y avait pas de cumul, il n'y aurait pas de réseaux.

Mais, ce n'est pas que les élus. C'est aussi le cas des hauts fonctionnaires, avec leur pantouflage.

Il y a un problème avec la permanence des hauts fonctionnaires qui refusent de faire les réformes. Il y a une lourdeur administrative, avec des fonctionnaires qui restent en poste à vie.

Comment améliorer la représentativité des élus :

- Améliorer la fluidité, notamment en permettant aux cadres ou aux responsables syndicaux de l'entreprise de faire de la politique
- Il faut que les chefs d'entreprise fassent un effort, et mettre en place une réglementation réaliste pour aider à l'engagement politique.

Pourquoi ne pas créer un service national pendant 5 ans, ou un permis à point, dans la politique, ou sur le modèle des pompiers volontaires, qui continuent à travailler.

Les politiques, c'est la noblesse, et l'administration c'est le clergé. En réalité, on n'a pas fait la révolution.

Je dirai que c'est plutôt le contraire : les politiques, c'est le clergé et la noblesse la haute administration !

Il y a à l'heure actuelle une réflexion menée par le Sénat pour favoriser le lien entre la politique et le privé : par : en utilisant les personnes en fin de carrière dans l'entreprise. Mais attention aux conflits d'intérêts !

Il y a beaucoup de grands groupes industriels ou commerciaux qui mettent en œuvre des mesures transitoires pour leurs cadres. Il faut une incitation de l'Etat. Mais, il y a une suspicion sur les conflits d'intérêts. Mais il faut tenter de faire évoluer notre culture.

Sur l'exemplarité, ce qui me consterne, c'est la nomination de Mr Juppé au Conseil Constitutionnel, alors qu'il a été condamné. C'est un terrible message envoyé aux gens.

Sur le cumul : il est important que l'« élu reste en rapport avec sa base. Le député pourrait ainsi être conseiller municipal.

Sur le statut de l'« élu, depuis 30 ans, on a beaucoup avancé. On devrait faire des comparaisons avec ce qui se fait ailleurs. Le fonctionnaire a la possibilité de se mettre en disponibilité. En Allemagne, il y a une prise en charge de l'Etat pour que l'« élu retrouve du travail quand il a fini son mandat.

Sur le cumul des mandats, il y a du lobbying pour revenir sur la réforme de 2017.

Cette réforme est une usine à gaz qui ne vaut que pour l'avenir. Il faut simplifier.

Le non-cumul des mandats a été une très bonne chose. Ainsi l'« élu a plus de temps à consacrer à ses électeurs, mais il faudrait limiter dans le temps le nombre de mandat. Pas plus de deux.

Je pensais que j'étais favorable au non-cumul, mais le travail de député est très prenant, tous les jours, et même les nuits de la semaine. Comment faire pour garder un lien avec le terrain ?

Il faut réorganiser le travail à l'Assemblée Nationale.

Mais attention, l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale est fixé par le gouvernement. Il faut sans doute redonner du pouvoir aux parlementaires. Il faut rééquilibrer les pouvoirs entre l'exécutif et le législatif.

Mais comment cela se fait-il qu'il y ait toujours des députés absents en séance ?

Il faut rappeler l'importance du travail en commission, qui est souvent invisible.

Mais quelle est l'efficacité de quelqu'un qui travaille autant ? Ce qui sort ne doit pas être de très bonne qualité !

Les élus locaux sont des exécuteurs de la loi. Le métier de député est très différent. Il fait la loi, et il faut des spécialistes, des juristes. Ce n'est pas le cas du maire. Donc, je pense qu'il ne faut pas de cumul. Si on veut être Maire, c'est pour être local. Député, c'est un autre métier.

Pour les grandes lois, il faudrait consulter les citoyens au plan local. Et pas seulement les élus.

Mais est-ce qu'on ne fait pas trop de lois ?

La notion de non-cumul, cela évoque la déconcentration. On devrait s'attaquer à toutes ces sociétés d'économies mixtes, mélangeant les élus et les chefs d'entreprise. Il y a de l'entre soi, et un cumul épouvantable. Il faut aller chercher des administrateurs indépendants, ouvrir les conseils d'administration à la vie civile.

Au sein du Conseil économique et social régional (CESER), il y a cette représentation. L'autre question, c'est son utilité.

Avec les politiques, on raisonne souvent en termes de pouvoirs, alors qu'il faudrait raisonner sur des réalités économiques. Il faut faire la part du politique et ne pas oublier les citoyens.

Dans une Mairie, il y a une série de délégations. Il faudrait pouvoir déléguer beaucoup plus

Oui, mais les citoyens veulent toujours voir le Maire en personne.

Car s'il doit rester quelque chose au Maire, c'est de faire « société », c'est d'être le plus proche possible des citoyens.

Oui à une dose de proportionnelle mais il ne faut pas recommencer la IVème République. Il faut des instances gouvernables.

Pour certains, une dose de proportionnelle ne servirait à rien.

Attention à la proportionnelle qui risque d'altérer la représentation territoriale.

Au niveau de la représentation des citoyens, le système actuel n'est pas très juste.

Dans le projet de loi constitutionnel, la dose de proportionnelle serait de 15%

Moins, il y a de députés, plus les circonscriptions sont grandes. Donc, cela sera difficile pour le maintien de la proximité. Si vous comparez avec les Etats-Unis, il faut savoir que chaque sénateur est entouré d'une grande équipe de collaborateurs.

Mais si on a des Maires, c'est à eux d'avoir des contacts avec les députés. Ils nous représentent. Donc, on peut avoir moins de députés.

Mais les citoyens veulent voir eux-mêmes leur député !

On essaye d'inventer de nouvelles façons de communiquer avec nos électeurs, via les réseaux sociaux.

Mais est-ce qu'on ne pourrait pas avoir un système pyramidal d'information comme dans l'entreprise.

Plutôt que leur nombre, c'est plutôt une question de méthode. Le problème, c'est le parlementaire qui en fait son métier. Ce qu'il faut chercher, c'est comment être plus efficace.

La question que je me pose est celle de la coexistence du Sénat et du Conseil économique et social (CES). On devrait pouvoir fusionner les deux institutions comme l'avait proposé De Gaulle. On aurait non seulement des élus, mais aussi des représentants de la société civile.

Un intervenant cite les éléments du rapport Dosières sur le nombre d'élus, et des fonctionnaires qui vont avec, et en conclut qu'ils sont beaucoup trop nombreux, et que cela coûte très cher.

La vraie question, c'est le mille-feuille administratif. On crée des strates nouvelles sans supprimer les anciennes et on crée des postes de fonctionnaires (ex : les grandes régions ; les communautés de commune avec les communes)

Les Français sont très attachés à leurs communes. Mais il y a les communautés de communes pour mutualiser tout ce qui est technique. Cela marche bien avec la MEL. On peut sans doute diminuer le nombre d'élus.

Un intervenant cite le rapport de la Cour des Comptes 2016 sur le mille-feuille administratif. On double avec la fonction publique territoriale.

Il n'y a plus de superposition de compétences entre les strates administratives. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas revoir l'organisation territoriale. En revanche, on peut regretter qu'on doive demander, pour un même sujet, des subventions à l'Etat, à la Région ou au département, chacun ayant un bout de la solution du problème posé.

Quand il y a trop d'élus, il y a trop de fonctionnaires, et cela coûte cher.

Il y a sans doute trop de fonctionnaires. Il faut baisser le niveau de vie de l'Etat mais qu'est-ce que nous sommes prêts à abandonner.

Oui, il y a trop d'élus, trop d'échelons territoriaux (qui génèrent trop de fonctionnaires). A quel échelon on va toucher ? Il va falloir renoncer à des choses auxquelles les Français sont viscéralement attachés, comme le département ?

Mais est-ce que ces gens soi-disant viscéralement attachés ont-ils le sens de l'intérêt général, ou défendent-ils des intérêts privés ?

Est-ce qu'on sera capable de créer un consensus ? Par ex : faut-il supprimer le département ? Et qu'est-ce qu'on fait des fonctionnaires protégés par leur statut ? Et la question du statut des fonctionnaires est fondamentale.

On a une population qui n'a aucune formation économique, et qui n'a aucun sens des réalités. Un ménage endetté doit réduire son niveau de vie. C'est la même chose pour un pays. Et le rôle des élus est un rôle pédagogique, d'expliquer aux gens comment cela se passe.

Mais c'est le rôle des débats et de la démocratie participative.

Sur les structures, si on ne réforme pas le statut des fonctionnaires, on ne fera pas d'économies.

Il faut que les citoyens prennent le pouvoir sur le budget. Par ex : Dans les communes, le Maire peut décider que 5% du budget d'investissement soit dédié à la décision des citoyens directement. Et dans d'autres communes, elles mettent en place des budgets inversés, c'est-à-dire pour décider où on baisse les dépenses et où on fait des coupes budgétaires.

Sur les grands enjeux, on devrait pouvoir être consultés entre 2 élections.

Il faut rendre le vote obligatoire, à condition de reconnaître le vote blanc.

Moi, je suis contre le vote obligatoire, car je vis dans un pays libre. Et la Liberté, c'est très important.

Le vote est obligatoire en Belgique, alors qu'en France, les gens qui manifestent ne vont pas voter.

Il faut mettre en place une démocratie participative.

Mais comment faire partager la décision à tous ceux qui ne viennent pas. Il faut utiliser les nouveaux moyens informatiques, aller chercher leur avis.

Les absents ont toujours tort !

Non !

Il faut remettre en place la démocratie participative mais il ne faut rien obliger. Il faut que les gens aient la possibilité de participer. Après, on voit.

Deux choses importantes pour que ça marche dans la démocratie participative :

- L'important, c'est l'élu, qui accepte de lâcher du pouvoir.
- ET puis, il y a l'éducation : la démocratie participative se crée sur plusieurs générations. Cela commence à l'école, notamment par l'éducation civique.
- Il y a déjà un gros travail de fait par les enseignants, pour faire en sorte que les enfants deviennent des citoyens.

Si on reconnaît le vote blanc, il faut prévoir qu'à partir d'un certain pourcentage, il faudrait revoter sans que les candidats non élus puissent se représenter.

Le referendum : il y a des textes qui permettent de faire des textes au niveau local. Et il existe des possibilités au niveau national, mais quasiment entre les mains de l'exécutif.

Est-ce qu'il faut améliorer le texte actuel sur le referendum d'initiative parlementaire, le RIP (180 députés et une pétition de 4 millions de personnes)

Il n'y a pas de referendum révocatoire comme dans certains états des Etats-Unis. Faut-il y aller ?

Le referendum sur l'Europe n'a pas été suivi d'effets et cela a été terrible.

Non aux citoyens tirés au sort. Il faut retrouver la confiance dans les élus.

Mais, dans certains pays du Nord, on tire au sort des citoyens pour être associés aux grandes décisions nationales, qui après enquête sortent un rapport avec un certain consensus. On pourrait le faire au niveau communal sur certains grands sujets de société.

Il faut fusionner le Sénat et le conseil économique et social et environnemental.

Sur la laïcité : elle est assez satisfaisante, mais ce doit être une laïcité positive et non pas punitive :

- Respecter le citoyen dans sa liberté de religion
- ET, non punitif, ne fais pas ci, ne fais pas ça.

Pour moi, c'est le débat le plus important. Il y a eu tellement de morts pour qu'il y ait une indépendance entre le clergé et le citoyen. Si on regarde l'histoire, les lois de la République doivent être plus fortes que les lois de la religion. Et notre vie publique ne sera paisible que si on est sûr qu'aucune religion n'est au-dessus des lois de la République.

Le principe de laïcité est accepté par tous les Français, mais le problème, c'est l'application. C'est le rôle de l'Etat de faire appliquer ce principe et de ne pas laisser chaque établissement scolaire se débrouiller avec ce principe.

Le projet de service national universel est une bonne chose : c'est un bon moyen de renforcer l'engagement citoyen dans la société. Il faut permettre aux jeunes de devenir citoyens Et le rectorat de Lille sera un site pilote.

Provoquer des réunions communales pour les jeunes et que cela donnerait des points supplémentaires, sur un passeport citoyen, ou pris en compte dans les livrets du Bac.

La démocratie, ça se construit. C'est donc du donnant-donnant. Le passeport, c'est une très bonne chose, pour inciter les jeunes à s'engager et permettre une reconnaissance de cet engagement.

Il faut apprendre cette citoyenneté dès 5 ans. Par ex : à ne pas jeter les papiers par terre.

Il faut qu'il y ait plus de lien entre l'école, les communes, les parents, la société, les communes.

Il y a 50 ans, il y avait l'instruction civique. Aujourd'hui, c'est l'éducation morale et civique, mais c'est très peu.

Oui, mais, en réalité, toutes les matières doivent faire de l'éducation civique.

Pour chaque diplôme, il faudrait que chacun passe le brevet de secourisme, pour porter les premiers secours.

Normalement, il y a une proposition de loi pour intégrer partout cette formation aux premiers secours.

Il faut que les pouvoirs publics soient plus vigilants à l'égard des lobbies, et qu'il y ait plus de transparence.

Pour lutter contre les incivilités, c'est l'éducation le plus important et peut-être aussi se montrer plus sévère.

Il faudrait s'inspirer du Maire de New York qui parlait du syndrome de la vitre cassée. Dès la première vitre cassée, il faut réparer, sinon la situation se dégrade très vite. Donc, il faut un dispositif de réponse immédiate.

Donc, il faut pouvoir le financer !

Il faut éduquer, prévenir, mais aussi réprimer.

Le lieu où on laisse trop pourrir la situation, c'est le collège. On a trop abandonné la sanction. Il faut reprendre ce lieu.

Autrefois, les parents, les enseignants et les élus étaient sur la même ligne. Aujourd'hui, l'autorité, c'est plus complexe.

On ne parle pas assez du terme « respect ». Le respect, c'est un maître mot de nos valeurs.

La discrimination la plus répandue est celle liée à la fracture numérique, notamment les plus démunis ou les personnes âgées. Il faut qu'au niveau de la commune, il y ait une aide physique (Cela existe déjà mais il faut sans doute multiplier ces aides).

Quand on bénéficie d'une allocation chômage, on doit être un demandeur d'emploi-citoyen. Si on le demande de manière positive, pour aider à la réinsertion, un chômeur peut donner une partie de son temps à du service d'intérêt général.

Le travail, c'est la dignité, mais pour celui qui n'a pas de travail, ce n'est pas indigne de lui demander de participer au service collectif.

Sur l'immigration, il faudrait non seulement une réflexion française, mais aussi et surtout européenne et mondiale.

On sent bien qu'au niveau de l'Europe, on veut faire de l'immigration choisie. L'asile, c'est important et pas remis en question, mais sans doute l'évaluer.

Par contre, le problème, c'est l'immigration économique, et là, nous sommes plus en difficulté.

On a voté une loi économie et immigration en 2018 :

- C'est une question européenne avec de la solidarité entre pays européens (notamment l'Italie et la Grèce)
- Rendre plus efficace le traitement des demandes d'asile et réduire les délais
- Garder le sens de l'accueil
- Mais une immigration choisie ; pas d'immigration économique, mais aider les pays de départ.
- J'ai été choqué que dans des documents de l'Etat, on parle de centre de tri pour les immigrants.

Est-ce que les accords du Touquet vont être renégociés avec le Brexit et que les frontières de la Grande Bretagne soient en Grande Bretagne ?

L'immigration est un problème mondial. S'il y a des migrations climatiques, il faudra que tous les pays soient concernés.

Est-ce qu'il ne faut pas un plan Marshall pour l'immigration ?

Peut-on revoir les accords de Dublin ?

Il faut rappeler que nous sommes un pays d'immigration depuis très longtemps. La France a accueilli en 2018 100.000 personnes pour 65 millions d'habitants. Ce n'est pas si terrible. Nous n'arrêterons pas ce flux>. Les jeunes africains, qui ont internet, viendront dans un pays meilleur que le leur et ils le voient à la télé. Il vaut mieux les accueillir et ne pas jouer sur les peurs. Il faut faire preuve de générosité, d'autant qu'il y a de réels succès.

Mais, il faut que les gens qu'on accueille en France acceptent les lois de la République et parlent français.

Cela s'appelle l'humanité.

S'il y a de l'emploi, on pourra accueillir ces personnes.

La Démocratie doit être un élément fixe de nos valeurs.

GRAND DEBAT : LESQUIN

Lieu : Lesquin

Date : 5 mars 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateurs : Les 7 Maires de l'intercommunalité : Emmerin ; Houplin-Ancoisne ; Lesquin ; Noyelles-les-Seclin ; Templemars ; Vendeville ; Wattignies

Nombre de personnes : 100

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans la grande salle des fêtes attenante à la Mairie de Lesquin, en présence de la télévision régionale W9, qui filmait et enregistrait la réunion. Les débats étaient animés par Jean-Michel LOBRY, journaliste à W9, en présence de son rédacteur en chef. De plus, les participants ont été invités à se connecter sur l'application KLAXON, avec un site spécialement dédié au débat de Lesquin, ce qui permettait à ceux qui le souhaitaient de poser leurs questions en ligne ou de faire valoir leur opinion ou leurs suggestions. L'ensemble de ces éléments recueillis figureront dans le rapport final.

Cette réunion qui se tenait sur les thèmes de la Démocratie et Citoyenneté, et la transition écologique, faisait suite à celle tenue préalablement à Wattignies sur les thèmes de l'organisation de l'Etat et des services publics, et la fiscalité

Etaient présents tout au long de la réunion les 7 Maires ou leurs représentants, et un certain nombre d'élus municipaux.

Ambiance : Très studieuse et chaleureuse et très participative. Le débat s'est déroulé en assemblée générale.

Thèmes abordés :

- La Démocratie et la citoyenneté
- La transition écologique

NDLR : Chaque paragraphe correspond au verbatim d'un intervenant. Les paragraphes précédés de M sont le verbatim de certains messages qui m'ont paru significatifs

La réunion a commencé par une introduction du journaliste animateur du débat. La parole m'a été donnée pour me présenter, et j'ai aussi conclu de quelques mots sur l'importance de protéger et de nourrir notre démocratie.

M : Mais où sont les jeunes ?

1 - : La transition écologique :

Le plus important, c'est la pollution atmosphérique, la pollution de l'air, à cause des milliers de camion qui viennent de tout le nord de l'Europe et qui traversent notre territoire. On ne peut rester comme ça. Trois axes de travail :

- Faire le contournement sud-est de Lille
- Faire le canal à grand gabarit Nord-Seine : un convoi fluvial = 200 camions
- Favoriser les transports en commun et les améliorer

Sur les transports en commun, il faut favoriser l'accessibilité.

Favoriser le transport ferroviaire, le ferroutage et revenir sur l'écotaxe. Il faut la remettre en place et utiliser les portiques. Les fonds générés par ces portails doivent aller vers l'aide à la transition écologique. Et sensibiliser les jeunes à la limitation de vitesse.

Il faut accompagner et aider les gens à acheter des véhicules moins polluants.

Le plus important, c'est la sensibilisation des gens à la transition écologique. On ne peut pas imposer aux gens des règles sans explications.

Le ferroutage, cela existe depuis 1957 en Suisse et en Autriche. Techniquement, on sait faire mais les deux problèmes en France :

- Le manque de fiabilité de la SNCF
- La puissance du lobby des camions

Il faut donc une volonté politique forte.

M : Pour des péages urbains et remettre l'écotaxe

Il y a 40 ans qu'on parle de ferroutage. Si on limitait le rayon des camions à 200 km, on permettrait aux chauffeurs de rentrer chez eux tous les soirs, et on limiterait la concurrence.

Tant qu'on aura un premier ministre havrais, on n'aura pas le canal Nord-Seine.

Comment financer ce qui appartient à tout le monde mais ne rapporte pas, c'est en créant de la monnaie. Il faut mettre en œuvre les préconisations de Mr Larroutou en orientant la création monétaire vers l'économie réelle.

M : Développer les transports en commun mais la MEL a baissé l'enveloppe budgétaire de 10%

Il faut faire la transition écologique agricole pour cultiver autrement.

M : Transport en commun gratuit

Je prends mon vélo tous les matins pour aller au travail, et je vois les bouchons de voiture et les bus assez vides. Pourquoi ne pas instaurer des péages urbains ? Il faut le faire. L'argent généré serait injecté entièrement dans les transports en commun, et puis, il faut privilégier le vélo, l'électricité plutôt que la voiture thermique. Et le péage urbain doit être plus cher que le ticket de bus.

La gratuité des transports en commun, bien sûr, mais comment financer ? Ceci étant, les recettes des tickets des usagers représentent environ 15% du coût total des transports.

La transition énergétique, c'est très nébuleux. On nous explique très mal. Le discours politique comporte beaucoup d'erreurs, d'incohérence. Il faut créer un comité énergétique pluridisciplinaire pour fixer un cap clair.

En ce qui concerne le bus du matin qui est vide, il faut encourager les personnes à prendre le bus. Les entreprises ont l'obligation de financer 50% du coût du forfait de transport par salarié. Il faudrait que l'entreprise le prenne à 100%. Il faut que l'entreprise s'implique. Dans mon entreprise, le patron a accepté de financer à 100% le forfait transport en commun, à condition que la distance domicile-travail soit raisonnable. En plus, il faut développer les parkings en périphérie urbaine reliés aux transports en commun, et mettre en œuvre des péages urbains.

On est venu en famille avec nos enfants. La terre nous appartient et c'est celle qu'on léguera à nos enfants. L'écologie, c'est une contrainte. Il faut que l'Etat prenne des engagements, que ce soit écrit dans la Constitution. Il ne faut pas la rendre punitive. Il vaut mieux récompenser celui qui prend son vélo ou le bus par un bonus. Donc, que l'Etat prenne des engagements écrits et création d'un bonus vertueux. Et, en plus dans les cantines, rendre obligatoire de manger local.

Faire du vélo, ce n'est pas du tout ennuyeux. Mais il faudrait améliorer les droits du vélo. En Galicie, on interdit les voitures en centre-ville, et cela se passe très bien. Il faut renforcer les pistes cyclables. Et taxer le kérosène des avions. En agissant au niveau européen.

Développer le télétravail, au moins partiellement.

Rouvrir et faire vivre les petits commerces, et favoriser les commerces de proximité.

A Lesquin, il y a une ligne de chemin de fer fermée depuis 10 ans. Pourquoi on ne pourrait pas la rouvrir, au moins par du vélo rail ?

Créer des relais pour les déplacements en vélo

A ce moment, l'animateur interrompt les débats et demandent aux participants de donner en un seul mot leur état d'esprits (NDLR : j'ai noté quelques réponses, car elles venaient de partout !) : optimiste ; constructif ; sceptique ; interrogatif ; curieux ; espoir.

Le scepticisme : beaucoup de sensibilisations sur la transition écologique est mise sur le citoyen, et il reste beaucoup à faire au niveau des lobbies industriels. ; Par : le canal Nord-Seine, qui n'avance pas, c'est à cause du lobby des camions. Ce n'est pas suffisant, l'engagement individuel.

Moi, je suis ouvert à tout.

C'est important que des citoyens aient envie d'écouter les autres.

Aujourd'hui, la France, quand elle emprunte, ne paye aucun intérêt. L'Etat en profite, bien sûr. Donc, au niveau européen, création d'une agence européenne de l'écologie, pour favoriser l'innovation. Par ex : sur le ferroutage : créer des lignes neuves de chemin de fer, et développer des navettes autonomes qui sillonnent le territoire, notamment le département, pour évincer la voiture.

M : Favoriser la recherche, notamment sur la voiture autonome.

Je prends également régulièrement mon vélo. Mais l'initiative individuelle écologique n'est pas suffisante. Quand j'en ai pas envie, je reprends ma voiture. Il faut donc des incitations pour que je sois obligé de prendre mon vélo, par exemple quel que soit le temps. Or, on est dans une société de marché. Il faut donc que l'Etat investisse sur les pistes cyclables, et sur les couloirs de bus, et bloquer les voitures pour inciter les gens à prendre les transports en commun, car si on oblige pas, les gens sont naturellement paresseux, comme moi, et reprendront leur voiture. Il faut parfois de la contrainte.

Revoir les seuils de déclenchement des pics de pollution.

M : Développer les espaces de covoiturage et de coworking en proximité avec les lieux de résidence.

Le premier mot que l'on doit avoir, c'est le mot « Respect ». Arrêter d'investir dans les voitures (par ex : arrêter de construire des autoroutes et développer des pistes cyclables), et mettre l'argent dans les transports en commun, et en plus cela crée du lien.

M : Assouplir les normes d'hygiène pour limiter le gâchis alimentaire.

J'ai ouvert un livret d'épargne solidaire. Or, très peu d'argent va à l'épargne solidaire. Donc, l'Etat doit inciter ce type de placement en créant un livret d'épargne spécifique pour la transition écologique, avec un meilleur taux d'intérêt. Et que cet argent soit utilisé pour les projets et développements locaux.

Je conduis mes enfants en voiture à l'école, parce que j'y suis obligé. Mais, on pourrait créer des pedibus pour accompagner les enfants à l'école.

L'agriculture : c'est le plus grand problème, car sans agriculture, pas de nourriture ; tout le monde meurt et on a réglé tous les autres problèmes. Donc, il faut aider à créer une agriculture raisonnée, développant les circuits courts. Et en rémunérant correctement le travail des agriculteurs. Car, les agriculteurs ne s'en sortent pas. En plus, c'est très important pour la santé. Il faut faire de l'agriculture une grande cause nationale. Il faut sortir l'agriculture de l'économie concurrentielle.

Par rapport à la recherche : il faut innover, trouver des méthodes. Donc, il faut une recherche publique, et pas seulement privée. Il faut donner des moyens à la recherche publique pour trouver des moyens de vie. Seule la recherche publique défend l'intérêt général. Le privé ne défend pas les mêmes intérêts.

Sur les pedibus, j'avais déjà proposé de mettre au point un circuit pour accompagner les enfants à l'école. On a fait un questionnaire. Tout le monde était très intéressé. Mais quand il a fallu le réaliser, alors là ! plus personne. Donc, bien sûr qu'il faut le faire, mais il faut une action publique forte, et attention, on veut toujours des baisses d'impôts, mais cette action a un coût !

Sur l'agriculture : Arrêter d'empoisonner les terres, et arrêter les industries alimentaires. Les nourritures industrielles sont immangeables et elles donnent des maladies comme la maladie de Kron, ou le cancer des intestins. Il faut interdire tout profit sur l'alimentaire. Il faut interdire aux entreprises de vendre de la merde, et arrêter d'avoir des actionnaires qui s'enrichissent dessus. Je suis très en colère car, moi, je sais ce que c'est qu'une molécule et ce qu'on peut faire avec.

2 - : Démocratie et citoyenneté :

Ce qu'on est en train de faire aujourd'hui, c'est bien et il faudrait le faire plus souvent. Il faut donner la voix au peuple. Il faut que la proportionnelle soit intégrale. Je sais bien qu'il y a des partis extrêmes, mais est-ce que c'est parce que les gens ont l'impression de ne jamais être écoutés, et ils jouent en réalité à se faire peur pour provoquer. Le gouvernement ne peut s'appuyer sur une majorité artificielle.

Sur les élections, on est sur des systèmes à deux tours. Il faudrait un autre système. On classe les candidats par ordre de préférence, et on procède par élimination, et cela enlève le problème du vote utile. Il y a énormément d'autres façons de voter pour rendre les élus plus représentatifs.

Mais le retour à la proportionnelle, c'est le retour à la IVème République. Il faut une majorité claire pour gouverner. Donc, d'accord, une dose de proportionnelle mais pas plus.

L'Assemblée Nationale, ça fonctionne bien. Il y a le contrôle par le Sénat, mais le dernier mot est à l'Assemblée Nationale. Et il y a le CESE. Moi, je fusionnerai le Sénat avec le CESE.

M : Sur le vote blanc, je ne comprends pas l'intérêt du vote blanc ; voter, c'est s'engager.

Je suis pour le Sénat et le CESE, mais au niveau du CESE, il faut mettre des citoyens tirés au sort.

M : il faut supprimer l'ENA.

Diminuer le nombre de parlementaires et tirer au sort les citoyens pour siéger dans les institutions.

Rendre le vote obligatoire, tirer au sort les scrutateurs, pour faire revenir les jeunes ; cela manque de jeunes.

Et mettre des amendes à ceux qui ne votent pas, par ex : 20 euros, c'est le prix d'un hamburger.

Il y a un problème des règles de procuration. Par ex : vous ne pouvez donner de procuration qu'à une personne votant dans votre commune. Il faut assouplir cette règle, car on déménage beaucoup aujourd'hui.

Je suis pour le vote obligatoire car la Démocratie, c'est un ensemble de droits et de devoirs. Mais la politique est trop réservée à une caste. Les parlementaires sont trop payés. Il faut revenir à du raisonnable. Le Maire est très peu payé. Il ne fait pas moins bien son boulot pour autant. Et le député ne doit rester que député, avec un seul mandat

M : Interdire tout cumul et réduire le mandat du Président de la République à 4 ans.

Dire que les députés ne travaillent pas, c'est faux. Ils travaillent énormément. C'est à nous de choisir les bons. Je suis contre la proportionnelle intégrale. On a besoin de majorité claire et les citoyens doivent jouer leur rôle et se bouger.

Il faut faire de l'éducation à la citoyenneté.

Oui au vote obligatoire mais à condition de reconnaître le vote blanc. Et si le vote blanc atteint un certain seuil, retour aux urnes.

M : tirer au sort les citoyens pour assister les élus dans les instances de décision.

Dans chaque classe, faire des délégués de classe sur l'écologie

Et puis, je constate que les listes électorales ne sont jamais à jour.

Il faut développer le sens de l'intérêt commun et faire revenir la cohésion.

M : Un élu national qui n'applique ce sur quoi il s'est engagé doit immédiatement quitter le pouvoir.

Quand il y a des élections, notamment présidentielles, rien n'est expliqué notamment à la télé. Les journalistes devraient le faire pédagogiquement, et de la vraie pédagogie.

M : Donner des points de retraite à qui s'engage pour le bénévolat.

La citoyenneté, c'est plus vaste que l'élection, c'est ce qui va conserver le vivre ensemble. Il faut reconnaître le bénévolat.

3- : Les autres sujets :

Je suis surprise qu'on ne parle pas assez de la santé, et notamment des déserts médicaux. Par ex : 6 mois d'attente pour avoir un ophtalmo. La santé est devenue un élément comptable ; il y a de moins en moins de personnels ; on reste de moins en moins longtemps à l'hôpital. Il faut nommer un collègue d'experts pour réformer tout cela. Il faut revoir et augmenter les personnels de santé. Et pour la dépendance à domicile, il ne faut pas laisser ce problème aux seules associations.

Dans le plan santé, il y a une suppression du numérus clausus de médecins. Ce numérus a été débile. Et pourquoi ne pas obliger tous ces étudiants en médecine à aller dans les zones désertes, pendant un certain temps, comme pour les fonctionnaires qui sont obligés de servir 10 ans.

Je suis contre le RIC, mais il faut permettre aux citoyens de parler et institutionnaliser cette parole, cette consultation permanente.

Sauver ou périr, c'est la devise des pompiers. Je suis scandalisé des agressions contre les pompiers, le SAMU, le personnel hospitalier. Je propose qu'il y ait des mesures prises par la Justice pour contrer ce phénomène.

L'impôt : on parle toujours de justice fiscale. Et, en même temps, il y a de grandes entreprises qui sont exonérées de taxes ; on privatise beaucoup trop, pour des responsabilités qui relèvent du public. Ex : les autoroutes, les transports. Il y a plein de secteur à republiciser et en plus, on supprime l'ISF, et on a l'impression d'injustice.

Pour les services publics, l'efficacité est secondaire pour aller à l'objectif : on ne prend pas le TGV pour aller à Londres si on veut aller à Douai. Il faut produire des services publics.

J'ai un problème de compréhension sur le tri des déchets, qui n'est pas le même selon les communes.

Sur la transition écologique : la réponse des autorités est tardive sur la pollution. Il faut automatiser la circulation différenciée.

Sur le grand débat, il y a beaucoup plus d'idées dans 65 millions de tête que dans quelques personnes même élus, donc il faut multiplier les débats.

Il y a un problème d'information à propos de la lettre du président. Elle est mal ou pas assez diffusée. Et il faut rappeler que la dette de la France est très importante. Donc, il faut commencer en luttant contre les fraudes fiscales. Il faut supprimer certains privilèges et informer sur l'état réel de la France.

Sur la pollution, il y a beaucoup de sportifs, qui font du vélo et c'est bien, mais le vrai problème c'est que les $\frac{3}{4}$ des camions qui circulent dans notre région sont des camions étrangers qui viennent du Nord et de l'Est. Il faut les faire payer et après il faut des modifications de comportements.

En conclusion, l'animateur, via l'application informatique, pose la question de l'indice de confiance dans ce grand débat : 83 votants pour une moyenne d'environ 3/5. Et à 90% souhaitent de pouvoir recommencer.

GRAND DEBAT : SAINT-AMAND-LES-EAUX

Lieu : Saint-Amand-les-Eaux

Date : 7 mars 2019

Heure : 19 h – 20 h 30

Organisateur : Alain BOCQUET, Maire (PCF) en présence de Fabien ROUSSEL, député (PCF) de la 20^{ème} circonscription du Nord

Nombre de personnes : 70

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans l'espace Jean FERRAT. Les participants étaient assis sur des chaises en rang se faisant face, et les éléments du débat étaient projetés sur écran.

Animation : L'animation était assurée par Mme PATOIR, directrice générale des services.

Ambiance : très studieuse et respectueuse, avec la présence de quelques gilets jaunes, mais aussi d'opposants au Maire. Des échanges avec une grande courtoisie de toute part.

Alain BOCQUET prend la parole pour accueillir les participants et rappeler qu'avec Fabien ROUSSEL, ils ont collecté toutes les informations recueillies sur « les cahiers de doléances et d'espérances », sur les livres ouverts en Mairie, ou des formulaires en ligne ou par e-mail.

Fabien ROUSSEL a précisé, qu'avec la Sénatrice, il avait participé à 7 débats dans sa circonscription, avec environ 400 personnes sur ces mêmes cahiers de doléances et d'espérances.

Mme PATOIR a présenté sous forme de diaporama les principaux résultats de cette consultation (NDLR : Dans le présent rapport, je ne cite que les principaux titres. Ce diaporama sera mis en ligne sur le site du grand débat). J'en donne ici quelques éléments principaux :

- Nombre de contribution :
 - . 133 cahiers individuels
 - . 36 sur les cahiers d'accueil mairie
 - . 28 par le formulaire en ligne
 - . 8 par courrier ou mail
- Total des doléances :
 - . 1381 doléances, la doléance la plus mentionnée l'a été 88 fois
- Répartition des 1381 doléances :
 - . Pouvoir d'achat : 26%
 - . Administration et services publics : 23%
 - . Démocratie et institutions politiques : 17 %
 - . Environnement : 12%
 - . Justice sociale : 11%
 - . Justice fiscale : 11%

- Sur le pouvoir d'achat : augmentation des salaires, des retraites, des pensions d'invalidités, et baisse de la fiscalité
- Sur la Justice sociale : Emploi et droit du travail, régime des retraites, logement, vivre ensemble et solidarité
- Justice fiscale : rétablissement de l'ISF, lutte contre la fraude fiscale, taxer les GAFA, plus de justice fiscale
- La démocratie et les institutions politiques : Le RIC (fortement majoritaire mais pas unanime), la prise en compte du vote blanc, la suppression des avantages à vie pour les élus, la diminution du nombre de parlementaires et du personnel politique, et la baisse des indemnités des élus, plus de souveraineté pour la France en Europe

- Administration, services publics et pouvoirs régaliens : réduire le nombre et la rémunération des hauts fonctionnaires, et le millefeuille administratif ; défendre, développer et améliorer les services publics, notamment la santé, l'éducation, la justice, la sécurité, et l'immigration.
- La protection de l'environnement : protection de la faune, de la flore et développement des transports en commun, voire leur gratuité ; taxer les gros pollueurs, développer les énergies propres, favoriser le transport sur rail, et des moyens pour la transition écologique.

Les 10 priorités comptabilisées dans l'ensemble des contributions :

- 1 : Augmentation des retraites/pensions vieillesse/ suppression CSG (88 doléances)
- 2 : Augmentation des salaires, du SMIC, du pouvoir d'achat (64 doléances)
- 3 : Rétablir l'ISF (38 doléances)
- 4 : Ré indexation des retraites sur le coût de la vie (27 doléances)
- 5, 6, et 7 : Baisser ou supprimer la TVA sur les produits de première nécessité. Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale. Le RIC (26 doléances)
- 8 : Suppression / baisse des avantages des politiques / indemnités à vie (25 doléances)
- 9 : Prise en compte des votes blancs (22 doléances)
- 10 : Diminution du nombre des parlementaires/ personnel politique (21 doléances).

Une fois cette présentation achevée, le débat avec la salle s'est engagée, menée par Mme PATOIR ou Alain BOCQUET (NDLR : chaque paragraphe correspond à une intervention)

Personne ne parle des dividendes. Pourrait-on limiter les dividendes. Cela ne concernerait que les gros actionnaires. Sur le referendum, je suis contre, car le referendum pour l'Europe n'a servi à rien. On n'en a pas tenu compte, et puis je suis assez sceptique « Dites ce dont vous avez besoin, je vous dirai comment vous en priver »

Le RIC, c'est la clé pour résoudre tous les autres problèmes, et dans tous les domaines. Il ne faut pas qu'il y ait de limite dans les compétences d'utilisation du RIC. Il y a une aspiration démocratique pour aller au-delà de la représentation publique.

Pour le fisc, c'est les petits qui ont peur pour leur patrimoine, mais on peut les rassurer en mettant en place une meilleure progressivité de l'impôt : on reçoit en fonction de ses besoins, et on donne en fonction de ce que l'on a

Sur la santé, il faut donner plus de moyens aux EPAD.

Le RIC est une très bonne idée, car c'est la réponse aux problèmes. Il y a besoin d'une démocratie directe. On doit même pouvoir demander la dissolution de l'Assemblée Nationale par le RIC. Et il faut moins de députés.

Il faut rétablir l'ISF. Même aux Etats-Unis, il y a des chercheurs qui pensent qu'il faut plus taxer le patrimoine. Sur l'injustice, il y a un seuil insupportable. Il y a trop de riches trop riches. Il faut aussi chercher des solutions au niveau de l'Europe. Il faut plus de justice fiscale.

Le problème de l'EPAD, c'est au niveau du financement pour les femmes veuves ou isolées qui n'ont pas de ressources. Il ne faut pas de pension de réversion. Il faut que le couple garde les revenus du couple lorsque l'un des conjoints décède. Sur la justice sociale, pourquoi les banques doivent-elles payer des dividendes à leurs actionnaires (alors qu'elles ont été renflouées sur fonds publics) et que les petits épargnants perdent de l'argent avec leur épargne, notamment l'assurance-vie.

Un intervenant lit une lettre qu'il attribue à la ministre Jacqueline Gourault et dans laquelle elle aurait dit que tous les français doivent payer l'impôt sur le revenu, même quelques euros, alors que

seulement 43% des français payent actuellement cet impôt. Ce mécanisme à forte valeur symbolique, redonnerait à chacun le sens de l'impôt, et en même temps, les nouvelles contributions pour les hauts revenus seraient plus progressives.

C'est bien ce qu'elle dit mais elle va pas le faire, c'est pas possible !

Il faut aller vers l'avenir. Regardons l'environnement, la nature est sacrée et on l'abîme. Donc, importance de la beauté de nos villes et villages. Saint-Amand est une très belle ville. Je suis passionné par tous ces débats.

Qu'en est-il de la souveraineté de la France par rapport à l'Europe ? Pourquoi n'arrive-t-on pas à fusionner Alstom et Siemens. Tout cela va partir chez les chinois. Et il y a toutes ces terres agricoles achetées par les chinois. Devra-t-on parler chinois pour vivre en France ?

Bravo pour le commissariat de Saint-Amand parce que celui de Valenciennes, c'est la misère. Il manque de moyens. Car la délinquance est forte (notamment les braquages des commerces de proximité)

Sur la diminution du nombre de parlementaires. Je demande qu'on y fasse attention. Les parlementaires doivent avoir plus de pouvoirs face à l'exécutif, et il vaut mieux qu'il y ait de bonnes lois, et moins de lois de communication qui ne servent à rien. Il faut également limiter les mandats dans le temps. Et bravo aux gilets jaunes, ils nous ont fait refaire de la politique.

Et on s'est bien flasbollé, et gazé et cela personne n'en parle, notamment sur le rond-point en face de Leclerc. La répression qui s'est faite sur les gilets jaunes est scandaleuse. Et en plus, le député qui s'est fait castagné !

L'entreprise n'est pas interpellée dans cette affaire. Il faut aller chercher le pognon où il est, pour le mettre dans la santé par ex. Les produits du capital ont augmenté, mais les salaires ont stagné. Donc, l'entreprise doit être interpellée sur la justice sociale.

Il faut reparler de la fiscalité et notamment de la progressivité.

J'ai beaucoup de sympathie pour les gilets jaunes mais je crains que Macron ne fera rien car ce n'est pas dans ses gênes.

Je fais partie des gilets jaunes. On a bloqué Leclerc ; on a été matraqué par la BAC. Cela fait 4 mois qu'on est dans la rue. On a eu que 100 euros, c'est rien. Donc, on continue, et les flashball, ras-le-bol, et on en a marre d'être gazés.

Moi, je me suis plutôt intéressée à l'espérance et j'avais fait une doléance par rapport à la fin de vie, permettre l'euthanasie.

J'entends le discours sur la diminution du nombre des élus. Mais la réalité du pouvoir n'est pas chez les élus. C'est la finance qui a pris le pouvoir au niveau mondial, et qui tente de se débarrasser des états, par ex : il y a la pression des GAFAM et leur rapport à l'impôt. Il y a un fort risque que tout soit privatisé. Et au sein des Etats, on combat ceux qui s'opposent à ces actions de la finance, et notamment les élus. Or, ces élus constituent un contre-pouvoir. Il ne faut pas se tromper de combat.

Il y a beaucoup d'attente sur les réponses à apporter. (NDLR : l'intervenant reprend les éléments du diaporama)

Je voudrais saluer l'action des gilets jaunes car il a permis ce grand débat, et de mettre en exergue les vrais sujets qui préoccupent les français. Pour la suite de grand débat, les informations que l'on possède sont les suivantes :

Il y a eu 1,3 millions de contributions (et ce n'est pas fini), 9500 réunions locales, et 15.000 cahiers de doléances remplis. On peut les envoyer jusqu'au 15 mars 2019. D'ici à fin mars, il y aura des conférences régionales avec des conférences régionales tirées au sort. Puis, les 1, 2,3 avril, un grand débat à l'Assemblée nationale.

Diminuer le nombre de parlementaires, c'est problématique, car il vaudrait mieux redonner du pouvoir aux parlementaires pour contrôler l'exécutif. Est-ce vraiment une bonne solution ? Si les circonscriptions sont trop grandes, on risque d'avoir des députés hors sol. Il faut au contraire leur donner plus de pouvoirs, et assurer une plus grande diversité des députés (des ouvriers, des salariés des hôpitaux, des gens de la culture, des enseignants, etc...)

Je note que trois doléances recueillent 30% des contributions (c'est le pouvoir d'achat et les salaires et les retraites)

Pour le reste, cela part dans tous les sens car il faut faire tout et le contraire de tout, et très vite.

Sur l'entreprise, il y a une grande différence entre les très grosses entreprises qui font leur profit à l'étranger et les autres qui travaillent en France, qui crée de la richesse en France. Il faut protéger notre appareil de production en France, avant que de protéger la consommation de produits qui viennent à bas prix de l'étranger. Donc, il y a beaucoup de contradictions. Et les bonnes idées sont sympathiques mais la réalisation est plus difficile.

Sur le handicap : une personne handicapée si elle travaille dans un CAT touche-t-elle une retraite comme une autre personne.

Oui, mais il y a des conditions très particulières pour les retraites des handicapés.

Vous renvoyez le salarié à son cas de conscience, sur la consommation des produits. C'est un cercle vicieux, et c'est un argument de droite. Cette finance mondiale a envie de liquider les Etats nations, qui les empêchent encore de faire ce qu'elle veut, et c'est le logiciel de Mr Macron. Mais il faut se réapproprier ce qui nous appartient, ce qui appartient à tout le monde. Il faut reparler des nationalisations : l'électricité, l'eau, les énergies, le transport. On nous avait promis que la privatisation avec la concurrence les prix baisseraient. Mais c'est le contraire. Tout est devenu plus cher. Il faut nationaliser tout ce qui est commun.

Je pense que la vraie fracture, c'est entre le libéralisme et le protectionnisme, plus qu'un problème de droite ou de gauche. Par ex : sous la pression de l'Europe, on devrait privatiser 30% des barrages hydro-électriques, comme on a privatisé les autoroutes

Il n'y a pas que des questions d'argent. On a plutôt parlé de finances que d'espérance. Or, l'économie n'a pas le pouvoir de donner du sens à la vie, et il faut redonner du sens pour un projet de société. Où va notre société, où va notre projet commun ? Quelle société, quel projet de vivre ensemble ? Il faut refaire de la politique

Tout le monde veut défendre la planète mais personne ne veut descendre les poubelles.

Il faut refaire de la politique, et partout où on peut discuter, confronter les idées, c'est important pour échanger et construire.

Sur les nationalisations : il faut renforcer le rôle de l'Etat

GRAND DEBAT : ROUSIES

Lieu : Rousies

Date : 8 mars 2019

Heure : 18 h 30 – 20 h 30

Organisateur : Josiane SULECK, Maire de Rousies

Nombre de personnes : 20

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans la salle communale de l'espace Van Soet. Les chaises étaient alignées face à la Maire et son adjointe Christine Mouton, qui animait les débats. Il faut noter la présence dans la salle de Patrick KANNER, sénateur du Nord, qui n'a pas pris la parole.

Ambiance : chaleureuse et studieuse

Thème : Le choix de la Mairie s'est porté sur le seul thème de la Démocratie et citoyenneté.

Josiane SULECK a prononcé quelques mots d'accueil et justifié son choix de ne débattre que d'un seul thème pour des raisons de temps, puis a passé la parole à Christine MOUTON

NDLR : chaque paragraphe correspond à la retranscription de l'intervention d'un participant.

On fait confiance en n°1 au maire, puis ensuite au député, puis au ministre et enfin au président de la République. C'est le chemin hiérarchique naturel mais est-ce le meilleur.

Moi, celui en qui j'ai le plus confiance pour me représenter, c'est moi-même. Car ma voix que je donne pour l'élu, je ne suis pas toujours avec lui, et c'est pour cela que je suis là ce soir. Car on ne s'engage pas assez personnellement, et donc il y a d'autres personnes qui font le travail pour nous, mais si on n'est pas d'accord, alors il faut qu'on s'engage aussi.

Oui, il faut donner des responsabilités à d'autres, aux associations et aux syndicats, mais tout le monde doit avoir la parole.

Il faut que les gens se bougent et disent ce qu'ils pensent.

Mais, on n'est pas nombreux ce soir.

Et peut-être si on était en groupe, on serait plus fort.

C'est une évolution de la société et des nouveaux outils technologiques. Les gens s'expriment via les réseaux, internet. On a formé notre jeunesse comme ça et on doit en tirer les conséquences. Et il faut que les élus soient plus proches.

Mais aussi, il y a n'importe quoi qui circule sur les réseaux.

Il faut quelqu'un en qui on ait confiance pour faire remonter les problèmes. Si on reste tout seul, sur son idée, on devient aigri et on ne fait rien avancer.

Redéfinir la politique : la politique, c'est le service du peuple ; Est-ce que la politique est vécue comme cela ! Le lien s'est rompu entre les élus et les gens.

Comment ? Que les politiques découvrent qu'ils sont au service du peuple.

Les associations et les syndicats ont un grand rôle à jouer ; par ex : une association de consommateur : les personnes individuelles étaient perdues toutes seules. Elles ne savaient pas se défendre, et on gagnait à peu près à chaque fois quand on les aidait par l'association.

Il faut responsabiliser tout le monde, du simple citoyen au Président de la République, car depuis 40 ans on a l'impression que tout le monde s'en fout.

Une des solutions, c'est de multiplier les réunions comme celle-ci.

Les parents d'élèves ont leur rôle à jouer. Mais, on ne se parle plus ; on est devant son ordinateur, devant sa télé. Et comme il faut des choses qui choquent on ne regarde que ce qui ne va pas.

Actuellement, la critique est facile, surtout derrière son ordinateur.

Moi, je ne suis pas d'accord, il y a beaucoup d'associations où on se parle.

Il faut faire une différence entre le peuple et la foule. Le peuple, c'est respectable, la foule, je ne sais pas ce que c'est.

Je suis admiratif du mouvement des enfants, et des adolescents qui manifestent pour le climat, pour la planète. Ils ont dit : « qu'on prenne notre vie en mains » Les gilets jaunes nous ont aussi montré qu'il faut faire de la politique.

Les jeunes sont en souffrance. Cette petite suédoise, pour le climat, c'est bien ce qu'elle fait. Mais, en France, cela ne bouge pas.

Moi, je suis fier d'être français, mais ce qui est bien, on n'en parle jamais. Donc, il faut que chacun parle avec les autres, s'entraident et disent ce qui va bien. Si on reste assis devant la télé, on est foutu.

Il faut mettre le vote obligatoire et le vote blanc.

Nos parents se sont battus pour que les femmes aient le droit de vote.

Les gens ne se retrouvent plus dans les partis politiques actuels. Les gens n'ont pas envie d'avoir des gens corrompus. On ne croit plus aux hommes politiques.

Plutôt que le vote obligatoire, il faut éduquer par l'école. Car, obliger, c'est la dictature. Car, moi, je pense qu'il y a une génération qui ne comprend pas, qui ne vote pas. On ne voit pas les jeunes. On est 20 aujourd'hui alors qu'on est 4.000 à Rousies.

Remettre l'instruction civique, une phrase de morale tous les jours.

Mais, cela se fait. On continue d'éduquer à l'école.

Mais les responsables, ce sont les parents. C'est aux parents de donner l'exemple.

Et c'est ceux qui ne votent pas qui râlent le plus.

Celui qui n'utilise pas son droit de vote, il n'a qu'à se taire.

Mais, il faut reconnaître le vote blanc.

Oui, mais on présente quand même 20 personnes à l'élection présidentielle, et on va quand même voter blanc ?

Beaucoup d'entre nous, on ne veut pas des gens qui se présentent. Il y a des gens qu'on ne veut pas voir.

La Démocratie : tout le monde, même celui qu'on n'aime pas, a le droit de se présenter, et après on choisit.

On a aussi le problème de trop nombreuses listes au 1^{er} tour. Donc, on attend pour voter le 2nd tour.

Les jeunes, ils ne votent pas parce qu'ils sont écoeurés. Moi, je connais un jeune. Il en est à son 3^{ème} CDD dans sa boîte. Personne ne respecte la loi, notamment dans son entreprise. Mais il craint pour son travail. Alors, il se tait et il ne vote pas car il ne voit pas ce que cela va changer pour lui.

Mais, c'est bien le problème ; depuis 30 ans, il n'y a rien qui a changé. Les jeunes sont précarisés et les gouvernements n'ont rien fait. Et on a un gouvernement qui a massacré les syndicats. Pourquoi voulez-vous qu'ils votent ? On n'est pas dans un monde de bisounours. On ne va plus voter car on a à choisir entre la peste et le choléra. Tout ce qui est promis, ce n'est pas tenu.

Je trouve que « entre la peste et le choléra », c'est dur comme termes.

Le problème vient du manque de travail. Il n'y a pas d'embauche. Avant, il y avait du travail. Et la seule chose que le Président nous dit c'est « traverser la route ». De qui se moque-t-on ? On nous a tout supprimé ; vieux ou jeunes, tout le monde tire la langue et on reporte sa colère sur ceux qui ont fait partir nos industries.

Il faut instaurer de la proportionnelle. Le bipartisme a fait son temps. Comment peut-on admettre qu'il y a seulement deux groupes qui auraient la bien pensance ? Par ex : le referendum sur l'Europe. On a voté non, mais d'autres ont décidé pour nous que c'était bien.

On me dit que trop de proportionnelle, ce serait ingouvernable. Mais c'est déjà ingouvernable.

Et puis, sur les grands sujets, il faut demander l'avis au peuple, régulièrement et ne pas donner tout pouvoir aux élus.

On ne peut pas toujours aller aux urnes. Il ne faut pas que le referendum soit tout le temps. Les gens vont se lasser.

Mais, il faut redonner la parole au peuple.

Par ex : on a donné au privé les autoroutes. On veut privatiser les aéroports. Sur ces questions-là, on doit consulter les français, car tous ces biens nous appartiennent.

Je connais une dame de services pour personnes âgées qui gagne 1300 euros. Ces gens-là n'ont rien à espérer. Ils ne vont pas voter. Et pourtant, je trouve que ces gens-là ont beaucoup de mérite.

Il faut arrêter de trop engraisser les actionnaires. C'est bien ce que font les gilets jaunes, mais pas les casseurs. On est contre les casseurs, mais on a besoin des gilets jaunes.

L'égalité, c'est l'ardente obligation. On voit bien que même en haut lieu, ils s'en rendent compte.

Ceux qui sont éduqués, notamment les médecins, doivent occuper les déserts médicaux, et de manière obligatoire. On ne trouve plus de médecins chez nous.

Au niveau de la santé, on est content d'être français. Bien sûr, il y a les mutuelles. Mais, comparez avec l'Angleterre.

En revanche, au niveau du handicap, on va en Belgique car il y a peu de choses en France.

Le dépassement d'honoraires, est-ce que c'est légal ?

Oui, et il vaut mieux aller à l'hôpital public.

J'ai entendu qu'une Mairie avait fait un appel d'offre pour choisir une mutuelle au meilleur prix pour tous les habitants.

Si on pouvait tous être groupés, on aurait des mutuelles moins cher.

Le nerf de la guerre, c'est l'emploi.

Quand on pense qu'il y a des gens qui travaillent et qui vivent dans leur voiture.

Il faut un droit au logement, je ne supporte pas que les gens vivent dehors.

Être en 2020, et avoir encore besoin des restos du cœur, que des retraités en aient besoin, c'est une honte. C'est très bien les restos du cœur, et je félicite les gens qui s'en occupent, mais cela ne devrait pas exister.

Demander à Mr Macron ; c'est de sa faute ; c'est sa politique.

Et pourtant, les immigrés, on leur donne tout, et pas assez aux pauvres français.

Moi, je ne suis pas d'accord. Je trouve normal d'accueillir, ceux qui souffrent, ceux qui sont torturés dans leurs pays

Oui, mais on doit s'occuper d'abord des français.

Et tous les pays sont gouvernés par des financiers.

N'oubliez pas que la France s'est faite de pleins d'immigrés.

Allez, on cherche des idées pour avancer !

Madame la Maire, quelle est ta capacité de dialoguer avec au-dessus de toi.

J'ai essayé de rencontrer le Président de la République pour lui expliquer qui on était et quels étaient nos problèmes. J'ai reçu une lettre comme quoi il ne pouvait pas me recevoir, et que je serai reçue par le Préfet ; et alors, c'est le sous-préfet qui m'a interpellée en me demandant pourquoi j'avais écrit au Président de la République !

Est-ce qu'il ne faudrait pas des citoyens tirés au sort dans les instances de décisions ?

Je ne suis pas d'accord. Il y a une hiérarchie qui existe, depuis le Maire jusqu'au président. Mais, c'est cette hiérarchie qui ne marche pas. On a l'impression qu'on ne nous écoute pas. Il faut nous écouter et que les élus puissent parler.

Grace aux gilets jaunes, le Président de la République, il se déplace.

Dans cette pyramide hiérarchique, il y a trop d'étages. Le Maire, le député, le ministre, c'est suffisant, mais le département, la Région, le Sénat, à quoi ça sert ? Cela fait seulement de la bureaucratie, et il y en a trop. Il faut supprimer le millefeuille.

Pourquoi continuer à rémunérer les élus après leurs mandats ? Il faut supprimer les avantages acquis. Quand je quitte mon boulot, je perds mes avantages acquis et je n'ai que ma retraite.

Il faut au moins supprimer la moitié des parlementaires

Attention ! Il faudrait d'abord s'informer. Par ex : sur Arte, il y a eu une émission sur l'Allemagne. Il n'y a pas de chômeurs en Allemagne, mais beaucoup de salaires sont très faibles, autour de 400 euros

Avant de limiter le nombre de parlementaires, moi, je crois pas qu'ils sont trop nombreux. Mais je pense que les élus ne sont pas représentatifs. Il faudrait des quotas, d'ouvriers, de femmes, de personnels hospitaliers. C'est cela qu'il faut faire ; pas élire que des riches ou des fonctionnaires ;

Sur la laïcité, il y a encore des progrès à faire ; par ex : l'égalité devant le travail ; il y a de la discrimination ;

Par ex : j'entends des gens qui disent, dans l'équipe de France de foot, il n'y a que des blacks.

Par ex : l'affaire du voile pour les sportives, je trouve cela lamentable qu'on en ait fait un buzz.

Au nom de la laïcité, on muselle le droit de parole. Cela va à l'encontre des idées qu'on prétend défendre. Donc, les gens se replient sur eux. C'est la pensée unique, la bienpensance.

Moi, je ne suis pas d'accord.

Dans les années 80, on avait le droit de rire de tout ; il y avait des humoristes. Aujourd'hui, c'est la bienpensance.

On régresse partout ; avec les femmes, on peut plus avorter ; Simone Veil, elle doit se retourner dans sa tombe.

Moi, j'ai des croyances religieuses. Cela aide. Il y a du bon dans toutes les religions. Bien sûr, il faut être contre les extrêmes. Et la laïcité, cela ne permet pas cela.

Je suis pour un cours de religion, où on apprend l'existence de toutes les religions, pour connaître les religions du monde entier. Les gens auraient une ouverture sur les autres, et se respecteraient.

A travers le sport, on éduque à respecter l'autre.

Il faut renforcer l'éducation religieuse.

Ce n'est pas le rôle de l'école laïque.

Mais si, on manque d'ouverture d'esprit. Il faut apprendre l'amour des autres.

Maintenant, c'est les enfants qui enseignent les parents, qui les dominent.

Il faut ouvrir les yeux, s'asseoir et réfléchir. Et cela nous fera modifier nos comportements.

Il faut fermer les réseaux sociaux et l'ordinateur pour se parler.

Je suis choquée que des mamans achètent des téléphones portables à leurs petits.

Il faut remettre de la citoyenneté. Par ex : il faut préparer au mariage. A la Mairie, on n'a rien. Je suis pour qu'avant le mariage, il y ait une préparation au mariage.

Mais, il n'y a plus de curés.

Il faut appeler les citoyens à être acteurs de leur commune, balayer devant leur porte.

Il faut mobiliser les jeunes. Par ex : pour se payer le permis de conduire, on ferait nettoyer les rues de leur commune et on leur donnerait des moyens pour passer le permis de conduire.

Avant, on avait des lieux pour s'amuser ; aujourd'hui les jeunes ne font plus de boum ; les jeunes ne croient plus aux études ils ont vu que le chômage depuis leur grand-pères et leurs pères.

J'ai essayé de créer une maison de jeunes. Mais, à la réunion de préparation, il n'y a eu personne. Et, après, on dira qu'on ne fait rien.

J'ai été au conseil municipal, dans la majorité, dans l'opposition. Dans l'opposition, on est à peine 6, face à une majorité de 21. On ne peut rien faire, donc les gens se lassent, ne viennent plus. Je n'aime pas le mot opposition. On a des choses à proposer. Il faudrait plus d'équilibre.

Il faut mettre des doses de proportionnelles pour l'équilibre ; et que ceux qui sont élus doivent travailler pour l'intérêt général et non pour leur propre caste. Ainsi, quand on voit à l'Assemblée Nationale, on voit une majorité trop écrasante.

Mais les opposants qui voudraient travailler avec la majorité, ils sont considérés comme des traîtres.

Oui, mais on a l'impression que seuls sont représentés 20% de français qui ont élus leurs représentants. Et les gens ne veulent plus voter, car une fois qu'ils l'ont fait, ils ne sont plus écoutés.

Ce que je voudrais, c'est que les jeunes connaissent la joie que j'avais quand j'étais jeune. C'est pourquoi j'avais lancé cette idée de la maison des jeunes.

Et puis, il y a une grande évolution liée aux réseaux sociaux. On n'arrive plus à se parler.

J'ai essayé de refaire un conseil municipal des jeunes. C'est très difficile ; les jeunes ne croient plus en rien.

Pour lutter contre les incivilités, c'est que les parents donnent l'exemple.

Mais, il faut rappeler que dans notre commune, il y a beaucoup d'associations. Et les jeunes qui ont besoin de plus d'activités, on ne les accroche pas. Il faudrait peut-être aller les chercher. Mais, il nous faut aussi les parents avec nous.

Je ne mets plus ma voiture en face de l'église car elle est toujours dégradée. Et c'est une bande de jeunes qui jettent leur boîte de coca.

Il ne faut pas jeter l'opprobre sur les jeunes. Par ex : c'est un homme de 70 ans qui a griffé ma voiture. Il n'y a pas que les jeunes. Mais, quand je vais dehors ou dans un magasin, il n'y a personne qui répond à mes bonjours.

Il y a les enfants qui jettent leur boîte de coca, mais c'est l'exemple donné aussi par les parents qui jettent n'importe quoi devant chez eux.

On ne se parle plus avec les voisins ; il faut balayer son trottoir, et ne pas faire de bruit le dimanche.

Est-ce qu'on peut rouler à 90 km ? C'est un faux problème. Est-ce qu'on respecte le code de la route ? Non ! Les gens ne respectent pas le code. C'est le peuple français qui est comme ça ! Il faut apprendre à respecter la loi. Avant on avait peur des gendarmes.

Sur le harcèlement de rue, y-a-t-il des punitions ? Est-ce que c'est synonyme d'incivilités ? Il faut condamner.

On a des difficultés avec les poubelles par ex : au city stade. On ramasse beaucoup de cannettes.

Il y a aussi les discriminations. Je vois une affiche avec « tous unis contre la haine » mais je ne vois pas beaucoup de têtes étrangères.

On est tous à un moment victime de discrimination. Par ex : je n'aime pas qu'on dise « les vieux », mais les personnes âgées.

Il y a plein d'autres points dont on voudrait discuter mais on va y passer la nuit. Il faudra d'autres débats. Je n'ai pas dit le 1/10^{ème} de ce que je voulais dire.

Moi, j'aurais voulu parler d'argent. Je veux qu'on baisse les taxes, les impôts, baisser le prix de l'eau, de l'électricité, et surtout les carburants, pour retrouver du pouvoir d'achat. Baisser la TVA sur les produits de première nécessité. On est tous étranglés par les taxes.

Il faut la gratuité pour les dents et les ophtalmos

Il faut taxer les grosses entreprises et pas les PME.

GRAND DEBAT : LILLE BOIS BLANCS

Lieu : Lille (Bois Blancs)

Date : 9 mars 2019

Heure : 10 h – 12 h

Organisation : Laurent PIETRASZEWSKI, député (LREM) de la 11^{ème} circonscription du Nord

Nombre de personnes : 30

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation et animation : La réunion s'est tenue dans une salle de sport du quartier des Bois Blancs à Lille. Les chaises étaient disposées en arc-de-cercle autour de Laurent PIETRASZEWSKI qui animait le débat.

Ambiance : studieuse et appliquée.

Thèmes abordés : tous les thèmes du grand débat

NDLR : Chaque paragraphe correspond à l'intervention d'un participant.

Je voudrais parler du chômage de masse. Beaucoup de famille n'ont pas de travail depuis un temps énorme, alors que ces familles ont une volonté énorme pour que leurs enfants aient une place dans la société. Mais, c'est très compliqué. Une des réponses, c'est la formation, notamment le dédoublement des places. Certes, des mesures sont prises, mais le temps que cela soit mis en place sur le terrain, c'est très long., et les moyens mis en œuvre sont très loin des besoins. Si les gens avaient la connaissance du travail, cela irait beaucoup mieux.

Tout dépend de notre motivation à nous, mais cela dépend aussi des signes forts de l'Etat.

Développer l'enseignement technique pratique. Il y a trop d'éducation intellectuelle. Il faut revaloriser l'enseignement technique. Revaloriser le travail manuel avec une bonne formation.

Dans le problème du chômage, il y a le problème de notre organisation administrative, avec plusieurs administrations ou institutions qui s'en occupent, ce qui divisent les moyens et ne permet pas les actions utiles.

Je ne crois pas à ce débat, car on avait supprimé la taxe d'habitation, or pour moi elle a augmenté de 110 à 308 euros, et la CSG, on m'a enlevé une importante somme d'argent. Alors, c'est quoi ?

Les carburants ne baissent pas. Et ceux qui sont touchés, ceux sont qui doivent prendre leurs voitures pour aller travailler.

Et l'ISF : pourquoi ne pas le remettre. Pourquoi ne pas le redonner aux pauvres retraités.

Je vous interpelle gentiment. Aujourd'hui, les gens n'y croient plus. Je connais ce quartier entrée par entrée, et comme sondage, vous seriez surpris de ce que pense les gens, avec beaucoup de souffrance. D'ailleurs, je ne vois pas beaucoup de gens du quartier ici.

Pour lutter contre le chômage, on crée des strates qui ne communiquent pas beaucoup entre elles.

Sur le chômage, certaines entreprises doivent fermer faute de main-d'œuvre. C'est un comble. Et dans la métallurgie, on n'a plus de main d'œuvre qualifiée. On ne forme plus à ces métiers, alors qu'il y 3 millions de chômeurs. Un autre ex : un pâtissier ne trouve plus d'apprentis.

Mais pourquoi les gens ne veulent plus de ces boulots ? C'est parce que c'est des boulots de merde, pas rémunérés

Mon petit-fils au chômage gagnait 200 euros de plus qu'en travaillant.

Il faut réfléchir sur ces petits boulots mal payés. Car, en travaillant, les gens sont insérés. Donc, il faut réfléchir à la place de ces métiers dans la société. On ne travaille que sur la valeur ajoutée. Or, il faut revaloriser certains boulots car ils sont très utiles. Ne plus seulement travailler sur la valeur ajoutée mais sur l'utilité sociale du travail.

Il faut reformer aux métiers manuels, comme le bâtiment, la chaudronnerie, sans avoir besoin d'aller chercher des travailleurs à l'étranger.

Il faut valoriser ces petits boulots car tout le monde en a besoin. Si on les appelle boulots de merde, on n'y arrivera pas. Il faut valoriser des filières professionnelles. Et au lieu de cela, on finance du chômage.

Quelle est la façon de valoriser certains métiers ? Eh bien, c'est le salaire. Si les métiers pénibles ne sont pas revalorisés, ils n'attireront pas.

Il y a des questions d'appellation : arrêtons de stigmatiser l'enseignement technique. Il faut parler de lycée, pas de lycée général ou technique ; il ne faut pas dire étudiant pour la médecine, et apprenti pour le métier technique. Ils sont tous étudiants.

Il n'y a pas que le salaire, mais aussi la considération, la formation continue. Donc, il faut changer le regard sur ces métiers.

Dans ce pays, on parle souvent de partenaires sociaux, mais dans notre pays, on est plutôt dans la contestation. Il faut donc des syndicats forts, et des patrons exigeants, qui montent un vrai partenariat, avec des volontés de construire ensemble. Je regrette que nous ayons d'un côté le département avec le RSA (important pour aider les personnes à retrouver un emploi) et par ailleurs, la Région et la Métropole qui pensent sur l'économie. Il faut rapprocher les deux compétences. Il faut penser en même temps le social et l'économie. Ce ne doit pas être l'un contre l'autre.

J'habite dans ce quartier depuis 6 ans mais je ne vois pas beaucoup de monde du quartier. Mais je n'ai pas dit que personne ici n'y habitait ! Sur le RSA, très souvent, je me sens insulté par les éléments de langage comme « il est remis à l'emploi », comme si on n'avait pas de dynamisme, ou comme « il y a des quartiers sensibles, donc, il y a des quartiers insensibles ! Pour moi, les gens ne touchent pas trop de chômage, mais pas assez de salaires. Sur la valorisation : ce n'est pas que le salaire ; c'est un langage de bourge ! C'est aussi les conditions de travail qui en font des boulots difficiles ou pénibles. Il faut changer votre logiciel de discussions.

Sur l'école, sur les métiers du manuel, les jeunes ne veulent pas y aller. Dès l'école primaire, il faut faire entrer les métiers de l'entreprise. Il y a trop de séparation entre l'école et l'entreprise. Il faut montrer qu'il y a de beaux métiers, notamment manuels.

Le respect que l'on a pour les métiers difficiles, comme les auxiliaires de vie pour les personnes âgées, je les admire beaucoup et on en a besoin. Pour l'école, comme Saint Luc à Tournai, il faut être aussi bon dans la partie classique que dans la partie manuelle ou artistique. C'est vers cela qu'il faut aller. Et le retour à l'emploi, c'est important.

Mais c'est quoi le but de l'école ? C'est de faire des travailleurs, ou des citoyens ? Depuis 30 ans, on y fait entrer l'entreprise, mais de moins en moins de citoyenneté. C'est à l'entreprise de former les travailleurs dont elle a besoin. L'Education Nationale, c'est d'abord de former des citoyens. Et on a trop abandonné cette formation.

Oui, l'école doit former des citoyens, mais il ne faut pas opposer à la sensibilisation des gens à ce qu'ils vont devenir. C'est intéressant pour un enfant de savoir l'histoire générale mais aussi de lui dire : voilà les filières qui recrutent un peu plus que les autres, et notamment sur les filières manuelles.

Sur le RSA, il faut travailler ensemble. Pour cela, il faut diminuer le nombre de personnes, notamment entre l'Etat, La Région, le département, la communauté de commune et la commune.

Ce sur quoi on débat, on le sait depuis longtemps, mais la société reste immobile. Par ex : la désertification des centres villes, et on reste immobile. Aujourd'hui, j'ai un peu plus d'espoir car il y a des éléments nécessaires qui permettront d'avancer.

Après la réduction du millefeuille, la deuxième proposition est qu'il y a trop de métiers sous-payés. Il faut utiliser le CICE, mais de bonne manière. Les banques n'en ont pas besoin par ex. Il faut l'orienter et le contractualiser. Les entreprises qui touchent le CICE d'avoir s'engager en ce sens.

La troisième proposition est l'ISF. C'est sans doute très bien d'avoir supprimé l'ISF pour l'argent investi dans l'entreprise. Mais ce n'est pas le cas du Yacht ou de la résidence secondaire. Donc, il faut évaluer et voir si l'argent a été réinvesti dans l'entreprise.

L'ISF, c'est un symbole, c'est un totem. Il faut évaluer la politique publique. Ce gouvernement doit faire ce qu'il a promis. Il faut évaluer en quoi cette suppression de l'ISF a été favorable à l'investissement dans l'entreprise et éventuellement revenir sur cette décision.

Sur l'ISF, on peut l'évaluer puis que cet impôt a 40 ans. Est-ce que l'ISF a atteint son objectif ? Quel impact sur l'industrie ? Est-ce que la pauvreté a reculé ? Est-ce que le chômage a reculé ?

Sur la pauvreté en général, elle ne dépend pas que de l'ISF, et de même la situation des entreprises. Mais, c'est un symbole, et quel symbole ! L'appellation, c'est l'impôt de solidarité sur la fortune. On supprime cette solidarité et dans le même temps on supprime les contrats aidés, on crée la CSG. Donc, Macron s'est tiré un LBD tout entier sur lui. C'est une bombe à retardement.

On devrait analyser ce que cela a donné de faire de l'économie libérale, depuis 300 ans. Et quelles en sont les conséquences ? Il faut revenir à la planification. On est en train de tout détruire.

Sur la fiscalité, il faut penser à quoi employer et mieux utiliser l'argent qu'on a. Et aussi comment faire des économies. On est créatif en France pour créer de nouveaux impôts, mais pas sur les économies.

Dans l'organisation de l'Etat, il faut penser à un niveau supplémentaire de la décentralisation. On n'a plus besoin d'un gros Etat. Les gros impôts devraient être levés par les Régions. Aucun élu ne doit être hors de portée d'engueulade. Il faut diminuer le nombre d'administrations centrales et arrêter de tout décider à Paris. Il faut donner du pouvoir au plan local, par ex. aux établissements scolaires locaux.

Ne pas attendre que tout vienne d'en haut. Je travaille à la maison du handicap, avec un service pluridisciplinaire (des médecins, des infirmiers, des enseignants, des travailleurs sociaux des secrétaires), c'est une force multiple. On a envie de fonctionner ensemble. On n'a pas assez en tête qu'on peut faire des tas de chose ensemble sur le terrain, et sans attendre que tout vienne d'en haut. Il y a un potentiel local qu'il est nécessaire de valoriser, et que les gens ont envie d'être bien là où ils sont.

Bien dépenser l'argent public ! La presse fait son boulot. On peut s'interroger sur les très grands projets comme la friche Saint Sauveur. Donc, les citoyens sont prêts à donner leur avis. Comment s'interroger sur les millions à dépenser pour de grands projets qui ne servent à rien, et les citoyens se mobilisent notamment sur les dépenses publiques sur les grands projets.

Sur l'importance de la Région : ex : le Land de Bavière a un bâtiment à Bruxelles. Pourquoi la Région Hauts de France n'aurait-elle pas, elle aussi, un bâtiment à Bruxelles. Il faut donner de l'importance à la Région.

Baisser la TVA sur toutes les ventes d'occasion et sur les pièces de remplacement, plutôt que de pousser à la consommation du neuf, et notamment sur les interventions de réparation à domicile, et favoriser fiscalement le développement durable.

Mettre 0% de TVA sur la base de m³ de fluide : eau, gaz, électricité, sur un quota de base pour que les gens retrouvent du pouvoir d'achat après avoir dépensé pour ces produits essentiels. Et après si vous dépensez plus, vous êtes plus taxés.

Cela devrait être le premier critère : l'impact de la TVA sur le développement durable.

Par ex : j'ai changé de chaudière. J'ai été impressionné des économies faites avec en plus de l'isolation. J'ai divisé par 6 ma consommation. en de fait j'ai fait un gain de pouvoir d'achat.

Il y a des associations qui vous aident pour l'isolation, et ce serait bien d'en faire un plan pluriannuel.

Offrir au citoyen des aides et des conseils sur la pluriannualité. Et notamment que les économies ainsi faites-vous permette de faire un prêt.

Il faut un gouvernement différent. Au lieu de faire de la morale, il faut faire des contrats avec le particulier. Et il faut travailler sur plusieurs exercices, et de manière collective. Par ex : si on a fait des progrès sensible sur le cancer, c'est que les médecins ont mis en place un travail collectif, sans idéologie et sans dogmatisme.

Quand il y a des moyens, et un travail ensemble, il y a moins de souffrance dans le personnel.

Sur la TVA, pourquoi pas plus de progressivité. Pas de TVA sur les produits de première nécessité, et grosse TVA sur les produits de luxe. Autrefois, il y avait un taux à 33%. Et de même entre les entreprises : taxer les entreprises du CAC 40 et dégrever les PME et les artisans.

Sur la progressivité, c'est pas facile sur les impôts indirects mais sur l'impôt direct, c'est faisable, notamment sur la CSG. Tout impôt direct devrait être progressif.

Notre fiscalité a plutôt choisi le proportionnel au progressif. Et les plus riches ne veulent plus du progressif. Et donc, on a moins d'argent. Il faut remettre de la progressivité et non de la proportionnalité.

On est fatigué de faire tout partout pareil en France. Il faut plus de régionalisation. Et l'Etat ne conserverait que le Régalien.

Pourquoi pas ? Mais quid du problème d'équilibre entre les Régions et des mécanismes de répartition. Il faut de la décentralisation mais attention au partage national.

Mais, on pourrait imaginer des péréquations. Ce qui est important, c'est d'afficher qu'on est capable de se prendre en main.

Notre Région a plus de potentiel qu'on ne le croit. Donc, on peut avoir confiance. Et la région Hauts de France aura beaucoup de succès.

Je crois beaucoup à la péréquation entre les territoires. Car il faut trouver un équilibre. Sur la fiscalité, il faut la rendre lisible, la simplifier et la stabiliser. Car la famille comme l'entreprise ont besoin de repères stables. Et je m'interroge sur l'annualité budgétaire et le temps passé tous les ans à préparer et voter les différents budgets par toutes les institutions. Il faudrait peut-être expérimenter de passer du principe annuel à un mécanisme pluriannuel.

Attention sur le régionalisme ! C'est la remise en cause de la République une et indivisible. Pour moi, c'est important l'Etat. Je me méfie de l'éducation à la carte, de la fiscalité à la carte. C'est la voie royale à l'injustice, à l'arbitraire.

La cour des Comptes : une simplification des rapports de la cour des Comptes, pour que cela soit compris par tout le monde. Et comment rendre impératif ses préconisations ?

Qui dit plus grande région dit plus d'éloignement entre l'élu et le citoyen. Si on réduit le millefeuille administratif, on diminue la démocratie. On peut réfléchir au statut de l'élu. Par ex : il faudrait qu'il puisse avoir droit au chômage. Il faut continuer à avoir de la proximité.

La démocratie participative : droit de vote obligatoire avec son identifiant de sécurité sociale et inscrire sur un compte personnel d'information et de formation.

Mais, on se heurtera à la CNIL. Et il faut faire très attention à ce type de propositions. Il peut y avoir des régimes politiques mal intentionnés.

Je pense que le chômage est le problème essentiel. Depuis 30 ans, on a appliqué la même politique, sans résultats alors qu'il y a d'autres pays européens qui ont de meilleures solutions. Pourquoi est-on incapable de faire baisser le chômage en France ?

Moi, je suis très favorable à la démocratie représentative. Je sais, je ne suis pas dans l'air du temps. Il faut lutter contre la volonté de mettre en cause les élus. On peut réformer le mode de scrutin, mais surtout chercher une meilleure représentativité des élus. Attention aux propositions de type referendum, comme le RIC. Alors, qu'il existe déjà dans la constitution un référendum d'initiative partagée. On pourrait améliorer ce système.

Il faut en plus établir en France un système, qui existe ailleurs où on puisse trouver des accords entre patronat et syndicat, et rechercher du consensus. Il y a trop d'idéologie et puis c'est une histoire très française.

Sur le vote obligatoire : attention aux libertés fondamentales, mais je suis pour le vote obligatoire, mais j'abaisserai l'âge de voter à 15 ans, car à cet âge, il y a déjà plein de choses dont on est responsable ;

Sur les démocraties participatives et représentatives, j'ai des conclusions à partir de mes expériences de conseil de quartier. Qu'est-ce qui est démocratique lorsqu'on a des décisions prises malgré des votes contre dans le quartier, comme pour le maintien du Chalet. Je n'opposerai pas les gilets jaunes et le reste. Je n'opposerai pas démocratie participative et représentative. On a besoin des deux.

Je n'ai pas besoin d'obligation de vote. C'est le rôle éducatif des parents ? Et je trouve significatif qu'on n'ait pas parlé d'écologie, et je suis content qu'on n'en ait pas parlé.

La maîtresse a fait élire des délégués de classe mais c'est elle qui continue à commander

Pour être député, il faut qu'on aille voir ce que vous faites, mais en même temps il faut que vous rendiez des comptes.

GRAND DEBAT : LILLE IEP

Lieu : IEP LILLE

Date : 11 mars 2019

Heure : 18 h 30 – 21 h 15

Organisateur : Régénération, et Polymère

Nombre de personnes : 19

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion était organisée par deux mouvements citoyens : Régénération représenté par Vincent BEHAGUE, et Polymère représenté par Michel DAVID. Ces deux mouvements politiques et citoyens ont pour objet de réfléchir à l'évolution de la politique, et d'aider à sa transformation.

La réunion s'est tenue dans les locaux de l'IEP de Lille, rue Auguste Angellier. Les participants, après une courte présentation des animateurs, ont été répartis en deux ateliers sur la base d'un constat de départ sur l'état de notre démocratie. Les participants ont été invités à se présenter, puis, à l'aide de post-it d'opérer un constat, ensuite de faire des propositions et enfin de classer ces dernières par priorité.

Les deux ateliers étaient réunis en assemblée générale en fin de réunion, pour la présentation des différentes propositions et pour un vote sur les priorités.

Animation : L'animation a été principalement assurée par Vincent BEHAGUE et deux autres membres de ces mouvements.

Ambiance : Studieuse, respectueuse et chaleureuse. A noter la présence d'au moins une personne en gilet jaune. Ainsi que d'un journaliste de la voix du Nord.

Le présent rapport est un verbatim. Chaque paragraphe correspond à l'intervention d'un participant, ou de moins ce qu'en a compris l'auteur. Quand il ne s'agit pas du verbatim, les phrases sont précédées de NDLR (note du rédacteur !)

Le thème principal abordé était celui de l'évolution de nos institutions et de la citoyenneté

NDLR : Avant la réunion, était affiché par projecteur le panneau suivant :

« Que faut-il changer dans nos institutions ?

La crise démocratique que nous vivons dure depuis 20 ans. Nous en connaissons les causes : non-représentativité des élus, déficit de participation, très peu de contrôle citoyen,..Quelles solutions pour aller vers plus de démocratie ? »

Les animateurs présentent les mouvements Régénération et Polymère

Puis affiche par rétroprojecteur un constat qui décline les principaux éléments du débat :

« Il y a un déficit de participation politique des citoyens en amont, qui entraîne une non représentativité des élus, surtout avec la faiblesse des partis politiques. Par ex : le Président de la République est élu avec seulement 20% des électeurs inscrits. Cela engendre des mouvements de protestations dans la rue de gens qui n'adhèrent pas à ce projet ou qui ne sentent pas représentés.

Cela résulte également du non renouvellement du personnel politique, partiellement mais incomplètement réalisé toutefois par le mouvement En Marche

Cela entraîne un sentiment d'incapacité à agir.

Les conséquences : une déliquescence des politiques et du système, avec des postures idéologiques, un manque d'objectivité des diagnostics, des débats dominés par le spectacle, des informations peu vérifiées, etc... pour finir par le rejet du système.

Que faire ? :

- Comment renouveler le personnel politique ?
- Accepter de débattre du fonds
- Sortir de la tyrannie de la politique spectacle
- Instituer un contrôle citoyen
- Sortir des postures idéologiques
- Réengager les citoyens »

NDLR : Après s'être répartis en deux groupes, l'un des groupes changent de salle. Je reste avec un seul groupe et je choisis de n'être présent qu'auprès d'un seul groupe. Le verbatim ne concerne que les travaux de ce groupe.

Pour moi, j'ai de la réserve, sur le grand débat, sur la méthode du grand débat ; je suis le mouvement des gilets jaunes depuis le début ; c'est un mouvement tout nouveau. Je pense que le grand débat est une manière pour Mr Macron de faire sa campagne électorale.

La citoyenneté, c'est un gros mot. Personne ne va plus voter. Je suis issu de l'immigration de l'entre-deux guerres, avec des gens, mes parents, qui bossaient énormément, et j'ai l'impression que depuis 30 ans, on vit de leur travail ; on dépense ce qu'ils ont économisé. Ils étaient pourtant heureux, pauvres mais heureux. Et je me pose des questions sur notre situation. Avant, on avait des droits et des devoirs. Aujourd'hui, on a que des droits. J'ai connu une vie communautaire, avec du scoutisme, du patronage. On partageait ensemble avec peu de choses et on était content. Les choses étaient simples. J'ai fait un service militaire à Sissonne, mais certains faisaient volontairement un service long. Là, on permettait aux appelés de passer gratuitement le permis de conduire. Beaucoup d'appelés ne savaient ni lire, ni écrire. On les aidait, on les formait à la conduite, même au permis poids lourds. Il y a des tas de gamins qui ont eu, comme ça, leur permis ; l'ascenseur social pouvait fonctionner. Aujourd'hui, il faut voir combien ça coûte de passer un permis ! A l'école, il y avait l'instruction civique, la morale. Je regrette tout ce côté-là., où on rendait service, où on se rendait service. J'ai aidé des jeunes en perdition, en perdant de l'argent, mais il se passait quelque chose. Après, j'ai été reçu à l'école normale d'instituteur. Les gens qui se présentaient se recyclés. On pouvait changer de métier si on en avait la volonté. Et j'ai encore changé. Je suis devenu professeur d'horticulture, en continuant à m'occuper de gamins en difficulté, pour leur donner la niaque, car c'est avec de la niaque qu'on s'en sort.

Remettre du sens du devoir au niveau des jeunes. On n'aurait pas dû flinguer le service national et celui qui a fait ça est le flingueur de la République.

Il n'y a aucune conscience d'être citoyen français. Ils n'ont plus de cadre. Donc, remettre des cours d'éducation civique, responsabiliser les parents sur ce que sont leurs gosses, et remettre un couperet : un diplôme n'est pas un prix qu'on donne. Il faut qu'il ait de la valeur, et ne doit pas être délivré n'importe comment.

Comment faire groupe à partir de gens très individualistes ?

Il y a toujours le problème de l'homme providentiel.

Lors de la dernière élection présidentielle, on n'a pas eu l'impression de choisir, seulement d'éliminer.

Quels sont les droits et devoirs des élus ? L'écu a des devoirs vis-à-vis des citoyens. Il faut que l'écu respecte les droits. Il y a la question de la moralisation des élus. Et, puis, il y a ceux qui vont aux européennes, qui ne sont que le recyclage de vieux élus, ou d'élus qui ne servent à rien, mais qui touchent énormément sans rien branler.

On ne peut pas demander aux citoyens de respecter les institutions si les élus, les policiers, les hauts fonctionnaires ne les respectent pas. Il faut de l'exemplarité si on veut du respect.

Je ne suis pas trop d'accord que le service militaire permettrait de redevenir citoyen. Mais il y a un problème de citoyenneté, de jeunes qui se sentent rejetés et pas entendus.

Pour passer de garçons à adultes, il n'y a plus de rituels. Avant, on passait de l'école au travail, puis il y avait le service militaire. Il n'y a plus que pour les filles, le passage par la maternité. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de rituel.

Moi je parle de citoyen, c'est-à-dire le fait d'être reconnu, pas discriminé.

Nous, on nous a appris à être cadrés, mais on peut devenir citoyen.

Ce qui me dérange, c'est les liens entre certains politiques et les lobbies ; le manque d'actions sur l'écologie, et les politiques déconnectés des réalités, notamment sociales. Les décisions politiques prises ne sont pas toujours en lien avec la réalité sociale : ex : les aides sociales, les femmes seules, l'accès aux études supérieures.

Il y a une nécessité de la transparence sur le financement de la vie politique : par : qui a financé Mr Macron ?

Comment refaire voter les citoyens ? Tous les politiques sortent des mêmes écoles ; ils sortent tous du même milieu. Les politiques sont très endogames. C'est toujours les mêmes qu'on élite.

Les enfants des classes modestes ou laborieuses, les ouvriers accèdent de moins en moins aux études supérieures. Et le système de la gratuité de l'enseignement profite d'abord et d'autant plus aux enfants des parents qui vont bien, qui sont aisés. C'est tout le problème du non-respect de la carte scolaire.

Je suis lassé des discours complotistes ou catastrophiques. Il faut arrêter de faire monter les populistes. J'en ai marre d'entendre que les élus sont des enfoirés. Je suis pour les élites et la démocratie représentative. Si on continue à leur taper dessus, on va à la catastrophe. Il faut se réunir et travailler ensemble, plutôt que de faire des constats stériles. Mon constat action est celui-là ; OK ! Il faut se bouger ! Viens avec moi dans le match et agissons ensemble. Arrêtons la victimisation ! Faisons ! Il y a urgence à monter des objectifs communs : sur le réchauffement climatique, sur le handicap social.

Mais comment dégager des objectifs communs ? Et bien ! Une partie de ces objectifs dépend de nous, pas seulement des politiques.

Mais il y a une élite un peu politicienne.

Il y a de la paupérisation, et il faut lutter contre cela.

Ce qu'on peut constater, c'est que là où il y a quelque chose d'intéressant pour les gens, cela se passe en dehors du système institutionnel.

Il y a plein d'idées générales, mais on met trop de temps pour les réaliser. Il faut créer un guichet unique des projets citoyens dans chaque ville, où on puisse accueillir tous les projets. Faisons confiance aux acteurs de terrain, et le rôle du politique, ce n'est pas forcément de faire, c'est d'être un facilitateur. On peut se rassembler pour essayer de trouver des solutions en commun pour la

citoyenneté, et cela va concerner une partie de la société. Mais nous ne serions pas là s'il n'y avait eu les gilets jaunes. Cette mobilisation est très particulière ; et est toute nouvelle dans sa forme, ne serait-ce qu'en raison de la place essentielle des femmes dans ce mouvement. Il y a une question : Est-ce que l'Etat n'a pas changé. J'ai l'impression que ses représentants étaient jusqu'alors en charge de la responsabilité, de la protection des autres. Or, l'Etat s'est retiré, notamment dans les services publics, et n'a plus été constructeur de la norme de droit. Traditionnellement, l'Etat était producteur de la norme et relativement protecteur. Ce n'est plus le cas Par : regardez les comportements des policiers vis-à-vis de la jeunesse. Est-ce que l'Etat ne s'est-il pas recentré sur les seules valeurs de police, d'ordre ? Le mouvement des gilets jaunes irrite parce qu'il n'est pas ce qu'on attend d'un tel mouvement. Le mouvement est très hétérogène avec mélangées, de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Il me semble que ce mouvement a pris acte que l'Etat n'était plus protecteur. Le mot abandon est très souvent prononcé par les gilets jaunes. C'est pour cela qu'il nous étonne.

Je trouve que les gilets jaunes ont été super efficaces. Moi, j'étais « Nuits debouts » et cela n'a rien donné. Mais quelle leçon : faut-il être violent pour être efficace. Donc, cela m'inquiète !

Tout le monde sait que le modèle agricole qui a conduit à vider nos campagnes est une catastrophe.

Mais, on peut tirer une analyse globale qu'en réalité toutes les initiatives intéressantes viennent en dehors du système.

Donc, principalement, l'Etat doit redevenir un facilitateur.

Pour l'agriculture, il faut trouver l'équilibre entre le bio et le traditionnel, tout n'est pas parfait dans le bio et tout n'est pas mauvais dans le traditionnel, et reprendre la gestion raisonnable de la terre.

Créer des structures de co-décisions dans les villes avec les citoyens. Car, il faut pouvoir contester mais à un moment il faut aussi pouvoir proposer des décisions, et aussi permettre une formation à la prise de décision politique.

Ce qui m'inquiète, c'est que les gens vont sur les réseaux sociaux. Ils sont surinformés et en même temps il n'y a aucune réflexion. Il faut un minimum de responsabilisation.

C'est difficile de balayer d'un revers de la main des propositions spontanées comme cela. Par ex : le RIC, alors que les gens sont prêts à débattre des modalités d'application. Rappelez-vous, ce projet de constitution européenne, quasiment illisible. Les gens s'en étaient emparés, l'avaient lue. Et on a dit aux gens qui étaient contre qu'ils n'étaient pas des experts. Il y a des gens qui ne veulent plus voter ou faire de la politique traditionnelle parce qu'ils se réclament du peuple et qu'ils sont écartés des grandes décisions. Par exemple, on peut prendre une grande orientation avec le RIC puis, ensuite faire travailler les experts.

Certes, mais prenez l'abolition de la peine de mort. Cela ne serait pas passé parce qu'à l'époque la majorité des français étaient contre. Est-ce que le referendum est toujours facteur de progrès ?

Il faut favoriser l'émergence des idées qui viennent de la société civile, des acteurs de terrain. Et je suis effaré des couches administratives successives monstrueuses et inefficaces pour avoir une décision politique.

Il faut mettre en place la co-décision, plutôt que la simple démocratie participative. Dans le participatif, je donne mon idée et l'élu la réalise. Dans le co-actif, je donne mon idée, et le politique me dit : fais et je t'aide.

Le referendum, cela peut-être un bon outil d'apprentissage de la démocratie, notamment à l'école.

Je suis pour un service civique national, ce qui me permettrait de vivre un truc avec d'autres personnes, de recréer du lien.

Sur l'exemplarité, il faut plus de sévérité sur les déviances.

En matière de police, il faudrait regarder comment cela se passe dans d'autres pays comparables aux notre. Car on décrédibilise toutes les institutions lorsqu'on ne respecte pas les règles de droit.

Il y a un grand problème de transparence dans les nominations dans divers cercles : dans les institutions, les hauts fonctionnaires, les patrons des associations, des collectivités territoriales. Il faut qu'il y ait des contre-pouvoirs pour les nominations.

Pour lutter contre l'abstention, on pourrait mettre en place le vote majoritaire. On note les candidats et on élimine progressivement les moins bien notés.

Comment peut-on choisir des gens si on ne les connaît pas ?

Il faut de la transparence pour les lobbies ; il existe de bonnes techniques pour obtenir de la transparence. Il faut les mettre en œuvre et améliorer la formation des élus.

Utiliser la technique du tirage au sort comme pour les assises ? A voir ?

Et en plus il faut la subsidiarité : que la décision soit prise au plus près de celui qui sait ou qui en est le bénéficiaire ou la victime.

Réfléchir sur les communs : les biens comme l'intelligence.

Mettre en place des dispositifs de deuxième chance.

Ne voir que des choses positives à la Télé

Assurer l'indépendance de la Justice.

Par rapport à la méthode du débat, je trouve que c'est une vieille méthode. On réfléchit à des propositions, on les met en forme et on fait remonter plus haut tout cela et on fait mouliner par une grosse société informatique. Mais en général, cela ne sert à rien. La bonne méthode : si tu as une idée, comment tu fais pour la mettre en application. Et moi, le politique, je t'aide. Ce n'est plus le grand débat, c'est le grand projet.

Dans ce type de débat, on est très méticuleux sur le constat ; un peu moins sur les propositions et quant aux votes, cela peut être très confus et c'est parfois très artificiel et cela peut avoir des effets d'arbitraires. Toutes les élites ont une conception du débat un peu ringarde. Tu es libre de dire ce que tu veux, de toute façon, c'est moi qui décide. Il faut au contraire donner à celui qui propose une idée de la réaliser, ce qui est une forme de responsabilisation. Les droits et devoirs, cela va ensemble. Il ne faut pas les opposer.

Ne pas avoir donné le droit de vote à des parents étrangers dont les enfants peuvent voter, pose des problèmes et cela crée de l'abstention et du communautarisme.

Il y a un déficit de confiance à permettre à quelqu'un notamment jeune de se réaliser.

Et en plus, on est dans une société frileuse, dans une société parachute.

NDLR : Les deux ateliers se réunissent et vont voter sur les propositions. Ces propositions sont inscrites sur des post-it d'une certaine couleur, collés sur le mur. Les constats inscrits sur des post-it d'une autre couleur sont collés parallèlement. Les votants utilisent des gommettes : chacun a droit à 16 gommettes, mais ne peut en placer plus de trois sur la même proposition.

*Le premier atelier :

- Sur la représentativité :
 - . Election directe des intercommunalités comme la Métropole Européenne de Lille
 - . Meilleur contrôle des lois votées, par des personnes tirées au sort
 - . Développer le référendum au niveau local, ce qui suppose une formation à la citoyenneté
 - . Prise en compte du vote blanc, avec au-delà d'un certain seuil un nouveau vote
 - . A l'Assemblée Nationale, même représentation sociologique des députés que celle de la société réelle
 - . Favoriser le tirage au sort, avec une mise en place progressive. Par ex : dans un premier temps, on ne tire au sort que des volontaires, puis dans un deuxième temps tirage au sort intégral.
- L'humain et les institutions :
 - . Prise en compte des impératifs écologiques
 - . Le RIC
 - . Traiter le problème de la police en rupture avec les citoyens
 - . Introduire le tirage au sort dans toutes les assemblées (pour une partie de la représentation) notamment pour le Sénat et le CESE, qui pourront donner leur jugement sur les lois votées à l'Assemblée Nationale
 - . Au niveau local, création d'une assemblée citoyenne tirée au sort
 - . Limiter à deux mandats dans une vie politique pour éviter le carriérisme politique

*2^{ème} atelier :

- Transparence des lobbies sur le modèle « name and shame
- Moralisation de la vie publique :
 - . Casier judiciaire vierge
 - . L'indépendance de la Justice
- L'entre soi des politiques : faire naître d'autres représentants sur le modèle : « vit ma vie »
- La citoyenneté : remettre du sens ; du devoir
- Développer la seconde chance
- Renforcer l'éducation civique et la formation critique
- Sur la représentativité :
 - . Un travail sur la subsidiarité
 - . Proportionnelle intégrale à l'Assemblée Nationale
 - . Reconnaissance du vote blanc

- . Expérimenter le vote majoritaire
- . Droit de vote donné aux étrangers
- . Une télé positive
- Lutter contre l'absentéisme :
 - . Une assemblée tirée au sort, compétente notamment sur les nominations
 - . Réengager les citoyens dans la vie publique : créer un guichet unique dans les Mairies pour aider les citoyens à porter leur projet
 - . Valoriser les structures de co-décisions au niveau des communes avec beaucoup de formation, et développement du budget participatif
 - . Développer les communs : les biens et les savoirs

NDLR : Je n'ai pas réussi à comptabiliser les votes mais on peut les trouver sur les sites de Régénération : [eepurl. Com/coqPix](http://eepurl.com/coqPix)

GRAND DEBAT : IEP Lille Urgences

Lieu : IEP Lille

Date : 12 mars 2019

Heure : 19 h – 21 h

Organisateur : Service des Urgences et SAMU, Chef de service Patrick GOLDSTEIN.

Nombre de personnes : 30

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE (NDLR : Je en suis arrivé qu'à 19 h 30)

Organisation : La réunion s'est tenue dans un petit amphithéâtre de l'IEP de Lille, les participants faisant face à la tribune sur laquelle avait pris place, outre Patrick GOLDSTEIN, chef du services des urgences et du SAMU de Lille, ses homologues d'Amiens et de Dunkerque. Une réunion identique, dans le cadre du grand débat national avait lieu dans onze autres lieux en France, organisée sous l'égide de la fédération des services d'urgences.

Animation : La réunion était principalement animée par Patrick GOLDSTEIN, mais pas seulement. Le thème abordé avait trait uniquement à la défense des urgences et des SAMU, et plus généralement à celle de l'hôpital public, avec un public majoritairement composé de médecins, et de quelques étudiants de l'IEP.

A noter la présence de journalistes de la Voix du Nord, et d'Europe 1, ainsi que celle de Pierre MATHIOT, directeur de l'IEP.

Thème abordé : la situation des services d'urgences et des SAMU, et celle de l'hôpital public en France.

NDLR : Le présent document n'est pas un verbatim, mais la compilation des différents thèmes abordés lors de ce débat, et tels qu'ils ont été compris par l'auteur de ces lignes, qui n'est pas un spécialiste, et à qui l'on pardonnera des imprécisions, des approximations et sans doute quelques erreurs, mais dont on ne mettra pas en doute, du moins faut-il l'espérer, la bonne volonté !

Un signal d'alarme : Il y a urgences pour les urgences et il a surtout urgence pour les patients

- Le thème du libre accès aux urgences, avec une augmentation très forte du nombre de patient accueillis depuis 4 ans, soit 180.000 patients de plus par an (augmentation moyenne de 60%), sans doute en lien avec l'abandon de l'obligation de garde des médecins généralistes.
- Liaison à mettre au point avec la création des maisons médicales
- Le problème le plus prégnant est celui de l'encombrement du vendredi et du Lundi
- Il y a une équité d'accès aux soins partout en France, qui est gratuite, mais y-a-t-il une équité d'accès à la qualité de soins ?
- Des réformes sont en cours notamment sur les nouvelles structures d'accueil des urgences, mais ce n'est pas encore fait et le problème, c'est maintenant. Comment va-t-on passer l'été dans les services des urgences

- Les jeunes médecins ont été formés pour l'urgence lourde. Ils font en réalité de la médecine générale. Ce n'est pas leur choix et ils partent, et se désengagent. Il faut donc associer des médecins généralistes aux services des urgences et se répartir la tâche entre les urgentistes et les généralistes. Il faut trouver un autre modèle avec des communautés médicales pluridisciplinaires.
 - Il faut investir dans des nouveaux métiers d'aides aux services des urgences, comme les « bed-managers » chargés de trouver des lits d'accueil des patients passés par les urgences. A l'heure actuelle, les urgentistes passent 30% de leur temps au téléphone pour trouver un lit d'hospitalisation.
 - Les différentes questions abordées :
 - . L'accès aux urgences doit-il rester libre ? La réponse est positive à la quasi-unanimité
 - . Les gardes des médecins généralistes : faut-il les rétablir ?
 - . L'équité de l'accès aux soins
 - . L'équité de l'accès à la qualité des soins
 - . L'harmonisation des maisons médicales
 - . La gratuité de la formation des médecins, et le corollaire l'obligation ou la liberté d'installation de médecin, pour lutter contre les déserts médicaux.
 - . L'importance de l'offre de soins
 - . Le problème de la fin de vie, avec le transfert systématique des personnes âgées aux urgences, qui relèvent de la maltraitance. La fin de vie doit être traitée en dehors des urgences, car les urgences s'est fait pour sauver des vies, et non pas pour aider à un juste fin de vie dans la dignité.
 - . Le problème des certificats de décès : la nuit ou le week-end, on ne trouve plus de médecins pour délivrer des certificats de décès, ce qui place les familles dans des situations impossibles.
 - . Faut-il généraliser le tiers-payant ?
 - . Le passage aux urgences est le miroir, le reflet de la société actuelle
 - . Il faut définir la notion de « lit disponible dans le système hospitalier français » et recréer des services de chirurgie ou de médecine polyvalente ; créer des bed-managers et dégager du temps médical.
- Il faut arrêter de vouloir faire des économies partout.
- . Investir dans des outils de gestion de flux, dans les nouvelles technologies
 - . Retravailler les structures : maisons médicales, hôpitaux de proximité, hôpitaux locaux, CHR
 - . Retravailler l'attractivité de certains métiers de la médecine, notamment face à la concurrence du privé. Attention au niveau des salaires et des conditions de travail au sein de l'hôpital public.
 - . Il n'y a pas d'hôpital moderne sans investissement dans le numérique.
 - . Débat sur le recours à l'intérim dans l'hôpital public : il y a une de 60% des intérimaires dans certains services ou certains hôpitaux, avec des hausses exponentielles des rémunération, très

nettement plus importantes que celles des médecins statutaires, à tel point que certains médecins statutaires abandonnent leurs position pour entrer dans l'intérim beaucoup plus rémunérateur ou partir vers le privé. Les boîtes d'intérim médicales sont florissantes. Ce système est fou-furieux et il faut arrêter cela, couper le cou à l'intérim. Il faut que les médecins restent dans les hôpitaux publics, donc revoir certaines rémunérations

. Il faut arrêter de mettre les hôpitaux publics en concurrence entre eux.

. Il faut tenter de réguler le marché.

Sur les solutions :

. Certaines sont en marche comme la réforme de la T2A, en relation avec le temps d'hospitalisation du patient

. Mais, notre problème, c'est tout de suite. On est très inquiet pour les urgences dès l'été prochain. Il y a 100 ETPT vacants d'urgentistes dans la région Hauts de France, soit 14% de l'effectif, vacances réparties de plus de manière inégalitaire.

C'est une certaine façon de concevoir l'hôpital public qui est en danger. On est inquiet pour l'hôpital public. Les urgences sont une loupe des problèmes de l'hôpital public.

GRAND DEBAT : Villeneuve d'Ascq

Lieu : Villeneuve d'Ascq

Date : 13 mars 2019

Heure : 18 h 30 – 21 h

Organisateur : Gérard CAUDRON, Maire de Villeneuve d'Ascq

Nombre de personnes : 150

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans une grande salle de la Mairie de Villeneuve d'Ascq. Les gens étaient assis de part et d'autres d'un couloir central où se tenait l'animateur. A noter la présence d'un traducteur en langage des signes pour les sourds. A noter également la présence de gilets jaunes.

Animation : L'animation était assurée par Sylvain ESTAGER, adjoint au Maire. L'animation a consisté à donner la parole aux intervenants, à s'assurer que chacun pouvait parler et à gérer les temps de parole. A noter que Gérard CAUDRON est resté tout le temps du débat, mais n'a pris la parole que pour accueillir et conclure brièvement.

Aucun thème du grand débat n'a été retenu en particulier. Les intervenants étaient libres d'aborder les thèmes de leur choix. Le débat s'intitulait d'ailleurs « Paroles libres de Villeneuvois », et s'articulait avec les cahiers de doléances ouverts en Mairie.

Gérard CAUDRON ouvre le débat en expliquant en substance qu'il était sceptique sur la méthode mais qu'en tant que républicain, il a estimé devoir organiser ce débat, en laissant la parole libre aux Villeneuvois, et en ne prévoyant pas d'intervenir. Il souhaite en conclusion qu'après un grand moment de démocratie et de prise de parole, il n'y ait pas une plus grande déception si rien n'est fait.

Sylvain ESTAGER prend l'animation et rappelle quelques règles de bonne conduite.

NDLR : Le présent document est un verbatim. Chaque paragraphe correspond à l'intervention d'un participant.

Avant de venir, j'ai fait travailler ma famille sur les thèmes du débat et je viens ici rapporter les propositions que nous avons ensemble élaborées : Pour nous, l'idée majeure, la plus importante, est de créer un revenu maximum d'existence, qui soit en proportion du SMIC à définir. Le surplus serait reverser au financement de l'emploi, la santé, l'éducation nationale, l'écologie. Il s'agit de fixer un niveau maximum de revenu au-delà duquel, si on percevait les sommes supplémentaires, on serait dans l'indignité. J'ai déjà vécu un débat rue Jules Guesde. C'est vraiment très bien de pouvoir débattre. Il faut continuer à avoir d'autres débats.

Moi, je voudrais alerter sur le nombre excessif d'arrêts maladies. Cette augmentation est très forte. La meilleure preuve, c'est quand on a rétabli le jour de carence dans la fonction publique, on a eu une chute de 40% des arrêts maladie de courte durée, mais une augmentation forte des arrêts de 4 à 5 jours. Je propose donc que le jour de carence soit remplacé par une baisse de salaire mais sur 5 jours, cela me paraît plus juste.

Je voudrais revenir sur ce point. Dans le Nord, nous avons les plus mauvais indicateurs de santé de France. S'il y a autant d'arrêts maladies, c'est aussi et au moins en partie lié à l'allongement de la durée de travail. Par ailleurs, on est très impacté par la pollution. Par : en 2018, nous avons connu 65 jours de pics de pollution aux parties fines. Il faut de meilleurs transports en commun, voire la gratuité. Cela

existe dans d'autres villes. On ne peut pas continuer à avoir de tels bouchons dans la métropole. Il faut améliorer la NCF, recréer des gares, développer le co-voiturage.

Sur la sécurité sociale : les conditions de travail dans le Nord ne s'arrangent pas. Donc, je ne suis pas d'accord avec l'augmentation des jours de carence. Les licenciements augmentent et cachent la réalité des conditions de travail.

Madame propose un revenu maximum et je suis d'accord. Il faut interpellier Mr Macron sur son engagement à venir en aide aux SDF. Or, je suis de plus en plus indigné par le nombre de personnes que je vois dans la rue. Cela pose le social et empêche la spéculation immobilière.

Depuis quelques semaines, des jeunes européens manifestent pour l'écologie. Que fais-t-on ? On enterre les déchets nucléaires. Quand va-t-on aborder la vraie question : DE quoi j'ai besoin et non pas de quoi j'ai envie ? La planète terre doit être respectée. Que fais-t-on pour l'avenir de la terre et donc des jeunes ?

Sur la question des transports et de l'environnement : le mouvement des gilets jaunes a débuté avec la question des transports et des carburants. Il y a la question du droit à se déplacer. Et, en même temps, il y a le problème de la pollution. Comment agir dessus ? Je ne suis pas sûr que le Président ait la volonté politique de changer. Donc ma proposition : agir par nous-même pour changer. Il y a des sujets fédérateurs, notamment ce dont les gens ont besoin. Avec le collectif transport de la MEL, on essaye d'interpeller les élus sur le transport. Mais, le problème, c'est de trouver l'élue responsable des transports à la MEL. On doit interpeller la MEL. Car c'est à la MEL que le fonctionnement est le moins démocratique. Le plan bus de la MEL est désastreux. Donc, on lutte et cela commence à payer. Il faut savoir que le budget de transport de la MEL a diminué de 10%. Il faut se mobiliser, pas seulement de la contestation mais aussi des propositions. Merci aux gens qui s'impliquent dans la vie associative et militante, dans la ville, avec les élus locaux qui sont encore proches de nous.

Je fais partie du conseil de quartier. Je veux revenir sur l'absentéisme au travail. Quelques chiffres : L'ISF = 4 milliards d'euros ; L'absentéisme au travail : 107 milliards d'euros ; la moyenne d'arrêt : 10 jours dans le privé/17 jour dans le public. Certes, il peut y avoir des problèmes de santé (mais la pollution est la même pour le public et le privé), mais cela met surtout en évidence des problèmes de management, avec le développement du burn-out ou du bore-out. Sur la qualité de l'air : est-ce que réduire le réchauffement climatique de 2 degrés est-il le bon indicateur, surtout pour les gens du Nord, qui aiment bien quand il fait beau même en hiver. Est-ce qu'il ne convient pas mieux de convaincre les gens de lutter contre la pollution de l'air et de travailler sur la place de la voiture en ville, car on continue d'exporter partout dans le monde, en Chine, en Inde, notre modèle de deux ou trois voitures par ménages, et on pollue énormément.

Je rentre de l'étranger : le problème des transports, nous avons forcément un regard différent sur les choses. Il faut développer les transports en commun. Pourquoi ne pas taxer les grosses voitures ? Sur l'écologie : la planète nous est prêtée, et on a tendance à l'oublier. Il serait bon de réfléchir à un développement local des produits, pour bien manger localement et de saisons dans les cantines scolaires, par ex. Par ailleurs, rentrant de l'étranger, on se sent abandonnés par son pays : pas de fiche d'impôt, pas d'appartement, donc pas de sécurité sociale. Nous avons été blessés de cet accueil. Sur le management : les gens sont fatigués de cette hiérarchie verticale où on se sent étouffé ; dès qu'on a une idée, on est rejeté ; or, on a des compétences mais on ne nous entend pas. Sur l'éducation nationale : je suis prof de français et de latin. Nous sommes dans un pays multiculturel. Pourquoi ne pas faire entrer de la littérature étrangère dans les programmes ?

Je suis architecte, je voudrais parler de la transition écologique : des transports. Les grands industriels du 19^{ème} siècle ont créé des logements pour leurs ouvriers à proximité des lieux de travail. Il faut rapprocher les domiciles des lieux du travail. Quand on prévoit un grand équipement public, il faut prévoir de construire des logements à proximité. Un deuxième point, c'est celui de l'insertion : on a

prévu le dédoublement des classes en CE1 et CE2. Il faut aller plus loin. Ce qui a fait la République, c'est l'école : c'est l'école publique, laïque et obligatoire. C'est par l'école que le lien républicain s'est créé. Il y a un proverbe africain qui dit « Plutôt que donner du poisson, apprends lui à pêcher ». Donc, il faut continuer le dédoublement des autres classes, et réinventer les internats, pour tenir la main des enfants en difficulté. Il faut mettre tous les moyens dans la maternelle.

Le logement social : il est en danger depuis avril 2018 car on a baissé l'APL, et ce qui a entraîné la réduction du logement solidaire. Les loyers ont augmenté mais les bailleurs ont eu moins d'argent. La réhabilitation de logements diminue, les achats de logements diminuent, les constructions diminuent. On nous dit de vendre des bâtiments mais ces bâtiments sont vieux, et on va créer progressivement la mort du logement social.

Je représente l'association du conseil citoyen de Villeneuve d'Ascq créée en 2018 en partenariat avec les Mairies de quartier : on a recueilli les doléances des habitants des quartiers prioritaires :

- Le pouvoir d'achat
- Les impôts
- L'emploi
- L'éducation
- La jeunesse
- La citoyenneté

Sur le pouvoir d'achat : ces habitants sont très touchés par la hausse des produits de première nécessité, et la hausse des carburants. Ces habitants sont des retraités, des femmes isolées avec enfants, et des travailleurs précaires. Ils proposent la hausse du SMIC, supprimer la CSG sur les petites retraites, et d'abaisser les taxes sur les carburants, et de donner un complément de salaire ; et de baisser voire de supprimer la TVA sur les produits de première nécessité ; prévoir le transport gratuit pour les retraités et un revenu minimum.

Sur les impôts : restaurer l'ISF, et prévoir plus de progressivité pour l'impôt sur le revenu.

Sur l'emploi : Développer l'emploi dans les quartiers prioritaires où il y a beaucoup de précarité, sécuriser l'emploi en CDI et appuyer sur la formation

Sur l'éducation : Lutter contre l'absentéisme scolaire ; créer des structures d'accueil des jeunes.

Sur la citoyenneté : Réduire la fracture numérique, avec des aides spécifiques à l'utilisation des nouvelles technologies informatiques, dans les Mairies de quartier.

Conclusions : Ces habitants de ces quartiers de ces territoires connaissent la précarité et cumulent toutes les difficultés : trop de petits boulots, trop de désengagement des services publics. Le numérique entraîne le désengagement physique des services publics et touche directement les personnes précaires. S'inscrire ou faire valoir ses droits sur internet, c'est difficile.

Les habitants de ces quartiers ont un sentiment d'abandon : leurs revenus sont très faibles ; ils ont l'impression que la Justice ne s'applique pas de la même manière pour tous (sont cités les noms de Cahuzac et Benalla). D'autres n'ont plus d'espoir de changement et la résignation gagne.

Sur la fiscalité personnelle : une femme veuve qui élève seule ses deux enfants est considérée comme une femme divorcée, soit 1 part et demie. J'aurais aimé que cette personne ait une part de plus. Car on n'a personne pour nous aider à s'occuper des enfants. Je remercie la ville de Villeneuve d'Ascq avec ces centres aérés, etc., qui m'ont beaucoup aidée. Mais le revenu fiscal a une importance très grande, pour se loger, avoir des aides, etc... Sur la CSG, et le RDS, les plafonds sont mal calculés. J'estime qu'après avoir travaillé 48 ans, payer 10% de CSG, c'est beaucoup trop sur une retraite de 1500 euros. Il faudrait augmenter les plafonds. Si vous avez deux enfants, pour la retraite, vous n'avez rien alors que si vous avez eu 3 enfants vous avez 10% de retraite en plus. Donc, il devrait y avoir quelque chose pour les veuves qui ont élevé toute seule leurs enfants. Et pour les enfants qui travaillent pendant leurs études pour aider leur mère, il ne faut pas supprimer les bourses. Donc, il faut changer la loi. Par rapport au sur-loyer, dès que vous avez un revenu fiscal au-delà de 20.000 euros, vous avez un sur-loyer alors que vous êtes seule. Donc, le plafond est trop bas. Dans ce cas-là, il faut revoir les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Sur l'éducation : il existe un manque de surveillance des parents sur leurs gamins. Il y a un problème de société par rapport à ça.

Je représente l'association des sourds et mal entendants : Il faut modifier la loi handicap qui oblige les entreprises ou les services à embaucher 6% de leur personnel en personnel handicapés, mais dans ces 6% sont prises en compte les personnes victimes d'accident du travail. Il faut que ces 6% soit réservé aux seuls handicapés préalablement à leur embauche. Je souhaiterais également que soient supprimés tous les privilèges des personnes élues : Sénat, Député, Maire, qui ont trop de choses gratuites. Il faut qu'ils soient traités comme les autres travailleurs.

Sur le chômage, je suis d'accord avec la proposition de limiter un revenu maximum. Un chômeur, ça gagne environ 600 euros. Même le SMIC est devenu un minima social insuffisant. Les gens sont dans des situations dramatiques. J'interviens parce qu'il y a beaucoup de gens qui n'arrivent pas à finir le mois. Sur le logement, il y a des gens qui vont être expulsés à partir du 1^{er} avril. Sur la santé, il faut revoir les conditions d'octroi de la CMU. Il y a des familles écrasées par la précarité. C'est vrai, grâce à la municipalité, on a de l'aide, mais on est pour un revenu minimum qui permette de vivre. Les gens sont à 1 euro près. Il faut recréer de la solidarité, de la fraternité, et que nos élus ouvrent les yeux.

J'ai 22 ans ; je fais partie du conseil de jeunes de la municipalité ; je voudrais parler d'écologie ; la politique ne pourra pas faire grand-chose car on est dans un système capitaliste. Donc, il faut commencer par éduquer les enfants différemment. Par ex : nous avons été éduqués avec nos tablettes, nos smartphones. Or ces instruments sont construits avec des métaux ou des minerais rares, souvent extraits par des enfants en bas âges. Il faut donc sensibiliser les jeunes à ces problèmes, et les inviter à consommer local, avec des produits de saison, et on pourra ainsi progressivement sortir de la société de consommation dans laquelle on est.

Sur l'économie : pour distribuer beaucoup, il faut économiser beaucoup ; par ex : l'Etat donne 5 milliards aux associations, il pourrait n'en donner que 2 milliards ; il faudrait diminuer le nombre de parlementaires ; diminuer le nombre d'ambassadeurs. On pourrait n'avoir que des ambassades européennes ; le crieur de l'Élysée : on pourrait le supprimer : il est payé 7500 euros par mois. Il y a des tas de possibilités de faire des économies. Il faut imposer des obligations au Président de la République, et aux ministres, par ex sur la pollution ou sur le rail/route et que ces élus rendent des comptes.

Je suis d'accord avec Madame qui vient de l'étranger, ce qui est mon cas. Je suis prof, et je n'ai pas vu de gens qui ne foutait rien. Et je voudrais parler des journalistes qui s'esbaudissent d'un Président qui parle devant un auditoire. Or, moi, je suis prof, je parle devant un auditoire, que je ne choisis pas, qui me posent des questions que je n'ai pas choisi, et qui souvent n'ont pas choisi leur école. En outre, je fais partie des gilets jaunes et je suis un « sreet medic » depuis le 2 décembre. Les secouristes sont ciblés par les violences policières : flashballés, gazés, tapés ; matraqués, quand nous essayons de récupérer des manifestants à terre. On se fait enlever notre matériel de protection, notre sac de secours ; on se fait arrêter et on se retrouve en garde à vue, jusqu'à 30 heures. On nous accuse d'avoir du matériel illégal, comme le port de casque ou de foulards. Chaque samedi on revient et on retrouve les mêmes problèmes. Donc, il faut qu'on trouve des moyens de se protéger Vous vous rendez compte ! On est en France. J'ai arrêté de ma dire cette phrase : mais on a basculé dans autres choses. Même en temps de guerre, on ne touche pas aux secouristes. On empêche les secouristes de venir soigner les gens. Il y a un ex-procureur dans la salle, j'aimerais savoir ce qu'il en pense !

J'ai travaillé dans les milieux associatifs ; si on veut manifester, il faut programmer la manifestation, prévoir sa sécurisation, la déclarer. Et tout faire pour que la manifestation soit positive et éventuellement prendre une assurance. Je suis pour le droit de manifester mais on doit réfléchir pour éviter les millions de casse, les milliers de personnes blessées. Comment allons-nous faire pour payer toute cette casse ? Dans toutes ces manifestations, il y a les oubliés : on a oublié les enfants des gilets jaunes et des forces de l'ordre qui ont la boule au ventre, et qui sont traumatisés ; on va avoir beaucoup de détresse et de difficultés financières.

J'ai fait pendant 15 ans du soutien scolaire et on peut saluer le travail des enseignants qui est assez compliqué. Et on doit saluer le travail du Maire pour tous les enfants. Le travail éducatif est suivi par la municipalité Des sans culottes, on est devenu des gilets jaunes. On a appris la devise : Liberté, Egalité, Fraternité. Sur le revenu maximum, Madame a raison La fraternité, on doit partager. Si l'Europe se fait, c'est pour que la charge par habitant diminue. Car le poids européen doit alléger le poids français. On n'a pas besoin d'aller voir le Président pour être solidaires entre nous. Par ex : si on regarde les voitures, les gens sont tout seul dans leur voiture. Et le nombre de voitures ne fait qu'augmenter. L'écart entre le revenu maximum et le revenu minimum devrait être réduit. On doit être solidaire mais on n'a pas besoin du Président. On peut le faire nous-même. Et chacun doit avoir sa place en France, et il y a des gens qui se sont battus pour ce pays.

La question des violences policières : cela fait des décennies qu'il y a des violences policières. Il faut mettre cela sur la table ; sur l'exclusion numérique : il faut faire quelque chose ; sur la transition écologique, on peut faire plein de chose, individuellement, localement, au plan national et européen. Il y a des mobilisations engagées et cela paye : ensemble pour le climat il y a une manifestation ; sur le réchauffement climatique : il y a une urgence et notamment la baisse de la biodiversité (regardez votre pare-brise de voiture, autrefois constellé d'insectes, ce qui n'est plus le cas.

Je suis un militant associatif ; Sur le problème du climat : je connais des jeunes mauritaniens qui vivaient de la pêche sur le fleuve Sénégal. En raison des changements climatiques et de la pollution, il n'y a plus de poissons ; alors, ils migrent. Je voudrais remercier ceux qui ont organisé le grand débat, mais on n'a pas attendu pour débattre. Le gouvernement doit entendre les gens du terrain. Si on coupe des crédits aux Maires et aux associations, cela ne va pas. Ce n'est pas normal de payer des impôts sur l'argent qu'on n'a pas ; Il faut imposer uniquement sur le reste à vivre. Sur le projet ATD quart monde,

avec l'objectif zéro chômage. Il faut redonner confiance aux gens. Au lieu de dépenser 18 000 euros par personnes pour lutter contre le chômage, on donne cet argent aux gens pour qu'ils travaillent.

Merci aux gilets jaunes car c'est grâce à eux qu'il y a beaucoup de débats. Il y a une injustice au niveau de la naturalisation. Mes parents ne m'ont jamais dit qu'avant 18 ans on pouvait donner la nationalité française. Je voulais aller à Londres avec la Mairie, mais je me suis aperçu, moi qui suis née en France que j'étais étrangère et que j'avais un titre de séjour et donc besoin d'un visa. J'ai donc fait une demande de naturalisation, mais c'est très compliqué. J'ai été aidée par tous les élus mais j'ai été refusée dans la nationalité, alors que je suis née en France, que mes enfants sont français, que je vis en France depuis ma naissance, que je paye mes impôts en France. Et en plus, ils ont refusé de me rembourser mes 50 euros de timbres fiscaux.

Il faut refaire le service national, ou au moins un service civique, ce qui permettrait à ceux qui ont beaucoup de droits de penser qu'il y a aussi des devoirs.

Pour le handicap : que les trottoirs soient accessibles aux personnes en fauteuil roulant et que les bus soient adaptés pour ceux qui sont en fauteuil.

Il faut penser aux mal-voyants, notamment pour le numérique. Le site du grand débat est inaccessible aux mal-voyants. Et aussi pour l'exercice du droit de vote. Et prendre en compte les piétons mal-voyants.

On accuse les gilets jaunes de casser pas mal mais c'est le cas de toutes les manifestations. Tous les problèmes seraient réglés s'il y avait plus de referendum et que ces referendums soient respectés (ex : le referendum sur l'Europe en 2005) On éviterait aussi toutes les gabegies, par ex, dans les transports publics. Au niveau de l'Etat, il y a toujours de l'argent. Par ex : le coût de l'intervention au Mali, 1 milliards d'euros essentiellement pour piller leur ressources minières. Il faut arrêter de piller l'Afrique, ce qui empêcherait les migrants. Sur les street medics, je m'intéresse beaucoup à l'histoire. J'ai jamais vu une police aussi inefficace pour lutter contre les crimes, mais au contraire, on tape sur les gilets jaunes : 8.000 arrestations. Et, oui, je compare avec 1942. J'aimerais que l'Etat prenne cela en compte. C'est vrai qu'il y a des gens qui jettent des pierres sur des policiers, mais ils ne doivent pas répondre violemment. Moi, je vis à Villeneuve d'Ascq ; j'aimerais que la police soit efficace au jour le jour et pas seulement dans les manifestations. Sur la carte vitale : 14 millions de gabegie. Les fonctionnements du Sénat et de l'Assemblée Nationale : c'est des millions. Et l'Assemblée Nationale ne fournit pas son budget à la cour des comptes. Un huissier à l'Elysée, le crieur, c'est 13.000 euros ; Il y a 160 000 hauts fonctionnaires qui gagnent environ 15 000 euros par mois (Sont cités les noms de Mrs Toubon et Juppé) Nous sommes dirigés par une caste qui se garde les postes. Donc, de l'argent, il y en a ; il suffit de mieux le dépenser. Dans les hôpitaux, il y a 25% de médecins étrangers, ce qui n'est pas normal ; Pour les écoles, arrêter de changer tout le temps de programme, et sur l'écologie, arrêter de taxer l'essence.

Sur les personnes âgées, je félicite les aides à domicile, et il faut très certainement des EHPAD Mais, moi, je ne souhaite pas être placée. Je souhaite pouvoir décider de mourir dignement, quand je l'ai décidé, et donc je souhaite une loi qui le permette, une loi sur l'euthanasie.

Je suis heureux de ce débat : la situation aujourd'hui elle est compliquée ; il faut donc travailler aussi sur le changement d'attitude. La positive attitude est très importante. J'ai envie que mes enfants soient heureux, donc travailler avec eux sur la positive attitude, et donc de participer au développement du pays.

GRAND DEBAT : Lambersart

Lieu : Lambersart

Date : le 14 mars 2019

Heure : 17 h – 19 h

Organisateur : Yvon COUSIN, conseiller municipal Lambersart le cœur en plus (opposition)

Nombre de personne : 11

Garant désigné par le Préfet : Philippe LEMAIRE

Organisation : La réunion s'est tenue dans les locaux de la mairie de Lambersart dévolus aux conseillers municipaux d'opposition Lambersart le cœur en plus. Les participants étaient réunis autour d'une table.

C'est la cinquième réunion organisée par Yvon Cousin, les quatre précédentes réunions portant chacune sur l'un des quatre thèmes du grand débat. Le débat du jour était sur un thème libre choisi par Yvon Cousin, à savoir, injustices et inégalités.

Animation : Les débats ont été très soutenus, chaleureux et courtois.

Le seul thème abordé : Injustices et inégalités

NDLR : Le présent document n'est pas un verbatim mais un résumé forcément subjectif des principaux thèmes abordés et des idées émises.

Dans un premier temps, il a été proposé aux participants de réfléchir à la définition des mots injustices et inégalités.

Après débat, les définitions suivantes ont été proposées :

- Dans l'injustice, il y a le mot justice : est injuste, ce qui est contraire aux droits
- Dans l'inégalité, il y a deux sortes d'inégalités :
 - . Les inégalités innées : ex : la différence d'espérance de vie entre les hommes et les femmes
 - . Les inégalités acquises : notre société est organisée de telle manière qu'elle crée des inégalités et comment les combattre.

Parmi les injustices les plus fréquemment relevées par les participants, ont été citées les inégalités entre les retraites du privé et du public, notamment les différences de méthodes de calcul, sur les pensions de réversion. La proposition a été donc d'égaliser les systèmes de retraite, selon la méthode pour un euro cotisé, donne les mêmes droits à tous.

Une autre affirmation souvent répétée au cours des débats est que les diverses institutions, le Parlement en premier lieu, mais aussi les régions et les départements, les institutions de gestion comme la CPAM ou l'Urssaf n'étaient pas représentatives de la société et que le peuple français était mal représenté. Avec cependant une incontestable exception pour le Maire (mais pas tous les Maires !)

Une autre injustice a été relevée, celle des différences territoriales, notamment entre la ville et la campagne, notamment en terme d'accès aux services publics, même s'il a été fait remarqué que pour certains, aller habiter à la campagne relevait d'un choix volontaire.

Une autre injustice concernerait la carte scolaire et les passe-droits ou dérogations obtenus.

Il n'y aurait pas non plus un égal accès aux droits. Et que la Justice serait rendue différemment selon que l'on est riche ou pauvre. Et il faudrait que la Justice indépendante soit faite pour réduire les inégalités. Et il faudrait moderniser la Justice.

Une autre injustice ou inégalité serait l'inégalité de salaire entre les hommes et les femmes

Un des intervenants a souligné l'injustice qu'il y avait pour les citoyens de confession musulmane qui ne pouvaient pas ériger un lieu de culte, une mosquée, car la mairie s'opposerait à toute transaction immobilière en ce sens.

Une autre inégalité serait aussi entre les écoles dans les quartiers populaires, et les écoles des autres quartiers, mais c'est surtout l'accès aux grandes écoles qui a été considéré comme injuste et inégalitaire, beaucoup plus qu'à l'école primaire, dont on a rappelé qu'elle était gratuite.

Il y aurait une inégalité à l'accès aux besoins primaires, notamment à l'eau, avec de vives critiques sur le système privé de gestion de l'eau et le nécessaire retour à la gestion en régie.

Il y a une grande injustice fiscale, notamment en raison du poids des impôts indirects, notamment de la TVA, mais certains ont estimé aussi que l'on taxait trop la classe moyenne

Il y a de l'injustice dans l'accès aux soins. Certains bénéficiaires de la CMU ont plus de droits que ceux qui payent une mutuelle qui ne remboursent pas tout, parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer une super-mutuelle. Il faudrait la CMU pour tout le monde.

Il y a un trop grand fossé entre les gens et leurs dirigeants, notamment en matière de cumul des salaires ou des régimes particuliers de retraite.

Et on devrait tirer au sort certains représentants du peuple auprès des élus

Pour lutter contre les injustices et les inégalités, les propositions suivantes ont été dégagées :

- Il faut faire connaître les injustices
- Il faut informer sur les injustices
- Il faut faire de la formation

Et le mot de la fin d'un des intervenants : Bon courage Monsieur MACRON

Mars 2019



Annexe 3

Grand débat national, Département du Nord

Rapports rédigés par Jacques VERNIER

Maire honoraire de DOUAI, ancien député

Rapports rédigés par Jacques VERNIER

| Page | Date | Lieu | Thèmes | Organisateur |
|------|------|------------------------|-----------------------------|--|
| 251 | 21/1 | Caudry | Tous | Les gilets jaunes de Caudry |
| 253 | 26/1 | Dunkerque | Tous | Dominique Wiart |
| 255 | 29/1 | Tourcoing | DC | Kag Sanoussi Centre social de l'Epideme |
| 258 | 30/1 | Wasquehal | Tous | Nelly Savio (REM) |
| 261 | 1/2 | Bachy | TE - FDP | Maire |
| 264 | 2/2 | Sin le Noble | OESP - FDP - TE | Chantal Rybak (REM) |
| 267 | 4/2 | Halluin | Tous | Karim Chigri (REM) |
| 269 | 5/2 | Douai | TE | Agence de l'eau |
| 272 | 5/2 | Valenciennes | DC | Maire |
| 274 | 18/2 | Marly | FDP | Gilets jaunes |
| 276 | 20/2 | Croix | Tous | Maire |
| 279 | 22/2 | Marcq en Baroeul | Tous | Maire |
| 283 | 23/2 | Orchies | TE | Maire |
| 285 | 23/2 | Cambrai | Tous | Maire |
| 288 | 25/2 | Méteren | TE – FDP | Jennifer de Temmerman Députée REM |
| 292 | 26/2 | Roubaix | Tous | Université populaire |
| 295 | 26/2 | Lille | TE | Maison régionale de l'environnement |
| 297 | 2/3 | Roubaix | TE et pouvoir d'achat | Maire |
| 302 | 2/3 | Armentières | Tous | Laurent Pietraszewski Député REM |
| 306 | 4/3 | Cambrai | OESP | Centres sociaux du Cambrésis |
| 309 | 4/3 | Neuville Saint Rémy | Tous | Maire |
| 312 | 5/3 | Lille | Tous | CESER |
| 314 | 5/3 | Flines les Raches | Tous | Opposition municipale |
| 318 | 6/3 | Saint André | Tous | Maire |

| | | | | |
|-----|------|-------------------|-------------------|-------------------------------|
| 323 | 7/3 | Lambres lez Douai | Tous | Dimitri Houbron Député REM |
| 327 | 8/3 | Douai | Tous | MEDEF Douaisis |
| 331 | 8/3 | Lille | Tous | SCOP et SCIC |
| 334 | 8/3 | Lambersart | Tous | Vivre dignement |
| 338 | 9/3 | La Madeleine | Tous | Brigitte Liso Députée REM |
| 342 | 9/3 | Douai | Tous | Maison des potes |
| 344 | 11/3 | Douai | DC - OESP | Mission locale du Douaisis |
| 345 | 12/3 | Steenvoorde | FDP – DC- OESP | Maire |

GRAND DÉBAT : LES GILETS JAUNES DE CAUDRY

Lieu : Caudry (Nord)

Date : 21 Janvier 2019

Heure : 18h30

Organisateur : les Gilets jaunes de Caudry

Nombre de personnes : 80

Présence du député Guy Bricout (UDI), qui n'est pas intervenu, sauf sur les questions de transition écologique

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER (qui n'est pas intervenu)

Organisation :

- Un parterre circulaire pour une discussion libre (où étaient la majorité des personnes)
- 4 petites tables rectangulaires dédiées aux 4 thématiques (où il y avait peu de monde et dont les travaux n'ont malheureusement pas été répercutés dans le parterre plénier)
- Animation effectuée par une animatrice « gilet jaune », qui a distribué équitablement la parole, sauf à la fin où les choses sont devenues désordonnées
- Micro souvent défaillant, ce qui a perturbé les prises de parole

Ambiance : correcte

Questions abordées

Démocratie et citoyenneté

Fiscalité et pouvoir d'achat

Démocratie et citoyenneté :

- Les Gilets jaunes ne veulent pas de représentants, ni politique ni en leur sein, « *Le leader a le melon* ». « *Tout le monde à égalité* ». « *Ne pas tirer la couverture à soi* »
- Un intervenant : « *Sans les syndicats vous n'arriverez à rien* »
- Un intervenant, ancien adjoint au maire, demande de la « *considération pour les élus* ». L'animatrice reconnaît qu'il y a beaucoup d'élus qui ne touchent rien.
- Une personne dénonce avec force les violences policières (elle est très applaudie)

Pouvoir d'achat et fiscalité :

- Proposition de TVA réduite sur le gaz et l'électricité et de TVA augmentée sur les produits de luxe.
- « *Les disparités salariales s'aggravent* ». Trop d'écart entre les salaires des dirigeants et les salaires du personnel de base.
- Une personne vante le « *revenu de base* » communal expérimenté à Grande Synthe.
- Retraités (il y en a une quinzaine dans la salle). « *Les retraités sont les mal-aimés* ». Ils demandent : l'annulation de la hausse de la CSG, la revalorisation des pensions à hauteur de l'inflation, aucune retraite en dessous du seuil de pauvreté. Ils dénoncent l'inégalité des retraites, notamment entre hommes et femmes.
- « *Les banques font des profils sur le dos des petits* ».
- « *Les privatisations ont enrichi des actionnaires à nos dépens* » : GDF, chemin de fer, Air France, ...

- Peu de gens ont touché la prime exceptionnelle de fin d'année. Un participant se plaint même qu'un employeur a baissé la prime habituelle en compensation de la prime exceptionnelle...
- Un participant se plaint des cadeaux aux entreprises sans contrepartie. « *Le CICE a coûté un argent fou par emploi créé_* »
- Un participant dit que l'Europe « *tire le social par le bas* » et dénonce, entre autres, « *les travailleurs détachés* ».
- Un participant brandit les articles de presse consacrés aux 26 milliardaires qui détiennent à l'échelle mondiale une fortune colossale.

Transition écologique :

- La France rejette peu de pollution par rapport à d'autres pays (Chine, USA). « *La France n'est pas la planète* ». « *On ne doit pas payer pour les autres* ». « *Inutile de taxer l'essence* ». Positions appuyées par le député présent.
- Il faut d'abord « *économiser l'énergie* »

GRAND DÉBAT : DUNKERQUE

Lieu : Dunkerque (Nord)

Date : 26 Janvier 2019

Heure : 9h30 – 12h

Organisateur : Comité REM de la 15^{ème} circonscription du Nord

Nombre de personnes : 80 à 100

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Les participants étaient répartis en 4 groupes, assis en 4 hémicycles correspondant aux 4 thèmes. Trois animateurs animaient chacun des hémicycles, l'un d'entre eux transcrivant les propositions sur un paper-board. Très bonne organisation.

Ambiance : Tendue au départ, plusieurs participants reprochant aux organisateurs d'avancer « masqués » (organisation REM) et d'être répartis par ateliers (« *Un thème par atelier ça nous bloque, on ne veut pas s'enfermer dans les gestions de M.Macron* »). Ensuite ambiance très correcte : beaucoup d'écoute réciproque.

Questions abordées : toutes

Mais le rapporteur du présent compte-rendu n'a assisté, d'un bout à l'autre, qu'au débat sur :

Démocratie et citoyenneté

La classe politique rhabillée pour l'hiver... :

Un intervenant : « *Trop de professionnels dans la classe politique* ».

Un intervenant : « *L'abstention record est un désaveu de la classe politique* ».

Un intervenant : « *Il faut diminuer le nombre d'élus* ». Un autre au contraire : « *Un grand nombre d'élus est une richesse. En réduire le nombre, c'est dangereux* »

Un intervenant : « *Classe politique ne veut rien dire, on est dans une vraie et démocratie, n'importe qui peut se présenter* »

Modes de représentation :

Un gilet jaune, approuvé par d'autres, demande la proportionnelle.

Un intervenant propose une assemblée de citoyens, qui constituerait un « échantillon représentatif », sélectionné comme dans les sondages. Ces citoyens représentatifs seraient régulièrement renouvelés pour ne pas s'installer en politique.

Un intervenant propose que des citoyens soient tirés au sort pour être député : non à l'unanimité de tous les autres participants.

Référendum :

Revendication « essentielle » pour l'un des intervenants.

Un autre : « *Est-ce qu'on est capable de voter dans de très nombreux votes ? Les Français vont se lasser du référendum* »

Un autre : « *Risque de forte abstention et de vote uniquement des contestataires* ».

Un autre : « *Le référendum devrait poser plusieurs questions afin que les électeurs ne votent pas pour ou contre selon celui qui pose la question* ».

Un autre : « *Plus de démocratie ne veut pas dire moins de démocratie représentative. Le référendum sur le BREXIT a montré l'impasse des référendums.* »

Un autre : « *Le référendum c'est bien quand on est un petit nombre d'électeurs. Et donc un petit pays.* »

Tous : « *L'information transparente et équitable de ceux qui vont voter est essentielle dans un référendum. Voir les fake news qui ont circulé lors du BREXIT* ».

Vote obligatoire comme en Belgique : assez large approbation

Vote blanc : avis partagés

Un intervenant : « *le vote blanc c'est laisser choisir les autres* ».

Blanc-seing

Un intervenant : « *Un blanc-seing pour 5 ans c'est trop long* ».

Un autre intervenant : « *Faire coïncider les législatives et la présidentielle est mauvais.*

Du temps du septennat on pouvait corriger en cours de route par les législatives. »

Indice de démocratie

Un intervenant mentionne l'existence d'un « indice démocratique » et indique que selon cet indice la France est classée 29ème et est une « *démocratie imparfaite* ».

Un autre intervenant rétorque que cet indice est fondé sur des critères anglo-saxons et que la laïcité en France est considérée dans d'autres pays comme une privation de la liberté d'expression, ce qui fausse donc cet indice démocratique.

Laïcité :

Un intervenant : « *On devrait enseigner à l'école sur toutes les religions* ».

Un autre intervenant : dénonce le fait que dans une région « *les prêtres soient des fonctionnaires* ».

Citoyenneté :

Un intervenant : « *il faut rendre les gens responsables* ». Il souhaite « *supprimer les allocs quand les enfants sont placés et les consigner pour les enfants lorsqu'ils auront la majorité* »

GRAND DÉBAT : TOURCOING (centre social Boilly)

Lieu : Tourcoing (Nord)

Date : 29 janvier 2019

Heure : 18h – 20h 30

Organisateur : Kag Sanoussi, avec le centre social Boilly

Nombre de personnes : 60 (dont beaucoup d'adhérents du centre social, et au moins la moitié de jeunes)

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : toutes les personnes assises face à l'organisateur

Ambiance : Assez longue introduction de l'organisateur sur les valeurs de la République, la laïcité, la discrimination, l'exclusion, sur l'organisation des débats..., qui a provoqué une réaction de la salle. Attention très forte portée aux problèmes du quartier.

Ambiance très correcte, malgré certains propos forts, bien régulés par l'organisateur.

Questions abordées : Démocratie et citoyenneté

Civisme :

Un intervenant : « *Demander à chacun de ramasser un papier dans la rue* ». « *Se dire bonjour* ». « *Laisser la place aux vieux dans les bus* ». « *Les gens ne se sentent pas assez responsables de leur territoire* ».

Le directeur du centre social : « *Ne pas siffler la marseillaise lors des matchs* ».

Un intervenant : « *Il faut que les gens sermonnent les incivilités* ». Une intervenante en réponse : « *il y aura des vengeances contre ceux qui feront cela* ».

Un intervenant suggère que l'éducation civique ne commence pas au collège mais dès le premier degré : « *au collège c'est trop tard* ».

Une intervenante demande le retour de la police de proximité.

Désertification :

Un intervenant : « *La vie de quartier disparaît. La poste est partie, les commerces aussi* ».

Une dame d'origine maghrébine dénonce le manque de services de proximité.

Un intervenant se plaint qu'un grand projet commercial ait « *sucé* » les petits commerces et se demande si « *la mairie peut financer le maintien des commerces dans les quartiers* ».

Ghettos - mixité :

Un intervenant dénonce la discrimination au logement, la « *ghettoïsation* » de certains quartiers.

Une intervenante se demande s'il ne faudrait pas imposer des « *quotas* » dans les logements ou dans les quartiers pour faire progresser la mixité sociale.

Un membre du conseil citoyen dénonce aussi les ghettos et regrette que la loi DALO ne fasse qu'une proposition, à prendre ou à laisser.

Urbanisme et cadre de vie :

Une jeune du quartier qui y a grandi : « *le quartier se dégrade plus en plus* ».

Un intervenant : « *chacun a droit au « beau », « le beau facilite le mieux vivre ensemble »* (plus petits immeubles, beaux espaces publics)

Jeunes : activités, emplois

L'organisateur : « *Pauvreté, solitude, oisiveté* » sont les mères de l'incivisme.

Un intervenant : « *les rassemblements, les « palabres » sur le trottoir, aux coins de rue gênent* », mais « *où aller quand on n'a pas un rond ni un endroit pour se réunir ?* ».

Une intervenante : « *Avant il y avait des activités, des sorties, des voyages pour les jeunes qui leur permettaient de voir ce qui se passe ailleurs. Maintenant, ils sont confinés.* »

Un intervenant : « *il y a moins de moyens qu'avant (par exemple d'éducateurs)* ».

Un intervenant médiateur dans un quartier : « *il faut mettre plus de moyens pour rendre employables les jeunes, afin qu'ils profitent des emplois francs* ».

Une intervenante : « *L'État ne surveille pas assez que les entreprises de zones franches (de la zone d'activité de l'Union par exemple) emploient des gens du quartier* ».

Un intervenant : « *pourquoi une mairie peut-elle empiler les CDD successifs alors que c'est impossible dans le privé ?* ».

Un membre du conseil citoyen : « *il y a trop d'écart entre les formations qui sont décidées et celles dont les jeunes d'ici auraient besoin* ».

Information :

Un intervenant médiateur : « *Des choses sont faites mais l'information ne parvient pas aux personnes qui peuvent en profiter* ».

Une intervenant d'un quartier voisin : « *les jeunes de mon quartier ne savent pas ce qui se passe dans le centre social* ».

Immigration :

Un intervenant : « *Pas de soucis dans les quartiers* ».

Un autre intervenant n'est pas d'accord : « *On n'en parle pas mais c'est souterrain. Il y a 20 ans tout le monde cohabitait. Aujourd'hui certains ont peur. Les attentats ont ravivé la peur.* »

Une intervenante : « *on a toujours peur de l'inconnu* ».

Démocratie :

Un membre du conseil citoyen : « *les gens ne votent plus, ils ont essayé à droite à gauche, c'est toujours pareil* ». Il parle d'un taux d'abstention de 85 % dans un quartier voisin.

Le même intervenant : « *5 ans c'est trop long. Il faudrait réguler le pouvoir exécutif à mi-chemin* ».

L'intervenant n'a pas précisé comment pourrait s'opérer cette « régulation ».

Un intervenant n'est pas d'accord : il pense que les gens ne peuvent pas se plaindre au bout de deux ans s'ils ne sont pas allés voter au départ.

Un intervenant trouve que les « *hauts responsables* » des services publics ne connaissent pas la réalité du terrain et qu'il faudrait les former pour ça. Un autre intervenant trouve que « *les élus doivent faire plus de terrain* ».

Votes indicatifs sur les propositions :

- Proportionnelle aux législatives : 11 pour, 2 contre, 3 abstentions
- Moins de parlementaires : 17 pour

Un intervenant : « *le député vote comme son parti le lui demande, donc c'est pas la peine d'en avoir tant puisqu'ils votent comme un seul homme...* »

Une intervenante n'est pas d'accord : « *trop peu de députés les éloignera, c'est le contraire de la proximité et c'est même le lit de la dictature* ».

Un intervenant : « *réduire les sénateurs oui, les députés non* »

- Vote obligatoire : 12 pour, 6 contre

- Référendum national : 10 pour, 4 contre

- Référendum local : 19 pour, 1 contre

- Participation aux décisions de citoyens tirés au sort : 14 pour, 1 contre

GRAND DÉBAT : Wasquehal

Lieu : Wasquehal (Nord)

Date : 30 Janvier 2019

Heure : 18h45

Organisateur : Nelly SAVIO (LREM)

Nombre de personnes : 10

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Les 10 personnes étaient placées autour d'une table en U. Les organisatrices avaient prévu d'aborder les 4 thèmes l'un après l'autre. Dans chaque thème, les questions des fiches thématiques ont été abordées une à une, ce qui a conduit à un grand allongement des débats ...Curieusement le petit nombre de personnes n'a pas facilité les échanges, la plupart des personnes dialoguant avec leurs voisins.

Ambiance : très correcte, mais débats très vifs sur certains sujets (violences des manifestants versus violences des policiers notamment)

Questions abordées

Les 4 thèmes devaient être abordés, mais, compte tenu du temps qui passait, le rapporteur du présent compte-rendu n'a pu assister qu'aux débats sur 2 thèmes : fiscalité et démocratie-citoyenneté.

Fiscalité – dépenses publiques

Information - Transparence :

Un intervenant : « *Que fait le député de son indemnité de frais de représentation ?* »

Un intervenant : « *Que fait l'union européenne de son budget ?* » « *Quel est le montant de l'évasion fiscale ?* »

Une intervenante : « *On n'a pas assez conscience de la redistribution, via les prestations sociales, les dépenses d'éducation...* ». « *J'ai eu un relevé de la sécurité sociale me disant combien j'avais coûté à la sécu. J'en suis tombéE sur le cul...* ». Un autre intervenant n'approuve pas ce genre de relevé : « *Ça risquerait de devenir culpabilisant pour les longues maladies.* »

Un intervenant : « *il faut que l'éducation civique soit faite dès le premier degré jusqu'au lycée, et non pas seulement au collège* »

Justice fiscale :

Un intervenant : « *il faut lutter contre l'évasion fiscale et contre la fraude fiscale* ». « *Il faut taxer les entreprises là où elles exercent leurs activités, notamment les GAFAs* ».

Un intervenant, ancien policier, juge au contraire que « *la lutte contre les fraudes ça rapportera peu* ». « *Un voleur, ça coûte rien, un fraudeur ça coûte rien* ».

Un intervenant : « *il faut rétablir l'impôt sur la fortune, mais permettre des déductions quand le contribuable apportera la preuve d'un don à l'économie productive, sur le modèle des réductions en cas de dons à des associations.* »

Une intervenante, qui se reconnaît aisée et trouve anormal de ne pas payer d'impôt sur les allocations qui lui sont versées : « *il faut soumettre les allocations et les prestations à l'impôt sur le revenu* ». Proposition fortement contestée par un autre intervenant considérant que « *les classes moyennes seraient une fois de plus victimes* ».

Un intervenant trouve malsain que seulement une personne sur deux paie l'impôt sur le revenu : « *tout le monde devrait payer un impôt à sa mesure, fût-il très réduit* ».

Plusieurs intervenants : « *oui à la fiscalité écologique ou sur le tabac, à condition qu'elle soit affectée à des dépenses en relation avec l'écologie ou la santé* ».

Un intervenant : « *on n'arrive pas à taxer les plus riches, particuliers ou entreprises, parce qu'il y a une concurrence à la baisse entre les pays ; l'harmonisation fiscale au sein de l'union européenne est nécessaire, sinon les plus riches fuient ailleurs* ». Une intervenante confirme : « *en matière de fiscalité il ne faut pas moins d'Europe, mais plus d'Europe* »

Dépenses publiques :

Un intervenant : « *il faut réduire notre participation à l'Union européenne* ».

Un intervenant : « *plutôt que de verser des aides importantes aux entreprises (par exemple CICE) il faut utiliser ces sommes pour embaucher des chômeurs affectés à des tâches publiques* »

Un intervenant : « *Les études de santé sont gratuites. On devrait exiger une contrepartie à la sortie des études de médecine en affectant les médecins dans des déserts médicaux.* »

Démocratie et citoyenneté

Un intervenant, à propos du resserrement du lien entre les citoyens et les élus : « Pour ma part je considère que le lien n'est pas rompu, même dans ma commune qui est pourtant importante (70 000 habitants) ».

Un intervenant : « *le maire est un bon lien mais on les dépossède de plus en plus au profit des présidents de communautés, qui sont inconnus* »

Tous : Dénonciation forte du millefeuille administratif. Un intervenant : « *si on n'avait pas fait ces immenses régions, on aurait pu supprimer les départements* ».

Une intervenante : « *je suis d'accord avec le salaire de député, mais pas avec son indemnité de frais de représentation, qui est trop importante* ».

Un intervenant, approuvé par plusieurs : « *le salaire de la présidente de la commission nationale du débat public est un scandale* ».

Un intervenant, à propos du rôle dévolu à des citoyens tirés au sort : « *Je propose une assemblée citoyenne, renouvelable tous les six mois, selon un système de tirage au sort analogue à celui de désignation des jurys d'assises. Les propositions qui recueilleraient une majorité en son sein seraient mises au vote, parlementaire ou référendaire.* »

Vote obligatoire : oui massif

(Curieusement, les questions du nombre de parlementaires, de la proportionnelle et du référendum n'ont pas été traitées).

Laïcité :

Plusieurs intervenants : « *il faut interdire les financements extérieurs pour tous les cultes (allusion à la cathédrale orthodoxe de Paris financée par la Russie)* »

Un intervenant : « *il faut contrôler la formation des imams* ».

Citoyenneté :

Deux intervenants : « *il faut rétablir le service national (militaire ou civil : non précisé)* ».

Violences (vif débat, un peu parti en vrille) :

Deux intervenants se déclarent « *choqués par la répression policière et judiciaire des gilets jaunes, excessive par rapport à celle d'autres délinquants ou trafiquants de drogue* ». Ils se déclarent aussi « *choqués par les flash balls* ».

Un ancien policier, vigoureusement approuvé par d'autres intervenants, se révolte et dénonce « *les casseurs, les hooligans* ».

Conclusion sage d'un intervenant : « *il y a eu des débordements des deux côtés* » ...

GRAND DÉBAT : Bachy

Lieu : Bachy (Nord)

Date : 1^{er} février 2019

Heure : 18h30 – 20h45

Organisateur : Philippe DELCOURT, maire de Bachy

Nombre de personnes : 40 (de Bachy et de villages voisins)

Présence de Charlotte Lecocq, députée (LREM) de la 6^{ème} circonscription

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Les personnes étaient disposées autour d'une assez longue table rectangulaire. Le maire transcrivait toutes les propositions sur des post-it affichés sur un tableau. Le maire avait distribué toutes les fiches thématiques aux participants et les a invités à répondre « tranquillement, chez eux » aux questions de ces fiches et à lui retourner ensuite les fiches pour qu'il les transmette.

Ambiance : très correcte

Questions abordées : Transition écologique – Fiscalité et dépenses publiques

Transition écologique

Taxer les petits ou les gros:

Une intervenante : « *les seules mesures écologiques sont des mesures punitives* ». « *On nous dit d'acheter des véhicules électriques, des chaudières, de payer des impôts. Il faut contraindre les entreprises, et non les particuliers* ».

Un intervenant : « *les industries polluantes ne sont pas assez mises à contribution* ».

Un intervenant, qui décline les 14 mesures proposées par Attac : « *mettre fin à l'exonération de la taxe carbone pour les grosses industries* ».

Un intervenant en revanche : « *Faut-il vraiment taxer les entreprises ? Peut-on perdre en compétitivité par rapport aux allemands ?* ».

Un intervenant « *On s'en prend aux automobilistes. Quid des énormes bateaux ?* » Un autre intervenant: « *Sus aux bateaux croisière-HLM, on ferait mieux d'encourager les vacances en France* ».

Un intervenant en revanche : « *Respectons la liberté individuelle des gens qui veulent prendre leurs vacances où bon leur semble. Mais taxons les bateaux et les avions, qui ne payent pas de taxe en France* »

Choix énergétiques :

Une intervenante : « *Pas assez d'incitations pour le solaire thermique ou photovoltaïque* ».

« *Par ailleurs je n'ai pas trouvé d'entreprise pour faire une installation géothermique* ».

Une autre intervenante : « *Les aides aux économies d'énergie dans les logements sont très compliquées et trop variables (hésitation sur les fenêtres par exemple). En plus il faut faire l'avance avec un remboursement un an près par le crédit d'impôt* ». Sur ce point Jacques VERNIER fait remarquer que depuis 2019 le crédit d'impôt a été remplacé par une prime qui peut être payée dès la fin des travaux.

Un intervenant (Attac) : « *Il faut financer plus massivement les économies d'énergie, notamment pour les ménages modestes, en donnant priorité aux matériaux locaux et biosourcés* ».

Une intervenante n'est « *pas pour la suppression du nucléaire. Ce serait une hérésie. Le nucléaire nous assure l'indépendance énergétique et nous permet d'exporter de l'électricité.* » La même intervenante regrette que « *l'hydroélectricité tombe dans les mains du privé* ».

Deux intervenants : « *il faut une certaine stabilité et ne pas changer sans cesse la programmation des différentes sources d'énergie.* »

Transport et infrastructures :

Un intervenant : « *le véhicule électrique est un désastre écologique.* » Il plaide pour l'éthanol ou l'hydrogène. Jacques VERNIER fait remarquer que le véhicule à hydrogène est en fait un véhicule électrique, l'hydrogène étant seulement un moyen de stocker l'énergie, substitutif des batteries.

Un intervenant : « *la TICPE devrait être affectée prioritairement aux infrastructures notamment ferroviaire et voies d'eau.* »

Un intervenant : « *pourquoi laisse-t-on les camions, notamment étrangers, engorger la circulation en pleine métropole lilloise et la polluer ?* ».

Un intervenant (Attac) : « *il faut garantir les lignes ferroviaires du quotidien et le fret ferroviaire et abandonner les projets d'autoroutes* ».

Un autre intervenant : « *on n'en fait pas assez pour les transports en commun, qui sont à saturation* ».

Un intervenant : « *il faut rouvrir la ligne Orchies-Villeneuve-d'Ascq, la cadencer mieux, faire des parkings près des gares* » ; il admet cependant qu'il y avait très peu d'usagers sur cette ligne...

Bio :

Un intervenant : « *on nous donne des sacs en plastique non recyclable, en nous disant qu'il faut les conserver pour les réutiliser. Mais on ne peut pas accumuler autant de sacs...* ».

Un intervenant : « *le glyphosate nous empoisonne. Je ne fais confiance qu'aux produits que je cultive dans mon jardin.* »

Un intervenant : « *pourquoi a-t-on interdit les semences paysannes, alors qu'ils avaient été autorisé en avril 2018 au niveau européen ?* ». Sur ce point Charlotte LECOQ, députée, indique qu'au contraire on voulait les promouvoir mais qu'il y a eu une censure du conseil constitutionnel.

Une intervenante, ancienne maraîchère : « *ce sont les consommateurs qui ont poussé à certains modes de production agricole, pour avoir des tomates bien rondes, des courgettes bien droites, etc.* »

Une intervenante : « *les producteurs bio locaux ne pourront pas fournir les 20 % de produits bio dans les cantines, comme le demande la loi. Les producteurs bio sont dans une situation difficile.* »

Mise en cause de la croissance :

Un intervenant : « *On va dans le mur à cause de notre mode de consommation. On est obsédé par la « croissance, croissance ». Si on continue comme ça mes petits-enfants ne verront pas 2100* ».

Fiscalité et dépenses publiques

Impôt sur le revenu :

Un intervenant : « *tout le monde devrait payer un impôt sur le revenu, même un niveau très faible pour les personnes défavorisées. Ce serait une « pédagogie citoyenne ».*

Impôt sur la fortune :

Un intervenant : « *il faudrait rétablir l'impôt sur la fortune, mais permettre des déductions aux gens qui investissent dans l'économie, de la même manière qu'on a des déductions pour les dons aux associations.* »

Retraites et CSG :

Un intervenant : les retraités « *subissent de plein fouet l'augmentation de la CSG* » (même s'il reconnaît que l'augmentation du seuil à 2000 € a été bénéfique).

Une intervenante : « *je ne plains pas les retraités, ils ont bien vécu pendant les 30 glorieuses, ils vivent bien* ». Brouhaha de vives protestations !

Une autre intervenante : « *Je suis aisée. J'ai eu une vie facile. J'ai travaillé sans cesse. Je reconnais que les jeunes ont la vie moins facile. Je ne rechigne pas à payer la CSG.* »

Vif débat entre l'intervenante précédente, qui estime que la retraite ne peut exister que si l'on a travaillé et une jeune femme au foyer qui estime avoir droit à une retraite : « *L'éducation des enfants est un travail* ».

Une intervenante : « *comment faire pour équilibrer les retraites, sachant que les actifs d'une génération payent actuellement pour les retraites de deux générations ?* »

Dépenses publiques :

Plusieurs personnes mettent en cause le budget de la défense.

Un intervenant : « *A quand l'armée européenne ? On dépenserait moins ! Combien payent les autres pays européens pour leur défense (Italie, Espagne, Allemagne, etc.) ?* »

Un intervenant dénonce la « *fraude sociale, les tricheurs, les arrêts médicaux de complaisance* ». Protestation d'un autre intervenant qui pense qu'il faudrait d'abord s'attaquer aux « *85 milliards d'évasion fiscale* ».

S'agissant du nombre de fonctionnaires, un intervenant se demande si « *un plombier municipal doit être obligatoirement un fonctionnaire.* »

Un intervenant dénonce le « *millefeuille administratif* », ainsi que « *l'embauche massive de fonctionnaires par les communautés* ». Une intervenante renchérit : « *non seulement ça coûte cher mais on tourne en rond, chacun se renvoie la balle* ».

Un intervenant : « *les parents dont les enfants sont placés ne devraient pas continuer à toucher des allocations* ».

Un intervenant se demande si on ne pourrait pas réduire notre dette colossale et demande « *qui sont les créanciers de notre dette?* ». Il pense qu'il y a beaucoup de créanciers étrangers qui nous font payer le prix fort.

Un intervenant critique « *les 800 millions de budget de l'Élysée* ».

Plusieurs personnes évoquent « *les indemnités des députés ou des ministres après leur départ* ». Éclaircissements donnés sur ce point par Charlotte LECOQ députée et Jacques VERNIER.

Inversement une intervenante se plaint de la baisse des défenses sociales du département, en regrettant d'ailleurs que celui-ci soit moins financé par l'État. Une autre intervenante dit que « *la protection de l'enfance devrait être une action prioritaire des départements.* » Un intervenant ayant eu un frère très handicapé indique qu'il n'y a « *pas assez de places pour nos handicapés.* »

GRAND DÉBAT : SIN le NOBLE

Lieu : Sin le Noble (Nord)

Date : 2 février 2019

Heure : 9h30-12h

Organisateur : Chantal RYBAK (REM)

Nombre de personnes : 25

Présence du maire de Sin le Noble en début de réunion

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Sièges disposés en hémicycle. Organisatrice et animateurs au centre, avec un Paper Board pour reprendre les propositions. Possibilité d'emmener les fiches thématiques, de répondre aux questions desdites fiches et de les renvoyer à l'organisatrice ou directement au site du grand débat.

Ambiance : Très correcte. Animation remarquable, avec une excellente reprise et reformulation des propositions par l'organisatrice et les animateurs.

Questions abordées : toutes

Transition écologique

Incitations à un meilleur comportement écologique :

Un intervenant : « *même avec les aides le changement de voiture n'est pas à la portée de tous. Les primes devraient être proportionnées au revenu.* »

Un autre intervenant regrette que les aides pour la transition énergétique soient insuffisamment connues. Il fait part de son expérience : lui-même a installé des panneaux photovoltaïques qui, grâce aux aides, ont été rentabilisés en 5 ans.

Taxes écologiques :

Un intervenant : « *pendant des décennies, le diesel a été maintenu à un prix artificiellement bas, alors que son coût de production était supérieur à celui de l'essence. Il faut augmenter le diesel, mais progressivement et moins brutalement* ».

Une intervenante regrette « *la taxation des transports, car elle se répercute ensuite sur le coût de toutes les marchandises* ».

Un intervenant regrette que « *les taxes ne sont pas utilisées à la transition énergétique* ». Un autre intervenant renchérit et dénonce le « *hold-up sur les redevances des agences de l'eau, qui du coup ne sont plus utilisés pour la protection de l'eau* ».

Transition énergétique :

Un intervenant « *conteste le dérèglement climatique, présenté selon lui de manière péremptoire et non démontrée* ». L'organisatrice répond que le dérèglement climatique n'est pas la seule motivation pour changer d'énergie, car « *les énergies fossiles sont épuisables et importées* ».

Une intervenante demande « *d'où viennent les batteries ?* ». « *Ne deviendra-t-on pas dépendant des fabricants de batteries, par exemple de la Chine ?* ». Un intervenant répond que « *dans ce domaine comme dans d'autres on est concurrencé par des pays à bas coût.* »

Transports et infrastructures :

Un intervenant demande « *où en est le canal Seine-Nord ?* ». L'organisatrice pense que « *celui-ci est sur de bons rails* ».

Une autre intervenante, ancienne batelière pendant 25 ans déclare : « *il n'y a pas que le canal Seine-Nord, beaucoup de canaux sont en mauvais état* ».

Un intervenant : « *il faut éduquer les enfants pour qu'ils marchent plus* ».

Fiscalité - dépenses publiques

Fiscalité :

Un intervenant : « *la TVA est très élevée et très injuste, car elle frappe de la même manière les pauvres et les riches* ». Un autre intervenant : « *il faut supprimer la TVA sur les produits de première nécessité* »

Un intervenant : « *il faut augmenter l'impôt sur le revenu mais il faut aussi le faire payer par tout le monde, même un peu* ». Ceci est approuvé par un autre intervenant : « *il faut faire contribuer tout le monde* »

Un intervenant dénonce l'évasion fiscale : « *les milliards qui disparaissent, ce sont des voleurs !* »

Un intervenant réclame « *une plus grande harmonisation fiscale dans l'union européenne, et, pour ce faire, l'abolition de la décision à l'unanimité* »

Plusieurs intervenants pensent que pour faire accepter l'impôt il faudrait une plus grande information et transparence sur ce qu'on paye mais aussi sur ce qu'on reçoit, par exemple de la sécurité sociale ou pour l'éducation : « *on ne sait pas assez ce qu'on reçoit* »

Retraites :

Un intervenant : « *les grands délaissés ce sont les retraités* » ; il préconise de supprimer le seuil brutal de 2000 € au-dessus duquel ils subissent l'augmentation de la CSG et de la remplacer par une progressivité de la mesure en fonction du niveau de la retraite

Un intervenant dénonce la « *revalorisation insuffisante des retraites* »

Un intervenant rappelle que le pouvoir d'achat des retraités est important, car « *les retraités aident leurs enfants sans travail* ».

Une intervenante pense que « *comme pour les salaires il ne devrait pas y avoir un écart trop grand entre les plus basses et les plus importantes retraites* ».

Dépenses publiques :

Un intervenant demande « *la suppression des avantages indus des anciens présidents (garde du corps,...)* »

Un intervenant souhaite qu'on demande « *des contreparties aux gens à qui on verse des allocations* ».

Un intervenant dénonce le « *gaspillage des dépenses de formation professionnelle qui alimentent de nombreuses officines.* »

Deux intervenants signalent que « *dans les hôpitaux on donne des cannes, des déambulateurs, des fauteuils, etc. qui parfois ne sont pas récupérés auprès des usagers et vont donc à la déchèterie* »

Un intervenant : « *beaucoup de femmes se déclarent isolées. Il y a une fraude à la CAF. La CAF ne devrait pas prévenir de son arrivée lors des contrôles.* » Dans la foulée, tous les participants demandent plus de contrôles en général. Un intervenant dit que « il y a 1,8 millions de faux numéros de sécurité sociale, qui engendreraient 14 milliards de fraude ». Cette allégation est sujette à caution.

Organisation de l'Etat et des services publics

Un intervenant dénonce les dépenses et les incohérences dues au « *millefeuille administratif* ». Prenant un exemple local, il dénonce la contradiction qu'il y a entre une communauté d'agglomération qui plante des commerces à l'extérieur tandis que la ville centre s'escrime à les conserver au cœur de la ville.

Le même intervenant se demande « *à quoi sert le Comité économique social et environnemental, qui écrit des rapports qui ne servent à rien ?* »

Un intervenant souhaite « *séparer dans la sphère de l'État ce qui est régalien et ce qui pourrait être transféré au secteur concurrentiel* »

Un intervenant souligne que dans les hôpitaux « *les urgences sont engorgées et qu'il faudrait filtrer l'accès aux urgences* »

Démocratie et citoyenneté

Vote obligatoire : oui à la quasi unanimité

Vote blanc : oui, sauf quelques réserves.

Information et consultation : Un intervenant demande une « *information régulière au niveau local sur les activités du député, dans des réunions publiques* »

Deux intervenants, l'un touché par un projet d'éoliennes, l'autre touché par un projet de méthanisation, jugent « *insuffisante la consultation des citoyens* ». L'animateur fait remarquer qu'il faut arbitrer dans beaucoup de projets entre l'intérêt local et l'intérêt général (dans les projets énergétiques, dans le traitement des déchets, etc.)

GRAND DÉBAT : Halluin

Lieu : Halluin (Nord)

Date : 4 février 2019

Heure : 19h-21h30

Organisateur : Karim CHIGRI (REM)

Nombre de personnes : 30

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Les personnes étaient installées autour de 2 tables rectangulaires

Ambiance : correcte

Questions abordées : Pouvoir d'achat, fiscalité et dépenses publiques

Dépenses publiques

Un participant : « *Il faut supprimer les privilèges des anciens présidents et des anciens ministres* ». « *Il faut en finir avec le millefeuille administratif et ne garder que les villes et les départements* ». « *Il faut réduire le nombre de parlementaires et ne garder qu'un sénateur et trois députés par département* ». « *Il faut plafonner les salaires des hauts fonctionnaires* ».

Un autre participant : « *il faut lutter contre la fraude à la sécurité sociale* ».

Un participant : « *il faut renationaliser les autoroutes pour que les bénéfices ne tombent pas dans des poches privée* ».

Un participant : « *il faut réduire de moitié les dépenses des ambassades, qui se gavent* ».

Un participant : « *il y a beaucoup de gaspillage de fonds publics, par exemple sur la prescription des médicaments* ».

Un participant : « *les fonctionnaires se sentent obligés de dépenser leur budget, par peur d'avoir moins les années suivantes...* ».

Retraites

Un participant : « *il faut indexer les retraites sur le coût de la vie* ».

Un autre participant : « *il y a deux poids et deux mesures entre les retraites des fonctionnaires et les retraites du privé* ».

Un participant : « *il faut faire un référendum sur la retraite par points* ».

Un participant : « *il faut valoriser et utiliser les compétences des retraités, non pas en les rémunérant, mais au moins en prenant en charge leurs frais annexes lorsqu'ils exercent des activités bénévoles* ».

Fiscalité

Une participante : « *il faut plus taxer les produits extra européenne* ».

Une autre participante : « *Avant de lutter contre la fraude de la sécurité sociale, mieux vaudrait d'abord lutter contre l'évasion fiscale des plus riches* ».

Un participant : « *on n'y comprend rien, que ce soit pour les particuliers ou pour les entreprises ; ça change sans arrêt (la CSG augmente puis descend, les taxes d'habitation sont supprimées mais pas pour tout le monde...)* ».

Tous les participants : « *il faut faire payer les grosses entreprises notamment les géants du numérique (les GAFA)* ».

Un participant : « *il faut affecter les taxes* ». Presque tous : « *en effet, l'argent on ne sait pas où il va* ».

Tous : « *on paye des taxes sur les taxes ! (carburant)* ».

Presque tous : « *tout le monde devrait payer un impôt même s'il s'agit d'un très faible impôt* ».
Contrepoint d'une participante : « *à condition que la ressource minimum soit suffisante* ».
L'animateur du débat : « *avec le prélèvement à la source les petits payeurs ne se rendront pas compte de ce qu'ils payent, ce qui va à l'encontre de la pédagogie de l'impôt* ».
Tous pensent qu'il faut supprimer la TVA sur les produits de première nécessité.
Une participante : « *il faut rétablir la demi-part pour les veuves* ».

Autres questions touchant le pouvoir d'achat

Une participante : « *Pourquoi l'allocation pour adultes handicapés diminue-t-elle quand les ressources du couple augmentent ? Cette allocation est une compensation du handicap et ne devrait pas diminuer en présence d'autres ressources.* »
Un participant : « *Les gens ayant peu de moyens ne peuvent pas financer des études longues pour leurs enfants* ».

GRAND DÉBAT : Comité de bassin Artois-Picardie

Lieu : Douai (Nord)

Date : 5 février 2019

Heure : après-midi

Organisateur : Agence de l'eau Artois-Picardie

Nombre de personnes : 80 environ

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : dans un amphithéâtre

Questions abordées : Transition écologique et fiscalité

Fiscalité et prix de l'eau

Un conseiller régional : *« le prix de l'eau est soi-disant élevé, et pourtant il y a un fort gaspillage (par exemple déneigement avec un jet d'eau !) »*. *« Il faudrait taxer les premiers mètres cubes, mais surtaxer au-delà d'un seuil de consommation. Idem pour les déchets »*.

Un ancien sénateur, président d'une régie départementale de distribution d'eau critique fortement la loi Brottes sur l'interdiction des coupures d'eau qui a entraîné une augmentation considérable des impayés, passant de 1 % à 4 % : *« autant d'investissements en moins ! »*. Le phénomène fait selon lui boule de neige. *« Il aurait mieux valu faire une procédure pour aider les gens qui sont vraiment en difficulté, alias FSL. »* Cette idée est vigoureusement approuvée par un vice-président de la métropole lilloise, qui pense qu'il faudrait *« aider les gens qui ont vraiment des difficultés grâce à des « chèques eau »*.

Un conseiller régional approuve le système des agences de l'eau où les redevances perçues par les agences de l'eau sont affectées à la politique de l'eau.

Un bémol est apporté par un représentant de l'union fédérale des consommateurs (UFC), qui approuve le principe *« l'eau paye l'eau »* mais qui considère que les consommateurs domestiques payent beaucoup et reçoivent peu, alors que les industriels, les agriculteurs et même les chasseurs reçoivent une grande partie du budget des agences. Un autre représentant de l'UFC pense qu'il n'est pas normal que la nécessaire mutation du monde agricole soit financée par les redevances payées par les usagers domestiques.

Un autre bémol est apporté par plusieurs participants qui se plaignent que l'État ait capté une partie des ressources financières des agences de l'eau, par exemple pour financer l'agence de la biodiversité, *« qui s'occupe peu d'eau »*. L'un d'entre eux affirme que *« piquer de de l'argent aux agences de l'eau devient insupportable et qu'il n'y a plus au Parlement de contrepoids à Bercy. »*

Débordant du simple problème de la fiscalité de l'eau et du prix de l'eau, un fonctionnaire de la direction régionale de l'agriculture préconise d'avoir des taux de TVA différenciés selon le mérite environnemental des produits : par exemple les produits alimentaires ou agricoles vendus en vrac seraient moins taxés, tandis que les produits venant de loin (transports inutiles) ou menaçant les ressources en eau locales seraient plus taxés.

Un conseiller régional, chasseur, prône la défiscalisation totale de l'agriculture biologique (comme pour les forêts).

L'ancien sénateur *« ne croit pas trop à la fiscalité écologique et au fait qu'elle influe vraiment sur le comportement »*. (Cette affirmation est contredite par un autre participant). Selon lui *« il faut interdire ou réglementer. Taxer des produits nocifs, ce n'est pas sain ! Je crois plus au réglementaire »*.

Gestion de l'eau

Économies d'eau :

Un représentant d'une association environnementale considère que « *l'eau n'est pas assez rare chez nous pour qu'on s'en occupe vraiment (comme les Belges et les Flamands)*. » Il se demande par ailleurs s'il faut suivre sans broncher la demande massive d'irrigation des champs des pommes de terre venant des conserveurs de légumes.

Un participant se plaint du mauvais état des robinetteries et des sanitaires dans énormément de bâtiments. « *Il y aurait beaucoup d'économies à faire* ».

Pollution :

Un représentant de la pêche maritime s'inquiète des perturbateurs invisibles de la vie aquatique : médicaments, radionucléides.

Inondations :

Un conseiller régional dit que « *l'artificialisation des sols doit être impérativement réduite et qu'il faut y veiller dans les SRADDET, schémas régionaux d'aménagement* ». Le président du comité de bassin approuve et dit qu'il faut « *d'abord réutiliser les friches avant de consommer du sol agricole* ». Il vante par ailleurs les « techniques alternatives » de gestion des eaux pluviales, consistant à infiltrer ces eaux sur place plutôt qu'à les laisser ruisseler.

Le vice-président de la métropole lilloise regrette que la loi GEMAPI ait donné la responsabilité des inondations aux EPCI. Il faut en effet qu'il y ait solidarité à l'échelle du bassin. Cette prise de position est approuvée par un conseiller régional qui souhaiterait même qu'on donne la compétence de gestion des inondations aux agences de l'eau.

Agriculture :

Une agricultrice dit qu'il faudrait certes garder les prairies, mais « *pour garder les prairies, il faut de l'élevage, lequel est en situation difficile* ».

Un élu, président d'un SAGE (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau), constate qu'il y a « *de moins en moins d'agriculteurs et des parcelles de plus en plus grandes* » ; il souhaiterait que la PAC (politique agricole commune) ne « *rejette pas les petits producteurs* ».

Le président de la régie départementale d'eau potable, ancien sénateur, estime que « *on n'en fait pas assez pour protéger les champs captants et qu'il est difficile de convaincre les agriculteurs*. On retrouve dans l'eau de l'Avesnois de l'atrazine, qui a été interdite il y a 20 ans. La consommation de phytosanitaires, malgré les plans phyto continue de progresser. On est mort si on continue de les utiliser comme maintenant. »

Parallèles et synergies eau- énergie :

Un représentant du monde industriel voudrait des agences régionales de l'énergie sur le modèle des agences de l'eau, qui collecteraient localement des ressources pour financer une politique locale de l'énergie.

Un représentant d'une association environnementale suggère que les points info-énergie de l'Ademe soient convertis en points info-eau-énergie.

Nos modes de vie et de consommation

Un représentant d'une association environnementale déclare : « *il paraît qu'il faut changer, mais nous n'arrêtons pas de consommer du pétrole, de consommer des sols, etc.* » Une autre représentante d'une association environnementale trouve que, sur le changement climatique, on est passé du déni au fatalisme : « *on n'y peut rien* ».

Un élu président de SAGE avait fait au début de la réunion cette déclaration « optimiste » ... : « *Il y a le feu au lac. Nous sommes au début de la fin de la civilisation (sic)... L'État doit prendre ses responsabilités et ne pas laisser la responsabilité aux individus.* »

Conclusion

Le président du comité de bassin, organisateur de ce débat conclut : « *les agences de l'eau ont été une belle histoire passée pour la gestion de l'eau, mais un défi du futur à cause des moyens qui s'assèchent.* »

GRAND DÉBAT : Valenciennes

Lieu : Valenciennes(Nord)

Date : 5 février 2019

Heure : 18h -20h30

Organisateur : Mairie de Valenciennes

Nombre de personnes : 150 (plus de jeunes que d'habitude)

Présence partielle du maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER (qui n'est pas intervenu)

Organisation : participants assis en demi-cercle ; animateur : Mohammad MANZELJI, président de l'association des comités de quartier

Ambiance : très correcte

Question abordée : Démocratie et citoyenneté

(Les autres thématiques du grand débat ont été abordées d'autres jours)

Le parlement :

Une participante trouve que « *l'Assemblée nationale est une cour d'école, on ne s'y respecte pas* ».

Une autre participante, jeune, regrette que les députés suivent les consignes de leur parti, alors même que la constitution interdit le vote impératif.

Un participant juge qu'il n'est pas sérieux de voter très tard dans la nuit.

Un participant trouve que la représentation sociale de l'assemblée n'est pas équilibrée (peu d'ouvriers).

Un participant estime que le fait que les législatives aient lieu dans la foulée de la présidentielle fait que les députés tiennent leur élection du président et sont donc à sa botte. Un participant estime que « *nos députés ne sont pas écoutés, il n'y a que les courtisans qui sont écoutés* ».

Référendum et démocratie participative :

Une participante n'est pas très favorable au référendum car en général « *on ne répond pas à la question posée mais à celui qui a posé la question* ».

Un autre participant pense que ça changerait si on pratiquait souvent le référendum. Un autre participant craint que dans ce cas on serait en campagne électorale permanente et que peut-être les citoyens se lasseraient : il défend les corps intermédiaires. Sur le même registre un participant affirme que « *les syndicats sont précieux* ».

Un participant préfère la démocratie participative plutôt que la démocratie directe. La démocratie participative selon lui consiste à pouvoir en sus du vote s'exprimer de temps en temps sur tel ou tel sujet.

Un participant estime que « *il faut pouvoir par un moyen ou un autre infléchir la politique en cours de mandat* ». Un autre participant estime en revanche qu'il faut donner du temps au temps et que « *il faut laisser le président aller au bout de son mandat dans le temps imparti* ».

Vote :

Une très jeune personne fait remarquer que si l'on veut que le vote soit obligatoire il faut qu'il y ait un vote blanc, pour que les gens ne soient pas contraints de voter pour quelqu'un qui ne leur plairait pas.

Un participant estime qu'il faut que « *il ne faut pas voter pour des personnes, mais pour des programmes.* »

Un participant estime qu'il ne faut qu'une « *dose de proportionnelle* » pour pouvoir gouverner. Sinon, dit-il, « *c'est l'Italie, instable* ».

Démotivation des jeunes :

Un participant se demande comment remotiver les jeunes qui sont désabusés.

Un jeune répond qu'il y'a une fracture générationnelle dans la manière de s'intéresser aux choses.

Un autre jeune constate que les jeunes bougent beaucoup, d'où un manque d'ancrage : ils ne s'enracinent pas, ils ne s'engagent pas.

Une participante pense que « *plus on tarde à entrer dans la vie active, plus on tarde à s'occuper des questions politiques (impôts, etc.)* ».

Un participant plus âgé estime que « *il faut écouter les jeunes et qu'on ne leur a peut-être pas assez donné un bon exemple* ».

Un participant estime que « *on ne peut pas motiver les jeunes sans emploi* » (lui-même a galéré).

Élites :

Un participant critique les élites.

Un autre participant dit que « *il n'y a pas les compétents et les autres* ».

Information :

Une participante dénonce le manque d'informations qui seules peuvent éclairer le citoyen. Elle regrette que les informations des collectivités locales arrivent avec les publicités et qu'on les jette. Un participant lui répond qu'il suffit de refuser les publicités.

Citoyenneté et destruction des radars :

Un participant trouve « *anormal le silence autour du fait que la majorité des radars ait été détruite* ».

À propos des 80 km/h : « *si quelqu'un avait un tué dans sa famille il changerait d'avis* ».

GRAND DÉBAT : MARLY

Lieu : Marly lez Valenciennes(Nord)

Date :18 février 2019

Heure : 18h-19h30

Organisateur : M.MARTINEZ , sous le nom de « Gilets jaunes »

Nombre de personnes : 80

Présence d'une adjointe au maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : une partie des participants est assise en cercle ; une autre partie, en gilets jaunes et contestataires, est debout au fond de la salle

Ambiance : épouvantable

Querelles intestines

L'adjointe au maire présente rappelle que Marly a ouvert un cahier de doléances et regrette que les gilets jaunes s'associent à des actions antisémites.

L'organisateur, vêtu d'un gilet jaune, se plaint des « *élus qui ne nous écoutent pas* » et critique certaines dépenses : il cite le flochage des TER aux nouvelles couleurs de la région et l'installation d'un golf à Marly.

L'organisateur est pris à partie par une vingtaine de gilets jaunes, debout dans la salle, qui accusent l'organisateur de ne pas être dans les manifs et d'avoir « *un gilet jaune tout neuf* », d'être un « *faux gilet jaune* », de n'avoir « *jamais été vu sur les ronds-points* », de « *se réveiller aujourd'hui* ». L'un de ses gilets jaunes déclare : « *le débat c'est bien. Mais le débat sur la rue ça ne sert à rien* ».

Une des contestataires gilets jaunes déclare : « *on n'avait même pas été mis au courant par l'organisateur soi-disant gilet jaune, c'est une mascarade !* ». Une dizaine de gilets jaunes quittent la salle, il en reste 10. Certains reviendront après...

L'adjointe au maire tente de calmer le jeu : « *au lieu de disputes internes il faut se rassembler, on en sortirait grandi* ».

Les gilets jaunes contestataires demandent à la mairie un quartier général. Ils se plaignent de ne pouvoir communiquer que par « *Facebook pourri, infiltré par les RG* ».

Une jeune personne demande au contestataire : « *qu'allez-vous vous faire ?* » Réponse : « *on s'en fout des partis politiques et des syndicats* ».

Une dame âgée se plaint des apartés des contestataires, qui discutent entre eux. Elle déclare : « *peu importe qui a organisé le débat, il faudrait au moins qu'il y a débat!* ».

Un participant interpelle les gilets jaunes contestataires : « *À quoi voulez-vous en venir ? Si vous voulez la révolution, si vous voulez faire tout sauter, dites-le ! On a des élus, on les élit, dites-nous quelle est votre finalité. On ne vous entend plus parler du prix des carburants, alors qu'il augmente à nouveau ! L'imposition des GAFA devrait être une priorité. Mais je ne comprends rien à vos intentions. Quant aux salaires, ce sont les patrons qui versent et décident les salaires, on ne vous entend pas là-dessus !* » L'un des gilets jaunes contestataires répond : « *Ce qu'on veut c'est la démission de Macron !* ».

Ça part en vrille...

L'adjointe au maire reprend la parole : « *Ne rejetez pas les politiques et les syndicats. Organisez-vous ! Le débat d'aujourd'hui n'est pas un débat. Ça ne nous aura pas apporté beaucoup, malheureusement...* » L'adjointe au maire clôt la réunion.

Quelques rares éléments de débat

Un retraité de 73 ans se plaint qu'on ne lui ait pas payé 9 trimestres et dénonce « *les centaines de millions qui s'en vont à l'étranger* ». Il déclare : « *ce n'est pas l'immigration qui coûte cher mais l'évasion fiscale* ».

Un handicapé en fauteuil roulant (à cause d'un accident du travail), qui a 7 enfants, se plaint de ne pouvoir s'acheter un fauteuil plus performant.

Une autre personne handicapée se plaint de la CAF qui lui a demandé un trop-perçu d'allocation adulte handicapé (AAH), parce qu'il a travaillé un peu (notamment dans la réserve opérationnelle de l'armée). Il pense que l'AAH ne devrait pas être réduite lorsque la personne a quelques ressources dues à un travail.

GRAND DÉBAT : Croix

Lieu : Croix (Nord)

Date : 20 février 2019

Heure : 18h30-21h

Organisateur : Maire de Croix

Nombre de personnes : 80

Présence du maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Personnes assises en cercle, en 4 quartiers. Au centre, un animateur professionnel (journaliste). Retransmission partielle par la chaîne parlementaire, LCP.

Ambiance : Très correcte.

Questions abordées :

Transition écologique, Fiscalité et dépenses publiques, Démocratie et citoyenneté, Organisation de l'Etat et des services publics

Transition écologique

Une participante : « *Que la France fasse quelque chose, d'accord, mais quid des autres pays ? L'Allemagne avec son charbon, la Chine, les États-Unis polluent beaucoup plus que nous* » ; « *c'est bien beau de dire « notre » transition écologique* ». Un participant considère en revanche que « *il ne faut pas attendre que mon voisin fasse l'effort pour que je fasse moi-même l'effort ; il le fera si je le fais* ». Un autre participant considère lui aussi qu'il ne faut pas « *attendre les autres pour agir et donner l'exemple. Arrêtons d'attendre que le voisin bouge* »

Transports :

Une participante : « *Pourquoi ne faisons-nous pas payer les poids-lourds qui traversent le pays ? Pourquoi avoir supprimé l'écotaxe ? On n'aurait pas dû capituler devant les bonnets rouges.* »

Une participante se plaint que pour son itinéraire quotidien elle met 50 minutes en transport en commun au lieu de 20 minutes en voiture : « *on n'en fait pas assez pour les transports en commun* ».

Un participant plaide pour le vélo, « *comme chez nos voisins hollandais* » ; il préconise de faire plus de parking pour les vélos. Une participante, gilet jaune, demande plus de pistes cyclables.

Un participant souhaite réserver une voie au covoiturage sur les autoroutes.

Fiscalité écologique et incitations aux bons comportements :

La participante gilet jaune demande de taxer plus le carburant des avions et des bateaux.

Un participant assez jeune pense qu'on aurait dû associer les gens plus tôt pour qu'il changent leur comportement.

Un participant considère que nous, consommateurs, nous devons orienter nos achats (et donc la production) vers des objets plus vertueux sur le plan écologique.

Une participante considère qu'il ne faut pas toujours mettre des malus et qu'il faut privilégier les bonus : « *on doit pouvoir gagner de l'argent quand on fait bien (par exemple la tarification incitative sur les déchets, encourageant à la réduction de leur volume)* ». Dans cette optique elle propose pour limiter les emballages de « *baisser la TVA sur les produits en vrac* ».

Un participant propose que les taxes écologiques soient affectées à des dépenses en faveur de l'écologie. Il préconise par ailleurs de demander à l'éducation nationale de diffuser chez les jeunes de bonnes pratiques environnementales.

Déchets :

La participante gilet jaune dénonce que les entreprises jettent autant d'alimentation. « *On pourrait distribuer ces aliments à des maraudeurs pour les sans-domicile-fixe* ». Elle demande la consigne pour les bouteilles. Elle regrette que les entreprises ne trient pas assez leurs déchets et qu'on ne demande un effort qu'aux particuliers.

Un participant souhaite stimuler la réparation des objets et leur durabilité.

Energie :

Un participant suggère « *un plan de rénovation de l'éclairage public dans toute la France* » pour économiser l'électricité.

Un participant pense qu'il faut « *tout d'abord économiser l'énergie* » et isoler les bâtiments et « *investir dans les énergies renouvelables, le solaire, l'éolien et la géothermie plutôt que dans le nucléaire et l'EPR* ».

Eau et biodiversité :

Un participant pense qu'il faut réduire les pesticides qui portent atteinte à l'environnement et à la santé humaine.

Un autre participant regrette le recul du vivant (oiseaux, insectes).

Enfin un participant trouve « *aberrant d'utiliser l'eau potable dans nos toilettes* » et préconise de « *diriger l'eau usée des lavabos vers les toilettes* » ; selon lui, les équipements pour ce faire sont très peu onéreux.

Fiscalité et dépenses publiques

L'animateur rappelle en exergue que le taux de prélèvements obligatoires en France est de 45 %, le plus élevé des pays riches.

Dépenses publiques :

Un participant dénonce les avantages dont bénéficieraient les salariés de certaines entreprises publiques (EDF, Radio France, etc.). Il rappelle que les impôts servent à financer les services publics, mais « *il faut que ces services soient bien gérés !* ».

Un participant regrette qu'il n'y ait pas de suite réelle aux rapports de la Cour des Comptes.

Un autre participant pense que « *certain services publics rendent des services dont on n'a pas besoin* ». Il faudrait selon lui faire le bilan des actions publiques et supprimer celles qui sont inutiles.

Une participante gilet jaune considère qu'on a donné beaucoup trop d'argent aux entreprises et critique fortement le CICE.

Un participant estime que « *le train de vie de l'État est beaucoup trop élevé* » et que « *le nombre et les émoluments des députés sont trop élevés* ». Il considère par ailleurs qu'il faut supprimer les avantages des anciens présidents de la République.

Une participante considère au contraire que, contrairement à une idée reçue, « *les émoluments des élus sont tout à fait justifiés* ».

Fiscalité :

Un participant considère que « *l'impôt est essentiel* » pour financer les dépenses publiques. Il considère en revanche qu'il faut simplifier et éviter les niches fiscales.

Une participante considère qu'il n'y a « *pas assez de pédagogie sur à quoi servent nos impôts* ».

Une participante demande qu'il n'y ait pas trop de pression fiscale sur les entreprises, qui créent de l'emploi et préconise plutôt d'augmenter la fiscalité sur les droits de succession. Cette dernière suggestion est contestée par un autre participant.

Un participant estime que la fiscalité ne soutient pas assez les familles, dont l'action économique et éducative est capitale. Il propose d'augmenter le quotient familial.

Une participante dit que « *la défiscalisation des heures supplémentaires est une bonne mesure* ».

ISF :

La participante gilet jaune considère qu'il faut rétablir l'ISF.

A contrario un autre participant considère que « *cela fait fuir les riches qui partent avec leurs enfants, lesquels créent ensuite des entreprises et des emplois à l'étranger et non en France* ».

Un autre participant considère que le gouvernement n'aurait pas dû supprimer l'ISF mais faire des réfections de cet impôt lorsque le contribuable participe à l'économie productive (comme cela est le cas lorsqu'il fait des dons).

TVA :

Une participante considère qu'il faut « *moduler la TVA et la diminuer pour les produits écologiquement vertueux* ».

Une autre participante préconise de « *baisser la TVA sur les produits de première nécessité et de l'augmenter sur les produits de luxe* ».

Un participant préconise moins de TVA et plus de fiscalité progressive.

Démocratie et citoyenneté

Un participant se méfie de la démocratie directe et souhaite simplement qu'on « modernise » la démocratie représentative et qu'on fasse vivre la démocratie participative, comme cela est le cas dans ce « grand débat » ; il suggère d'ailleurs de refaire périodiquement des débats de ce type.

Une participante considère qu'on a « *une grande chance d'être dans un pays démocratique où on peut voter* ».

Un participant dit qu'il ne voit jamais son député et qu'il a même eu du mal, pour son association, à rencontrer son député et que, lorsqu'il a été reçu, celui-ci parlait au lieu de l'écouter... Le même participant regrette que les députés dépendent trop de leurs partis et y prennent leurs ordres, au lieu d'écouter et d'être le relais de leurs concitoyens. Le même participant se plaint que les consultations du citoyen ne servent souvent à rien : il prend comme exemple la PMA, refusée selon lui par 80 % de la pollution, mais qui a été finalement préconisée par le comité national sur la bioéthique.

La participante gilet jaune demande qu'on officialise le vote blanc.

Un participant demande que le vote soit obligatoire comme en Belgique.

Une participante regrette que les corps intermédiaires (élus locaux, syndicats, etc.) ne soient pas assez entendus.

Une institutrice retraitée trouve que les enseignants devraient être formés pour mieux inculquer la citoyenneté aux enfants. Une institutrice plus jeune dit qu'elle le fait, au cours de toutes les disciplines qu'elle enseigne.

Organisation de l'État et des services publics

Un participant considère qu'il y a trop de lois, françaises ou européennes, et trop de normes et qu'il faut « *supprimer des lois* ».

Au sujet de l'accès aux services publics, une participante considère que c'est bien de dématérialiser les services qui peuvent l'être (et qui peuvent être ainsi accessibles à toute heure ou bien si on habite loin) mais qu'inversement il ne faut pas déshumaniser complètement les services.

La participante gilet jaune considère que les rendez-vous sont bien trop longs à avoir dans les CAF et qu'en attendant ces rendez-vous, les prestations sont parfois suspendues... Inversement un participant se réjouit qu'aujourd'hui on ait accès au service des impôts, chose qui était impossible dit-il il y a 40 ans.

GRAND DÉBAT : Marcq en Baroeul

Lieu : Marcq en Baroeul (Nord)

Date : 22 février 2019

Heure : 18h30 – 20h30

Organisateur : Maire

Nombre de personnes : 250

Présence du maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants assis en hémicycle. animateurs au centre de l'hémicycle. Thèmes examinés les uns après les autres, avec un animateur différent pour chaque thème.

Ambiance : Très correcte.

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Intervention liminaire du maire, qui invite à dépasser nos clivages et à sortir de la crise.

Fiscalité et dépenses publiques

Intervention d'un gilet jaune : « *on n'a pas envie de sortir de la crise* ». « *On veut augmenter les impôts pour les riches les baisser pour les pauvres et lutter contre la fraude fiscale.* » Cette personne gilet jaune n'est pas intervenue une seconde fois et a quitté la salle au terme de cette première thématique.

Fiscalité :

Un participant : « *4 pays européens pratiquent le dumping fiscal. Comment éviter cela ?* ».

Un autre participant fait remarquer que « *la politique fiscale est nationale et qu'on ne peut donc pas influencer sur le dumping fiscal des autres pays* ».

Une participante : « *il faut faire l'inventaire de toutes les taxes inutiles* ».

Un participant qui a été au RSA trouve « *que toute personne, à sa mesure, doit payer l'impôt* ». L'animateur rappelle qu'il est inexact de trop souvent dire que beaucoup de personnes ne payent pas l'impôt puisque la TVA frappe tout le monde. Au demeurant la proposition de faire payer l'impôt sur le revenu à tout le monde est contredite par un retraité qui touche peu : « *que me restera-t-il ?!* » Une participante dit d'ailleurs à ce sujet : « *si on élargit l'assiette de l'impôt sur le revenu, il faudra en contrepartie baisser la TVA* ».

Une participante trouve que « *il y a trop d'écart entre les salaires et qu'il faut pour corriger cela rajouter des tranches supplémentaires pour l'impôt sur le revenu et la CSG* ». Sur le même sujet, un participant juge que « *il faut commencer plus bas le premier taux de l'impôt et aller plus haut pour le dernier taux* ».

Un participant trouve que « *ce n'est pas en rétablissant l'ISF ni en rognant les salaires des parlementaires qu'on trouvera beaucoup de recettes. Ce qu'il faut c'est retrouver la croissance et, pour cela, favoriser l'export* ».

Un participant critique les propos précédents en disant qu'on a tort de dire : « *ça ne représente que 1%...* ». « *Les petits ruisseaux font les grandes rivières* ».

Un participant regrette qu'« *on ne parle que des pauvres et des riches, mais pas assez des classes moyennes qui sont ponctionnées, ponctionnées, ponctionnées...* ».

Une participante, veuve depuis 15 ans, se plaint de « *la disparition de la demi-part pour les veuves et de la CSG* ».

Dépenses publiques :

Un participant suggère de s'attaquer aux « *frais entraînés par les anciens présidents* » et au « *nombre d'élus des trois assemblées* ».

Une participante : « *il faut supprimer les commissions et les comités Théodule* ».

Un participant s'inquiète, dans les dépenses publiques de « *la dette du passé* ». Il propose aussi d'« *augmenter le temps de travail des fonctionnaires de 35 à 39 heures* ». Il propose enfin « *une allocation sociale unique pour économiser sur les frais de gestion* ».

Un participant propose de « *ne pas créer de nouvelles dépenses, notamment le remboursement de la PMA par la sécurité sociale* ».

Un participant propose de « *donner la priorité aux dépenses publiques qui augmentent la productivité des entreprises* ».

Un participant propose de « *modérer les salaires de la haute fonction publique* ».

Un participant trouve « *logique que l'État soit impliqué dans les fonctions régaliennes* » mais il pense en revanche que « *dans bien des domaines (santé, transport, etc.) le privé est plus compétent et moins cher* ».

Un participant : « *il faut supprimer le CESE où l'on case un certain nombre de personnes* ».

Un participant : « *il faut réduire les dépenses des collectivités territoriales en les supprimant ou en les fusionnant* ».

Une participante, faisant partie d'un collectif du handicap, regrette que « *l'allocation pour adulte handicapé soit diminuée quand on a des ressources* », qu'« *il n'y a pas assez de moyens pour la scolarisation des enfants handicapés* » et que « *certains soins ne soient pas remboursés* ».

Un participant estime qu'« *on ne sait pas assez ce qu'on fait de l'impôt, il faudrait avoir accès aux données sur les dépenses publiques* ».

Un participant fait observer qu'on parle beaucoup des dépenses publiques. « *Mais a-t-on suffisamment conscience de tout ce que l'État nous apporte au quotidien (santé, éducation, transport, culture, etc.) ?* ».

Transition écologique

L'animateur de cette thématique fait remarquer que le débat a lieu en plein pic de pollution atmosphérique...

Transports :

Un participant demande, « *pourquoi les camions qui traversent la France et qui polluent ne payent pas* » ; il regrette que « *on ait reculé sur l'écotaxe* ».

Deux participants suggèrent « *la gratuité des transports publics* ».

Un participant fait remarquer que « *l'autoroute A1, c'est 200 km de camions ! À quand un vrai service de ferroutage ?* ». Il demande aussi « *une meilleure intermodalité, une meilleure synergie entre les différents modes de transport en commun* ».

Une participante demande « *où en est le canal Seine Nord ?* »

Déchets :

Un participant demande « *une formation sur le recyclage* ».

Un autre participant demande aux industriels et aux distributeurs de « *cesser de suremballer* ». Il se plaint aussi qu'« *une trop faible partie du plastique est recyclée* ».

Deux participants souhaitent « *consigner les bouteilles en verre, afin de les réutiliser telles quelles et de ne pas les casser* ». L'un d'entre propose d'« *augmenter les contributions des producteurs et des distributeurs à CITEO (ex Eco-emballages)* ».

Un participant regrette que « *la plupart des voitures partent pour l'Afrique. Il faut que chaque pays recycle ses propres déchets et ne les exporte pas.* »

Énergie :

Une participante note que « *l'été, des centrales nucléaires ont dû être arrêtées car l'eau de refroidissement était trop chaude* ». Elle plaide pour les énergies renouvelables.

Un participant note que « *les copropriétaires bloquent parfois les votes sur la rénovation énergétique des immeubles, parce qu'elles ne profitent qu'aux locataires* ».

Une participante pense que « *le plus grand fléau sur le climat, c'est l'ignorance et la difficulté de s'informer* ». « *On a besoin d'un traducteur pour comprendre les rapports du GIEC* ». Elle estime par ailleurs que « *il faudrait que chaque ville fasse son plan climat* ».

Nature et biodiversité :

Un participant souhaite « *stopper l'artificialisation des sols agricoles* ».

Une jeune participante note que « *les insectes et les oiseaux disparaissent* » et qu'il faudrait « *interdire les produits phytosanitaires et aider les agriculteurs à s'en passer* ».

Pollution :

Un participant propose que « *les communes financent un détecteur de pollution auprès des écoles pour éviter que les enfants ne sortent en cas de pollution* ».

Fiscalité écologique :

Une participante propose de réduire la TVA sur les produits écologiques, notamment l'agriculture biologique.

Un participant juge injuste la taxe carbone : « *c'est la gabelle du XXI^e siècle* ». Il souhaite par ailleurs affecter cette taxe à des actions écologiques. Dans le même registre une participante note que « *selon la Cour des Comptes, la moitié de la fiscalité environnementale ne sert pas à l'écologie* ».

Une participante : il faut « *augmenter la TVA sur les produits lointains, qui occasionnent trop de transports* ».

Démocratie et citoyenneté

Une participante, d'origine portugaise, rappelle que « *les Portugais ont connu une crise terrible entre 2011 et 2015* » ; elle dit que « *quand on parle de dictature j'ai su ce que c'était sous Salazar* ». « *On a une chance inouïe d'habiter la France* ».

Plusieurs participants se prononce en faveur du vote obligatoire et du vote blanc.

Une participante propose d'une part de simplifier les procurations, d'autre part de généraliser le vote électronique.

Un participant estime qu'« *il faut réduire le nombre de sénateurs. Il n'y en a que 100 aux États-Unis* ».

Un participant estime que « *il faudrait que les citoyens puissent proposer et pas seulement les lobbies* ».

Une participante juge que « *le RIC, c'est tout et n'importe quoi. Arrêtez de dire que les élus de la république ne sont pas légitimes !* ».

Un participant estime que « *le RIC écrase les minorités* ».

Une participante s'inquiète de « *la montée des populismes* ».

Une participante se plaint vivement que le CESE n'ait pas tenu compte des 700.000 personnes qui avaient fait une pétition sur le mariage pour tous ; elle se plaint également que « *le gouvernement piétine les 80 % des personnes qui sont défavorables à la PMA* ». C'est à ses yeux un déni de démocratie.

Organisation de l'État et des services publics

Un participant propose de « *créer des maisons des services au public dans les petits villages* ».

Un participant se plaint de la « *durée excessive des procédures de justice administrative. C'est David et Goliath* ».

Un participant souhaite « *plus de transparence dans les services publics* ». Il regrette « *le manque de suivi des rapports des organismes de contrôle, notamment de la Cour des Comptes* ».

Un participant estime que « *il faut supprimer les communes et ne conserver que les inter-communalités* ».

Un participant déclare qu'il faut « *faire attention prioritairement aux services publics qui desservent les personnes les plus vulnérables : les handicapés, qui doivent s'exiler à l'étranger parce qu'il n'y a pas assez de places en France, les personnes âgées dépendantes, les personnes qui sont dans la rue* ».

GRAND DÉBAT : Orchies

Lieu : Orchies (Nord)

Date : 23 février 2019

Heure : 10h-12h

Organisateur : Mairie d'Orchies

Nombre de personnes : 35

Présence du maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants assis en U

Ambiance : Très correcte

Question abordée : Transition écologique

Transports :

Un participant propose de « *taxer plus le kérosène des avions* ».

Ce même participant critique « *le voyage mémoriel pharaonique du président* ».

Un participant demande de « *relancer le ferroviaire* ». En bémol, un participant dit que « *malheureusement les gens ne veulent plus de ligne ferroviaire, d'arrêt de bus, ... près de chez eux et que les pouvoirs publics n'ont plus d'autorité pour imposer certains choix* ».

Un participant juge que « *le libre-échange entraîne des échanges lointains sources de transports inutiles* ». Selon lui, « *il faudrait des taxes pour freiner ces échanges lointains* ».

En ce qui concerne les transports inutiles et les circuits courts, un participant déclare que « *les circuits courts, c'est bien joli, mais on n'aura plus d'oranges, de kiwis, de mangues* ». Petite bronca dans l'assistance...

Un participant cite l'exemple de Freiburg (Allemagne) qui a su promouvoir les modes doux de transport sur le plan local. Cela montre qu'on peut « *agir localement* ».

Un participant regrette que « *le tunnel ferroviaire Lyon-Turin soit remis en question, « saboté », alors que la vallée de l'Arve est très polluée* ».

Un participant regrette que « *les zones industrielles, les zones commerciales ne soient pas assez desservies par les transports en commun* ».

Une participante souligne qu'« *on est dépendant de la voiture dans les zones rurales* ».

Une participante remarque qu'« *on va tous faire du sport dans les salles de sport mais qu'on est incapable de faire 100 m à pied* ».

Un participant demande (question locale, mais symbolique selon lui) « *pourquoi on a mis des rangées de pots de fleur sur la route au lieu d'installer une piste cyclable* ». Le maire répond que les pots ralentissent la vitesse.

Le maire indique aussi que « *la mairie va subventionner des vélos* ».

Énergie :

Un participant critique « *l'usage de groupes électrogènes pour faire la glace de la patinoire* ».

Un participant demande si dans les villes « *on ne pourrait pas diminuer l'éclairage public la nuit (un lampadaire sur deux ?)* ».

Un participant fait remarquer que « *le déficit de la France est à moitié dû au pétrole* ». Il préconise l'hydrogène et la pile à combustible. Il estime qu'« *il n'y a pas assez de recherche et développement pour les énergies du futur* ».

Un autre participant est moins convaincu par les énergies renouvelables. Il demande : « *pour remplacer une centrale nucléaire, combien faut-il d'éoliennes combien faut-il de champs photovoltaïques ? On dit que les industriels ne doivent pas mentir, il ne faut pas non plus que les écolos nous mentent* ».

S'agissant des économies d'énergie dans les logements, une participante fait remarquer que « *50 % des occupants sont locataires et qu'ils sont donc dépendants des choix de leur propriétaire* ».

Biodiversité :

Un participant proteste contre les pesticides (pas seulement le glyphosate).

Un autre participant se demande « *par quoi on va le remplacer ? On ne va pas désherber à la main !* ».

Un participant évoque « *les difficultés, la souffrance, les suicides des agriculteurs* ».

Déchets :

Deux participants estiment qu'on a tous une responsabilité individuelle, par exemple pour « *bien faire le tri sélectif* ».

Comme exemple d'action locale à promouvoir, un participant cite « *la collecte des déchets verts avec des chevaux (moins de pollution et protection d'une race de chevaux) et l'élevage de poules pour se nourrir de nos déchets.* »

Urbanisme :

Un participant déclare qu'on est « saturé » : « *On construit, on construit, on est de plus en plus saturé (plus de voitures, moins d'espaces verts, etc.)* ».

Mode de vie et de consommation :

Un intervenant : « *on veut une croissance de 2 % par an. Mais où va-t-on ? Consommer, consommer ! C'est quoi notre modèle économique ?* »

Une participante : « *le problème n'est pas technologique, il est politique. Où va-t-on ? Quel modèle économique ? Prend on en compte toutes les externalités dans nos choix ? Comment consommer moins ? Eh bien, c'est très simple, arrêtons la publicité !* »

Divers :

Un participant : « *on veut responsabiliser (culpabiliser) les consommateurs. Mais c'est les industriels qu'il faudrait responsabiliser : les autos sont de plus en plus grosses ! On subit les choix des politiques et des grands groupes : le nucléaire, ...* ». En contrepoint, un autre participant déclare que « *c'est un peu facile de critiquer les décideurs, qu'ils soient élus ou chefs d'entreprise, et d'être toujours contre tout...* »

À propos du consentement à l'écologie, une participante déclare : « *je veux bien payer des impôts pour l'écologie si les projets sont bons* ». Mais elle se méfie des projets « *pseudo-écologiques* ». « *Les projets écologiques sont trop vite géants et démesurés* ». Elle vise notamment la méthanisation : « *on veut des petits projets, on ne veut pas de « l'écologie industrielle »* ».

Une participante pense que « *la solution viendra des jeunes, car, pour notre génération, les écolos étaient des hurluberlus* ». Un participant lui répond que malheureusement « *les jeunes ne sont pas là...* ».

GRAND DÉBAT : Cambrai

Lieu : Cambrai (Nord)

Date : 23 février 2019

Heure : 14h30-17h

Organisateur : Maire

Nombre de personnes : 40

Présence du maire (ancien député) et de l'ancien sénateur-maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Il s'agissait de la 2^{ème} réunion. Lors de la 1^{ère} réunion les participants avaient été répartis en quatre tables pour explorer les quatre thématiques et la 2^{ème} réunion consiste à rapporter en assemblée « plénière » les idées émises lors de la 1^{ère} réunion. Pour cette seconde assemblée les personnes étaient assises en rangées linéaires, face aux animateurs.

Ambiance : Très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Démocratie et citoyenneté
Organisation de l'Etat et des services publics - Transition écologique

Fiscalité et dépenses publiques

Fiscalité :

Un participant : « *il faut lutter contre l'évasion fiscale* ». Un autre participant : « *Les classes moyennes n'ont pas la possibilité de défiscaliser et d'optimiser l'impôt* ».

Une participante : « *il faut taxer les robots, qui compromettent l'emploi* ». Affirmation contredite par un autre participant qui considère qu'il faut veiller à « *ne pas trop taxer les industries* » dans l'univers concurrentiel où elles se trouvent. En revanche consensus pour taxer les géants du Tech, les GAFA.

20 participants regrettent qu'on ait supprimé l'impôt sur la fortune sans contrepartie. « *On aurait dû exiger que les payeurs de cet impôt réinvestissent dans l'économie* ». Comme on ne constate pas selon lui ce réinvestissement, il faut « *revenir sur la suppression de l'ISF* ».

Un participant souhaite la baisse de la TVA sur les produits de nécessité et qu'elle soit en revanche « *très fortement augmentée sur les produits de luxe* ». Une discussion intervient sur la taxation du tabac.

Un participant : « *il faut baisser l'impôt sur les sociétés. Il est en France de 25 % alors qu'il est inférieur à 20 % en Grande-Bretagne* ».

Une participante regrette que « *l'universalité des allocations familiales ait disparu* » ; elle rappelle que la famille est le socle de la société et souhaite « *développer les crèches* ».

Un participant considère que « *baisser l'impôt c'est utopique. Il faut l'aménager* ».

Ce n'est pas vraiment un impôt, mais un participant considère que « *le prix des abonnements (EDF, gaz, au, etc.) est excessif* ».

Un participant retraités déclare : « *actuellement, avec l'histoire de la CSG, je touche la même retraite qu'en 2008* ».

Dépenses publiques :

Un participant, pourtant ancien président des anciens d'Algérie, souhaite « *la suppression de toute subvention aux associations privés* » : contestation de plusieurs personnes.

Un participant souhaite « *rendre obligatoires les avis de la Cour des Comptes* » et « *imposer ses conclusions* ». Il souhaite également « *dégraissier les administrations parallèles et les commissions* ».

Démocratie et citoyenneté

Vote blanc : tous favorables

Vote obligatoire : tous favorables

Un participant propose « 40 % de députés tirés au sort ». Proposition peu consensuelle ...

Deux participants trouvent que « 15 % de proportionnelle c'est insuffisant, il faudrait 30 % ». L'un d'entre eux propose le vote à 1 tour.

Un ancien sénateur trouve au contraire que le scrutin de circonscription maintient un lien entre un homme et un territoire il se déclare opposé à la proportionnelle intégrale, facteur d'instabilité permanente et considère que « 15 % de proportionnelle est suffisant ».

Cet ancien sénateur est par ailleurs inquiet des projets de diminuer le nombre de parlementaires, il craint que le contact avec la population soit distendu, « notamment dans les zones rurales ».

Un participant suggère de faire des « élections des députés à mi-mandat présidentiel », comme c'est le cas aux États-Unis.

Un participant regrette que les députés ne soient pas assez présents et propose qu'ils « pointent ».

Un participant, qui déclare avoir visité l'Assemblée nationale loue au contraire le travail des députés.

Un participant souhaiterait « une réunion mensuelle d'informations et de rencontre avec le député ».

L'un des deux animateurs mentionne l'existence dans une autre région d'un « conseil de circonscription faisant remonter les échos du terrain vers le député ».

Organisation de l'État et les services publics

Une participante dénonce le « millefeuille administratif » et « doute de l'utilité du CESE ».

Un participant considère que « le président a un rôle trop important et prend la place du premier ministre ».

Certains ayant préconisé la suppression du Sénat, un participant considère au contraire que « le Sénat est utile car il prend de la hauteur et du recul ». Il préconise en revanche la fusion du Sénat et du CESE » (cf. référendum de De Gaulle en 69). L'ancien sénateur émet des doutes sur le mariage au sein d'une seule instance des sénateurs et des représentants économiques et sociaux du CESE.

Cet ancien sénateur considère que « l'école nationale d'administration devrait exiger que les énarques fassent effectivement leurs 10 ans dus à l'État ».

Un participant estime qu'il faudrait faire en sorte que « les personnes ayant une fonction publique ne soient pas par ailleurs tributaires d'intérêts privés ».

Une participante s'oppose à un seuil d'âge pour le Président de la république. L'ancien sénateur rappelle à cette occasion que Napoléon avait été premier consul à 29 ans...

Un participant propose que « l'échelle de rémunération des fonctionnaires ne dépasse pas un rapport de 1 à 10 entre les plus bas salaires et les plus hauts salaires (avantages en nature compris) ».

Transition écologique

Un participant pense que « les surcoûts écologiques ne doivent pas pénaliser les consommateurs à faible revenu » et que « les taxes sur les carburants pénalisent les automobilistes captifs de l'automobile ».

Une participante s'inquiète de la progression des véhicules électriques et regrette qu'« on ne s'inquiète pas de savoir comment sont construites les batteries ».

Un participant vante le carburant éthanol. Un autre participant considère cependant que « tout le monde ne peut pas rouler à l'éthanol ».

Un participant déclare que « c'est à nous de faire des économies. Je ferme mon éclairage et mon chauffage à 23h ».

Une participante : « *en matière énergétique, on est harcelé par ceux qui vendent des nouvelles chaudières* ». « *On ne devrait pas revenir en arrière sur les incitations financières aux économies d'énergie* ».

Un participant : « *il faut interdire l'importation de produits qui ne respecteraient pas les bonnes pratiques environnementales et sociales (travail des enfants par exemple)* ». Une participante met un bémol en disant que peut-être il ne faut pas aller jusqu'à interdire, mais au moins pénaliser par des taxes.

Un participant considère que « *il devrait y avoir dans chaque cabinet ministériel un « gardien de l'écologie* ».

Un participant dénonce « *les rejets de déchets dans les fossés plutôt que dans les déchèteries* ».

GRAND DÉBAT : MÉTEREN

Lieu : Méteren (Nord)

Date : 25 février 2019

Heure : 19h30 – 22h

Organisateur : Jennifer de TEMMERMAN, Députée REM

Nombre de personnes : 90

Présence de la députée

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants répartis autour d'une dizaine de table en 1^{ère} partie, puis restitution des 9 tables

Ambiance : très correcte. Cependant, un militant de Négawatt a imposé au début de la réunion une « déclaration » ; plusieurs militants de ladite association se sont levés au moment de cette « déclaration » ; plusieurs ont quitté la séance assez vite, d'une manière fort peu courtoise (voir ci-dessous).

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Débats à l'une des tables

Le rédacteur du présent rapport assisté au débat sur la transition écologique à l'une des tables avant la séance plénière de restitution.

Un participant demande de

- Réduire les gaz à effet de serre
- Arrêter les subventions aux énergies fossiles
- Développer les énergies renouvelables
- Appliquer le scénario énergétique de Négawatt

Plusieurs participants demandent alors très gentiment à l'intervenant précédent ce qu'est le scénario Négawatt. Le défenseur de Négawatt se vexe (!) et dénonce une « *mascarade* » (sic) ; il quitte la réunion.

L'essentiel du débat porte sur les transports, avec des propositions qu'on retrouvera ci-dessous dans la restitution de toutes les tables : développer le covoiturage, le télétravail, le ferroviaire ,...

Un intervenant, adepte de la petite reine, plaide pour le vélo et la construction de pistes cyclables (ça n'a pas été fait dans sa ville, même à l'occasion de la reconstruction d'une rue).

Un participant demande « une écotaxe pour les camions »

Un autre participant fait remarquer qu'« *on est dans une société de consommation immédiate (Amazon...), qui entraîne une prolifération des transports* ».

Contrairement à l'opinion dominante qui sera restituée en plénière (voir ci-dessous), un participant de cette table n'est « *pas favorable au canal Seine Nord. On est en train de créer une autoroute fluviale pour importer des biens venant d'Asie* ».

Restitution de l'ensemble des tables en plénière

► Les items ci-dessous marqués d'un astérisque sont ceux qui sont revenus dans plusieurs tables.

Fiscalité et dépenses publiques

Fiscalité (pour la fiscalité écologique, voir le chapitre ci-dessous sur la transition écologique) :

- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, bio ou durables et augmentation pour les produits de luxe*
- Faire payer les entreprises là où elles travaillent (notamment les GAFAs, géants du Tech) *
- Pour accéder aux services sociaux il faut payer des impôts en France
- Taxer le sucre pour lutter contre l'obésité
- Combattre l'évasion fiscale*
- Rétablir l'impôt sur la fortune* (et faire le bilan de ce qui a été investi par ceux qui ont été dispensés de l'ISF)
- Revenir sur le taux unique de la flat tax sur les intérêts et les dividendes *
- Appeler des contributions volontaires pour financer certaines dépenses publiques (s'il n'y a pas assez de contributions volontaires, ça prouve que le projet n'intéresse pas beaucoup de gens, on ne fait pas le projet)
- Avoir plus d'informations sur la répartition de nos impôts et leur utilisation
- Modérer la pression fiscale insupportable sur les classes moyennes
- À quoi sert la CSG ?
- Tout le monde devrait payer un impôt sur le revenu, fût-il modique pour les plus modestes -

Dépenses publiques :

- Millefeuille administratif * (trop d'échelons de collectivités locales)
- Diminuer le train de vie de l'État et des élus nationaux
- Pas de régime de retraite des élus plus favorable que celui des citoyens
- Les aides publiques données aux entreprises ne doivent pas pouvoir être distribuées aux actionnaires
- Tenir compte des rapports de la Cour des Comptes

Transition écologique

Fiscalité écologique :

- Taxer les carburants des bateaux et des avions*
- Fiscalité allégée sur les réparations*
- TVA fonction de la durabilité des produits
- Diminuer les taxes sur les produits recyclables et sur les produits locaux *
- Ressusciter l'écotaxe et diminuer la taxe à l'essieu (qui est payée même si les camions ne roulent pas)
- Augmenter la taxe sur les emballages, notamment sur les emballages non recyclables et les suremballages
- Faire payer les éco-contributions aux achats sur Internet
- Taxer les plus gros pollueurs

- Ne pas continuer à taxer fort les carburants si on continue à fermer les petites gares
- Toutes les taxes nouvelles devraient être affectées à aider ceux qui vont être « chamboulés » par ces taxes
- En ce qui concerne la taxation des énergies fossiles, on ne doit pas s'emballer avant d'avoir trouvé les énergies remplaçantes

Actions écologiques :

Transports :

- Développer le ferroviaire et le fluvial * (notamment le canal Seine Nord)*
 - Allonger les trains et affréter plus de trains en journée
 - Faire des parkings plus importants près des gares *
 - Développer le covoiturage *
 - Réserver des voies et des parkings pour les voitures de covoiturage
 - Installer un tramway le long de l'autoroute A1
 - Développer le télétravail *
 - Développer les usages du vélo (pas assez de pistes cyclables sans interruption *)
 - Inscrire les pistes cyclables dans les documents d'urbanisme
 - Développer les autoroutes ferroviaires et les transports multimodaux
 - Transports en commun gratuits (« *plus de salaire à payer pour les contrôleurs...* »)
 - Développer les achats locaux et les circuits courts *
- Un bémol d'un participant : « *Consommer local n'est pas forcément consommer propre* »

Déchets :

- Lutter contre les décharges sauvages
- Ne mettre des publicités que dans les boîtes aux lettres des gens qui le demandent
- Pour lutter contre l'obsolescence programmée, allonger la durée de garantie (proposition de 10 ans)
- Développer les méthodes de location qui intégreraient les réparations
- Diminuer les emballages *
 - Lutter contre les suremballages
 - Faire en sorte que dans 10 ans tous les emballages soient recyclables
 - Consigner les emballages *

Énergie :

- Développer les énergies renouvelables * et, notamment, soutenir la coopérative locale citoyenne de l'énergie (Enercoop).
- Développer la méthanisation (sur ce point, controverse entre divers participants compte tenu d'un projet local. Un participant se plaint que « *la méthanisation fric a été trop libéralisée* »)
- Encourager les économies d'énergie dans les bâtiments et, notamment, inciter plus à l'isolation des maisons
- Subventionner plus les maisons passives en consommation d'énergie
- Concilier patrimoine et écologie (pas de diktat de l'architecte des bâtiments de France sur les toits solaires)
- Inquiétude sur le véhicule électrique, « *qui dépend du nucléaire* »

Biodiversité :

- Supprimer le glyphosate
- Inciter à replanter des haies
- Ne pas faire payer la certification bio par le producteur

- Lutter contre l'artificialisation des sols
- Développer des micro fermes urbaines

Divers :

- Développer l'étiquetage environnemental *
- Soutenir les associations qui font du développement durable

GRAND DÉBAT : Roubaix (UPC)

Lieu : Roubaix (Nord)

Date : 26 février 2019

Heure : 14h-16h

Organisateur : Université populaire et citoyenne

Nombre de personnes : 30

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : participants assis de manière très rapprochée. Usage d'un « bâton de parole » symbolisant un micro distribué aux intervenants à tour de rôle par une remarquable animatrice.

Ambiance : correcte mais souvent « offensive » ...

Questions abordées :

Mouvement des gilets jaunes et grand débat- Pouvoir d'achat

Fiscalité et dépenses publiques - Démocratie et citoyenneté - Transition écologique

Mouvement des gilets jaunes et grand débat

Un participant se plaint que « *les médias mettent en avant les violences des gilets jaunes plutôt que leurs revendications ou les violences policières* » ; il considère que « *le droit de manifester est mis en cause* ».

Une participante gilet jaune déclare : « *Je suis découragée. On n'est pas rejoint. On est dans des mondes parallèles* » ; elle dénonce le questionnaire du grand débat, « *très orienté* ». Un représentant d'ATD quart monde confirme qu'« *on ne s'est pas retrouvé dans le questionnaire* ».

Une participante se demande si « *on ne perd pas son temps ?* ». « *Va-t-on tenir compte de ce qu'on aura dit ?* ». « *Est-ce que les plus pauvres des plus pauvres ne vont pas trinquer à l'issue de cette crise ?* ».

Un participant déplore « *les conséquences économiques désastreuses du mouvement des gilets jaunes pour les commerçants et les entreprises* ». Vif débat après cette intervention...

Pouvoir d'achat

Une participante a cette formule choc : « *certains survivent, d'autres vivent* ».

Un participant qui a travaillé 40 ans à la lanière de Roubaix se plaint de sa situation de retraité : « *Je suis sous le seuil de pauvreté. Macron me fait les poches.* »

Un autre participant est « *indigné de certaines radiations d'allocation chômage* ». Ce même participant estime que « *les allocations familiales devraient commencer dès le premier enfant* ».

Un participant se plaint que « *malgré tout ce qui a été fait dans les quartiers prioritaires de la ville, il y a de plus en plus de gens en dessous du seuil de pauvreté* ».

Une participante considère qu'il y a « *trop d'écart entre les salaires* ».

Un participant voudrait que dans toute la France « *des employés des mairies aident les chômeurs à trouver un emploi, en rencontrant les entreprises et les commerces de la ville* »

Un participant critique le projet de retraite universelle ; il pense qu' « avec le système par points on ne validera plus les arrêts de travail », même si c'est compensé par une aide de l'État en laquelle il n'a pas confiance.

Une participante se plaint de « la faible évolution du point d'indice des fonctionnaires ».

Une participante pense qu'« il faudrait pouvoir assurer gratuitement les besoins de base en eau, en gaz, en électricité, en transport, puis ne facturer, de manière progressive, que ce qui est au-delà du besoin de base ».

Fiscalité et dépenses publiques

Dépenses publiques :

Un participant considère qu' « il vaut mieux donner à manger que faire des expositions très chères au musée de la Piscine à Roubaix ».

Une participante considère qu'il faudrait « plus de contrôles sanitaires dans certains commerces ou restaurants ». La même personne considère qu'il faudrait « lutter contre l'insécurité en ville ».

Fiscalité :

Un participant craint qu' « avec la suppression de la taxe d'habitation les associations vont trinquer », du fait de la perte de ressources des communes.

Une participante, gilet jaune, dénonce l'évasion et la fraude fiscale, propose d'augmenter les droits de succession, et d'aider uniquement les petites et moyennes entreprises.

Une participante souhaite « rajouter une tranche d'impôt sur le revenu ».

Un participant souhaite « taxer le kérosène aérien ».

Démocratie et citoyenneté

Un participant dénonce « le mépris des élus » : « ils reprochent aux militants que nous sommes de « manipuler les gens » et de « faire de la politique », mais n'en font-ils pas, eux, de la politique ?! »

Un participant déclare : « ils ne sont plus humains, les politiques ». Un autre : « ils nous mentent ».

Un participant considère qu'il y a « trop de parlementaires ».

Un participant déclare qu'il faut « reconstruire les corps intermédiaires, et notamment les associations ».

Un participant regrette qu' « avec la disparition de l'église, de l'action catholique ouvrière, des militants communistes etc. « les liens de militance » aient disparu ».

Un participant pense qu' « *on devrait prendre en stage des jeunes en grande difficulté dans les ministères pour faire évoluer les lois* ».

Un participant pense que « *pour financer les associations il faudrait créer un « fonds libre de financement » pour éviter le clientélisme* ».

Une participante estime que la démocratie participative est insuffisante : « *il faudrait co-construire, localement, tous les projets urbains en associant les élus, les techniciens et les habitants* ». Cette même participante dresse un « *bilan négatif des conseils citoyens* ».

Entreprises et Démocratie sociale :

Un participant regrette « *le peu d'ouvriers dans les conseils d'administration des entreprises. Est-ce qu'on va laisser les industriels faire ce qu'ils veulent, notamment les délocalisations ?* »

Une participante vante les SCOP (Société coopérative et participative).

Une participante déplore qu' « *on harmonise toujours par le bas. On devrait inscrire dans la Constitution le principe de non régression du droit social* ». Elle souhaiterait qu'on puisse « *préempter des usines* ».

Un participant soulève le problème de « *l'accès aux capitaux, notamment pour que les cadres et les ouvriers d'une entreprise en difficulté puissent la racheter* ».

Transition écologique

Le président de l'UPC estime que « *la priorité des priorités est la survie écologique* ». Il se demande « *comment partager avec les pays de la planète pour qu'il n'y ait pas de guerre* ».

Un participant regrette l'inaction pour le climat : « *on continue, tout va bien...* ».

Un participant défend « *les captifs de l'automobile* », qui ne peuvent pas payer des taxes excessives.

Un participant estime que « *les incitations pour changer les voitures ne sont pas suffisantes pour les gens à faible revenu* ».

Une participante pense qu'il faut effectuer une transition écologique et sociale. « *Il faut aider ceux qui ne peuvent pas supporter financièrement la transition écologique* ».

Une jeune participante dénonce « *les pressions des multinationales* ».

Un participant plaide en faveur des « *transports en commun gratuits* ».

L'animatrice de la réunion déclare : « *on supprime des bus, c'est une aberration* ».

Une participante estime que « *la transition écologique peut créer beaucoup d'emplois, notamment dans l'isolation des bâtiments* ».

GRAND DÉBAT : LILLE - MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarités)

Lieu : Lille(Nord)

Date : 26 février 2019

Heure : 18h-20h

Organisateur : Nord Ecologie conseil

Nombre de personnes : 30

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : La réunion se déroule en trois phases

- Phase 1 : la trentaine de personnes présentes se ventile entre 5 tables
- Phase 2 : un rapporteur de chaque table présente les conclusions de sa table en plénière
- Phase 3 : enfin, une discussion libre s'instaure en plénière

Ambiance : Très correcte

Question abordée :
Transition écologique

Lors de la phase 2, les rapporteurs évoquent les idées suivantes :

- Développer des indicateurs, dont l'évolution serait mesurable au cours d'un mandat électif.
- Cercle vicieux de certaines réponses : par exemple la climatisation pour lutter contre le réchauffement climatique...
- Le conditionnement des médicaments doit être allégé (distribution à l'unité).
- La fiscalité doit être incitative pour les produits bons pour la santé.
- Il faut organiser la traçabilité des produits et de leurs producteurs : « *Monsanto et Bayer c'est la même chose, l'un nous rend malade, l'autre nous soigne* ».
- Développer les transports en commun, le ferroutage, les voies navigables, le covoiturage.
- Accélérer l'économie d'énergie dans les logements (objectif social et écologique).
- Diminuer les phytosanitaires.
- Développer les circuits courts.
- Développer les énergies renouvelables : géothermie, solaire, éoliennes.

Lors de la phase 3, les participants évoquent les idées suivantes :

Un participant : « *l'individu à la base doit se poser la question de savoir ce que lui-même peut faire* ».

Deux participants considèrent a contrario que ça ne suffit pas et que « *les pouvoirs publics ont une responsabilité* ».

Un participant se dit « *déçu par le recul sur le glyphosate* ».

Une participante déplore que « *beaucoup de matériaux ne soient pas recyclés* » ; elle est en faveur de la consigne. La même participante est préoccupée par la qualité de l'eau.

Un participant regrette que « *le conseil régional ait voté un schéma d'aménagement (SRADDET) permettant encore pas mal d'étalement urbain* ».

Un participant estime qu'il faudrait « *mieux distinguer la lutte contre le changement climatique et la lutte contre les effets du changement climatique* ». L'animateur demande « *que penser de la géo-*

ingénierie ? Si les gens pensent qu'on peut rectifier les dégâts, qu'on peut agir correctivement, les gens ne se désintéresseront- ils pas du préventif ? »

Une participante estime que « *si les citoyens prenaient part aux décisions il y aurait beaucoup moins de projets coûteux et nuisibles* ». Un jeune participant ne partage pas cet avis : « *Je n'ai pas accès à l'info, je ne serai pas le meilleur expert* ».

Un participant estime que « *la question de l'eau est primordiale* » et trouve « *anormal qu'on mette de l'eau potable dans les toilettes* ». À ce sujet un autre participant pense que « *si on faisait de l'eau potable uniquement pour l'usage eau potable celle-ci serait en trop petite quantité dans les tuyaux et risquerait d'être polluée* ».

Un participant dénonce « *la consommation excessive d'eau pour certaines cultures comme le maïs* ».

À la fin de la séance, l'animateur demande aux participants de citer, selon eux, « une » action emblématique pour le climat. 3 réponses dans l'assistance : la gratuité des transports en commun, la plantation d'arbres, l'augmentation du prix du fioul pour les camions.

GRAND DÉBAT : Roubaix

Lieu : Roubaix (Nord)

Date : 2 mars 2019

Heure : 10h-13h

Organisateur : Mairie

Nombre de personnes : 100

Présence du maire et de la députée.

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants disposés en rangées linéaires face à l'animateur. Animé et retransmis par la télévision WEO.

Ambiance : Correcte

Questions abordées :

Situation sociale et pouvoir d'achat

Diverses questions libres

Transition écologique

L'animateur demande à chaque participant de répondre sur son smartphone à la question suivante : « *quel est votre état d'esprit en arrivant à ce débat ?* ». Les réponses fusent et on les voit apparaître sur l'écran : « *curieux, motivé, prospectif, colère, bisounours, suites? etc.* »

Ensuite les organisateurs de 4 débats qui ont déjà eu lieu dans la ville de Roubaix font une très brève synthèse de leurs réunions respectives :

- Le président du restaurant solidaire « l'Univers » (habillé pour la circonstance en gilet jaune)
- un vice-président de l'Université populaire et citoyenne
- Le responsable d'un collectif de quartier, le collectif Delory
- Le porte-parole d'un groupe constitué en vue des municipales : « Roubaix 2020 »

Avant de passer au sujet de la journée, la transition écologique, l'animateur propose d'ouvrir néanmoins dans un premier temps le débat à toutes les autres questions, notamment celle du pouvoir d'achat.

Situation sociale et pouvoir d'achat

Un participant affirme que « *la formidable progression des inégalités a créé la crise. On a de plus en plus de mal à vivre ensemble* ».

Un autre participant déclare que « *beaucoup de gens ont un genou par terre et ne réagissent plus* ». Il ajoute que « *le fossé est énorme* ».

Un représentant d'un groupe de demandeurs d'emploi supplie qu' « *on n'oublie pas les demandeurs d'emploi, notamment de longue durée* ». Il propose :

- Une clause d'embauche obligatoire pour les entreprises qui bénéficie d'aides publiques
- Une garantie de revenus d'existence pour les chômeurs de longue durée (supérieure au RSA de 500 € ; il propose 800 €)

- Une représentation des demandeurs d'emploi dans les instances sociales, notamment dans les discussions sur l'assurance chômage

Un participant, à Roubaix depuis 4 mois après 20 ans passés à l'étranger, déclare qu'« *on ne peut pas faire une société sans solidarité* » ; il préconise d'accorder à tous « *un revenu de base financé par la taxation des banques* ». Le revenu de base est demandé par un autre participant.

Un participant regrette « *la diminution des contrats aidés* ».

Une intervenante souhaite « *effacer la diminution de 5 euros de l'APL* ».

Un participant prône « *une formation en gestion budgétaire familiale* ».

Enfin, un participant juge qu'« *il faut relocaliser l'industrie, notamment l'industrie pharmaceutique* (« *l'industrie textile aussi* », rajoute un autre participant). « *Relocaliser ça crée de l'emploi local, ça occupe des friches* ».

Questions libres

Fiscalité :

Un participant dit qu'il faut surtout « *simplifier la fiscalité* ».

Une participante propose de « *réduire la TVA sur les produits de première nécessité (alimentaire, électricité)* ».

Une autre participante demande « *quand cesseront l'évasion fiscale et les niches fiscales ?* ».

Un très jeune participant estime que « *c'est dégueulasse d'avoir supprimé l'ISF* ».

Un participant propose de :

- supprimer toutes les niches fiscales (à l'exception des emplois à domicile et des dépenses de maîtrise de l'énergie).
- Taxer les droits de succession plus fortement
- Créer une tranche supplémentaire (55 %) d'impôt sur le revenu

Une participante propose « *une fiscalité nulle et un tarif très réduit sur les consommations de base* », d'eau et d'électricité par exemple ; elle propose en revanche de « *taxer très fort les surconsommations* ».

Enfin un intervenant juge que « *toutes les nouvelles ressources fiscales écologiques devraient être affectées à la transition écologique* ».

Dépenses publiques :

Une participante pense qu'il faut « *créer de la richesse avant de la partager : on a un peu perdu cette notion* ». À la question de l'animateur « *comment créer de la richesse ?* », pas de réponse claire...

Deux intervenants pensent qu'« *il y a trop d'aides aux entreprises, sans discernement et sans contrôle* ». Ils souhaitent que ces aides soient supprimées, sauf pour les PME et l'artisanat.

Une intervenante se plaint de la situation qui a été faite aux retraités. Elle propose « *un plancher de 1500 € de retraite pour tous ceux qui ont travaillé toute leur vie* ».

Un participant considère qu'il faut « *plafonner l'allocation chômage : le plafond français est scandaleusement élevé* ».

Un participant propose de « *mutualiser les chantiers d'insertion* » car il considère qu'il y a trop de dépenses de frais de structure.

En ce qui concerne les subventions publiques aux associations, un participant regrette qu'il n'y ait « *pas de visibilité pluriannuelle des associations sur leur budget* ». Un autre participant qui considère que « *les associations ont des difficultés financières monstrueuses* » propose de les subventionner par le biais d'un « *fonds d'initiative citoyenne (FIC), géré de manière collégiale et départementale* », pour « *libérer* » le fonds de l'emprise des élus communaux et éviter le clientélisme.

Démocratie et citoyenneté :

Un participant propose, sans plus d'explications de « *prendre en compte les votes blancs* ».

Une intervenante demande « *la proportionnelle intégrale* ».

Un très jeune participant propose « *une instance nationale réunissant des jeunes (comme il y a des instances communales)* ».

Services publics :

Un participant déclare que « *les services publics sont à reconquérir* ». Il dénonce, ainsi qu'un autre participant, « *la fracture numérique* » qui éloigne encore un peu plus certains usagers.

En ce qui concerne le service public de santé, une intervenante se plaint de « *la diminution des ophtalmos dans l'hôpital public et regrette que du coup on soit obligé de se rabattre sur les cliniques privées et les mutuelles* ».

Europe :

Un participant juge que « *la concurrence européenne nous fait beaucoup de mal. Les travailleurs détachés, c'est l'esclavage moderne* ».

Un autre participant juge que « *l'union européenne européenne est la source de tous nos maux (fiscalité, travailleurs détachés)* » ; il préconise le FREXIT...

Transition écologique

Avant d'entamer le débat sur la question du jour, deux films sont projetés :

- Comment consommer mieux pour prévenir les déchets (expérience d'une dame à qui on avait volé sa voiture, qui était à découvert et qu'un nouveau mode de consommation « *a sauvé* », selon ses propres dires).
- Comment développer les services de réparation (film sur le Repair café)

Généralités :

Un participant se demande « *comment remettre au centre de nos préoccupations notre survie, qui concerne tout le monde y compris les plus pauvres* ».

Un autre participant considère cependant qu' « *on ne gagnera réellement le combat écologique que si on règle d'abord les problèmes de court terme des gens* ».

Une intervenante considère que « *chacun doit prendre ses responsabilités pour consommer moins, consommer mieux* ». Une intervenante considère en revanche qu' « *on essaie de faire à notre niveau, mais que c'est une goutte d'eau* ». « *Si on n'agit pas au niveau européen et mondial on va dans le mur. On y est déjà !* ». Une autre intervenante renchérit : « *OK pour agir personnellement, mais il ne faut pas oublier les enjeux globaux* ».

Transports :

Deux participants, dont le gilet jaune présent, considèrent que le transport en commun est un sujet crucial, qui a été considérablement dégradé par le pouvoir politique actuel à la métropole européenne de Lille (à ce sujet une intervenante se plaint de la société délégataire du transport collectif de la métropole de Lille). Ces participants proposent :

- La gratuité des transports en commun
- La réouverture de lignes de chemin de fer
- Le ferroutage

L'un de ces deux participants estime que « *la SNCF n'est pas là pour faire des bénéfices* ». Par ailleurs il en a « *ras-le-bol d'acheter un billet comme si j'allais à la tombola avec des billets qui n'ont jamais le même prix* ».

Un participant met en doute la faisabilité des transports gratuits dans la métropole lilloise : « *ça coûterait 2 milliards d'euros* ». Chiffre contesté par d'autres participants.

Ce participant plaide pour le vélo.

Une participante dénonce qu' « *il y ait plusieurs voitures dans certains foyers* ».

Un participant regrette qu' « *on ne puisse pas poser soi-même des filtres à particules* » ; il indique : « *sinon on ne passe pas le contrôle technique alors que c'est possible dans d'autres pays* ».

Un participant dit qu' « *il faudrait mieux réparer les vieilles voitures plutôt que de promouvoir le véhicule électrique* ».

Un participant juge que « *la prime pour changement de véhicules devrait être accordée à tout le monde et pas seulement aux personnes non imposables et pas seulement pour changer un véhicule de plus de 16 ans* ».

Déchets :

Un participant au juge qu' « *il n'y a pas assez de poubelles sélectives dans les espaces publics* ». Il pense aussi qu'il faudrait « *mieux associer les citoyens* » à la préparation et à la dévolution des marchés publics en matière de déchets.

Pour juguler le volume de déchets, un participant, responsable de l'opération « *zéro déchet* » à Roubaix, pense que :

- Il faudrait supprimer les publicités sur les produits qui sont mauvais pour l'environnement et la santé

- Il faudrait abaisser la TVA sur les réparations

Un participant se plaint que « *ce sont les industriels qui emballent et suremballent* ».

Un autre participant demande : « *qu'est-ce que les entreprises font de leurs déchets ?* » Il prône le « zéro déchet » pour les entreprises.

Biodiversité et circuits courts :

Une intervenante se plaint que « *les arbres dans la ville sont noirs* ».

Une autre intervenante se plaint qu'« *il n'y a pas assez d'arbres dans la métropole lilloise* » et que « *les insectes disparaissent* ». Elle juge que « *le discours devrait être en accord avec les actes. Le PLU dit qu'on préfère les zones agricoles et en fait on n'arrête pas de créer des zones d'activité* ».

Une autre intervenante pense qu'il faut « *soutenir les petits agriculteurs et éleveurs, notamment pour promouvoir le bio* ».

Plusieurs personnes se prononcent en faveur des circuits courts, pour l'alimentation. Une intervenante se réjouit des « *jardins partagés* » et invite à « *aller au marché* » ce qui, en outre, « *crée du lien* ».

Énergie :

Une intervenante pense qu'il faudrait « *lancer un grand plan de rénovation énergétique des logements* ». Un autre participant pense même qu'il faudrait en faire « *une obligation pour les propriétaires* ».

Concernant le changement climatique, un intervenant juge qu'il faudrait « *lutter contre les projets destructeurs financés par nous dans le monde, comme les centrales à charbon* ».

GRAND DÉBAT : Armentières

Lieu : Armentières (Nord)

Date : 2 mars 2019

Heure : 15h-17h

Organisateur : Laurent PIETRASZEWSKI, député REM

Nombre de personnes : 50

Présence du maire, Bernard HAESEBROECK (et, bien sûr du député organisateur)

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Personnes assises en rangées face à une remarquable animatrice

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Démocratie et citoyenneté
Organisation de l'Etat et des services publics - Transition écologique

Organisation de l'État et des services publics

Un participant : « *l'administration française marche bien. Il suffit d'aller à l'étranger pour le constater.* »

Une participante pense que cependant la fracture numérique empêche certaines personnes d'avoir accès à l'administration : « *Obtenir un certificat de non gage est un chemin de croix pour certaines personnes* ».

Millefeuille administratif :

Plusieurs participants évoquent le « millefeuille administratif ». L'un d'eux propose de supprimer les départements et de ne garder que les régions, en leur donnant beaucoup plus de pouvoirs. Un autre participant suggère de réduire le nombre de communes ; selon lui « *les intercommunalités ne sont qu'une strate supplémentaire* ». Un autre participant indique que les effectifs des intercommunalités se sont ajoutés à ceux des communes, sans réduction. Un participant demande quel a été le bilan de la fusion des régions et pense que ça n'a pas fait d'économies.

En contrepoint, un participant demande, si on supprimait des échelons administratifs, si cela n'aura pas un effet négatif en cette période de chômage. Un autre participant insiste sur la contradiction qu'il y a entre les suppressions d'échelons administratifs (pour des raisons d'économies et l'efficacité) et le besoin de proximité et de contact auquel nous aspirons.

Démocratie et citoyenneté

Avantages des élus :

Un participant considère que « *on entend énormément de choses négatives sur les élus nationaux et qu'il faut rectifier les fake news et les fantasmes à ce sujet* ».

Un autre participant déclare qu'il faut « *arrêter le « tous pourris* ». « *Il y a certes des brebis galeuses, mais comme partout* ».

Un autre participant considère que « 5 à 6000 € par mois pour les députés c'est pas énorme compte-tenu de leurs responsabilités » et même que « les maires des petites communes à 800 € c'est lamentablement bas ». Un participant qui se déclare gilet jaune confirme cette appréciation !

Modalités de vote :

Un participant prône une « dose de proportionnelle ».

Un autre participant partisan de la proportionnelle presque intégrale, estime qu'il faut surtout « redonner du pouvoir au parlement » : « actuellement nous avons un monarque républicain ». Un autre participant estime en revanche que « la proportionnelle intégrale, c'est la IVe République, c'était le « bordel intégral ». Il souhaite cependant la proportionnelle intégrale dans les régions.

Une participante souhaite que les votes blancs soient reconnus dans les suffrages exprimés. La question est de savoir ce qu'on fera de cette « reconnaissance ». Un participant suggère que « s'il y a plus de 50 % de votes blancs on refait l'élection ». Une toute jeune fille fait remarquer que « à ce moment-là on sera obligé de refaire l'élection, pour arriver sans doute au même résultat ! ».

Certains participants prônent le vote obligatoire. Un participant s'exprime contre.

Un participant souhaite qu'« on aille moins souvent aux urnes » et se prononce pour les mandats longs (à contre-courant de l'opinion souvent exprimée de mandats courts et de retours plus fréquents devant les urnes...).

Démocratie parlementaire :

Un participant regrette que « les députés, godillots, obéissent à un président »

Un autre participant regrette qu'« on n'arrive pas à travailler sur des idées et à se rassembler au-delà des partis »; il trouve ridicule de « critiquer systématiquement ce que dit l'autre parti ». Dans cet ordre d'idée, il propose qu'« un quart des députés soit tiré au sort, afin qu'ils soient au-dessus des idées partisans ».

Un participant regrette le choix non démocratique de certains dirigeants ; il considère anormal d'être « gouverné par trois personnes (Philippe, Lemaire, Darmanin) qui ont été battus à la primaire de la droite ».

Jeunesse :

Un participant se demande pourquoi les jeunes ne sont pas là.

Un autre participant juge que « il n'y a pas non plus beaucoup de jeunes dans les associations pas plus que dans la politique ». Une participante se demande si « nous, parents, ne sommes pas fautifs ? »

Une participante vante le service civique d'une part et l'éducation dans les écoles d'autre part comme instruments de citoyenneté.

Une participante estime que « beaucoup de choses se font déjà dans les écoles ».

Au sujet du service civique un jeune participant, lui-même au service civique, regrette que « la plupart des jeunes soient là pour avoir une rémunération et pas pour rendre service ». Un autre jeune participant estime au contraire normal que « les contrats aidés et les services civiques soient un moyen d'avoir une petite rémunération pour les jeunes qui n'ont rien ».

Un participant vante le « service volontaire européen » (ses enfants y ont passé chacun une année, l'un en Espagne, l'autre au Danemark).

Citoyenneté et vie associative :

Un participant, prêtre, considère que « *pour participer à la vie associative, il faut avoir du temps. Or les gens courent...* ». Il estime que « *d'autres sont dans la précarité et s'enferment dans leur solitude.* »

Un participant estime que « *ceux qui touchent le RSA devraient être astreints à un service* ». Une participante plaide également pour que « *les bénéficiaires du RSA donnent un peu de leur temps à des écoles, à des associations, etc.* ». Un participant ajoute que « *la participation à la vie associative est en plus un moyen de réinsertion* ». En revanche, un participant souligne que « *le chômeur ne doit pas être culpabilisé* ».

Le maire considère que « *le faible écart entre le RSA et un demi SMIC est un vrai sujet* » et préconise un système où on proposerait à des volontaires de travailler à mi-temps, en comblant avec des financements publics l'écart entre le RSA et le demi SMIC, et en apportant ainsi aux intéressés des droits en matière de retraite, ce que le RSA n'apporte pas.

Fiscalité et dépenses publiques

Dépenses publiques :

Un participant s'inquiète du financement de l'aide aux personnes âgées dépendantes.

Un participant, assez jeune, handicapé, considère que « *on ne parle pas assez de nous, ça nous fait très mal* » ; il remercie le président de la république d'avoir augmenté l'allocation pour adultes handicapés.

Un participant critique le fait que les retraites soient présentées comme des dépenses publiques.

Un participant se plaint que « *depuis 78, l'État n'a jamais présenté un budget équilibré* ». « *On va être en faillite. Arrêtons de dire aux gens qu'on peut dépenser ce qu'on n'a pas !* ». « *Il faut produire il faut de l'argent à distribuer.* » Il défend le maximum de 3 % de déficit budgétaire de Maastricht.

Un participant déclare qu' « *il faut rendre les politiques responsables judiciairement et/ou financièrement des dépenses excessives et du déficit qu'ils créent* ».

Fiscalité :

Un participant remarque que « *tous les ans les prélèvements obligatoires augmentent. A-t-on fixé un niveau où ça va s'arrêter ?* ».

Un participant est partisan d' « *un seul grand impôt progressif fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG* ».

Un participant estime qu'« *il faut diminuer la TVA, qui touche les plus modestes, pour augmenter le pouvoir d'achat et relancer la consommation, et en contrepartie créer une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu et une TVA plus haute sur les produits de luxe* ».

Un participant dénonce l'évasion fiscale et les niches fiscales (sauf celles qui permettent de développer l'emploi).

Un participant remarque que « *pour juguler l'évasion fiscale il faudrait une politique européenne* ».

Transition écologique

Climat :

Une participante fait une « déclaration » sur le climat et prône la décroissance. En écho, un participant souhaite « *qu'on ose parler au niveau politique de la décroissance* ». Dans le même ordre d'idées le maire appelle à d'autres modes de consommation : « *il faudra consommer moins et autrement* ».

Transports :

Le député, organisateur, considère comme prioritaire la question des transports en commun.

Un participant remarque à ce sujet qu'il n'y a toujours que deux lignes de métro dans la métropole lilloise et qu'aucune n'a été construite depuis 30 ans. Un autre participant s'interroge sur l'extension de l'autoroute A25 qui selon lui est une erreur. Un autre participant ose dire que « *ça ne me dérangerait pas de payer 2€ le litre d'essence...* ».

Un participant, qui vante les mérites du GPL se plaint que « *le litre de GPL coûte 0,80 € le litre en France alors qu'il ne coûte que 0,50 € en Belgique* ».

Un participant estime que « *l'isolation des bâtiments est une priorité absolue* ».

Une participante demande « *qu'on arrête de nous donner du plastique !* » Elle critique les bouteilles d'eau ou de coca en plastique.

À un participant qui propose qu'on taxe plus les industries, d'autres participants font remarquer qu'il y a de moins en moins d'usines en France d'une part et que « *l'industrie française n'a pas à rougir de ses progrès écologiques par rapport au reste du monde* »

GRAND DÉBAT : Cambrai – Centre social

Lieu : Cambrai (Nord)

Date : 4 mars 2019

Heure : 17h30 – 19h30

Organisateur : Centres sociaux du Cambrésis

Nombre de personnes : 30

Présence partielle du maire de Cambrai

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Les participants sont répartis entre 5 petits groupes où ils sont assis en cercle et peuvent tourner tous les quarts d'heure d'un groupe à l'autre

Ambiance : très correcte

Question abordée :

Organisation de l'Etat et des services publics

La thématique retenue pour cette réunion était l'organisation de l'État et des services publics. Elle a un peu débordé sur la fiscalité et les dépenses publiques (voir la fin de ce rapport).

Services publics

Accès aux services publics et dématérialisation :

Une bonne partie du débat porte sur l'accès aux services publics et sur la dématérialisation de l'accès.

Un participant déclare : « on a déjà des machines en face de nous dans les services privés. Alors qu'au moins on garde l'humain dans les services publics ! ».

Un autre participant dénonce « la complexité de la déclaration d'impôts numérique ».

Une intervenante, auto-entrepreneuse, déclare : « je ne fais plus de déclaration, je ne sais pas sur quoi il faut cliquer... J'attends qu'on me rappelle... ». Sur le même registre, une autre participante, fonctionnaire, a été informée par un imprimé informatique qu'elle avait une dette auprès d'une administration : « Je comprends pas, je fais le mort. On n'a pas affaire à un humain mais à une machine »

Un participant déclare avoir été « paumé, en tout cas dans un premier temps, devant les machines de la SNCF ».

Un participant déclare : « au moins, à la poste, il y a toujours quelqu'un pour vous expliquer. On est accueilli. La poste a beaucoup évolué ».

Une intervenante se plaint du « développement insuffisant de la fibre optique ».

Inversement, un participant déclare : « c'est quand même bien pratique l'ordinateur on peut s'en servir à toute heure et on n'a pas à se déplacer ».

Une participante propose « l'accompagnement au numérique ».

Le maire de Cambrai mentionne l'opération « feu vert pour l'emploi » organisée par la mairie. 1000 personnes sont venues. « Elles ont été heureuses de rencontrer des « gueules » de patrons et de DRH. Pour une fois on a eu des visages en face de nous ».

Le maire en profite pour évoquer un sujet qui lui tient à cœur : « il faut retourner la charge de la preuve et ne pas supprimer une allocation ou un avantage avant que la preuve n'en ait été apportée par

l'administration au terme d'une procédure contradictoire ». Il cite l'exemple de la maison départementale des personnes handicapées. Il cite aussi l'anecdote d'une dame qui a eu bien du mal à prouver que son mari n'était pas mort. Il cite enfin l'exemple de la répétition des indus par la CAF. Il s'indigne d'ailleurs du fait que la CAF puisse supprimer tout revenu à des gens, alors qu'une saisie arrêt sur salaire ne peut ponctionner qu'une partie du salaire. Un participant modère cependant cette déclaration en disant que parfois les administrés ne répondent pas aux requêtes des administrations.

Services de santé :

Une intervenante se plaint de « *l'engorgement des urgences* ». Un participant renchérit et déplore que « *les familles n'aient pas de nouvelles de ce qui se passe dans les coulisses des urgences* » ; Il se déclare aussi « surpris par le nombre de gens qui vont aux urgences ».

Un participant constate que « *les familles vont de médecin en médecin* ». Il espère beaucoup dans la réforme de la médecine.

Un autre participant plaide pour les maisons médicales et notamment celles qui sont situées à côté des hôpitaux.

Une participante ne comprend pas le système de remboursement. Elle trouve qu'il n'y a « *pas de traçabilité entre traitement et remboursement (certes il y a Internet, mais...)* ».

Service postal : une participante se plaint que la poste abandonne son service traditionnel et demande au facteur « *d'aller voir comment le papy et la mamie se portent...* »

Service des transports en commun :

Un participant se plaint de l'absence de fiabilité des horaires de TER et du coup, en venant de Cambrai, et en allant à Lille, il craint de rater la correspondance à Douai.

Une participante se réjouit en contrepartie que « *à Douai, comme à Arras il y a des parkings près des gares, c'est génial !* »

Fiscalité et dépenses publiques

Un participant déclare « *manquer d'informations sur le prélèvement à la source* ».

Une intervenante souhaiterait « *une tranche supérieure supplémentaire pour l'impôt sur le revenu* ».

Un participant s'inquiète que « *depuis plusieurs années, on baisse les cotisations des salariés. Comment les futures retraites seront-elles payées ?* »

Pour mieux accepter les dépenses publiques, un participant estime que « *chacun devrait savoir combien coûte un scanner, un I.R.M., etc.* ». Par ailleurs il indique qu'il souhaiterait savoir « *combien l'Union européenne coûte la France, et combien elle rapporte* ».

Un participant estime que « *lorsqu'on donne des avantages du type exonération de l'ISF ou subvention du CICE, il faudrait s'assurer qu'il y ait un rendu, une contrepartie* ».

Un participant regrette que « *la Cour des Comptes fait des remarques non suivies d'effets* ».

Deux participantes critiquent « *les avantages des anciens présidents* ».

GRAND DÉBAT : Neuville Saint Rémy

Lieu : Neuville Saint Rémy (Nord)

Date : 4 mars 2019

Heure : 19h-21h

Organisateur : Mairie

Nombre de personnes : 20

Présence permanente du maire

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants assis face à l'animateur. Toutes les questions pouvaient être abordées à tout moment, sans que les différentes thématiques soient séparées (*le compte-rendu a donc été restructuré par le rédacteur*).

Ambiance : Très correcte. Un participant iconoclaste.

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Fiscalité, dépenses publiques et pouvoir d'achat

Fiscalité :

L'animateur soulève la question de l'évasion fiscale : pas beaucoup d'échos... Une intervenante propose de « *baisser la TVA sur les produits de première nécessité* ».

Emprunts :

Un participant trouve « *anormal que l'État empreinte auprès des banques et notamment de banques étrangères : c'est coûteux !* »

Retraites :

Un participant regrette qu' « *on ne touche la retraite que sur le salaire, mais pas sur les primes* ».

Un autre participant dénonce « *l'inégalité entre les retraités de la fonction publique dont la retraite est basée sur les six derniers mois et les salariés du privé dont la retraite est basée sur les 20 dernières années* ».

Allocations :

Une participante se plaint des « *allocations sans contrepartie* ». Un participant considère que « *les bénéficiaires de ces allocations sociales devraient rendre service à des personnes âgées* ».

L'animateur remarque que « *certaines allocations tangent le niveau d'un salaire* ».

Dépenses de santé :

Un intervenant, médecin, propose (sic!) de « *supprimer le service des urgences à l'hôpital, parce que ce ne sont pas des urgences* ». Un participant lui répond qu' « *on est obligé de passer aux urgences, car on n'est pas accepté ailleurs* ». Tous pensent qu'« *on devrait généraliser les maisons médicales, notamment à côté des hôpitaux* ».

Subventions publiques :

L'intervenant médecin propose (sic !) de « *supprimer les subventions aux associations privées* ». Cette proposition engendre de vives protestations. Un intervenant remarque que « *s'il n'y avait pas d'associations il n'y aurait pas de sport, pas de culture, etc.* » Il considère au contraire que « *les associations ne sont pas assez subventionnées (par exemple les restos du cœur)* ». L'animateur se déclare choqué qu'on veuille « *supprimer le tissu social des associations* ».

Pouvoir d'achat :

Un participant estime que « *dans le temps on vivait mieux avec notre salaire que maintenant* ».

Un autre participant pense qu'« *en France, les prix ont bien changé avec l'euro et que ce n'est pas le cas en Allemagne* ». L'animateur exprime son désaccord : « *Les Allemands ont récupéré l'Allemagne de l'Est et ils ont payé « bonbon »* ».

Démocratie et citoyenneté

Grand débat :

Un participant au juge que « *cet exercice de démocratie participative devrait être fréquent, pour comprendre et pour proposer* ».

Un autre participant se demande « *pourquoi faire un grand débat si l'Europe refuse nos propositions* ». L'animateur fait remarquer que « *le président siège dans les instances européennes et peut y peser de tout son poids* ». Un participant pense que « *beaucoup de lois devraient être décidées au niveau européen* ».

Référendum :

Un participant : « *je ne suis pas contre, mais que déjà ils votent aux élections !* » Il préconise du coup le vote obligatoire.

Deux participants sont hostiles au référendum : « *ils veulent voter en permanence !* » L'animateur fait remarquer que « *dans le référendum d'initiative citoyenne (RIC), c'est la population qui impose le sujet* ». Il propose d'« *aménager l'actuel référendum d'initiative partagée (RIP) en abaissant le seuil du nombre de personnes pouvant demander le référendum* ».

Un participant, faisant allusion au référendum de 2005, déclare : « *un référendum pour ne pas en tenir compte, ça ne sert à rien !* »

Parlementaires et élus locaux :

Un participant sur demande « *à quoi sert le Sénat ?* » *N'est-ce pas une maison de retraite ?* ». Un autre participant considère au contraire que « *le Sénat est utile, mais il faudrait peut-être moins de sénateurs* ». L'animateur se déclare « *impressionné par la qualité des sénateurs, qui travaillent très sérieusement* ». Il s'interroge en revanche sur le CESE. Un participant estime que « *le Sénat est l'émanation des collectivités territoriales et qu'il faudrait plutôt supprimer l'Assemblée nationale (sic)* ».

Un participant demande que « *les députés pointent à l'assemblée nationale* ».

Sur le nombre de parlementaires, un participant déclare : « *plus ou moins nombreux je m'en fous ! Ça coûte rien par rapport au budget de la France. Et je suis content d'avoir un élu de proximité* ». Le même participant ajoute : « *ce qui m'importe c'est comment ils sont élus, et s'ils sont représentatifs des différentes catégories socio-professionnelles* ».

Un participant juge que « *les salaires des parlementaires, qui lui paraissent trop élevés, devraient être fixés par le peuple et non par le parlement lui-même* ». Il estime en revanche que « *les salaires des maires dans les petites communes sont trop bas* ».

Un participant craint les députés hors sol et estime que « *pour être député, il faudrait être passé par la case « maire » ou « adjoint au maire »* ». L'animateur trouve que « *ce serait bien, ça bloquerait les gens de l'ENA...* ». Dans le même esprit un autre participant se déclare « *partisan du cumul des mandats* ».

Enfin, un participant préconise un « *statut de l'élu local* » afin d'assurer un parachute à l'élu qui n'est pas fonctionnaire.

Immigration :

Un participant estime que le problème c'est que « *les étrangers pensent qu'on gagne bien sa vie en France, ils manquent d'informations sur la misère dans notre pays* ».

Un participant déclare violemment : « *je ne veux pas d'immigration. Les pays d'Afrique ils ont voté leur indépendance, qu'ils restent chez eux !* »

Un participant juge qu'il faut « *distinguer l'immigration de gens qui fuient la guerre et l'immigration économique* ». En ce qui concerne cette dernière il fait remarquer que « *certains secteurs manquent de main-d'œuvre étrangère (il cite l'hôpital de Cambrai)* ». Il souhaiterait « *plus de données objectives sur l'immigration* ».

Un participant défend aussi « *l'immigration choisie, correspondant à nos besoins économiques, comme en Australie. Mais, quand on défend l'immigration choisie, on est raciste !* »

Transition écologique

Un participant pense qu'on devrait « *imposer des panneaux solaires sur le toit des entrepôts* ». Bémol de l'animateur : « *ce sont les Chinois qui fabriquent les panneaux solaires* ».

Un participant déclare prioritaire « *l'isolation et le changement des modes de chauffage* ».

Il prône « *la réservation d'une voie d'autoroute aux transports en commun et au covoiturage* ».

Un participant estime que « *les incitations pour le renouvellement des voitures ne servent à rien pour les personnes à trop faibles ressources. Les primes pour le changement de voiture sont une fumisterie* ».

GRAND DÉBAT : Lille - CESER

Lieu : Lille (Nord)

Date : 5 mars 2019

Heure : 14h-16h

Organisateur : CESER

Nombre de personnes : environ 100

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER, avec Philippe LEMAIRE et Thierry HÉGAY

Organisation : Membres du CESER installés dans l'hémicycle du conseil régional, comme dans les réunions plénières habituelles du CESER

Ambiance : Très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Déclarations préliminaires de quelques membres

Un syndicaliste CGT déclare : « *il est réducteur de désigner l'actuel mouvement des gilets jaunes comme mouvement social* »

Le représentant de FO déclare « *cet avis résulte des avis exprimés depuis des années et transmis aux élus régionaux. Mais que sont devenus nos revendications et nos travaux ?* »

Une personne qualifiée ancien CFDT déclare : « *il y a beaucoup de fausses informations mais nous CESER, on a le pouvoir de vérifier l'info. Il ne faut pas être entraîné par l'émotion (les Verbatim du grand débat). Dans nos travaux il y a les Verbatim, mais le plus important c'est la synthèse éclairée à l'issue des débats* »

Le président du CESER : « *nous CESER, devons nous rapprocher encore plus du terrain, par exemple en nous rapprochant des conseils de développement des agglomérations* »

Vote des amendements préalables au vote final

Une personne qualifiée issue de la CFDT regrette qu'il n'y ait « *rien dans les Verbatim sur la situation des jeunes, qui représentent pourtant une grande partie des personnes sous le seuil de pauvreté* ». Un amendement est adopté sur ce sujet, tendant à « *revaloriser le pouvoir d'achat des jeunes afin de leur permettre d'accéder à l'autonomie financière et de vie* ».

La CGT et la CFDT insistent sur le fait qu'on ne peut pas parler du pouvoir d'achat sans mettre l'accent sur « *les négociations entre les entreprises et les représentants des salariés* ». Un amendement de compromis, voté, stipule que « *l'objectif est de partager la richesse grâce à des négociations* »

Un abonnement, voté, enlève le paragraphe du projet initial qui prévoyait de supprimer la CSG et la CRDS.

Enfin un vote a lieu sur un abonnement de dernière minute, qui tendait à supprimer, dans le projet d'avis, l'idée de « *redistribuer intégralement la taxe sur la grande distribution aux PME* ». Une majorité se dégage contre cet amendement et le texte initial est donc maintenu.

Discussion avant l'avis final

Le représentant de la CGT, au nom de tous les syndicats, déclare :

- « *En négligeant les syndicats et les corps intermédiaires, l'Etat s'expose au chaos* »
- « *Le nombre de smicards croît alors qu'il y a de plus en plus de smicards qualifiés. Il est urgent de réévaluer le SMIC* ».

Une représentante CGT dénonce « *l'incomplétude voire la platitude de l'avis* » et déclare donc que la CGT ne prendra pas part au vote.

Un participant déclare que « *l'essentiel est la lutte contre les inégalités, dans tous les domaines (éducation, logement, salaire, etc.)* »

Un participant dénonce toute forme de violence.

L'avis final est finalement approuvé par :

- 83 oui
- 4 non
- 26 abstentions
- 12 non participants au vote.

L'avis final est disponible sur internet à l'adresse suivante :

https://ceser.hautsdefrance.fr/sites/default/files/2019-03/Grand%20D%C3%A9bat%20National%20-%20Rapport-Avis%20du%20CESER%20Hauts-de-France_0.pdf

GRAND DÉBAT : Flines-lez-Raches

Lieu : Flines lez Raches (Nord)

Date : 5 mars 2019

Heure : 18h – 20h

Organisateur : Jean-Michel Zabinski

Nombre de personnes : 40

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : participants assis en demi-cercle avec l'animateur au cœur du demi-cercle

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

L'organisateur précise en exergue que bien que faisant partie d'un groupe d'opposition municipale il s'agit d'un débat citoyen ; il précise d'ailleurs que si la mairie avait elle-même organisé un débat le présent débat n'aurait pas été organisé.

Dépenses publiques et services publics, Fiscalité

Évolution des services publics en général :

Un participant dénonce « *la perte de services locaux (armée, tribunaux...)* ».

Un autre participant estime qu'« *il ne faut pas trop se désengager* ». Il regrette « *la privatisation des autoroutes* ».

Un participant estime qu'il ne fallait pas conserver les régions et les départements. « *On parle de suppressions d'échelon et on a créé la CAD (Communauté d'agglomération) !* ».

À propos de la dématérialisation des relations avec les services publics, un participant note que « *à la CAF, on est obligé de faire des courriers pour envoyer les pièces jointes* ».

Un participant se plaint de l'impunité des services publics : « *les responsables des erreurs ne sont jamais sanctionnés* ».

Services de santé :

Un participant déplore qu'il y ait de moins en moins de moyens pour les services de santé. Il dénonce l'encombrement des urgences hospitalières, le manque de médecins de garde, la désorganisation des services à domicile. Il considère que « *le personnel médical est à bout* ». Le centre pour personnes handicapées dans lequel il travaille est « *en déficit chronique, qui le mettra à genoux* ». Enfin il dénonce le numerus clausus : « *En faisant venir des médecins de l'étranger, on est en train de dévaliser l'Afrique de ses médecins et, parfois, les médecins étrangers (roumains par exemple) ne parlent pas bien français et ne comprennent donc pas leur patients* ».

Un participant demande « *pourquoi les EHPAD en Belgique coûtent beaucoup moins cher qu'en France ?* ».

Une intervenante dénonce « *les conditions déplorables qu'on fait à certaines personnes âgées dans certains EHPAD* » du fait de manque de personnel et de qualification de ces personnels. Elle dénonce la maltraitance. Un participant dit qu'« *il n'y a pas que les EHPAD* » et qu'« *il faut soigner les gens à domicile* ».

Services de l'éducation et de la formation :

Un participant, éduqué en Belgique, signale qu'on y dédouble les classes dès 25 élèves.

Un autre intervenant « *regrette la disparition de l'AFPA, alors qu'on manque de formations* ».

Une participante regrette qu'« *en matière de formation professionnelle on lance des idées mais on ne fait pas de bilan. On modifie tout le temps sans attendre de retour* ». « *En cas d'abandon d'une formation se pose la question de savoir ce que deviennent les enseignants et les matériels qui étaient affectés à cette formation...* »

Dépenses publiques inutiles :

Un participant demande : « *où va l'argent de l'État, notre argent ?* »

Un participant estime qu'« *il n'est pas normal que des hauts fonctionnaires de Bercy s'octroient des grosses primes en fin d'année* ». Il se demande « *à quoi sert un préfet ?* » En contrepoint, l'animateur pense au contraire que « *les hauts fonctionnaires ne sont pas assez payés* », car la haute fonction publique a besoin de gens de qualité.

Un participant estime qu'il faudrait « *supprimer les subventions à la presse ; elle ne devrait être payée que par ses lecteurs* ». Il estime aussi qu'il devrait y avoir « *au maximum 2 radios et 2 télévisions publiques* ».

Une participante demande « *le remboursement des subventions aux entreprises lorsqu'elles ne tiennent pas leurs engagements* ».

Un participant constate que, « *pour résoudre les problèmes, on crée des commissions, avec des gens qui ont des indemnités pharaoniques. Ils font des rapports, qui ont parfois de bonnes idées, mais qui ne serviront qu'à caler les armoires* ». Un autre participant cite notamment « *le rapport de la Cour des Comptes qui est sans suite* ».

Un participant dénonce « *les vaccins produits massivement qui n'avaient servi à rien* ».

Retraites :

Une participante se plaint que « *les retraites ne soient pas indexées sur l'inflation, que la CSG ait augmenté...* ».

L'animateur constate que « *les agents de la fonction publique sont promus à la veille de la retraite parce qu'ils touchent la retraite sur les six derniers mois* ». Il pense qu'il faut « *harmoniser les retraites entre le public et le privé* ». Une participante plaide également pour l'égalité, mais pour tout : pas seulement pour la retraite, mais aussi pour les jours de carence, etc.

Un participant est d'accord pour uniformiser les retraites mais « *progressivement* ». Un autre participant : « *Uniformiser oui, mais vers le haut !* ».

Fiscalité :

Un participant regrette que « *les géants du Tech (GAFA) ne payent pas d'impôts et ne jouent pas le jeu. On suce le sang des Français pour qu'une poignée de gens s'enrichissent* ».

Démocratie et citoyenneté

Un participant dénonce l'inactivité des élus : « *Un seul message aux élus : « rentrez de vacances !* ».

Un participant : « *il faudrait que les politiques s'entendent mieux au-delà de leurs appartenances partisans. Il faut s'unir sur les grands dossiers* ».

Un participant constate qu'il y a très peu de petits entrepreneurs, ou d'artisans comme élus, à cause de l'insécurité de l'emploi. Il pense qu'il faudrait qu'il y ait un « *statut de l' élu local* », pour assurer un filet de sécurité à un élu à la fin de son mandat. Un autre participant considère au contraire qu'on ne peut pas verser quelque chose à quelqu'un qui a quitté ses fonctions.

Un participant n'est pas séduit par le référendum : « *au référendum, personne ne vote* ». Un autre participant est en revanche partisan du référendum à condition de « *préparer la question* ». Un autre participant est également partisan du référendum d'initiative populaire comme en Suisse : « *ça rend responsable la population* ».

Un participant pense qu'il faudrait « *ne plus voter pour un « bonhomme » (parce qu'il est beau...) mais par rapport à un questionnaire* ». On découvrirait a posteriori le « bonhomme » qui est derrière le questionnaire...

Un participant constate que « *notre pays est endetté et qu'il faut faire des économies. Or on a une pléthore d'élus (parlementaires, conseillers territoriaux)* ». Il critique les avantages des élus : « *le général De Gaulle payait son électricité* ».

Un participant prône « *le vote obligatoire comme en Belgique* ». Selon lui un citoyen belge pourrait même être privé de droits électoraux au bout de plusieurs abstentions (*ce point-là n'a pas été vérifié*).

Comme il y a débat sur le fait qu'il faille contrôler l'action du président en cours de mandat, un participant déclare : « *on vote pour 5 ans, laissons-le faire !* ».

Transition écologique

Un participant : « *pour l'écologie, d'accord, mais pas en taxant* ».

Énergie et transport :

Une participante se demande « *si les autres pays font aussi des efforts, au moins les pays européens* ».

Un participant a « *peur des batteries chinoises* », qui, selon lui, « *ne sont pas recyclables* ».

À propos de l'énergie, un participant dit qu'« *on ne parle pas assez de la pollution créée par la production de l'énergie (qu'il s'agisse de pétrole, d'hydrogène, d'électricité)* ». Notamment, « *en ce qui concerne les véhicules électriques, il faut savoir comment est fabriquée l'électricité* ».

Un participant pense que « *le diesel (en tout cas les derniers moteurs) pollue moins que l'essence* ». « *Combien coûtera le courant des véhicules électriques et d'où vient ce courant?* »

À propos de la mise au rancart des voitures diesel, un participant se demande si « *on les enverra en Afrique ? L'Afrique est-elle notre poubelle ?* ».

Un participant préconise « *la recharge électrique des bus par induction* ».

En ce qui concerne l'économie de transport que pourraient occasionner les circuits courts, un participant note que « *certains agriculteurs ont su se regrouper pour mettre en œuvre des circuits courts* ».

GRAND DÉBAT : Saint André

Lieu : Saint André (Nord)

Date : 6 mars 2019

Heure : 19h-21h

Organisateur : Mairie

Nombre de personnes :

Présence de la maire et d'un sénateur

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Tous les participants assis en arc de cercle. Thématiques abordées les unes après les autres, avec des animateurs différents.

Ambiance : Très correcte

Questions abordées :

Transition écologique - Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics Fiscalité et dépenses publiques

Transition écologique

L'animateur fait voter entre les sujets suivants :

1-Pollution de l'air

2-Climat

3-Érosion littorale

4-Biodiversité et disparition des espèces animales.

Les participants se déclarent majoritairement intéressés par les sujets 1 et 4

Un participant fait d'abord remarquer que « *la France représente 0,9 % de la pollution et que les cinq premiers pays du monde représentent 57 %. Les efforts de la France n'auront aucun impact. Est-ce vraiment une priorité ? Les efforts doivent être mesurés. Recentrons-nous sur l'essentiel : sécurité alimentaire, pollution atmosphérique. Et arrêtons de trouver de l'argent sur le dos de l'écologie* ».

Une participante souligne qu'« *au niveau écologique y'a pas de frontières et que les solutions ne peuvent donc être qu'internationales ou au moins européennes* ». Elle prône par ailleurs « *la décroissance par l'éducation* ».

Transports :

Un participant (qui fait du vélo) souhaite « *encourager les transports en commun et le vélo* ». Il juge que « *les pistes cyclables sont mal sécurisées et pas continues* ».

Un autre participant, qui a vécu 8 ans à Strasbourg, déplore lui aussi « *l'état des pistes cyclables à Lille. C'est l'état où on était en 90 à Strasbourg. Que les élus lillois aillent voir à Strasbourg !* »

Une intervenante juge que « *les pouvoirs publics devraient imposer des véhicules non polluants. Il est inadmissible que les grands constructeurs aient triché sur la pollution de l'air* ». Elle dénonce à la fois les « *grosses voitures* » et les voitures polluantes. Idem : « *Il faut imposer aux fabricants de construire des bateaux et des avions moins polluants.* » Elle insiste sur le mot « *imposer* » : « *il faut des normes plutôt que des taxes* ».

La même intervenante se plaint que « *la plate-forme intermodale de Dourges soit sous-utilisée* ».

Un intervenant propose « *un prêt à taux zéro pour l'achat de voiture électrique* ».

Un autre intervenant juge au contraire que « *le véhicule électrique est un gros mensonge, car que fera-t-on des batteries ?* » Une intervenante est « *sidérée par le nombre de camions sur l'autoroute. Pourquoi n'a-t-on pas fait le choix du rail ?* » Un participant, qui déclare utiliser systématiquement les bus, considère qu'« *on a la chance à Lille d'avoir beaucoup de transports en commun* » et qu'« *on est beaucoup moins concernés que les territoires ruraux* ».

Un autre participant préconise les transports en commun gratuits et estime qu'on n'a « *pas assez de parkings relais qui éviteraient de rentrer dans les villes* ». Il est rejoint sur ce dernier point par un autre participant : « *il ne faut pas laisser rentrer les voitures dans le cœur des villes !* » À propos des transports inutiles, un participant estime que « *dépenser 35 € pour aller à Madère se faire dorer la pilule, c'est débile !* »

Modes de consommation et circuits courts :

Une participante propose d'« *emmener les enfants dans des fermes pédagogiques* ». Elle pense qu'il faut « *favoriser le consommateur local* » et vante des magasins comme O'Tera (il y en a plusieurs dans le nord de la France dont un à Saint-André) qui privilégient les circuits courts.

Une autre participante, qui déclare avoir un petit budget, vante pour sa part « *les marchés* » ; elle ajoute que « *grâce au CCAS j'ai appris à fabriquer moi-même mes produits d'entretien, ils sont moins chers et moins polluants* ».

Un participant renchérit en estimant que « *les villes doivent devenir autonomes en fourniture de produits* ».

Énergie :

Un participant dénonce « *la pollution visuelle des éoliennes* » ; il se demande comment on les démantèlera et il fait remarquer que « *les éoliennes sont trop souvent à l'arrêt* ».

Un autre participant souhaite « *développer les panneaux solaires photovoltaïques* ».

Un intervenant juge que, « *plutôt que comment produire de l'énergie, le problème est : comment organise-t-on la décroissance de la consommation d'énergie ?* » Un intervenant insiste à ce sujet sur les « *économies d'énergie dans les bâtiments* » ; il considère que « *les crédits d'impôt ce n'est pas suffisant pour les personnes à revenus modestes. Il considère enfin que ça devrait être « la priorité des dépenses européennes* ».

Urbanisme :

Un participant estime qu'on « *grignote de plus en plus sur les terres cultivables : ça fait toujours plus de voitures, moins de nourriture pour les habitants et moins d'eau potable* ».

Eau, pollutions, biodiversité :

Un participant suggère de « *recupérer l'eau de pluie* ».

Un participant estime que « *la pollution vient des pays de l'Est (l'Allemagne a remplacé ses centrales nucléaires par des centrales à charbon), ce sont nos voisins qui nous polluent* ».

Un participant suggère de « *végétaliser au maximum* ». En même temps, dit-il, « *ça rafraîchit l'atmosphère* ».

Fiscalité écologique :

Un intervenant : « *il faut taxer les bateaux et les avions* ».

Une intervenante : « *OK pour les taxes mais dès lors qu'elles sont affectées à l'écologie et à l'économie circulaire* ».

Un intervenant préconise « *une fiscalité très légère voire des tarifs gratuits pour les besoins de base mais des tarifs « exponentiels » sur les consommations excessives* ».

Une participante propose « *la tarification incitative pour la collecte et le traitement des déchets, en fonction du volume de déchets produits* ».

Démocratie et citoyenneté

Un participant constate que « *après le vote d'une majorité, il y a une minorité et c'est cette minorité qui fiche la pagaille* ».

Un participant dit : « *je n'ai jamais compris aucun mot des programmes économiques de tous les candidats aux présidentielles. La démocratie c'est bon, mais l'expertise c'est bien* ».

Un participant juge que « *la démocratie est en crise car « le pouvoir est ailleurs » (les marchés). C'est pourquoi « voter ne sert à rien* ». Il dénonce « *l'opacité des décisions politiques* ». Un autre participant n'est « *pas d'accord avec l'idée que la finance gouverne. Il y a en France une forte conscience politique qui fait qu'on ne peut pas faire n'importe quoi* ». Il critique en revanche « *l'influence des lobbies sur l'Europe* ».

Un autre participant dénonce aussi « *la pression des lobbies* », en France comme en Europe, et fait allusion au « *recul sur le glyphosate* ».

Une participante regrette que « *les jeunes se sont trop éloignés des votes et de leurs enjeux* ».

Un participant souhaiterait qu'« *on ne parle pas seulement d'économie, de finances et de pouvoir d'achat mais aussi d'éducation, de culture, de sécurité, de justice, de santé ; c'est peut-être pour cela que les jeunes ne s'y intéressent pas* ».

Un participant estime, sans plus d'explications, qu'il faut « *associer la démocratie participative à la démocratie représentative* ».

Pratiquement aucun débat sur le référendum, un seul participant estimant, sans plus d'explications, qu'« *il faut plus de démocratie directe* ».

Parlement et élus locaux :

Un participant estime qu'« *il faut augmenter le nombre de députés* ».

Un autre participant demande inversement « *pourquoi il y a 350 sénateurs alors qu'il n'y en a que 100 aux États-Unis* ».

Un participant se demande « *quel est l'intérêt d'avoir deux chambres ?* » Un autre participant défend en revanche les deux chambres, mais conteste le nombre d'élus et dénonce « *la mauvaise répartition des sénateurs sur le territoire* ».

Un autre participant souhaite « *mieux contrôler les élus et pouvoir les révoquer s'ils ne tiennent pas leurs engagements* ».

Une participante déclare que « *les députés votent des lois qu'on leur a proposées, mais nous on ne sait pas si une loi a été votée par notre député* ».

Un participant estime que « *les mandats des élus sont trop longs. Les élus deviennent des professionnels. Il faut renouveler la classe politique* ». L'animateur regrette au contraire qu'« *on ait raccourci le temps pour les présidents (de 7 à 5 ans) et les sénateurs (de 9 à 6 ans). Il faut laisser du temps au temps* ».

Un participant estime qu'« *il faut être plus strict, si ce n'est sur le cumul des mandats, en tout cas sur le cumul des indemnités* ».

Modalités de vote :

Plusieurs participants se déclarent « *en faveur du vote obligatoire* ». Un participant estime cependant qu'« *il faut des sanctions, sinon ça sert à rien* ». Un participant défend en revanche « *le droit de ne pas voter* ». Un participant déclare même que « *le vote obligatoire ça me fait froid dans le dos, on serait étonné des résultats, car des gens voteront n'importe quoi pour se venger de l'obligation* »; il considère que « *pour que les gens aillent voter il faut de meilleurs jours de vote (par exemple pas le jour de la fête des mères...)* ».

Une intervenante estime que « *le vote blanc doit être pris en compte* ». L'animateur demande: « *pris en compte mais comment ?* ». Pas de réponse de l'intervenante. Un participant déclare qu'il n'a « *jamais trouvé de réponse sur la manière de prendre en compte le vote blanc* ». Un autre participant suggère que « *à partir d'un certain pourcentage de votes blancs cela obligerait à « repartir pour un tour » ; les élus en lice devraient modifier leur programme jusqu'à ce que le taux de vote blanc soit suffisamment bas* ».

Enfin un participant estime qu'« *il y aurait moins de votes blancs si on respectait les votes* » (allusion au référendum de 2005).

Un participant demande « *plus de proportionnelle. L'absence de proportionnelle désespère les électeurs* ».

Organisation de l'État et des services publics

Millefeuille administratif :

Un participant estime qu'« *il y a beaucoup trop d'échelons et qu'il faudrait en supprimer au moins un, le département* ».

Un participant, s'étonne que les alsaciens aient refusé il y a quelques années la fusion de leurs départements. Il estime « *suranné, ce découpage géographique qui remonte à Napoléon !* » Un participant souligne que « *en plus du millefeuille administratif il y a le problème de l'enchevêtrement des compétences* ».

Dans le même ordre d'idées, un participant estime que « *débattre des mêmes projets à plusieurs niveaux consomme beaucoup de temps et d'énergie* ». Il voudrait qu'on puisse « *déléguer certaines compétences à l'une des communes sans créer pour autant une intercommunalité de plus* ». Enfin il voudrait « *découper la métropole européenne de Lille en arrondissements, comme à Paris-Lyon-Marseille* ».

Une participante déclare qu'à ses yeux « *la strate la plus importante est la commune. On va me recevoir. Si j'ai un problème je ne vais pas appeler la métropole européenne de Lille !* ».

Services publics :

Un participant se plaint de « *la diminution de personnel et donc de la perte de qualité de certains services publics* ».

Un autre participant estime que le service public doit être « *efficace* » mais qu'il n'a pas à être « *rentable* ».

Accès aux services publics :

Un participant estime que, « *en zone urbaine, il n'y a pas de problème de proximité* ».

Un participant estime en revanche que « *dans les zones rurales, il y a des endroits où il n'y a plus rien. Il faut redistribuer certains services publics dans les campagnes. Il faut que les métropoles soient moins égoïstes* ». Un participant pense que, notamment, « *l'agence régionale de santé aurait dû être installée à Péronne, en plein cœur de la région, à deux pas de la gare TGV Haute Picardie* » et souligne que « *le loyer aurait été diminué par deux ou par trois...* »

Un participant estime que « *la justice est un parcours du combattant. Sa lenteur est épouvantable* ».

Une participante se plaint des services de police : « *on m'avait craché dessus, on m'avait insulté, et pourtant on a refusé de prendre ma plainte au commissariat* ».

Une autre participante se plaint « *des renvois de balle entre les services* », par exemple, en ce qui la concerne, entre les impôts et la caisse de retraite depuis 14 mois ! Elle dénonce « *le manque de compétences* » de certains services.

Une participante souhaiterait « *de plus larges horaires d'ouverture de certains services publics* ». En écho, un participant pense que « *les fonctionnaires, notamment locaux, devraient avoir une formation polyvalente, ce qui faciliterait la gestion des horaires d'ouverture* ».

En ce qui concerne la dématérialisation des services et la difficulté d'accès pour certaines personnes, un participant propose de « *mettre des référents d'accompagnement numérique dans toutes les communes* ». Un autre participant suggère « *un service itinérant d'agents pour aider les personnes qui ne connaissent pas le numérique. Et cela créerait des liens !* ». Un participant à qui on a volé récemment tous ses papiers déclare : « *moi je me débrouille, mais quid de ceux qui n'ont pas fait d'apprentissage numérique ?* ». Un participant se plaint qu'une des conséquences de la difficulté d'accès numérique est que « *des officines privées offrent leur service, par exemple pour la délivrance des cartes grises* » et

que cela est coûteux pour les demandeurs. Une participante conclut que « *le contact humain c'est mieux* ».

À ce propos une participante aborde « *les nouvelles missions des facteurs, qui accompagnent les personnes âgées* » et font plein de choses mais elle pense que « *du coup le courrier arrive de plus en plus tard...* »

Fiscalité et dépenses publiques

Dépenses publiques :

Un participant demande « *plus de transparence et de pédagogie sur les dépenses publiques* ».

Un participant demande « *pourquoi la France n'a pas un budget en équilibre alors que les communes y sont obligées !* »

Deux participants estiment qu'il y a « *trop de commissions, de comités Théodule, qui produisent des rapports enterrés, avec des membres qui sont rémunérés et qui coûtent cher* ».

Un participant regrette qu'« *on doit emprunter sur des marchés financiers privés et que ça coûte beaucoup plus cher* ». Une participante s'inquiète d'une « *montée des taux d'intérêt. On suivra le chemin de la Grèce !* ». Un autre participant pense, lui, que « *la dette des entreprises privées est bien supérieure* » ; il s'oppose donc à la réduction du service public au motif de la dette publique.

Un participant demande « *le remboursement du CICE. À quoi a servi cette aide ?* » Un participant note que « *les plus grosses dépenses publiques sont les retraites et l'assurance-maladie* » et ne pense pas qu'on puisse les réduire !

Un participant retraité indique que, « *entre 2012 et 2019 il a touché 3,86 euros de plus...* ». Un participant demande « *l'indexation des retraites* ».

Fiscalité :

Un participant trouve qu'on ne rend pas assez compte du budget et pourquoi on fait telle ou telle dépense et que donc « *on lève les impôts avec un défaut de pédagogie* ».

Un participant fait remarquer que « *les gens qui ne se sentent pas concernés par certains impôts acceptent facilement que... d'autres le paient* ».

Un participant, qui s'inquiète de notre dette, propose de créer « *une TVA « dette » de 2,2 %, à condition qu'elle soit bien fléchée pour le remboursement de la dette* ».

Un participant souhaite que « *la fiscalité aux frontières de l'Europe pénalise les produits fabriqués dans des conditions de dumping social et environnemental* ».

Le sénateur présent souhaite vivement « *une plus grande harmonisation fiscale et sociale en Europe. Sinon les grands monopoles jouent sur la concurrence entre les pays* ». Un participant lui répond que « *c'est du rêve* ».

Un participant pense que « *tout le monde devrait payer un impôt sur le revenu, fût-il dérisoire* ».

Une intervenante lui rétorque que « *tout le monde paye l'impôt (TVA)* ». Un autre intervenant est aussi « *partisan d'un impôt sur tous les revenus (y compris sur les prestations), mais en contrepartie d'une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et d'une augmentation de celle-ci sur les produits de luxe (grosses automobiles par exemple)* ».

Un participant regrette la suppression de l'ISF. Un autre participant accepterait « *des exonérations de l'ISF à condition que celles-ci soient réellement réinvesties dans l'économie* ».

Un intervenant dénonce « *le poids de la fiscalité locale* ».

Un intervenant défend « *la fiscalité incitative : en Allemagne, les gens qui font de la marche cotisent moins à la sécurité sociale...* »

Un participant enfin propose une simplification de gestion : « *je suis très content de payer des impôts, mais je reçois des allocations familiales : c'est stupide, il faudrait me verser un solde net, ça éviterait des frais de gestion* ».

GRAND DÉBAT : Lambres lez Douai

Lieu : Lambres lez Douai (Nord)

Date : 7 mars 2019

Heure : 18h30 – 21 h

Organisateur : Dimitri HOUBRON député de la 17^{ème} circonscription

Nombre de personnes : 60

Présence du maire et du député

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : 4 tables correspondant aux 4 thématiques pendant la première heure. Puis restitution des 4 tables en plénière (personnes disposées en rangées), suivie d'une assez courte discussion libre.

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Le rédacteur du présent rapport a assisté à la table « démocratie et citoyenneté » composée de 16 personnes puis à la séance plénière de restitution et de discussion.

Table « démocratie et citoyenneté »

Une intervenante déclare qu'elle fait « *d'abord confiance au maire* ». Un participant corrige un peu le propos en parlant de « *confiance au conseil municipal car c'est toute une équipe* ».

Une participante déclare qu'elle fait « *confiance aux syndicats, qui ont le sens des réalités* ».

Une participante trouve que « *ce qui est inadmissible chez les gilets jaunes, c'est qu'ils ne se renseignent pas sur ce qui existe et qu'ils le décrivent sans savoir. Ils ne votent pas, mais osent dire que rien ne va* ».

Une autre intervenante déclare que « *le premier devoir de citoyen, c'est de s'intéresser à ce qui existe déjà* ».

Un participant déclare : « *nos pompiers, notre service d'ordre, qui sont plutôt avec nous que contre nous, se font caillasser, c'est inadmissible !* » Il dénonce les casseurs.

À propos de la faible participation des jeunes à ce « grand débat », une enseignante pense qu'il faudrait « *tabler sur les animateurs de quartier en contact avec les jeunes, car les jeunes ne vont pas voir les institutions. En tant qu'enseignante j'attendrais que les jeunes viennent vers nous, mais les instits leur apparaissent aussi comme une institution* ».

À propos de la nécessaire éducation civique, une enseignante explique que « *l'institution civique se fait dès la maternelle, pour inculquer le « vivre ensemble » et le respect mutuel, mais aussi en primaire de manière transversale, à travers et à l'occasion de toutes les disciplines et même au cours des récréations* ».

Cette enseignante dénonce « *les parents qui insultent les enseignants. Il faudrait leur faire signer en début d'année un règlement et sanctionner financièrement les parents qui ne le respecteraient pas, y compris à travers les allocations familiales* ». Un autre enseignant n'est pas d'accord pour une sanction à travers les allocations familiales.

Une intervenante préconise une « *école des parents* »

Un intervenant prône « *le rétablissement du service national* »

Vote blanc :

Un participant estime que « *le vote blanc doit être pris en considération* ». A la question posée par une intervenante : « *comment ?* », 2 participants répondent que « *en intégrant les votes blancs dans les suffrages exprimés on diminuera le score de l'élu et donc l'élu sera moins sûr de lui* ». Un autre participant considère que « *ça affaiblira inutilement celui qui sera élu* ». Un participant propose une autre façon de tenir compte des votes blancs : « *s'il y a trop de votes blancs, on refait un 2ème tour, un 3ème tour, etc.* »

Vote obligatoire :

Un participant craint « *les réactions possibles de votants qui, obligés de voter, voteraient n'importe quoi* ». Un autre participant se déclare totalement hostile au vote obligatoire.

Un jeune participant pense qu'« *il ne faut pas rendre le vote obligatoire tant qu'il n'y a pas une information préalable plus objective* ».

In fine, avis très mitigé de la table à l'égard du vote obligatoire.

Référendum :

Une intervenante : « *ça me fait peur, le référendum* ». Une autre intervenante : « *le référendum du BREXIT a été totalement raté !* ».

Un participant déclare : « *une bonne partie des citoyens n'a pas digéré l'entourloupe du traité de Lisbonne en 2005* ».

Une intervenante déclare : « *il n'y a pas que les votes qui comptent, c'est l'information préalable qui compte* ».

Une autre intervenante : « *attention à comment la question est posée, car cela peut orienter la réponse* ».

Un participant craint « *le temps qu'il faudra passer en campagne électorale* ».

Une participante et « *d'accord avec le référendum au niveau communal, mais pas au niveau national* ».

In fine vote de la table sur le référendum national : 15 contre, 1 pour...

Session plénière de restitution des 4 tables et de discussion

Restitution des quatre tables

(Pour la table « *démocratie et citoyenneté* », voir le compte rendu détaillé ci-dessus)

Organisation de l'État et des services publics :

- Appliquer les conclusions de la Cour des Comptes
- Limiter les mandats à deux, en incluant les mandats des agglomérations
- Simplification du millefeuille territorial
- Accélérer la prise des décrets d'application

Transition écologique :

- Créer dans les instances judiciaires un parquet écologique
- Taxer les produits nocifs sur le plan social et environnemental
- Créer une banque spécialisée pour les projets environnementaux intéressants
- Interdire les produits nocifs (pesticides notamment)

Fiscalité et dépenses publiques :

- Impôt sur le revenu plus progressif : augmenter le nombre de tranches pour éviter les effets de seuil
- Limiter les avantages et donc les dépenses liées aux anciens présidents de la république
- CSG trop élevée pour les retraités
- Tout le monde doit payer l'impôt sur le revenu, fût-il symbolique pour les personnes à faibles ressources
- Donner un pouvoir décisionnel à la Cour des Comptes

Discussion générale en plénière

Fiscalité :

Un participant rappelle, à l'attention de ceux qui préconisent l'impôt sur le revenu pour tous, que « *tout le monde paye la TVA* ». Il suggère également que nos impôts soient beaucoup plus fléchés et que « *telle partie de l'impôt aille à telle politique publique* ».

Un participant souhaite « *imposer l'argent qui dort* ». Un autre participant souhaiterait favoriser les placements utiles de cet argent qui dort en faisant un grand emprunt, notamment pour la réindustrialisation, et donner un avantage à ceux qui souscriraient fidèlement à ces emprunts.

Une participante souhaiterait que « *ceux qui travaillent à l'étranger continuent de payer leurs impôts en France* ».

Démocratie et citoyenneté :

Une intervenante trouve que « *le service national universel, c'est trop tard pour l'apprentissage de la citoyenneté, et trop cher !* ». Un participant, en désaccord trouve que « *le service militaire permettait de passer du temps ensemble, toutes classes confondues* ».

Un participant au juge qu'« *il ne faut pas toucher à la loi de 1905 sur la laïcité* ».

Services publics :

À propos de la dématérialisation, un intervenant estime que « *les machines numériques devraient donner les coordonnées des personnes à joindre* », afin de savoir qui joindre lorsque la machine ne donne pas la réponse. Il suggère aussi que « *la communication téléphonique ne commence que quand on a obtenu la personne* ». Il suggère enfin que « *les sites soient à jour et qu'on leur distribue un label de qualité* ».

Services de santé :

À propos des personnes en situation de handicap, un intervenant déplore qu'« *ils doivent financer leur propre service de tutelle* ». Par ailleurs il pense qu'il faut faire « *attention au tout autonomie. L'autonomie n'est pas accessible à tous* ».

Un autre intervenant se réjouit qu'il y ait beaucoup de moyens pour le repérage précoce des handicaps mais souligne que cela ne dispensera pas d'un accompagnement pour ces personnes plus tard et demande en outre de « *ne pas oublier les personnes adultes ou vieillissantes* ». Enfin il déplore « *l'exil médico-social en Belgique : c'est financé par la sécu et ça ne coûte pas moins cher...* »

GRAND DÉBAT : Medef Douaisis

Lieu : Douai (Nord)

Date : 8 Mars 2019

Heure : 8h-9h30

Organisateur : MEDEF Douaisis

Nombre de personnes : 15

Présence du député et du sous-préfet

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Personnes assises en arc de cercle. Deux animateurs pour chacune des quatre thématiques

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Emploi et ressources humaines

Fiscalité et dépenses publiques

Fiscalité :

Un participant déclare que « *pour qu'il y ait consentement à l'impôt il faut que l'impôt ait une assiette large et un taux faible* ». Il estime aussi que l'impôt doit être « *stable dans le temps* » (afin de pouvoir être intégré dans les prévisions d'activité). Il note par exemple que « *le crédit d'impôt recherche n'a pas été modifié depuis des années et qu'il est très efficace* ».

Un autre participant pense qu'« *il y aurait un meilleur consentement à l'impôt si les recettes étaient fléchées vers des dépenses précises* ».

Un participant estime que « *les impôts doivent être proportionnels aux résultats et non perçus avant même qu'il y ait activité* » (il vise notamment la taxe foncière et la CFE). Une intervenante confirme : « *avant de démarrer on a 3 ou 4 factures dans la boîte aux lettres !* ».

Un participant critique avec force une nouvelle disposition de la loi de finances 2019 qui, au lieu de sanctionner les abus de droit à but *exclusivement* fiscal, permettrait désormais de sanctionner les abus de droit à but *principalement* fiscal. Il craint un abusif de cette disposition par les services des impôts : « *Bercy est un bulldozer* ».

Un participant critique « *la taxe sur les friches commerciales, qui dissuade les investisseurs de créer des bureaux ou des commerces* » (la création d'immeubles tertiaires est déjà un risque, on l'accroît par cette taxe).

Un participant estime qu'il faut « *baisser les impôts sur les plus-values* ».

Un participant estime que « *la taxe d'apprentissage est une bonne taxe* ».

Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une fiscalité, tous les participants estiment à l'unanimité qu'il faut « *baisser le coût du travail et notamment les charges sociales* ».

Dépenses publiques :

Un participant pense qu'« *il faudrait évaluer l'efficacité des dépenses publiques* ». Il note que par exemple « *la dépense publique de l'éducation nationale est importante et que pourtant nous sommes loin d'être les meilleurs* ».

Un participant pense que « *le rapport de la Cour des Comptes devrait être plus contraignant, ou au moins suivi* ».

Un participant se félicite que « *le CICE nous a permis de gagner 5 à 6 points de marge et nous a permis de créer des emplois* ».

Démocratie et citoyenneté

Un participant estime qu'« *il n'y a pas de démocratie dans les établissements publics de coopération intercommunale, car le président n'est pas élu au suffrage universel* ».

Transition écologique

Un participant déclare que « *jamais on ne parle entre nous, dans les entreprises, de la transition écologique...* »

Un participant estime que la « *responsabilité sociale et environnementale (RSE) est une démarche très vertueuse* ».

L'un des animateurs note que « *le Nord est particulièrement touché par la pollution* »

Un participant estime qu'il faudrait « *plus d'aide aux entreprises* » pour la transition écologique.

Un participant estime qu'il faut « *promouvoir le numérique intégral dans les entreprises pour économiser du papier* ».

Transports :

L'animateur fait un petit sondage pour savoir quels participants estiment qu'ils ont la possibilité d'aller à leur travail autrement qu'en voiture : 6 oui, 9 non. Un participant fait cependant remarquer qu'« *on choisit en fonction des jours et de la où on va* ».

Un participant estime que « *chaque entreprise devrait réfléchir à son propre plan de déplacement* »

Un participant critique « *le versement transport, considérable, qui finance le transport collectif* ».

Au sujet du véhicule électrique, un participant se demande « *si on est sûr du bilan énergétique des véhicules électriques. Les batteries sont fabriquées dans d'autres pays, et que va-t-on faire des batteries usagées ?* ». En ce qui concerne la fabrication des batteries, l'animateur fait remarquer que précisément l'initiative régionale REV3 cherche à faire en sorte que les entreprises de la région s'engagent dans les productions nécessaires. En ce qui concerne le destin des batteries usées un participant souligne qu'« *une batterie ayant perdu sa capacité peut encore servir pour le stockage d'énergie* ».

Fiscalité écologique :

Un participant pense qu'il faut « *flécher la taxe carbone pour la transition écologique* ».

Un autre participant se plaint que « *la TVTS (taxe sur les véhicules de tourisme de service) explose* ».

Organisation de l'État et des services publics

Unanimement, les participants estiment qu'il y a trop d'échelons. Ils privilégient la région et l'intercommunalité.

Un participant estime que « *l'État devrait se concentrer sur le régalien et se dégager des entreprises (RATP par exemple)* ».

Une intervenante, impliquée dans la formation professionnelle, dénonce « *les lourdeurs administratives : il faut des semaines d'instruction pour avoir le feu vert pour une formation !* »

Un autre intervenant dénonce « *la complexité impressionnante des normes, notamment en matière de construction de bâtiments* ».

Un participant dénonce « *l'irresponsabilité des fonctionnaires de l'État en cas de faute* ».

Un participant dénonce « *les contrôles sans prévenir* ».

Accès aux services publics :

Une intervenante, membre d'un centre de bilan de compétences, déplore de « *ne pas avoir d'accès téléphonique spécifique à Pôle emploi. Il y a un numéro pour les demandeurs d'emploi, ou un numéro pour les entreprises, mais pas pour nous.* »

Un participant, bailleur social, se plaint de « *l'éloignement géographique de certains services, par exemple les directions départementales des territoires* ».

Un participant, qui habite à la campagne, déclare qu'« *il ne peut pas faire ses démarches administratives par Internet car il n'est pas desservi* ».

Un participant suggère « *un guichet unique pour orienter vers la structure compétente* ». Une participante, commerçante, confirme : « *on passe les trois quarts du temps à trouver la personne compétente* ». Elle cite l'exemple du RSI ; un autre participant déclare que « *pour le RSI ça s'améliore* ».

Pour faciliter l'accès aux services publics, les participants se prononcent, à l'unanimité, pour les trois méthodes suivantes :

- Maisons de service public
- Service public itinérant
- Possibilité de prise de rendez-vous dans les services publics

Emploi et ressources humaines

Ce thème, qui ne fait normalement pas partie des 4 thématiques du grand débat, a été volontairement rajouté par l'organisateur.

Une intervenante, qui fait partie d'un organisme de recrutement, déclare : « *j'ai 48 postes à pourvoir dans la logistique et je n'ai reçu que deux CV !* ».

Une autre intervenante, également acteur dans le recrutement, indique : « *on ne me sollicite plus du tout sur le savoir-faire, mais sur le savoir-être* ».

Un participant estime que « *trop de gens profitent des aides pour se mettre au repos, toucher leurs droits et ne se remettre volontairement au travail qu'après l'extinction de leurs droits* ».

Un participant insiste sur le « *coût de la mobilité géographique. Il faudrait aider les salariés à le supporter* ».

Un participant estiment que « *les chefs d'entreprise ne connaissent pas les aides pour les embauches. S'ils ne la demandent pas à temps, il faudrait qu'ils en bénéficient après coup* ». L'animateur fait remarquer que les aides peuvent être disponibles pendant trois mois.

L'intervenante membre d'un centre de bilan de compétences, estime qu'« *il faudrait pouvoir faire un bilan de compétences pendant les arrêts de travail (pour la mobilité interne ou externe de gens en difficulté)* ».

Une intervenante se plaint que « *certaines personnes touchent plusieurs allocations dont le cumul est supérieur à un salaire. C'est incohérent* ».

Apprentissage :

L'animateur constate qu'il y a « *beaucoup de freins à l'apprentissage. Pourquoi ?* »

Une intervenante, expert-comptable, estime qu'« *elle n'a jamais eu de problème avec ses apprentis* ».

Un participant déclare que « *l'apprentissage est vraiment une bonne méthode pour avoir un taux d'employabilité excellent* ».

En revanche, un autre participant déclare que « *des chefs d'entreprise ont peur de s'investir en faveur de leur apprenti et qu'il parte* ». À une intervenante qui lui répond que « *tous les salariés peuvent partir* » il rétorque : « *oui mais on s'investit* », ce à quoi l'intervenante répond : « *oui mais on est aidé* ».

Un participant déclare que « *l'apprentissage est très compliqué dans certains secteurs, le bâtiment par exemple, à cause de normes de sécurité* ».

GRAND DÉBAT : LILLE - Fédération des SCOP

Lieu : Lille (Nord)

Date : 8 mars 2019

Heure : 14h-16h

Organisateur : Fédération des SCOP

Nombre de personnes : 60

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants disposés en arc de cercle. Deux animateurs

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Petite explication préalable sur la différence entre les SCOP (Sociétés coopératives et participatives), dont le capital est détenu majoritairement par des salariés, et les SCIC (Sociétés coopératives d'intérêt collectif), qui intègrent d'autres parties prenantes (par exemple, la participation des collectivités locales au capital des SCIC est possible et légale).

Transition écologique

Un participant, membre de Enercoop (Société coopérative fournisseur d'énergie renouvelable, ayant le statut de SCIC), explique que les collectivités locales ont peu participé (10 % environ) à leur capital et regrette le peu d'encouragement public.

Un participant souhaiterait « *libérer beaucoup plus le marché de l'énergie* ».

Au sujet de la transition écologique, un autre participant souhaiterait qu'on puisse « *la faire vivre aux citoyens comme une chance. C'est contraignant aux yeux de certains alors que c'est que du bonheur !* ».

Une intervenante demande que « *les aides de la Région aux entreprises soient soumises à plusieurs conditions (utilisation de matériaux biosourcés, de matériaux locaux, etc.)* ». Selon elle, la Région aurait répondu que « *c'est impossible à contrôler* ». Un participant ajoute que « *il faut évaluer l'impact environnemental de nos entreprises, mais pour cela il faudrait des indicateurs* ». Il ajoute qu'il faudrait « *un plan comptable environnemental et social* ».

Le représentant d'une SCOP récupérant et recyclant des textiles usagés vante le *Métisse* (isolant thermique fait de fibre de coton recyclé), mais il ajoute, : « *le frein, c'est le débouché difficile au niveau prix, on n'arrive pas à concurrencer la laine minérale* ». Il déplore qu'il n'y ait « *pas de prime pour les produits recyclés ou biosourcés dans les incitations fiscales pour l'isolation* ». D'une manière générale il souhaiterait « *plus d'incitations fiscales pour développer les éco-matériaux* ».

Démocratie et citoyenneté

Le débat porte surtout sur la démocratie sociale à l'intérieur des entreprises. De ce point de vue les sociétés coopératives sont exemplaires : un salarié, une voix.

Démocratie sociale :

Un participant se demande « *pourquoi les autres entreprises ne sont pas plus démocratiques* ». Selon lui, « *il devrait y avoir un meilleur partage dans la gouvernance* ».

Un participant évoque les SAPS (sociétés anonymes de participation salariale), dans lesquelles les salariés n'ont pas la majorité des voix, et constate qu'elles se sont peu développées.

Un participant souhaiterait qu' « *il y ait un revenu maximum autorisé et que l'échelle salariale au sein des sociétés soit limitée de 1 à 20* ».

Le représentant de la SCOP de recyclage de textiles indique que « *dans sa société, l'échelle des salaires est limitée de 1 à 3 et qu'il n'y a pas de dividendes* ». Il souhaiterait que soit promu un label « *Entreprise à but socio-économique* ».

Un participant souhaiterait que « *faire appel à une SCOP puisse être valorisé sur le budget RSE des entreprises* ».

Le représentant d'Enercoop estime qu' « *on est dans un monde méconnu* » et souhaiterait que « *toutes les expériences professionnelles jusqu'au bac se fassent dans des entreprises à démocratie interne* ».

Le délégué général de la fédération des SCOP souhaiterait qu' « *une partie du budget de la formation professionnelle soit réservée pour former à la gestion les bénévoles des associations, les dirigeants et sociétaires des COOP et des mutuelles* ».

Démocratie politique :

Un participant déclare être « *partisan des mandats plus longs pour les élus. Avec un mandat de 5 ans, on n'a que 2 ans pour travailler, puis 3 ans pour préparer la prochaine élection. On est en perpétuelle campagne électorale !* ».

Un participant préconise « *des conseils citoyens tirés au sort* ».

Organisation de l'État et des services publics

Un participant souhaiterait « *mettre en place des « médiateurs de terrain » pour orienter vers le bon service* ». Un autre participant, qui plaide pour « *la création de maisons des services publics* », pense néanmoins que « *le public qui les fréquente n'attend pas seulement une orientation mais une réponse, faute de quoi cela engendre une difficulté relationnelle entre les agents de ces services d'orientation et les usagers, qui attendent plus* ». Il estime donc qu' « *il faut un minimum de « vrais services publics » par territoire* ».

Une intervenante considère que « *les nouvelles régions ont une dimension aberrante. On fait des kilomètres !* » Sur ce sujet de la taille des institutions, un participant se demande si « *les grands machins (universités par exemple) sont plus efficaces. Il faut garder des équipes à taille humaine* ».

Le délégué général de la fédération des SCOP regrette que « *avec la décentralisation on ne sait pas si un sujet est du ressort des collectivités locales ou de l'État* ». Un autre participant renchérit en disant que « *les citoyens peuvent être perdus* ».

Le délégué général estime que dans certaines administrations (URSSAF, fisc) « *il n'y ait pas assez de conseil préalable, mais surtout du contrôle a posteriori* ». Il ajoute : « *en face de moi, j'ai l'impression d'avoir des « instructeurs » et non des « accompagnateurs* ». Sans compter que souvent on a affaire à des machines et des logiciels qui ne permettent pas de déposer un dossier. C'est souvent un parcours du combattant ».

Une intervenante souhaiterait que « *les SCIC puissent faire appel plus facilement à des services civiques et à des emplois d'avenir* ». Une autre intervenante réagit fortement : « *non, les services civiques, ce n'est pas un emploi, surtout pas, c'est un service* »

Fiscalité et dépenses publiques

Un participant regrette que « *la fiscalité indirecte (TVA) pèse de plus en plus et qu'elle soit donc de moins en moins redistributive* ».

Le délégué général de la fédération des SCOP regrette que « *la provision pour investissement ne puisse être utilisée que pour des investissements matériels, et non pas pour des investissements immatériels comme la formation* ».

Par ailleurs il rappelle que la loi autorise tout créateur d'entreprise à déduire du montant de son impôt sur le revenu 18 % de son apport en capital, à condition qu'il conserve le capital pendant 5 ans ; il regrette que « *dans les COOP, où il y a une rotation des sociétaires, cette défiscalisation ne s'applique pas à chaque entrée de sociétaire* ».

Il trouve également dommage que dans les entreprises « *le CICE ait été diminué au profit de diminutions de charges sociales. En effet le CICE devait être affecté à des dépenses d'investissement, de recherche, innovation, formation, etc. alors que l'exonération de charges sociales profite aux salariés et aux actionnaires* ». D'une manière générale, il souhaiterait que « *toutes les subventions publiques d'investissement ou de fonctionnement ne soient pas distribuables, mais affectées à des réserves impartageables* ».

Le délégué général, après avoir rappelé que la législation en vigueur interdit aux fondations de réaliser des apports durables sous forme d'apports en fonds propres aux associations, coopératives et mutuelles, regrette que « *certaines acteurs telles que les coopératives ne puissent pas bénéficier d'apports moyen terme pour financer leurs investissements. L'intérêt pour les fondations serait de pouvoir récupérer leurs apports à l'issue de 5, 7 ou 10 ans et, par voie de conséquence, réinvestir ces montants dans de nouveaux projets en développement* ».

Enfin, il estime que « *tout dirigeant d'association, de mutuelle, de Coop devrait être reconnu comme salarié s'il bénéficie d'un contrat de travail et d'une rémunération soumise à cotisations « chômage », même s'il effectue des tâches de mandataire social. Car sa non-reconnaissance comme salarié lui fait perdre des droits (par exemple à l'allocation chômage)* ».

GRAND DÉBAT : Vivre dignement à Lambersart

Lieu : Lambersart (Nord)

Date : 8 mars 2019

Heure : 18h30-21h

Organisateur : Vivre dignement (association fondée par quelques militants politiques et syndicaux)

Nombre de personnes : 30

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Participants assis en arc de cercle. 3 animateurs.

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Discussion libre (salaires et pouvoir d'achat)

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Discussion libre en 1^{ère} partie

Une discussion libre est organisée au début de la réunion. Elle porte essentiellement sur deux sujets :

- *Le déroulement du mouvement social des gilets jaunes*
- *Le salaire et le pouvoir d'achat*

Déroulement du mouvement social actuel :

Une intervenante se plaint des discours de « séparation » des jeunes, des retraités, des bénéficiaires des allocations, qui tendent à les opposer les uns aux autres. Elle se plaint des corps intermédiaires : « *Où étaient-ils pendant notre mouvement ?* »

Une intervenante se plaint de la répression policière et des armes utilisées : « *on s'est fait remonter les bretelles par les défenseurs des droits, le conseil de l'Europe, l'ONU, ...* ». Elle dénonce dans la loi anti casseurs le transfert de certains pouvoirs judiciaires au pouvoir administratif.

Salaires et pouvoir d'achat :

Deux participantes disent que « *dans le temps c'était très dur mais on ne se plaignait pas comme maintenant. On n'avait pas beaucoup d'argent mais on était heureux.* »

Un participant âgé constate que « *naguère on travaillait 44 heures par semaine. On ne peut pas gagner sa vie avec 35 heures par semaine* ». Un intervenant, soutenu par une autre participante, estime que « *le travail produit beaucoup plus (augmentation de la productivité), mais que cela ne profite pas aux salariés* ». Ils se déclarent « *en faveur des 32 heures, pour libérer du temps pour la culture, pour la vie de famille, pour libérer les femmes des tâches ménagères, pour une autre production de richesses qui ne se comptabilise pas en argent* ».

Une intervenante déclare : « *on ne peut pas finir le mois. Il y a un mauvais partage des richesses, entre salaires et dividendes* ».

Un débat s'instaure, à l'initiative de l'animateur et d'un participant, sur les rémunérations énormes des patrons, mais aussi des footballeurs, des artistes, etc : « *1 à 20 ça va. 1 à 1000 c'est inadmissible* ».

Une intervenante dénonce « *la faiblesse des salaires et la précarité pour les jeunes, qui n'ont pas d'avenir* ».

Une intervenante déclare : « *il y a 50 ans, on travaillait dur mais on avait de l'avenir. Aujourd'hui, pour les jeunes, y'a pas d'avenir* ».

Fiscalité et dépenses publiques

Fiscalité :

Une intervenante, ayant travaillé aux impôts, dénonce la « *mauvaise évolution des impôts. L'impôt sur le revenu représentait naguère une grosse proportion du budget total. Avant il y avait 12 tranches maintenant seulement 5* ».

Elle dénonce les niches fiscales : elle est d'accord pour les emplois à domicile, elle n'est pas d'accord pour les investissements dans les DOM-TOM.

Elle juge que « *la TVA est très injuste et qu'il n'est pas normal que ce soit l'impôt le plus important* ». Elle juge aussi qu'« *il y a trop de taxes : c'est trop compliqué* ». Elle dénonce la flat tax uniforme de 30% sur les dividendes. Elle s'inquiète de la « *suppression de la taxe d'habitation : quelles ressources désormais pour les collectivités locales ?* ». Elle considère qu'« *on ne peut pas lutter contre les fraudes fiscales, car on manque d'effectifs* ». Enfin elle souhaite une « *harmonisation européenne au niveau des impôts* ».

Un participant estime que « *tout le problème est la répartition de l'impôt* ».

Une intervenante pense qu'« *il faudrait que tous payent un impôt sur le revenu, fût-il modeste* ».

Une autre intervenante fait remarquer que « *la CSG, inventée par Rocard, devait être provisoire...* »

Dépenses publiques :

Allocations :

Un participant critique le fait de « *demander du temps et des contreparties aux bénéficiaires des allocations* ».

Un participant regrette que « *beaucoup de personnes qui profitent de l'aide sociale soient stigmatisées et que beaucoup de bénéficiaires potentiels d'aides sociales n'en bénéficient pas, de peur d'être cataloguées* ». Il signale qu'il anime « *un collectif « eau » pour que les premiers mètres cubes soient gratuits pour tout le monde. Idem pour les premiers kWh* ». Ainsi les personnes à bas revenus ne sont pas stigmatisées.

Organisation de l'État et des services publics

Le débat porte essentiellement sur les services publics.

Sur l'organisation de l'État une seule remarque d'une intervenante : « *supprimer les départements serait très dangereux : les décideurs seraient encore plus loin !* »

Services publics :

Un participant déclare : « *si les impôts diminuent, quels services publics seront menacés ?* »

Une participante estime que « *les services publics sont une catastrophe, on les allège, on privatise* ». Un participant se réjouit au contraire que « *ça coûtera moins cher* ». Vive réaction...Un autre participant juge que « *les services publics participent aussi à l'économie* ».

À propos des services de santé, une intervenante estime qu'« *il n'y a pas assez d'argent pour les EHPAD. Le personnel est insuffisamment formé et mal payé. La dépendance devrait faire partie de la Sécu* ».

À propos des démarches par Internet, une participante déclare que « *sa mère est perdue. OK si c'est la famille qui s'en occupe, mais si c'est un étranger, ça pose un problème de confidentialité* ».

Une autre participante estime que « *c'est le problème de la transition numérique : on est entre deux époques* ». Elle estime que « *pour les cartes nationales d'identité ça va quand même beaucoup plus vite qu'avant* ».

Un participant estime que « *tant qu'on ne recherche que des généralités sur Internet, ça va. Mais pour des questions particulières et compliquées, ça ne va pas* ». Par ailleurs il craint le piratage de son ordinateur. Une autre participante affirme aussi qu'« *elle a peur du piratage de ses données personnelles* ».

Transition énergétique

Un intervenant estime qu'« *il ne faut pas opposer fin du mois et fin du monde. La question est de savoir comment la transition énergétique est financée solidairement.* » Une intervenante s'émeut de la « *perte de biodiversité. Les oiseaux et les insectes disparaissent* ». Au passage, elle s'émeut aussi de la mal bouffe et de l'excès de sucre ; elle déclare qu'« *on est victime des industries* ».

Une participante déclare : « *pour consommer moins et consommer mieux, nous consommateurs nous avons de l'autorité mais nous ne l'exerçons pas. On vit d'une manière de plus en plus folle, pour soi-disant faire marcher l'économie* ».

Deux participants estiment qu'« *il faut d'abord économiser l'énergie et surtout isoler les bâtiments* ».

En matière de transport, une participante juge qu'« *il faut développer les transports en commun, mais pourquoi avoir créé les cars Macron?* » Un participant déclare que « *ça coûte moins cher* ».

Démocratie et citoyenneté

L'animateur regrette que « *les intercommunalités, qui ne sont pas élues au suffrage universel, n'aient pas de programme et donc pas de débat préalable avec les populations sur certains sujets importants* » (il cite notamment la question de l'eau).

Une intervenante se plaint d'« *avoir demandé un rendez-vous à sa députée et de ne jamais avoir reçu de réponse depuis octobre...* »

Une autre participante se plaint du vocabulaire parfois peu accessible utilisé. « *Avant de voter, il faut comprendre...* »

Une intervenante estime que « *la diminution du nombre de députés est une proposition démagogique* ». Elle s'y oppose, « *cela diminuerait la proximité* ». Une autre intervenante estime au contraire que « *les députés ne savent pas à grand-chose* » ...

Un participant se demande s'il ne faut pas revenir sur « *la concomitance entre la présidentielle et les législatives, qui fait trop dépendre les députés du président* ».

L'animateur estime qu'« *il faudrait pouvoir s'exprimer au cours des 5 ans du mandat présidentiel* ». Un intervenant pense que « *la dissociation entre la présidentielle et les législatives peut conduire à la cohabitation, ce n'est pas terrible ...* »

L'animateur pense aussi qu'« *il faudrait réduire les pouvoirs du président au profit du parlement* ». Un intervenant rétorque que « *les lois c'est bien le parlement qui les vote !* » L'animateur répond que « *les ordonnances, le vote bloqué, le 49.3 limitent singulièrement les pouvoirs du parlement* ».

Au sujet de la démocratie participative, un participant se demande « *comment participer sans fragiliser les représentants politiques* ». S'instaure ensuite un débat sur les enquêtes publiques et les consultations publiques, qui sont un instrument de démocratie participative, notamment en matière d'environnement et d'urbanisme.

Deux personnes se prononcent « *en faveur du vote blanc* », sans expliciter le mécanisme qu'ils proposeraient pour le prendre en compte.

Une intervenante plaide en faveur du *référendum*. Un participant, sceptique, fait allusion à l'expérience négative du référendum de 2005 sur le traité de Lisbonne. Une participante se plaint aussi qu'on n'ait pas pris en compte les résultats du référendum de 2005 : « *c'est normal que les gens n'aillent pas voter...* » Un autre intervenant estime qu'« *il faudrait un vrai débat avant tout référendum* ».

Enfin, en matière d'immigration et de citoyenneté, une intervenante estime que « *le droit d'asile n'est plus respecté* » et regrette que « *l'Europe se transforme en Europe-forteresse* ».

GRAND DÉBAT : LA MADELEINE

Lieu : La Madeleine (Nord)

Date : 9 mars 2019

Heure : 10h30 – 13h

Organisateur : Brigitte LISO, députée REM

Nombre de personnes : 70

Présence du maire de la Madeleine et de la députée

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : Personnes réparties entre quatre tables correspondant aux 4 thématiques pendant 1h15 puis restitution de chacune des quatre tables à la plénière (participants rangés face à l'animateur pour cette plénière).

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Fiscalité et dépenses publiques

Restitution de la table consacrée à cette thématique :

- Les retraités sont des vaches à lait
- Il faudrait un salaire maximum
- Les tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu devraient être plus nombreuses, pour éviter les effets de seuil
- L'impôt sur le revenu devrait être payé par tout le monde, fût-ce de façon symbolique pour les personnes à faible revenu
- Il faudrait une meilleure traçabilité des impôts : à quoi servent-ils ?
- Il faudrait évaluer l'efficacité des dépenses publiques de chaque ministère
- Il faudrait que l'impôt soit payé en France par les entreprises qui travaillent en France, notamment les géants du Tech (GAFA). il devrait s'agir d'une mesure européenne
- Harmonisation nécessaire des taxes sur le pétrole et le tabac entre les pays européens
- Appliquer le rapport de la Cour des Comptes et revoir son pouvoir
- Défisicaliser les indemnités de départ à la retraite
- Veiller à l'équilibre du budget pour ne pas augmenter la dette
- Augmenter la TVA sur les produits de première nécessité et l'augmenter sur les produits de luxe ou nocifs
- Supprimer la niche fiscale sur les œuvres d'art
- Diminuer les droits de succession pour les petites et moyennes successions mais les augmenter pour les grosses
- Harmoniser les dates de départ à la retraite, mais pour des métiers comparables

Débats (soit autour de la table consacrée à cette thématique - c'est à celle-ci que le rédacteur de la présente note a assisté - soit en plénière après la restitution de la table) :

Une femme déplore que « *les retraités n'aient plus aucune valeur, alors même qu'ils s'investissent énormément dans le bénévolat* ».

Un participant a mal vécu « *une tentative de division entre actifs et inactifs* ». Une participante s'est déclarée très choquée par l'idée que « *la CSG des retraités a été augmentée pour booster les salaires des actifs* ».

Un participant ressort le programme électoral de Macron : « *nous ne toucherons pas au niveau des pensions* ». Mais, demande-t-il : « *s'agissait-il des pensions brutes ou des pensions nettes de CSG ? ...* »

Un participant pense qu'il faut « *plafonner le niveau des retraites. Il est pas normal d'avoir plus de 5000€ pour une personne qui ne travaille pas* ».

Une participante plaide pour « *le rétablissement de la demi-part des veuves* ».

Une participante craint que « *si on baisse les impôts, on dégradera les services publics* ». Un participant conteste : « *on est le pays qui donne le plus d'argent à la santé et à l'éducation et on n'est pas pour autant le meilleur pays dans ces deux domaines* »

Un participant juge que « *de l'argent il y en a. Quand on voit les millions d'euros qui circulent pour les transferts de foot !* »

Une participante trouve que « *Bernard Arnault et François Pinault ont une grande fortune, mais au moins ils font travailler des milliers de personnes et ils font beaucoup de mécénat* ».

Un participant ne se plaint pas des dépenses du foot car « *ce n'est pas nous qui payons* » Affirmation contestée par une participante : « *mais les stades qui les paye ?* »

Une participante note que « *Jean-Jacques Goldman, la personnalité préférée des Français, vit en Angleterre. Où paye-t-il ses impôts ? ...* »

Une participante juge qu'« *il faudrait construire l'Europe. Elle n'existe pas l'Europe ! L'Irlande et le Luxembourg sont des paradis fiscaux.* »

Un participant juge qu'il n'est « *pas logique qu'un préretraité touche 70 % de son salaire alors qu'un retraité ne touche que 50 %. Il faudrait augmenter ce taux.* »

Une intervenante estime que « *les institutions doivent réduire leur train de vie. On ne doit pas payer pour les anciens présidents. Je veux bien payer pour un, mais pour un seul...* ». Un autre participant intervient dans le même sens.

Un participant évoque « *les économies qu'on pourrait faire sur les indemnités des députés et les sénateurs* » ; il évoque aussi « *la suppression des niches fiscales* ».

Puisqu'il est proposé de diminuer la TVA sur les produits de première nécessité et de l'augmenter sur les produits de luxe, un participant demande avec humour « *si, en France, le vin est un produit de première nécessité ou un produit de luxe ...* »

Organisation de l'État et des services publics

Restitution de la table consacrée à cette thématique :

- La région et la commune sont les échelons administratifs les plus pertinents. Il faut développer les intercommunalités mais supprimer les départements.

- Les services publics prioritaires sont : la justice, l'éducation nationale, l'armée, les forces de sécurité.
- Il faut maintenir la notion de service public, avant la notion de rentabilité
- Il faut qu'il y ait une péréquation de ressources entre les départements et les régions les plus riches et les plus pauvres.

Débat en plénière :

Une intervenant estime qu'à ses yeux « *les services publics les plus prioritaires sont les services régaliens plus l'éducation et la santé. Le reste ne devrait pas pouvoir être qualifié de service public* »

Démocratie et citoyenneté

Restitution de la table consacrée à cette thématique :

- il faut remettre à l'ordre du jour l'éducation civique, mais pas seulement pour les jeunes
- Le vote doit être obligatoire, et le vote blanc doit être pris en compte
- Avant, quand on votait, on avait l'impression qu'on avait un pouvoir. Aujourd'hui on a l'impression que ça sert à rien.
- Les élus n'ont pas assez de liberté dans leur action
- Manque de représentativité de toutes les catégories socio-professionnelles à l'assemblée (car les fonctionnaires peuvent plus facilement retrouver leur travail)
- Les élus doivent avoir les mêmes sanctions que les autres
- Il devrait y avoir une limite d'âge pour les élus
- C'est essentiel : le débat devrait précéder tout référendum. Par ailleurs quels pourraient être les niveaux de référendum (national ? régional ? local ?). Et quels seraient les sujets « majeurs » sur lesquels il pourrait y avoir un référendum (par exemple les 80 km/h sont-ils une thématique « majeure » pouvant être soumis au référendum ?...)
- Le cumul des mandats peut être intéressant, à condition qu'il n'y ait pas de cumul des indemnités
- La devise devrait être : « *liberté, égalité, fraternité, laïcité* ».

Débats en plénière :

Un participant fait remarquer que cette dernière suggestion est impossible puisque trois départements ne sont pas laïques, en Alsace et en Moselle.

Un participant fait remarquer que « *les sénateurs sont très loin alors qu'ils ont une mission de représentation des territoires. Pourquoi pas un sénateur dans chaque territoire : un par région, un par métropole, un par département ?* »

Un participant déclare : « *les élus sont les représentants du peuple et je souhaite qu'ils ne soient pas des machines à voter, qu'ils soient nos représentants et non les représentants du président* ».

Un débat s'instaure sur l'immigration. Un participant demande « *un plan Marshall pour aider les pays d'Afrique à s'en sortir. C'est essentiel pour nous tous !* »

Une participante déclare avec émotion : « *Je tremble de partout, j'ai honte quand on me parle de quotas* ».

Transition écologique

Restitution par la table consacrée à cette thématique :

- En matière de transition écologique, l'État et les collectivités locales doivent être exemplaires, voire audacieuses
- On entend peu nos élus européens alors que l'environnement est un enjeu européen essentiel
- Il faut aider les pays pauvres et émergents à faire leur transition écologique
- Non à la décroissance
- Oui à l'économie circulaire
- Biodiversité : il faut trouver les alternatives agricoles aux pesticides, l'influence des lobbies est trop importante
- Les collectivités locales ont un rôle à jouer en tant que collecteur et mise en valeur des initiatives individuelles
- Les transports devraient desservir les zones d'activité
- Les transports collectifs urbains doivent-ils et peuvent-ils être gratuits ?
- Pas assez de pistes cyclables sécurisées
- Pour éviter les transports, développer le télétravail
- Promouvoir le transport fluvial
- Isoler les habitations ; les aides ne sont pas assez connues
- Développer les opérations telles que « zéro déchet » (comme à Roubaix), qui touchent même les populations défavorisées
- Relancer la consigne des bouteilles

Débats en plénière :

Un participant s'interroge « *sur les moyens de production de l'énergie et, notamment, sur les éoliennes* »

Un participant déclare : « *On dit qu'on ne peut pas arrêter le progrès. Mais si, quand le progrès n'est pas bon, il faut l'arrêter !* »

GRAND DÉBAT : Douai - La maison des potes

Lieu : Douai (Nord)

Date : 9 mars 2019

Heure : 14h-17h

Organisateur : La maison des potes

Nombre de personnes : 12 personnes (dont six jeunes de 13 à 16 ans, faisant partie d'une junior association)

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : participants assis tout autour d'une table carrée

Ambiance : très correcte

Questions abordées :

Fiscalité et dépenses publiques - Transition écologique

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Le rédacteur de la présente note n'a pu assister qu'à la thématique « transition écologique ».

Transition écologique

Un jeune déclare : « *à la cantine ou nous forçait à tout prendre donc on gâchait . On n'a pas réussi à faire bouger les choses ».*

Une autre jeune a une expérience contraire dans son lycée, où on fait attention au gaspillage.

Un adulte déclare que « *les responsabilités politiques sont bien plus importantes que les responsabilités individuelles ».* Il se plaint qu'« *on ait toujours incité les Français à se convertir au diesel et que maintenant on les taxe ».* Il plaide pour « *des responsabilités internationales ; il devrait y avoir des sanctions économiques contre des politiques anti écologiques, comme celle du Brésil ».*

Un autre adulte préconise de « *taxer le fioul des bateaux pour éviter les transports aller retour à longue distance ».*

Un jeune déclare que « *en primaire il y avait le tri sélectif dans son école, mais au collège rien ».* Une jeune se plaint aussi que « *les poubelles de tri sélectif ne sont pas partout dans toutes les classes ».* Le rédacteur de la présente note leur dit que c'est de la responsabilité du département, comme tout ce qui concerne l'intendance au sein des collèges.

Une jeune plaide pour les énergies renouvelables.

Un jeune se plaint que « *son lycée est mal isolé, avec de grands jours sous les portes ».*

Une adulte souhaiterait qu'il y ait « *plus de transports collectifs et aussi de transports à la demande ».*

Sur la sensibilisation des jeunes à l'écologie, une jeune raconte : « *j'ai organisé toute une opération de ramassage des déchets dans mon collège et dans le village de mon collège, mes camarades ont été violents par rapport à moi, ils se sont moqués de moi ».*

Une autre jeune a eu une expérience analogue : « En 3^{ème}, à six, on a nettoyé le collège de fond en comble. Malheureusement nos camarades n'ont pas respecté notre travail, au contraire, ils ont mis plus de déchets qu'avant pour détruire ce qu'on avait fait. Mes camarades s'en foutent, ils disent : « elle ramène sa science, elle fait son intéressante ».

Une jeune considère que « il faut faire des lois, alors on fait les choses, sinon sans loi il ne se passe rien ».

Une jeune déclare que « mes camarades ont leur petite vie, l'écologie c'est pas leur problème ... »

GRAND DÉBAT : Douai – Mission locale pour l'emploi des jeunes

Lieu : Douai (Nord)

Date : 11 mars 2019

Heure : 18h

Organisateur : Mission locale pour l'emploi des jeunes

Nombre de personnes : aucun jeune de la mission locale !

Présence du sous-préfet et du président de la Mission locale

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : ...

Ambiance : ...

Questions abordées :

Démocratie et citoyenneté

Organisation de l'Etat et des services publics

Cette séance avait été programmée par l'émission locale pour l'emploi des jeunes. Elle devait conclure des ateliers menés avec des jeunes faisant partie du dispositif de « garantie jeune ». Ceux-ci avaient débattu préalablement dans leurs groupes respectifs.

Pas un seul jeune n'est venu à cette séance de conclusions. Tout au plus deux jeunes de 20 à 25 ans en service civique à la mission locale étaient présents... L' élu président de la mission locale, le sous-préfet de Douai, la presse ont donc fait chou blanc...

Le sous-préfet a au moins tenté un débat avec les deux jeunes en service civique, mais sans succès : Il n'y a guère eu de répondant, ces deux jeunes se déclarant « *très éloignés de la politique* » ...

Le directeur de la mission locale a ensuite fait parvenir la synthèse des échanges qui avaient eu lieu au cours des ateliers préparatoires. Mais le rédacteur de la présente note n'a pas été témoin de ces échanges.

GRAND DÉBAT : Steenvoorde

Lieu : Steenvoorde (Nord)

Date : 12 mars 2019

Heure : 19h-21h30

Organisateur : Mairie

Nombre de personnes : 60

Présence du maire tout au long des débats

Coordonnateur-garant désigné par le Préfet : Jacques VERNIER

Organisation : 60 personnes installées en deux séries de rangées face à face, animateur (proposé par la CNDP) entre les deux séries de rangées

Ambiance : correcte, mais une personne offensive intervenant trop souvent

Questions abordées :

Transition écologique - Démocratie et citoyenneté
Organisation de l'Etat et des services publics Fiscalité et dépenses publiques

Transition écologique

Divers : Un participant fait remarquer que la France est petite par rapport à d'autres pays bien plus pollués (Chine, États-Unis...)

Biodiversité :

Un ancien agriculteur est très préoccupé par ... « *une espèce en voie de disparition : les agriculteurs* ». Il estime que « *quand on parle de bio on tire à boulets rouges contre les agriculteurs* ». Il regrette que « *le consommateur ne consacre plus que 14 % de son budget à l'alimentation alors qu'il en consacrait 30 % naguère* ».

Énergie - Véhicules - Transports :

À propos des économies d'énergie à faire dans les bâtiments, et notamment dans les logements sociaux, un participant estime que « *on ne peut pas avoir deux langages : préconiser les économies d'énergie et priver les HLM de moyens* ».

En matière de chauffage, un participant estime que « *nous sommes obligés de nous replier sur le fioul* ». Ce participant avait installé une pompe à chaleur, qui est en panne : « *personne ne vient réparer, on peut nous fournir des pièces gratuites mais les installateurs ne nous fournissent aucune garantie* ».

En ce qui concerne les véhicules, un participant préconise l'éthanol. L'animateur fait remarquer que « *la vocation de l'agriculture c'est de nourrir les populations et qu'il y a concurrence entre l'usage alimentaire et l'usage énergétique* ».

Un autre participant est un fervent partisan du GPL et ne comprend pas pourquoi « *l'État n'est pas plus incitatif pour l'encourager. Pas de particules, certes du CO2, mais ce n'est pas le plus dangereux...* »

À propos d'une des voitures électriques, un participant fait remarquer que « *les batteries viennent de Chine : c'est loin et pas très écologique* ». L'animateur défend les nouvelles batteries et indique que la France et l'Allemagne se mobilisent pour en fabriquer.

Un autre participant déclare qu' « *on ne veut plus de centrales nucléaires , mais alors comment fera-t-on pour alimenter les véhicules électriques?* ». Un autre participant renchérit : « *fera-t-on comme en Allemagne : avec le charbon ? Et les éoliennes certains n'en veulent pas !* »

Un participant demande « *quand les pétroliers cesseront ils de freiner l'hydrogène ?* ». L'animateur fait remarquer que l'hydrogène alimente une pile à combustible et que en fait « *un véhicule à hydrogène c'est un véhicule électrique* ».

Un autre participant craint « *l'envol du prix de l'électricité* » et souligne que la commission de régulation de l'électricité vient de préconiser une augmentation de l'électricité de 6 %.

Un participant dénonce les changements perpétuels de posture publique : « *le diesel, naguère conseillé a maintenant tous les défauts. Ne risque-t-on pas le même changement de posture en matière de véhicules électriques ?* »... Ce même participant demande : « *que fera-t-on lorsque le véhicule électrique sera en panne de batterie dans les bouchons ?* »

Une personne handicapée en fauteuil déclare qu'elle ne peut pas acheter un véhicule électrique, car « *mon fauteuil ne pourrait y rentrer* ».

L'animateur évoque la possibilité d'un « *prêt à taux zéro pour une voiture électrique* ». Pas d'écho... dans une assemblée décidément hostile aux véhicules électriques.

À propos de la transition énergétique, une intervenante qui déclare avoir deux véhicules diesel et une chaudière à fioul, indique « *ne pas avoir les moyens de financer cette transition* ». Elle suggère d'installer sur nos véhicules « *une carte à puces enregistrant les kilométrages, l'État remboursant ensuite une partie des taxes payées sur les kilomètres pour financer le changement de véhicules* ».

En matière de transport, un participant estime que le « *ferroutage n'est pas assez développé* », et que « *pour le canal Seine-Nord on ne sait pas où on en est* ». Un autre participant préconise le covoiturage. Un troisième participant demande « *des pistes cyclables comme aux Pays-Bas et en Belgique* ». En contrepoint un participant estime que « *aller en vélo à Lille c'est pas possible...* ». Un autre participant fait d'ailleurs remarquer que « *c'est la concentration des activités économiques dans les métropoles qui crée des bouchons* » et qui empêche d'utiliser des modes de transport plus doux.

Démocratie et citoyenneté

Démocratie :

Une participante déclare que « *on ne peut pas faire confiance aux politiques pour être transparent* ».

Un participant déplore que « *le parlement soit toujours vide* ». L'animateur insiste sur le fait que « *au Parlement on travaille surtout en commission et que de nombreux parlementaires travaillent beaucoup.* »

Un participant estime que « *ce n'est pas la peine d'avoir tant de députés. Il faut réduire !* ». Un autre participant n'est en revanche « *pas du tout pour la diminution. On n'aura plus de proximité !* ». Un autre participant se déclare aussi « *contre la diminution. Les lobbys deviendront plus puissants, il ne faut pas diminuer la force politique* ».

Un participant estime que « *le député doit représenter ses administrés. Il n'est pas là pour représenter un parti !* » Le même participant se déclare « *en faveur de la proportionnelle* ». L'animateur lui fait remarquer que « *la proportionnelle c'est le choix des députés par les partis...* »

Un participant propose de « *supprimer le CESE* ».

Un participant estime qu'il y a « *trop de commissions* ». L'animateur indique que « *cela permet la démocratie participative* ».

À propos du référendum, un participant pense que « *c'est compliqué et même ça peut être dangereux* ». En tout état de cause il considère que « *les citoyens ont été bafoués lors du référendum de 2005* » sur le traité de Lisbonne. Il regrette qu'on ne respecte pas les choix des électeurs : « *Quand on élit un président de gauche il fait une politique de droite. Quand on élit un président de droite il fait d'une politique de gauche...* ».

Votes :

Beaucoup de participants préconisent « *le vote obligatoire comme en Belgique* ». L'un d'entre eux déclare : « *j'en connais trop qui manifestent mais qui ne vont pas voter, et ils s'en vantent!* ». La sanction est évoquée : l'un préconise une amende en cas d'absence de vote, l'autre une réfaction d'impôts en cas de vote ...

À l'exception d'une personne qui estime que « *le bulletin blanc ne sert à rien, on doit être pour ou contre* », la plupart des participants sont favorables à la prise en compte du vote blanc.

Mais comment ? Un participant pense qu'il faut « *comptabiliser les bulletins blancs dans les suffrages exprimés* ». Un autre participant suggère que « *si le taux de vote blanc dépasse un certain seuil on revote* ». Un participant fait remarquer que dans ce cas « *on risque de revoter tous les 15 jours* » si on n'atteint pas ledit seuil.

Citoyenneté :

Un participant regrette que « *beaucoup de joueurs de foot ne chantent pas la Marseillaise* ».

Un autre participant dénonce « *les casseurs, les boxeurs et la faiblesse des peines prononcées à leur égard* ». Un autre participant dénonce inversement « *les agissements de Benalla* ».

Un participant dénonce « *la ministre qui a roulé à 150 à l'heure au lieu de 110 : les politiques devraient donner l'exemple* ».

Un participant dont le fils a été tué dans un accident de voiture (et membre très actif de la prévention routière) dénonce l'alcool et la drogue au volant . Il estime qu'« *il ne faut plus correctionnaliser mais criminaliser les assassins de la route. La justice est trop clémente, elle m'a condamné, moi, à la perpétuité* ».

Un participant estime, lui, que « *si on ne contrôle pas l'alcool ou la drogue au volant, c'est que ça ne rapporte rien. On ne contrôle que la vitesse...* »

Un participant estime que « *les gens vivent pour eux, ils sont individualistes, on a du mal à trouver des bénévoles dans les associations* ».

Un ancien gendarme dénonce « *la perte des valeurs* », ainsi que « *la démission totale de l'État, à tous les niveaux* ». « *On a tout foutu en l'air les valeurs. Qu'on remette en place les valeurs et la citoyenneté reviendra !* ».

Au sujet de l'éducation des enfants, le même participant indique que, naguère « *le premier qui bougeait, on lui bottait le cul. Quand l'instit tançait un enfant, les parents en remettaient une couche* ». Un participant renchérit : « *je soutiens toujours les instits et pas mes enfants. J'ai malheureusement vu un père interdire à son fils de faire une punition* ». Une enseignante, instit depuis 20 ans, confirme que « *les parents sont de plus en plus difficiles et se solidarisent avec les enfants punis* » ; d'une manière générale elle considère que « *les élèves ne sont plus les mêmes et sont agités* », au point qu'elle déclare : « *j'aimerais changer d'orientation mais je suis coincée* ». Une personne déclare

que « *les parents sont démissionnaires* ». Une autre pense que « *les parents qui travaillent tous les deux ne s'occupent pas assez de leurs enfants.* »

Immigration : un participant déclare que « *si les immigrés veulent aller en Angleterre, qu'ils y aillent !* »

Organisation de l'État et des services publics

Millefeuille administratif :

Un participant estime qu'il y a beaucoup trop d'échelons. Un autre pense au contraire que « *tous les échelons sont pertinents* ». Cependant il pense qu'« *il y a des doublons* », car lors des transferts de compétences de certains échelons à d'autres, on n'a pas veillé à supprimer les postes dans les services qui avaient perdu leurs compétences. Le même participant vante les mérites des mairies : « *on a toujours une réponse, même si le sujet ne dépend pas d'elle* ».

Services publics :

Un participant déplore qu'« *on ne s'attaque qu'aux services publics (par exemple au logement HLM dont les moyens ont été diminués, et pas aux logements privés notamment aux marchands de sommeil)* ».

Un participant se demande « *à quoi servent les autorités administratives indépendantes ?* ». Il pense aussi qu'« *il y a trop de personnel dans les ambassades* ».

Un participant déclare que « *au service des impôts, on a un accueil formidable* ».

En revanche, dit-il, « *Qu'attend-on pour faire une simplification administrative et un allègement des normes : on m'a demandé une taxe pour l'archéologie préventive pour une mini construction !* »

Un participant regrette que « *trop de services publics en milieu rural n'existent plus* ».

Au sujet de la dématérialisation des services publics, un participant déclare : « *je rends service aux copains pour l'accès aux services numérisés* ». Un autre participant dit qu'« *une principale de collège avait été très surprise que beaucoup de parents ne sachent pas se servir d'Internet* ». Une intervenante déplore que « *chez moi, c'est l'Internet à la rame* ». Une controverse s'instaure sur la rapidité de déploiement de la fibre optique.

Au sujet du service public de l'éducation un participant déplore que « *l'enseignant, c'est le fonctionnaire le plus titré, mais qui gagne le moins* ». Une enseignante dénonce « *les inégalités entre enseignants : public/privé, 1er degré/2ème degré* ».

Fiscalité et dépenses publiques

Dépenses publiques :

Un intervenant déclare qu'« *il faut arrêter les dépenses de prestige, par exemple ne pas affréter des avions particulier pour des voyages ministériels* ».

Un autre intervenant dénonce « *les avantages des anciens présidents et anciens ministres* ».

Retraites :

Un participant se plaint qu'il n'y ait « *pas eu une augmentation des retraites depuis 5 ans* ». Il souhaite « *indexer toutes les retraites sur l'inflation, pas seulement les petites retraites* ». Il dénonce le fait que « *on augmente la CSG pour payer plus le travail, mais ainsi on sanctionne ceux qui ont travaillé* ».

Un Participant déclare, en revanche : « *il faut réfléchir un peu quand même, il n'est pas normal qu'un retraité touche 2500 € alors qu'une personne qui travaille ne touche que 1200 € !* ». Son intervention déclenche de vives protestations : « *N'opposez pas retraités et salariés !* ».

Un intervenant dénonce « *la prime d'activité, qui n'est pas un salaire, et qui ne sera pas prise en compte dans les retraites* ».

Un intervenant fait remarquer que « *c'est sous ce gouvernement que la dette a dépassé les 100 % du PIB* ». Un autre participant fait remarquer que « *tous les présidents successifs ont augmenté la dette* ». Il ajoute que ce ne sera pas si simple de rétablir nos finances.

Un participant veut « *réduire l'impôt sur les sociétés (à 10 %, comme en Irlande) pour que les entreprises étrangères créent des emplois chez nous* ».

Une intervenante se plaint du coût des services pénitentiaires : « *On investit trop pour eux. En Suisse les détenus payent leur repas, les personnes âgées payent bien leur EHPAD* ». L'animateur fait remarquer que « *les prisons françaises sont dans un grand état d'indignité, et que la France est souvent condamnée pour cela* » ; il pense que l'humanisation des prisons est nécessaire. Une autre intervenante dit bien connaître un surveillant de prison, qui lui a dit que « *les prisons sont très confortables* ». Un intervenant ose déclarer : « *C'est peut-être délabré les prisons mais ça les empêche pas d'y retourner !* ».

Fiscalité :

Plusieurs participants dénoncent l'évasion fiscale.

Un participant déclare : « *on veut bien être solidaire, mais pas pour payer la suppression de l'ISF* ».

Le même participant regrette « *la suppression de la demi-part pour les veuves* ».

Un participant demande « *qu'on arrête de nous imposer à tire larigot !* »